

Une victoire des femmes en Islande

Non, le féminisme n'est pas mort ! Il vient de remporter sa plus belle victoire mondiale en Islande et de contribuer, aux élections législatives du 28 avril, à la défaite du gouvernement sortant. Avec 10 % des suffrages, le Parti des femmes - unique au monde - double sa représentation au Parlement de Reykjavik, où il aura six sièges, et devient un partenaire presque obligé de la prochaine coalition.

Foin des ministères considérés comme « féminins », comme la santé, par exemple, pourquoi n'aurions-nous pas l'économie, demande déjà une des dirigeantes du mouvement, M^{me} Sigridur Duna. Ces dames ont tout ce qu'il faut pour mener à bien leur tâche. Dans ce pays où la constitution de toute coalition est traditionnellement longue et laborieuse, elles entendent n'y participer que moyennant des engagements constants, sur les salaires et les services sociaux en particulier.

Autre mouvement quelque peu atypique promu au rang d'arbitre par ce scrutin dont ne se dégage aucune tendance claire : le Parti des citoyens de l'ancien footballeur du Racing de Nancy Albert Gudmundsson ; ce dernier, fort de ses sept sièges au Parlement, déclare : « C'est le plus beau match de ma vie ; on m'a exclu du championnat mais j'ai gagné la Coupe. » Exclu il y a quelques semaines du Parti conservateur (au pouvoir avec les agrariens) pour une mauvaise affaire de fraude fiscale, Albert, comme on l'appelle dans l'île, a rallié, grâce à un discours nettement poudré, une large partie des mécontents et joué un mauvais tour au premier parti d'Islande, qui perd six des vingt-trois sièges dont il disposait précédemment.

Faut-il pour autant considérer ce pays, dont le Parlement, qui dans de 930, est le plus vieux du monde, comme une sorte de laboratoire politique et voir dans ces résultats les prémices de l'avènement de nouvelles forces sociales ? Sûrement pas.

Les succès remportés par ces deux partis témoignent certes d'une certaine lassitude devant les idéologies, de droite comme de gauche : le modèle social-démocrate a du plomb dans l'ail ; quant au libéralisme des conservateurs, il n'est traduit par une politique très autoritaire et qui ne pouvait pas ne pas l'être, sa principale mission étant de juguler une inflation galopante. La prime est donc revenue à ceux qui, confondant les idéologies et négligeant les grandes analyses économiques, prétendent parler au citoyen - ou à la citoyenne - de base des « vrais » problèmes.

C'est grâce à ce langage concret que le Parti des femmes a rassemblé une partie des voix de la gauche et des écologistes. Paradoxe dans un pays où le chef de l'Etat est une femme, M^{me} Finnbogadóttir, où le féminisme a eu la possibilité depuis longtemps de s'exprimer et dont la législation s'aligne sur celle, très égalitaire, des pays scandinaves.

Les faits il est vrai ont mal suivi le droit, et le revenu moyen des femmes reste largement inférieur à celui des hommes, notamment en raison de l'importance part que représentent les heures supplémentaires dans les revenus masculins. Il n'en reste pas moins que la définition d'une formation politique par le seul critère du sexe cadre mal avec l'idée que l'on se fait des démocraties en Europe.

Les femmes islandaises devraient à terme se heurter à cette contradiction. Elles risquent aussi de buter sur des difficultés institutionnelles plus immédiates : dans les milieux politiques de Reykjavik, on estimait lundi que les négociations en vue de former un nouveau gouvernement seraient longues et peut-être infructueuses. Il faudrait alors peut-être, à l'automne, demander aux électeurs de réviser leur vote.

Démission du ministre des finances

Le Brésil serait contraint de composer avec le FMI

Annoncée le dimanche 26 avril, la démission du ministre des finances brésilien, M. Dilson Funaro, remise dès vendredi au président Sarney, entérine l'échec du plan Cruzado de redressement de l'économie et la défaite des opposants les plus farouches à un dialogue ouvert avec le Fonds monétaire international. Elle coïncide avec l'annonce de l'arrivée cette semaine à Brasilia d'une mission technique du FMI.

La rumeur en courrait depuis des semaines déjà. Ultime symbole du plan Cruzado qui avait fait espérer aux Brésiliens une forte croissance et un retour à la stabilité des prix, le ministre des finances, M. Dilson Funaro, ne pouvait plus rester en place. Bête noire des banques créancières depuis le moratoire imposé unilatéralement, en février dernier, sur 68 milliards de dollars de crédits à moyen et long termes, lié par un nombre croissant d'industriels favorables à un dialogue avec le Fonds monétaire international, seul susceptible à leurs yeux de débloquent de nouveaux prêts, mis en accusation par les gouverneurs de quatre Etats représentant 80 % de l'économie brésilienne, le

8 avril, M. Funaro a dû jeter l'éponge. Pour cet ancien secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances de l'Etat de Sao Paulo de 1969 à 1971, la leçon des derniers mois est amère. A cinquante trois ans, cet industriel, ardent défenseur du rétablissement de l'élection présidentielle au suffrage universel direct, a mené de front avec une détermination sans faille une bataille qu'il estimait essentielle pour sortir, sans passer par les remèdes traditionnels du FMI, le pays de l'impasse d'une dette impressionnante (109 milliards de dollars) et un combat personnel contre un cancer.

FRANÇOISE CHOUIGNEAU.
(Lire la suite page 45.)

La préparation de l'élection présidentielle

La candidature de M. Le Pen perturbe le jeu de la majorité

M. Jean-Marie Le Pen a annoncé officiellement le dimanche 26 avril, à La Trinité-sur-Mer (Morbihan), sa candidature à l'élection présidentielle. Une candidature qui accroît le malaise au sein de la majorité RPR-UDF. Devant les jeunes du CDS le samedi 25 avril, M. Charles Millon, proche lieutenant de M. Barre, a pour la première fois rejeté publiquement « toutes négociations partiales avec l'extrême droite ».



(Lire nos informations page 2.)

Chômage +0,8 % en mars

Selon les chiffres publiés le lundi 27 avril, il y avait 2 675 900 demandeurs d'emploi en France.

Le franc attaqué

La faiblesse du dollar pèse sur la monnaie française. PAGE 45

Les marchés de la télévision

A coup de stars et de dollars. PAGE 13

Clémence en Algérie

De nouvelles grâces présidentielles. PAGE 48

Le sommaire complet se trouve page 48

Démographie et prospective

L'Europe se regarde vieillir

Ne mieux connaître les tendances de prospective réaliste des dernières années en Europe : c'était le principal objectif du colloque « Europrospective », qui a réuni de nombreux experts à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette à Paris du jeudi 23 au samedi 25 avril. L'un des dix-sept ateliers était consacré à la démographie de « vieux » continent, qui porte bien son nom.

Et nos retraites ? Qui les paiera ? Les quadragénaires d'aujourd'hui, enfants du « baby boom » d'après-guerre, n'ont sans doute pas tort de s'inquiéter. L'erreur commune est cependant de réduire à cette question triviale un immense problème de société : le vieillissement des pays européens. Car une « révolution grise » est en cours. Une « révolution » qui exige des politiques appropriées dans de nombreux domaines, et pas seulement des régimes de retraites réajustés.

Il n'est presque plus permis de parler de pyramide des âges dans les douze pays de la Communauté européenne. On évolue vivement vers des quasi-rectangles, puisque la base s'amenuise et que le sommet s'élargit.

Tout le monde a les yeux fixés sur les naissances, et plus particulièrement sur la fécondité allemande. La RFA ne voit-elle pas

sa population décroître depuis une dizaine d'années ? On assiste en réalité à une remarquable inflexion des comportements reproducteurs », c'est ce qu'affirment les spécialistes. Cinq autres pays de la Communauté (Belgique, Danemark, Italie, Luxembourg, Royaume-Uni) enregistrent déjà une croissance nulle. Dans l'ensemble des Douze, la fécondité moyenne a diminué de 40 % entre 1960 et 1985, passant de 2,7 enfants par couple à 1,6. Seule l'Irlande se démarque encore du peloton, mais pour combien de temps ?

Ce n'est d'ailleurs pas vers la base de la pyramide rectangulaire qu'il faut regarder : l'essentiel, désormais, se passe au sommet. « La nouvelle révolution démographique est une révolution de vieux », explique M. Michel Loriaux, professeur à l'université de Louvain. Elle va permettre à la population européenne de croître encore, mais au prix d'un vieillissement certain.

On assiste en effet à une triple tendance : les personnes âgées sont de plus en plus nombreuses ; elles sont de plus en plus âgées ; et leur proportion dans la société ne cesse d'augmenter. Huit années d'espérance moyenne de vie n'ont-elles pas été gagnées entre 1950 et 1980 ? Les plus de soixante-cinq ans représentaient moins de 5%

de la population européenne au milieu du siècle dernier. Ils sont aujourd'hui près de 24 %. Principaux « gagnants » de ce processus du vieillissement sont les pays du Royaume-Uni et de l'Allemagne. En 2010, les plus de soixante-cinq ans représenteront 20 % et, parmi eux, les grands vieillards seraient plus de vingt millions.

Et qui sait ce que nous réserve la médecine ? Si, du côté de la mortalité infantile, il n'y a presque plus rien à attendre, l'allongement de la durée de vie permet, lui, tous les espoirs... et toutes les craintes pour la charge économique qu'il représente.

L'immigration ? Elle a été largement stoppée dans la plupart des pays européens. On s'aperçoit d'ailleurs qu'au fil des années la fécondité des femmes étrangères tend à diminuer et à rejoindre celle des Européennes. Un nouveau « baby boom » ? Rien ne le laisse prévoir. Il devrait, en tout cas, être bien spectaculaire pour inverser la tendance.

« Le vieillissement de l'Europe est inéluctable et irréversible », estiment la plupart des experts. Inutile, donc, de rêver. C'est une Europe plus vieille et relativement plus petite qui devra défendre sa place dans le monde au début du siècle prochain.

ROBERT SOLÉ
(Lire la suite page 41.)

Un gouvernement « historique » à Helsinki

Tête-à-queue en Finlande

Après quelques semaines de négociations, les députés finlandais ont élu dimanche 27 avril un gouvernement « historique » composé de quatre partis : social-démocrate, conservateur, suédois et rural. La coalition, dont la composition exacte devrait être annoncée avant le 1^{er} mai, dispose, avec 131 sièges sur 200, d'une solide majorité à l'Assemblée nationale.

Le nouveau gouvernement est à bien des égards « historique ». C'est d'abord un grand jour pour les conservateurs, qui reviennent au pouvoir après vingt et une longues années dans l'opposition et qui n'avaient pas occupé le poste de premier ministre depuis 1945-1946 (J.K. Paasikivi). Pour la première fois depuis 1959, ils se retrouvent aux côtés des sociaux-démocrates au sein d'une coalition. D'autre part, fait exceptionnel dans l'histoire politique de la Finlande, les centristes de l'ancien président Kekkonen sont relégués dans l'opposition.

Après cet échec, le chef de l'Etat demanda à M. Harri Holkeri, cinquante ans, ancien président du Parti conservateur et membre du conseil de direction de la Banque centrale de Finlande, d'étudier une autre solution : une coalition entre les sociaux-démocrates et les conservateurs - autrement dit, entre le plus grand parti finlandais (malgré une perte de suffrages de 2,5 % aux législatives) et les principaux bénéficiaires du scrutin.

Les élections législatives du 15 et 16 mars avaient marqué une forte parité, en sièges, des conservateurs, ainsi que des centristes et des libéraux, aux dépens de la gauche social-démocrate et surtout communiste. Au lendemain du scrutin, le président de la République, M. Mauno Koivisto, avait dans un premier temps demandé à un ancien ministre, M. Esko Rekola, d'examiner la possibilité de former une large coalition comprenant les « trois grands », à savoir les sociaux-démocrates, les conservateurs et les centristes. Mais les discussions échouèrent assez rapidement. Les socialistes n'avaient pas du tout envie de faire partie d'un gouvernement au sein duquel ils seraient nettement minoritaires et sans doute obligés d'avaliser une politique cadrant mal avec leur idéologie.

ALAIN DEBOVE
(Lire la suite page 3.)

Le Monde ÉCONOMIE

La privatisation en marche : le CCF, brillant outsider

Le gouvernement poursuit son programme de privatisation avec la mise sur le marché, le lundi 27 avril, des actions du Crédit commercial de France. Système bancaire de dépôts français, mais la première de cette importance à retourner au secteur privé, le CCF est devenu un holding regroupant, outre quelques banques régionales, l'Union des banques à Paris et l'ancienne banque Rothschild. Avec la privatisation, ce brillant outsider affronte une nouvelle étape de sa longue histoire.

La perte d'audience des syndicats

Même si les salariés font encore confiance aux organisations syndicales qui sollicitent leurs suffrages, ils sont de plus en plus nombreux à refuser d'y adhérer.

La chronique de Paul Fabra : la grande fatigue des économies

Pages 37 à 40



LES MYTHOLOGIES REVOLUTIONNAIRES

Par Abel Poitineau

Depuis quelques millénaires, les hommes rêvent de la Révolution, organisent la Révolution, font la Révolution... et souffrent ou meurent pour la Révolution. A l'instar de Pénélope, l'homme insatiable refait sans cesse la Révolution, toujours la même. Faire et défaire sans trêve le tissu social serait-il le divertissement favori de l'espèce ?

Collection « Histoires » dirigée par Pierre Chassagnon - 264 pages - 1987



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Débats

LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Le Sénat achève de débattre sur un texte réformant la loi de 1984 sur la fonction publique territoriale. Jacques Crammer met en lumière ce qui est en cause et qui n'est rien de moins qu'un bon exercice de la démocratie locale. De son côté, Jacques Nodin, parlant au nom du million d'agents territoriaux concernés, s'inquiète de l'arrière-plan du projet de loi en discussion, avec les risques de politisation du recrutement et la remise en cause de la participation des salariés.

Bonjour les dégâts de la privatisation !

Va-t-on faire naître un « entrepreneur de droit divin » ?

par JACQUES NODIN (*)

DEPUIS six mois, nous assistons à une accélération des privatisations du service public local : les cantines scolaires, les services de nettoyage, la distribution de l'eau, les parcs et jardins, l'assainissement, le logement social, sont confiés à des entreprises privées, filiales de la Générale des eaux, de la Lyonnaise des eaux ou du groupe Bouygues. Ces entreprises sont aussi intéressées par la maîtrise du système de communication du futur : le câble.

Nous sommes loin des privatisations des entreprises nationalisées. Le processus s'enclenche sans consultation de la population, sans concertation avec les associations des consommateurs, sans négociation avec les syndicats représentant les salariés et, dans certains cas, sans même de dialogue avec le conseil municipal.

Une méthode de « gestion » inaugurée à la ville de Nîmes par M. Bousquet, qui est très loin du « management participatif » cher à certains néo-libéraux. Nous sommes plutôt dans un système d'appropriation individuelle par un « entrepreneur » d'un service financé par la collectivité.

Cette volonté politique va réduire à néant quarante années d'efforts, de volonté de rendre un service public de qualité avec des valeurs essentielles : la solidarité, la justice sociale et le respect de la démocratie.

Nous disons oui à l'amélioration de la gestion, oui à la recherche de la perfection du service rendu, mais nous disons non au développement de la société dual.

Le gouvernement de M. Chirac demande au Parlement de débattre d'un projet de loi relatif au statut des fonctionnaires territoriaux. La CFDT a cherché, depuis la réforme statutaire engagée en 1981, l'équilibre alliant la meilleure gestion du service public avec la reconnaissance de garanties des fonctionnaires territoriaux.

Où à la modernisation, à la souplesse, mais dans le respect de la garantie de l'emploi, de l'égalité d'accès aux emplois publics, de la participation des salariés.

Ce projet de loi nous inquiète sur quatre points :

— La politisation du recrutement à travers le libre choix des élus sur les listes de résultat au concours. La gestion par la seule « cote d'amour » ne va pas dans le sens d'une plus grande efficacité et de la continuité des services publics.

— Le développement des non-titulaires qui fait écarter le dynamisme des agents. Les collectivités territoriales vont être composées de TUC, PIL, contractuels, vacataires, et de quelques titulaires à l'état-major, ce qui ne rendra pas le meilleur service aux usagers.

— La remise en cause de la gestion paritaire, de la formation professionnelle et permanente instituée depuis 1972. Là aussi, nous sommes loin d'une politique participative à la modernisation du service public par la mobilité professionnelle et donc avec une politique volontariste de formation.

— L'absence de la dimension contractuelle et participative des organisations syndicales ou des salariés : rien sur le droit d'expression, sur l'obligation de négocier dans les collectivités territoriales.

Comme pour les privatisations, nous assistons à la naissance d'un « entrepreneur de droit divin » qui refuse, idéologiquement, la recherche de la négociation et du compromis. Nous avons connu les « dégâts du progrès ». Si nous ne réagissons pas de la manière unitaire, salariée et usagers, nous construisons les « dégâts de la privatisation », la mainmise sur les services de la collectivité de quelques-uns au détriment de la solidarité et de la justice sociale.

(*) Secrétaire général de la Fédération Interco CFDT.

Un cadeau empoisonné

L'équilibre entre les élus et les agents des collectivités locales est fragile. La loi nouvelle doit le préserver

par JACQUES CRAMMER (*)

En mars 1986, le gouvernement de M. Chirac hérita donc de cette fonction publique territoriale inscrite : un véritable cadeau empoisonné ! Il chercha depuis à s'en débarrasser au meilleur compte. Qu'il s'en remette maintenant aux parlementaires, en urgence, n'a pas de quoi surprendre.

Faut-il craindre que les agents des collectivités territoriales ne fassent les frais de l'opération ?

Trois principes

Les organismes professionnels des cadres territoriaux viennent de faire connaître leur sentiment à M. Galland, ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur. Le Syndicat national des secrétaires généraux, l'Association des ingénieurs des villes de France, l'Association des secrétaires généraux des grandes villes et celle des secrétaires généraux des communautés urbaines, ainsi que l'Association des anciens élèves de l'IHET (2) souhaitent que soient affirmés par la loi trois grands principes :

— La spécificité de la fonction publique territoriale de manière à se dégager des règles qui régissent les fonctionnaires de l'Etat et à tenir compte des réalités locales ;

— L'unicité de cette fonction publique territoriale, pour créer une commune véritable des personnels entre les régions, les départements, les communes et leurs établissements publics, garantissant une bonne et saine mobilité des agents ;

— L'attractivité enfin de cette même fonction, ce qui suppose une formation et un recrutement de qualité et des débouchés de carrière qui ne laissent en rien place à l'arbitraire.

Ces trois principes sont aujourd'hui admis par tous : élus locaux, ministres, parlementaires, organisations syndicales et professionnelles, Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, centres de gestion, etc. Le tout est de les mettre en œuvre sans les dénaturer. L'exercice est difficile.

Preons seulement trois exemples :

— La spécificité ne peut être reconnue par les énarques dès lors

qu'elle fait échapper les territoriaux aux règles qui contraignent les fonctionnaires de l'Etat :

— L'unicité est battue en brèche par les agents de la Ville de Paris ;

— L'attractivité perd de sa réalité dès qu'on ouvre la porte aux recrutements directs, aux détachements, et aux contractuels, pour répondre aux vœux des maires et des présidents de région et de conseil général qui revendiquent pleine et entière liberté de choix de leurs collaborateurs.

Que va-t-il résulter, dans cette ambiance, du vote du Parlement normalement prévu dans le cours de la session qui vient de s'ouvrir et qui doit être complet, au dire de M. Galland avant Noël 1987, par l'ensemble des textes d'application ?

Peut-être est-il temps de rappeler aux maires, et surtout aux parlementaires, ce qui faisait et qui fait encore dans la plupart de nos communes la spécificité des agents territoriaux ? Le sentiment de vivre en symbiose avec les élus locaux dans une relation très intime qui peut être ambiguë parce qu'elle est de nature affective. L'agent communal sait de façon instinctive rester à sa place. Sa modestie naturelle ne l'empêche pas d'éclairer les élus sur la portée de leurs choix. Mais son sens du service aux élus fait taire, au moment opportun, tous ses doutes et tous ses scrupules, pour en faire un farouche défenseur des décisions prises. Et l' élu sait qu'il peut compter à tout moment sur une loyauté sans faille de la part de ses agents.

Cette dimension-là risque fort de ne plus être mesurée à sa juste valeur dans la recherche actuelle de compromis entre deux volontés contradictoires, celle de mettre en place une véritable « carrière », et celle de laisser aux élus une totale liberté. Car l'équilibre trouvé sur le terrain depuis le statut de 1952 est forcément fragile. Il peut être rompu par un recours généralisé aux contractuels, mercenaires monnayant leur service, et aux fonctionnaires détachés restant avant tout de fidèles serviteurs de l'Etat.

L'enjeu est pourtant considérable, qu'on y prenne garde ! C'est l'avenir de la démocratie locale qui est en cause.

(1) M. Anjolet Le Port, ministre de la fonction publique, avait alors comme collaborateur M. Olivier Schrameck.

(2) Institut des hautes études territoriales de Fontainebleau.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouls.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montcaumon, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde US\$ 795-810 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde

c/o Speedmaster, 46-48 30 th street, L.C.I. N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. Postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedmaster U.S.A., P.O. Box 46-48 30 th street, L.C.I. N.Y. 11104.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à fournir leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tape LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 571437

ISSN : 0395-2037

ZULAWSKI
écrivain :
une révélation



Zulaufski

il était UN VERGER

Roman/Stock

85 F

240 pages

Roman Stock

« LE GÉNÉRAL MANGIN »,

vu par un de ses fils

Un fauve intelligent

UNE tête courte, une mâchoire bloquée. Le camassier, le « boucher de Verdun », le « broyeur de Noirs », Mangin a été le plus haï des grands chefs de 1914-1918 et le plus vilipendé.

Il n'était pas aussi simple, ni aussi ogre que le prétend sa légende. Un de ses fils, Louis, donne de son formidable père une image nuancée. « Le héros au sourire si doux » ? Mangin l'est certes aux yeux de ses huit enfants. Mais il est aussi ce subordonné insupportable, difficile à commander dont Lyautey disait qu'il était « le seul capable de vous mettre dans le pétrin et le seul capable de vous en sortir ». S'il riait, s'il chahutait parfois ce n'était pas seulement parce que, sous des dehors impossibles, se dissimulait un caractère fougueux et entier, c'est aussi parce qu'il est remarquablement intelligent, qu'il mène à une préparation minutieuse une intuition foudroyante. Et parce qu'il a une formidable conscience de sa valeur.

Tôt, il est devenu un héros des conquêtes coloniales célébré par les foules. Toute sa jeunesse, il l'a passée en Afrique, accompagnant Marchand à Fachoda, guerroyant quasi sans interruption. Impavide, la voix douce et un peu aiguë, le regard foudroyant, festuque en campagne, il sera toujours l'objet de vénération secrète dont son fils n'a pu démentir toutes les origines. Il est fort probable que sa réputation de boucher lui a été faite beaucoup moins par ses troupes que par ses « chers camarades ».

Une furieuse détermination

Mangin, par bien des côtés, comme Foch qui le soutient, c'est l'anti-Pétain. Le futur chef de l'Etat français est un paysan prudent et pessimiste, l'homme de la défensive, où il est inégalable. Mangin attaque, passe n'importe comment ni n'importe où, mais avec une furieuse détermination. Lorsqu'il s'agit de combattre les pertes, il est bien difficile de savoir ce qui a été le plus coûteux dans le grand massacre : du « grignotement » même par mètre ou des assauts à la Mangin.

Il n'en a pas moins été l'inventeur et le champion avant 1914 de la « Force noire » comme il l'a lui-même baptisée, formée de « volontaires » désignés d'office en Afrique et qui servaient de « chair à canon » à une métropole exsangue. Les survivants en tirèrent une longue fierté.

Comme Foch, il juge prématuré l'armistice du 11 novembre 1918 et prédit : « Nous aurons la guerre dans vingt ans ». Pour l'empêcher, il favorise, dans son commandement à Mayence, l'éphémère autonomie rhénane de Conrad Adenauer. Son fils reste, malheureusement, fort conquis sur ce point.

Après la guerre, comme la plupart des grands chefs militaires, il sera sollicité par les éternels partisans du recours au soldat. On ne peut que s'interroger sur la réponse qu'il aurait faite. Il est mort à cinquante-neuf ans, si brutalement qu'on a cru à un empoisonnement. Il avait dix ans de moins que Philippe Pétain.

JEAN PLANCHAIS.

* Le général Mangin 1866-1923, de Louis-Eugène Mangin, préface de J.-B. Duroselle, Ed. Fayard, 75006 Paris, 336 p., 120 F.

الكتاب الجديد

Proche-Orient

La fin des travaux du Conseil national palestinien

Le nouveau comité exécutif devra manœuvrer au milieu des contradictions arabes

Irritation et déception prévalent dans les milieux dirigeants égyptiens, au lendemain de la dix-huitième session du Conseil national palestinien (CNP), même si le Caire s'est gardé, jusqu'à présent, de réagir officiellement, rapporte notre correspondant, Alexandre Buciatti. La mauvaise humeur égyptienne est due aux attaques des «durs» de l'OLP contre la politique du Caire, notamment contre les accords de Camp David. Surtout, la résolution finale fait référence au texte adopté lors du

seizième CNP, qui préconisait le développement des relations entre l'OLP et les «forces patriotes» égyptiennes, c'est-à-dire l'opposition et non le gouvernement du Caire. Les médias officiels se sont faits l'écho de l'irritation gouvernementale en critiquant l'OLP. Dans son éditorial du lundi 27 avril, le quotidien *Al-Akhar* dénonce «la comédie hypocrite à laquelle se livrent les responsables de l'OLP, qui se partagent les rôles, les uns lançant des

flèches au gouvernement égyptien, les autres le volant aux égyptiens». M. Yasser Arafat, chef de l'OLP, s'est félicité, samedi à Alger, de la position exprimée par M. Gorbatchev à l'occasion de la visite du président syrien à Moscou, ainsi que les déclarations faites au Maroc par M. Mitterrand. Le président français avait dit, au sujet de l'OLP : «Mieux vaut avoir affaire à un mouvement cohérent et homogène qu'à un mouvement où les surréalistes pourraient s'exprimer.» (Le Monde du 25 avril).



comité exécutif résidant à Amman rencontreront à leur retour le roi Hussein.

Une nouvelle page dans les relations avec Damas ?

Signe des temps, M. Arafat, rayonnant et très détendu, a tenu sa conférence de presse avec, à ses côtés, MM. Yasser Abd Rabbo, numéro deux du Front démocratique de libération palestinien (FDLP) et Bassam Abou Charif, porte-parole du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Interrogé à plusieurs reprises sur ses relations avec la Syrie, M. Arafat a affirmé que «le CNP devrait ouvrir une nouvelle page dans les relations palestino-syriennes» et qu'il avait reçu les concours des autorités algériennes pour aider à traduire dans les faits les résolutions du CNP qui affirment «la volonté palestinienne d'établir de bonnes relations avec Damas sur une base d'égalité et de respect mutuel».

Au cours d'une séance à huis clos de la commission politique, M. Arafat avait informé ses pairs que, avant le voyage du président Assad de Syrie à Moscou, il avait envoyé un message écrit à M. Gorbatchev, dans lequel il lui avait affirmé qu'il souhaitait reprendre le dialogue avec la Syrie. «Je n'ai pas d'amour propre personnel, y écrivait-il, je n'ai que l'intérêt de mon peuple. Reste à savoir quelle sera la réponse de Damas. Mais nul doute que la question des rapports palestino-syriens sera l'une des premières

Satisfaction mitigée dans les territoires occupés

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Les «Palestiniens de l'intérieur», dans leur grande majorité, se disent satisfaits de la réunification de l'OLP scellée à Alger. Mais il ne s'agit pour eux que d'une «première étape» vers la redéfinition d'une stratégie d'ensemble. A cet égard, certaines réactions et certains silences laissent deviner une indéfinissable perplexité.

Les éditorialistes des principaux journaux de Jérusalem-Est, favorables au courant majoritaire du Fath, se réjouissent de l'unité retrouvée, de la victoire personnelle remportée par M. Arafat et de la démonstration d'indépendance administrative par l'OLP à la Syrie. Ils y voient une «bonne nouvelle» et un «développement constructif» témoignant du renouveau de la centrale palestinienne après une longue période de déchirements.

Les notables projordaniens ont bien entendu déploré l'abrogation par le Conseil national palestinien de l'accord d'Amman. Pour l'ancien maire de Gaza, M. Rachid Chawa, par exemple, cette décision constitue une «grave erreur». M. Elias Freij, maire de Bethléem, a lui aussi, désapprouvé le divorce avec Amman, tout en ajoutant, sur un ton déabusé, que «cela n'affecterait guère un processus de paix qui, de toute façon, n'existe pas». La décision du CNP, il est vrai, n'était que le «coup de grâce» assésé à un accord déjà moribond. Nouveaux porte-voix du régime hachémite en Cisjordanie, le journal *Al Nahar* s'empresse d'ailleurs de rejeter sur Israël la responsabilité de la «ligne dure adoptée à Alger».

Les «Palestiniens de l'intérieur», au bout du compte, plus de mal à

comprendre l'attitude anti-égyptienne manifestée par le CNP. Ils savent que l'Égypte est appelée à jouer un rôle clé dans toute relance diplomatique axée sur la convocation d'une conférence internationale de paix et que l'OLP peut difficilement se priver de ses services. N'est-ce pas le président Moubarak qui, en septembre dernier à Alexandrie, redonna vie au projet de conférence en ralliant solennellement à cette idée M. Shimon Pérès ?

La seule réaction notable à ce sujet, côté palestinien, émanant, lundi, de M. Chawa, décidément très en fièvre. «C'est une mauvaise plaisanterie, a-t-il dit, reflétant la dictature exercée par une minorité sur une majorité. Mais les habitants des territoires ne critiqueront pas ouvertement les décisions d'Alger car ils ont peur». Les plus perplexes, au lendemain d'Alger, sont sans doute ses sympathisants de l'OLP qui — tels MM. Hanna Siniora, rédacteur en chef d'*Al Fajr*, ou Fawz Abou Rahmeh, avocat de Gaza — participent depuis deux ans à un dialogue permanent avec les dirigeants du Parti travailliste. L'OLP ayant réoccupé le terrain en réaffirmant, à Alger, qu'elle était la seule habilitée à représenter les Palestiniens à une conférence internationale, les «compagnons de route» auront-ils encore, à ce stade, un rôle à jouer ?

Les «Palestiniens de l'intérieur» veulent croire que les décisions d'Alger permettront de progresser vers la paix et non l'inverse. Mais, au bout du compte, c'est bien l'isolement qu'est placée l'OLP à l'égard des capitales arabes — raison de l'unité retrouvée — qui semble la plus les inquiéter.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

La fin de la visite du président Assad à Moscou

L'URSS et la Syrie demandent la convocation d'une «conférence internationale à pleins pouvoirs»

Le président syrien Hafez El Assad a quitté Moscou le samedi 25 avril, à l'issue d'une visite officielle de trois jours. Le chef de l'Etat syrien a obtenu de M. Mikhaïl Gorbatchev l'assurance que l'URSS continuerait à fournir à son pays «toute l'aide possible», économique et militaire. En contrepartie, Damas s'est engagée à rechercher l'unité arabe et palestinienne et à intensifier ses efforts de promotion d'une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient.

En revanche, les pressions de Moscou pour rapprocher la Syrie de l'Irak et l'amener à réduire son soutien à l'Iran semblent avoir été vaines. L'agence Tass indique simplement que M. Assad a informé M. Gorbatchev de «ses efforts tendant à l'arrêt des hostilités» dans le Golfe.

Dans une déclaration commune publiée dimanche, l'URSS et la

Syrie s'opposent à des «accords partiels et séparés» au Proche-Orient et appellent à la convocation d'une «conférence internationale à pleins pouvoirs», sous l'égide de l'ONU et avec la participation de toutes les parties intéressées, un premier pas en ce sens pouvant être la création d'un comité préparatoire réunissant les membres permanents du Conseil de sécurité (le communiqué commun Mitterrand-Gorbatchev, publié en juillet 1986, envisageait déjà un tel comité préparatoire).

Au sujet du Conseil national palestinien (CNP) d'Alger, qui a vu la victoire politique de M. Yasser Arafat et la mise en échec des tentatives de la Syrie pour créer une «OLP-bis» sous son contrôle, la déclaration soviéto-syrienne affirme «la nécessité de rétablir l'unité des rangs du mouvement de la résistance palestinienne».

Enfin, MM. Gorbatchev et Assad ont été, selon Tass, «unanimement d'accord sur l'évaluation des diverses spéculations concernant le départ d'URSS d'un nombre insignifiant de personnes de nationalité juive». Ces propos font écho aux récentes déclarations du numéro un soviétique sur le «tas d'inventions propagées ces derniers temps» au sujet de la normalisation israélo-soviétique et de l'émigration des juifs soviétiques (Le Monde des 26-27 avril).

La Syrie, contre de la présence soviétique au Proche-Orient, est liée à l'URSS depuis 1980 par un «traité d'amitié et de coopération» d'une durée de vingt ans. Le nombre des conseillers soviétiques en Syrie dépasserait trois mille, selon les estimations occidentales. (AFP, Reuters.)

M. Shamir en visite officielle à Paris

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, était attendu le lundi 27 avril à Paris pour une visite officielle de trois jours qui lui donnera l'occasion de s'entretenir avec M. Mitterrand et Chirac.

M. Shamir est l'invité de M. Chirac, mais il sera reçu mercredi par M. Mitterrand et par les ministres des affaires étrangères et de l'économie et des finances, MM. Jean-Bernard Raimond et Edouard Balladur.

Les relations bilatérales sont qualifiées de «bonnes» de part et d'autre, même si les positions sont très éloignées en ce qui concerne le Proche-Orient. M. Shamir est catégoriquement opposé à l'idée d'une conférence internationale de paix et à toute concession territoriale en Cisjordanie et à Gaza.

Les quinze membres du comité

Voici la composition du nouveau comité exécutif de l'OLP : M. Yasser Arafat (Abou Ammar), Fath, président du comité exécutif ; M. Farouk Kaddoumi (Abou Lotf), Fath, chef du département politique ; M. Mahmoud Abbas (Abou Mazen), Fath, département des affaires nationales ; M. Mohamed Melhem, indépendant, département de l'éducation et de la culture ; le Père Elias Khouri, les Frères Elias Khouri, M. Jowaid Al Ghossein, indépendant, président du Fonds national palestinien ; M. Mahmoud Abbas (Abou Abbas), Front de libération de la Palestine, département des réfugiés ; M. Abderrahim Aboudant, Front de libération arabe (FLA, pro-irakien), département des organisations populaires ; M. Abdelrezak Yahia, indépendant, représentant de l'OLP à Amman ; M. Jamal Sourani, indépendant ; M. Yasser Abd Rabbo, FDLP ; M. Abou Ali Mustapha, FPLP ; M. Souleiman Nedjab, Parti communiste palestinien ; M. Mahmoud Darwish, indépendant ; M. Abdallah Hourani, indépendant.

"DESKTOP PUBLISHING" L'ETAT DE L'ART

"Desktop Publishing" ou Micro-Edition, Edition électronique, Publication Assistée par Ordinateur (PAO), Edition personnelle, informatique éditoriale, autant de mots pour traduire un phénomène qui bouleverse le monde de la communication écrite en multipliant les accès directs à l'édition. Pendant 2 jours, les meilleurs spécialistes américains et européens de la Micro-Edition se succéderont pour dresser un panorama complet de cette révolution qui touche aussi bien les entreprises que les administrations. Les Premières Journées Européennes de la Micro-Edition seront un moment privilégié pour découvrir ces nouvelles techniques ainsi que les stratégies des principaux acteurs du "Desktop Publishing" (constructeurs de matériels, éditeurs de logiciels, SSP) qui profiteront de cette occasion pour vous dévoiler en exclusivité leurs produits.

ères

Journées Européennes de la Micro-Edition

Paris 22 & 23 juin 1987

organisées par European Desktop Publishing Group avec la participation de

LE MONDE
INFORMATIQUE

L'ENTREPRISE

SEMINAIRE & EXPOSITION

Je souhaite recevoir gratuitement une documentation sur les Premières Journées Européennes de la Micro-Edition 22 & 23 juin 1987, Paris Pullman Saint-Jacques (Ex-PLM)

Nom et Prénom : _____ Fonction : _____ Téléphone : _____
Société : _____ Adresse : _____

Le nombre des places (séminaire) étant limité, renvoyez très vite ce coupon à EDIPG/CNIS 59 rue des Petits-Champs 75001 PARIS ou téléphonez à Chirac de BAILLEUX au 42 40 39 42.

Revue d'études Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU N° 23

AKRAM HANIYYÉ
Journaliste sous l'occupation

ROSEMARY SAYIGH
Femmes palestiniennes :
une histoire en quête d'historiens

MOUSTAFA N. ATEYA
Israël/États-Unis : la zone de libre-échange

TARIF KHALIDI
La Palestine des siècles arabes classiques :
l'espace, le sacré et le temps

MAURICE RAJSFUS
Retours d'Israël

FDLP
Le siège des camps de réfugiés palestiniens au Liban

Le N° 53 F - Abonnements 1 an (quatre numéros), 175 F
Étudiants (sur justification), 150 F
Réglement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 180.437)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes
Diffusion : les Éditions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

مركز الدراسات الفلسطينية

Amériques

PÉROU : près de dix mille morts en six ans

La « sale guerre » des Andes

La guérilla, active depuis six ans, a fait de nouvelles victimes en fin de semaine au Pérou avec l'assassinat, dans le nord du pays, du maire d'une petite localité et d'un responsable du parti gouvernemental. Devant la persécution de la violence, le général Jorge Flores, ministre de la guerre, a demandé que les « terroristes » comparassent devant des tribunaux spéciaux « afin d'éviter les pressions sur les juges ».

PUNO
de notre envoyé spécial

Guérilleros, paramilitaires et policiers font irruption sur la grande place de Puno, brandissant des armes, des fusils et des mitrailleurs. Les « Vive la lutte armée ! » sont ponctués de détonations. En quelques minutes, cadavres et blessés jonchent le champ de bataille improvisé.

C'est avec cette pantomime que les forces de terminale mettent fin au défilé scolaire. Les touristes sont décontenancés par cette représentation de la « sale guerre » qui sévit dans les Andes péruviennes depuis six ans et a fait près de dix mille morts (le département d'Ayacucho, berceau de la subversion, a été le premier foyer de la lutte armée). Puno est le nouvel objectif des guérilleros du Sentier lumineux.

Bon public, la foule manifeste sur le parvis de la cathédrale et sur les trottoirs s'écroule, puis applaudit à tout rompre. Cette parade n'est que la première partie de la fête populaire. Pendant une semaine « anges » et « diables » vont danser, infatigables malgré les 3 300 mètres d'altitude. Orgie de couleurs éclatantes. Flots de bûches et de gerbes aux de vifs sous un soleil de plomb. Mais, brusquement, le ciel devient noir, se strie d'éclaircies. Des trombes d'eau s'abattent sur la ville.

L'eau est un capriceux dieu. Pendant la saison des pluies, elle tombe parfois, jour après jour, jusqu'à ensevelir les maigres cultures, le bétail, les hameaux. Parfois, elle est absente, les semences brûlent, les troupeaux meurent de

soif. La nature ne fait pas de cadeaux aux Indiens de l'Altiplano. Au cours du séminaire « Puno veut la paix », organisé il y a quelques temps par l'Eglise, l'ancien évêque français d'Ayacucho, Mgr Lucien Metzinger, a décrit « cette quadruple violence qui flagelle le département. A la violence structurelle qui maintient les majorités paysannes dans une situation de dénuement et d'abandon depuis des siècles vient se greffer aujourd'hui la subversion du Sentier lumineux, qui déclenche à son tour la répression, souvent excessive, de la police. Enfin, la violence des paramilitaires, qui, par leurs attentats criminels, aggrave la détresse du peuple de Puno ».

Comme une bête de somme

En 1958, lorsque Mgr Metzinger fonde, avec les Pères du Sacré-Cœur, la paroisse d'Ayacucho (capitale de la province de Melgar, qui, avec celle d'Ayacucho, est au cœur de la lutte armée), le département de Puno, il découvre « un peuple famélique, vulnérable et corvéable à merci. Quatre siècles de civilisation pré-dominante chrétienne ont réduit une race puissante et fière, issue d'un grand empire, à la condition de paria ».

L'Indien était jadis traité comme une bête de somme. Depuis la conquête, il travaillait de l'aube à la nuit dans les galeries des mines, puis, celles-ci étant épuisées, comme serf dans les haciendas. Cette exploitation est à l'origine des innombrables jacqueries du début du siècle. Dans les années 60, l'agitation a repris avec le slogan « la terre ou la mort ». La faim de terre pousse les communautés indiennes à envahir les immenses propriétés qui se sont souvent agrandies à leurs dépens. « Comme du bétail bédard, on nous refuse toujours plus haut dans la Puno », explique un paysan. On nous a chassés des terres irriguées, puis des vergers, et maintenant de la pampa.

Les Pères du Sacré-Cœur d'Ayacucho ne se contentent pas de prêcher le bon sens et de faire la charité. Ils constituent les premiers syndi-

cats chrétiens et créent l'Institut d'éducation rurale, chargé de doter d'une formation théorique et pratique les futurs cadres des communautés.

En 1969, le général Velasco promulgue une réforme agraire, mais celle-ci n'a pas changé grand-chose à la réalité de Puno. Les haciendas ont été transformées en coopératives. « Les bureaucrates qui les dirigent sont autant de patrons. Avant il n'y avait qu'un, et souvent mortel », note le Père François d'Inglaterra de Sandia. Moins cruel et surtout moins corrompu. La réforme agraire est donc une nouvelle frustration pour Puno.

Puno est le département le plus pauvre du pays : un revenu par tête annuel moyen de 70 dollars, une espérance de vie de trente-cinq ans, une mortalité infantile de 300 pour mille. Pour le Sentier lumineux, ce sont des conditions idéales. Pour le régime social-démocrate de M. Alan García, remédier à des siècles d'abandon, d'injustice et de misère, est un défi. Et il a promis la « restructuration des terres » — qui passe par le démantèlement des coopératives — et a pris une série de mesures favorisant le développement de la région. Gouvernement et guérilla se sont engagés dans une course de vitesse pour « gagner Puno ».

L'Eglise victime d'attentats

La guérilla a lancé des attaques sporadiques depuis août 1982. La première cible fut le poste de police d'Ayacucho, la deuxième, la coopérative de Sollocota, la troisième action : l'assassinat du gouverneur de Tarma. Les objectifs sont les mêmes qu'à Ayacucho : harcèlement des forces de police pour accélérer la militarisation de la région et susciter les contradictions, destruction du pouvoir bourgeois et assassinat des mouchards et des autorités locales.

Un assaut a été mené contre Aillo dans la province d'Ayacucho, le 16 juin. Les guérilleros ont annoncé la répartition des terres « au nom du président ». (L'agile d'Alan García ou de « Gonzalo », surnom d'Abimael Guimaraes, leader

du Sentier ?). Les paysans ont alors envahi les terres des alentours, se sont répartis les biens et les animaux. Le 22 juin, des policiers et des soldats ont fait irruption à Aillo, commettant toute sorte d'exactions avant de se retirer avec une centaine de prisonniers accusés de vol.

Au cours d'une incursion dans une autre communauté, les guérilleros ont été pris à partie : « Vous nous dites d'attaquer et après vous nous laissez tomber », Réponse : « Que des hommes, des femmes, des enfants meurent, c'est une loi de la guerre. Nous sommes en guerre, et notre guerre est juste ». « Pourquoi tuez-vous des paysans ? » Réponse : « Des paysans ? Non, des traitres ». « Pourquoi vous attaquez-vous à l'Eglise ? » Réponse : « Nous n'avons rien contre l'Eglise, bien que le pape ait critiqué notre révolution à Ayacucho, et bête les armes de nos tortionnaires ».

La sale guerre menace tout le département de Puno. Les paroisses des coopératives et les autorités locales réclament à corps et à cri la présence de l'armée dans le département. L'Eglise, le syndicat paysan et la gauche unie font un front commun pour la campagne contre la militarisation de la région.

L'Eglise est prise dans l'étau de cette guerre. Mgr d'Altechoche a été accusé d'être l'auteur intellectuel des invasions et du vol de deux cents bêtes à cornes et de vingt kilomètres de barbelés. Il a été menacé de mort par une foule de paysans qui ont défilé devant l'évêché.

L'évêque d'Ayacucho est-il au « rouge », comme l'assurent les autorités locales, les dirigeants des coopératives et la police ? Mgr d'Altechoche répond que « l'Eglise joue à fond dans le problème de la terre, car, pour l'Indien, la terre c'est la vie ». C'est aussi la Pachamama, la mère-terre, les racines de tout un monde. Avec l'Institut d'études rurales, l'Eglise a conscientisé, organisé, fait pression pour qu'une solution soit apportée à l'iniquité distribution des terres — dix mille hectares pour les hameaux, un allon pour les désertés. « C'est un travail dangereux, reconnaissent les Pères du

Sacré-Cœur, parce que beaucoup ne veulent pas que l'Indien pense ».

L'Eglise est victime d'attentats. L'antenne de la radio progressiste des Pères Maryknoll de Puno a été dynamitée, ainsi que le comité de secours de l'évêché d'Ayacucho et la maison paroissiale d'Ayacucho.

Mgr d'Altechoche a affirmé que l'enquête a permis d'établir que les attentats ont été commis par des apistes (adhésifs de l'APRA, le parti au pouvoir), « qui ne sont sans doute pas contrôlés par le parti ».

« Ne pas être complice des abus »

Le ministre du plan, M. Javier Tantaleán, a reconnu en octobre dernier, à Puno : « Ces derniers temps, d'énormes attentats ont été commis mais le gouvernement ne sera jamais complice de ceux qui veulent faire justice de leurs propres maux. Ce terrorisme sera combattu comme l'est le Sentier lumineux ».

Pourtant, au sein de l'APRA, les dirigeants locaux n'ont pas une position aussi nette. M. Luis Dumas, sous-préfet de Puno et sans doute prochain maire, rappelle que « les Espagnols ont soumis l'Empire inca avec la Croix et la Bible. Aujourd'hui, de nouveaux colonisateurs utilisent d'autres artifices et se cachent sous une soutane pour emporter nos trésors ».

Pour sa part, le curé Ronald Llerena d'Ayacucho est accusé par le préfet « d'avoir semé la violence. Qu'il en cueille donc les fruits ». Récemment, ce prêtre espagnol a reçu des lettres de menace sur papier à co-tête de la police « pour qu'il s'abstienne d'endoctriner les terroristes ».

Pour les autorités locales et la police, l'église du Puno et les Sendistas sont à mettre « dans le même sac ». L'évêque de Puno, Mgr Luis Caldera, essaie une explication : « Les apistes de la région ont d'énormes relations avec la propriété de la terre. Plusieurs d'entre eux sont d'anciens hacendados, ou des membres de leur famille, qui ne voient pas d'un bon œil le réaménagement des terres promis par le président García pour le profit des communautés indiennes ». Et les caciques ont finalement le dernier

mot parce qu'ils font la loi à Puno, boycottant le démantèlement des coopératives et détournant les fonds envoyés par le gouvernement central.

Sans en être conscients, les apistes de Puno travaillent contre le projet de leur président — une stratégie de contre-guérilla à base de développement — et ils font le jeu du Sentier lumineux en réclamant la militarisation du département et en dénonçant l'Eglise et les syndicats paysans.

« Quel est notre rôle ? demande Mgr d'Altechoche. Ne pas être complice des abus, d'autant plus qu'en arrêtant les dirigeants paysans, en démantelant les syndicats, les forces de l'ordre mettent en pièce le tissu social qui est la communauté indienne, le dernier garde-fou pour que les paysans n'aient pas recours aux méthodes terroristes ».

NICOLE BONNET.

COURS DE LANGUES
PORTUGAIS - BRÉSILIEN
ESPAGNOL
QUECHUA
ANGLAIS
Tél. 45 41 39 60
21 bis, rue des Plantes
75014 Paris

(Publicité)
CONFÉRENCE
sur
GURDJIEFF- OUSPENSKY
L'homme
et son évolution possible
Tél. : 42-73-17-06

Il a perdu son insuline, comment je vais dire ça en cinghalais?



MONDIAL ASSISTANCE

Où que vous soyez, nous sommes là. A chaque heure du jour ou de la nuit, quoi qu'il arrive, téléphonez-nous. Nous agissons aussitôt. Aussitôt nos correspondants médicaux et techniques interviennent. Ils parlent les dialectes les plus difficiles. Aussitôt, dépanneuses, ambulances, avions sanitaires,

équipes médicales spécialisées arrivent à votre secours. Partez tranquille jusqu'au bout du monde. Nous vous assistons partout, de toutes nos forces. Pour nous, l'urgence est une routine. Pour tous renseignements : Mondial Assistance 16 (1) 42.57.12.22.



Amériques

CUBA

Mort de Blas Roca dirigeant communiste « historique »

La Havane (AFP). — Blas Roca, l'une des figures historiques du communisme cubain, est décédé, le samedi 25 avril, à La Havane, de la suite d'une « longue maladie », a indiqué l'agence de presse officielle Prensa Latina. Il était âgé de soixante-dix-huit ans. Quelque deux cent mille personnes ont assisté à ses funérailles, dimanche, sur la place de la Révolution de la capitale cubaine.

Né dans la ville de Manzanillo, dans l'est de l'île de Cuba, le 24 juillet 1908, Blas Roca s'était engagé très jeune dans l'action syndicale et politique, dans les années 20, alors qu'il était condamnateur. Dirigeant du Parti socialiste populaire (PSP) avant l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro en 1959, il avait fait partie de la hiérarchie du Parti communiste dès la création de cette nouvelle formation en 1965, au sein de laquelle le PSP s'était fondu.

Bien que jouant un rôle important, Blas Roca avait dû attendre, comme les autres anciens communistes, le premier congrès du PC dirigé par Fidel Castro, en 1975, pour entrer au bureau politique. Principal auteur de la Constitution adoptée en 1976, il avait été élu, la même année, à la présidence de l'Assemblée nationale, fonction qu'il avait conservée jusqu'en 1981.

Affaibli par un grave accident cérébro-vasculaire en 1980, dont il ne s'était jamais vraiment remis, Blas Roca avait quitté le bureau politique en 1986. Il était toutefois resté membre du comité central.

Ce dirigeant formé à l'école du stalinisme fut sans doute, avec Carlos Rafael Rodríguez, autre ancien membre du PSP, l'homme de la transition vers le castrisme. Dans une allocution d'une trentaine de minutes, Fidel Castro a célébré en lui, dimanche, un « maître en communisme ».

ÉTATS-UNIS
Manifestation à Washington contre la politique de M. Reagan en Amérique centrale

WASHINGTON
correspondance

Malgré la pluie, environ trente-cinq mille personnes, arrivées en autobus des quatre coins du pays, se sont rassemblées le samedi 25 avril à Washington, à l'appel de la National Mobilisation, qui groupe une trentaine d'organisations, pour protester contre la politique des États-Unis en Amérique centrale et en Amérique latine.

Il y avait longtemps qu'une manifestation de cette envergure n'avait eu lieu dans la capitale fédérale. Dans leur marche vers le Capitole, des étudiants à cheveux longs étouffaient de respectables quinquagénaires, des adolescents punk de vénéralables grand-mères; tous, y compris quelques religieux, scandaient les slogans du jour : « Reagan, réveille-toi ! », ou encore : « Laissez vivre le Nicaragua ! ». La nostalgie envahissait ceux qui se rappelaient les affrontements avec la police du président Nixon dans les années 70. Une seule arrestation a été opérée.

Le lundi 27 avril, cependant, un petit groupe devait lancer une opération de désobéissance civile devant le siège de la CIA en signe de protestation contre l'aide apportée aux « contras » du Nicaragua.

H. P.

« Création d'un nouveau parti indépendantiste au Québec. — Un nouveau parti indépendantiste — le Rassemblement démocratique pour l'indépendance (RDI) — a été officiellement fondé au Québec à l'issue d'un congrès réunissant, samedi 25 et dimanche 26 avril à Montréal, une centaine de députés. Le RDI, qui avait vu le jour il y a deux ans sur

l'initiative de députés du Parti québécois, était jusqu'à présent un simple mouvement. La présidence intérimaire du parti, M. Lyne Marcoux, a déclaré que l'indépendance constitue pour sa formation un moyen de créer une société « résolument progressiste axée sur la justice sociale, le développement économique et communautaire ». — (AFP).

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-85 +

SCIENCES PO

La seule école qui depuis 20 ans vous offre ces garanties : Directeur et professeurs, anciens de SC, PO ou de ENSA. Taux de réussite exceptionnelle. Sélection sur dossier. Entrée 1^{re} et 2^e année ; fin d'AP : concours ENA. Préparation à toutes écoles sur place et par correspondance. Doc. contre 3 timbres. 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

ICÉPES

QUE CHOISIR ?

HORS-SÉRIE

TCHERNOBYL : CE QUI EST RESTÉ RADIOACTIF EN FRANCE

1000 mesures région par région, les aliments contaminés.

Afrique

ZAMBIE

Pretoria minimise l'importance de son raid sur Livingstone

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le commando sud-africain qui a effectué le samedi 25 avril à l'aube un raid dans les faubourgs de Livingstone, en Zambie (le Monde daté 26-27 avril), a-t-il tué cinq « terroristes » de l'ANC (Congrès national africain) ou quatre « innocents citoyens zambiens » ? Dans un communiqué publié quelques heures après cette « opération de reconnaissance » vers l'Afrique du Sud, via le Botswana, l'état-major de l'armée de Pretoria a indiqué que deux maisons avaient été détruites, dont l'une servant de cache d'armes, et que cinq « terroristes » avaient été « abattus » au cours de deux accrochages distincts.

Pretoria a également indiqué que tous les membres du commando avaient regagné leur base sans en préciser le nombre ni les moyens utilisés.

D'après Lusaka, les soldats sud-africains ont pénétré sur le territoire zambien en hélicoptère et ont ensuite exécuté leur mission à motocyclette. Le ministre zambien de l'information a donné les identités des victimes, toutes zambiennes : deux agents de sécurité et deux frères dont les corps ont été retrouvés dans les décombres d'une maison ainsi qu'une femme blessée grièvement. Le président Kenneth Kaunda a qualifié de « mensonge » l'assertion sud-africaine selon laquelle il s'agissait de « terroristes » et a mis au défi le général Magnus Malan, ministre sud-africain de la défense, de venir lui montrer les bases de l'ANC.

Pour le général Malan, il s'agit d'« une opération à la portée de nos objectifs limités ». Un raid qui a sans doute été lancé depuis une base sud-africaine située dans la bande de Caprivi d'où Livingstone n'est distant que d'une centaine de kilomètres. Cette ville frontalière, de l'autre côté du fleuve Zambèze, à proximité des chutes Victoria, est située à 900 kilomètres au nord de Johannesburg.

Cette opération est la deuxième en moins d'un an sur le territoire zambien. Le 19 mai 1986, Pretoria avait attaqué simultanément des « bases terroristes » à Harare, Lusaka et Gaborone, trois combattants pris dans l'ANC. Au début du mois, M. P. K. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, avait lancé un avertissement à ces trois États à propos des menaces d'infiltration de cent cinquante guérilleros du mouvement nationaliste en vue de perturber les élections du 6 mai. Pour sa part, l'ANC qualifie « l'agression de Livingstone » de « combine électorale pour impressionner la droite sud-africaine ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

MAROC

Internés depuis quinze ans les enfants d'Oufkir implorent la clémence du roi

Au cours d'une brève évocation, quatre des enfants du général Oufkir, impliqué dans un complot contre le roi Hassan II en 1972 et mort dans des circonstances mystérieuses, ont imploré la clémence du roi. Détenus près de Casablanca depuis le « suicide » de leur père, ils se sont enfilés le 19 avril devant d'être repris, le 24 avril, dans un hôtel proche de Tanger.

Entre-temps, ils ont réussi à téléphoner à Radio-France internationale (RFI) et à contacter leur avocat français, M. Georges Klejman, qui a déposé à Tanger l'un de ses collaborateurs, M. Bernard Deruelle, interpellé à deux reprises par la gendarmerie marocaine, qui lui a confisqué ses documents.

Sur les ondes de RFI, une fille d'Oufkir, Malika, a déclaré : « Nous implorons le roi de nous rendre justice et de nous libérer. On n'a rien fait. On ne comprend pas, quinze ans pour des actes dont nous sommes innocents, absolument. » Malika Oufkir, était âgée de dix-huit ans lors de la mort de son père, intervenue après l'attaque, le 16 août 1972, par des appareils des forces armées royales, d'un Boeing à bord duquel se trouvait le souverain. L'attentat avait échoué, tout en faisant dix morts et quarante-cinq blessés.

Le lendemain, on apprenait le « suicide » d'Oufkir, jusqu'alors homme de confiance du palais. Depuis, la veuve et les enfants d'Oufkir sont détenus, selon Malika, au camp de Berrechid, sur la route de Marrakech, à 30 kilomètres de Casablanca.

CORRESPONDANCE

Les opposants disparus

A la suite d'un article sur les quarante militants du mouvement *Al Anass* condamnés à la prison et détenus depuis dix ans à Kenitra (le Monde du 19 mars), l'Association de parents et amis de disparus au Maroc (1) nous a adressé une lettre dont voici un extrait :

« Les autorités marocaines traitent effectivement un « lourd boulet », mais il ne concerne pas seulement une quarantaine de prisonniers politiques comme vous le relatez ; Amnesty International et d'autres organismes affirment que les détenus d'opinion se chiffrent par centaines au Maroc. Ajoutons à cela nos proches parents et amis disparus et séquestrés à Tazmamart, Kalat M'Gouna et autres centres de détention clandestins.

« Certains de nos parents — pères et frères — ont été enlevés de la prison de Kenitra, où ils purgèrent des peines prononcées par des tribunaux, — principalement à la suite des deux coups d'État manqués de 1970 et 1971. D'autres ont été enlevés à leur sortie du tribunal après avoir été acquittés, quelques-uns, enfin, furent enlevés à leur domicile ou à l'étranger.

« La commission de l'ONU sur les disparitions forcées ne cesse de demander au Maroc des précisions sur certains cas que nous leur avons soumis.

« Après cela, comment les autorités marocaines pourraient-elles aspirer à améliorer leur image de marque tant que le phénomène de disparition reste un moyen de répression contre des opposants ? Quant à nous, nous attendons toujours que nos parents et amis soient libérés ou présentés devant une juridiction adéquate. »

(1) BP 186 Paris 75263 Cedex 06.

Les prisonniers politiques

M. François Maspéro nous a fait parvenir la lettre suivante :

Les déclarations du roi du Maroc au Club de la presse d'Europe 1, publiées dans le Monde du 14 avril, contiennent le passage suivant, concernant les prisonniers politiques : « Le Sahara, pour nous, c'est l'Alsace-Lorraine. (...) Tant que ces messieurs continueront à dire que le Sahara n'est pas marocain, je me fais un devoir de les mettre hors d'état de nuire, et encore le plus gentiment possible... »

Je pense ne pas avoir été le seul à relever la signification d'une telle déclaration. Elle signifie que le roi reconnaît explicitement que pour lui la raison de leur détention (et les prisonniers de Kenitra, qui, faut-il le rappeler, ont été pour la plupart torturés, sont en prison depuis plus de dix ans) est un délit d'opinion : leur crime étant de dire que le Sahara n'est pas marocain.

La comparaison avec l'Alsace-Lorraine n'est pas originale. Beaucoup de responsables politiques étrangers pensent se faire comprendre de l'opinion française en faisant vibrer cette fibre historique : ainsi si-je-entends-des-Somaliens justifier leur conflit avec l'Éthiopie, et les Argentins l'emploi évident à propos des Malouines... Il reste que, dans ce cas précis, l'argumentation relève du sophisme : entre 1871 et 1914, quelle qu'ait été la passion nationaliste et patriotique de l'époque, aucun Français n'a été condamné à de telles peines et détenu treize ans pour avoir exprimé, « dit », que l'Alsace-Lorraine n'était pas française.

TUNISIE

Le président Bourguiba stigmatise les « violences chiïtes »

Djerba (AFP). — Le président Bourguiba a stigmatisé « les manifestations de violence du chiisme » et réaffirmé l'attachement de son pays à l'« Islam tolérant et au sunnisme », lors d'une conversation, le vendredi 24 avril, avec des imams à Gabbès, a-t-on appris dans son entourage. Il s'agit de la première réaction publique du chef de l'État tunisien aux incidents qui se sont produits jeudi dans le centre de Tunis entre forces de l'ordre et étudiants islamistes qui réclamaient la libération de plusieurs militants islamistes, arrêtés en mars en Tunisie.

Ces arrestations s'étaient accompagnées d'une rupture des relations diplomatiques, le 26 mars, avec

l'Iran, accusé d'avoir mis en place un « réseau khoméniste » pour renverser le régime tunisien. Le président Bourguiba, arrivé samedi à Djerba, dernière étape de son voyage d'onze jours dans le Sud tunisien, y a été accueilli par des milliers de personnes scandant des vivats. Le chef de l'État, âgé de quatre-vingt-trois ans, semblait en bonne santé, debout dans sa voiture découverte. Il était accompagné notamment du premier ministre Rachid Sfar, des ministres de la fonction publique, de la défense, de l'équipement et des affaires sociales ainsi que de sa nièce, M^{me} Salda Sassi.

Le Monde sur minitel

BOURSE
CONFIEZ-NOUS
VOTRE PORTEFEUILLE
PERSONNEL

Et tous les jours nous vous indiquons l'évolution de chaque valeur et nous calculons pour vous le montant global de votre portefeuille. C'est la corbeille en direct. Dès la clôture de la Bourse, vous connaissez les cours du jour. Vous êtes informé sur-le-champ.

POUR RÉAGIR PLUS VITE

Vous pouvez tout nous demander. A tout moment, tout au long de la journée. Nous suivons l'intégralité des cotations à la Bourse de Paris : même le hors-cote, les obligations et les SICAV. En tout 4 500 valeurs. A vous de dénicher les bonnes affaires.

ET PAS DE RISQUES D'INDISCRÉTIONS

Nous vous attribuons un code personnel et secret qui vous donne accès à la sélection de valeurs que vous avez vous-même établie. Le Monde sur minitel gère déjà 35 000 portefeuilles. Normal. Le système est simple et il rend service.

Il paraît d'ailleurs que certains utilisateurs ne possèdent pas un vrai portefeuille mais en profitent pour mettre à l'épreuve leurs talents d'opérateur.

UNE SAGE PRÉCAUTION !

D'autres se sont constitués plusieurs portefeuilles : un avec leurs véritables avoirs et d'autres — fictifs — pour mieux suivre certaines valeurs. Et acheter au bon moment.

INGÉNIEUX ET EFFICACE, NON ?

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

هذا هو الامن

Sh 11-66 150

Diplomatie

Le débat sur le désarmement

M. Chirac constate une « grande convergence » entre Paris et Londres

LONDRES
de notre correspondant

« Tant que la supériorité [soviétique] dans le domaine des armements chimiques et conventionnels restera ce qu'elle est, on ne pourra faire autrement que de conserver la dissuasion nucléaire en Europe, et cela comprend une dissuasion américaine. » M. Chirac a ainsi résumé sa position, le dimanche 26 avril, après trois heures d'entrevues et un déjeuner avec M. Thatcher à Chequers, la résidence de campagne des premiers ministres britanniques.

Qualifiée de « fructueuse » dans l'entourage de M. Thatcher, la conversation a essentiellement porté sur l'attitude européenne à l'égard des dernières offres de M. Gorbatchev et de l'accueil favorable que celles-ci ont reçu à la Maison-Blanche depuis le récent voyage à Moscou du secrétaire d'Etat américain, M. Shultz.

Le chef de gouvernement français s'est plu à souligner que, sur l'ensemble des questions touchant aux négociations soviéto-américaines sur le désarmement, il y avait « une grande convergence » entre Paris et Londres, indiquant qu'il resterait au chancelier Kohl le 3 mai, M. Chirac a fait valoir que les alliés européens des Etats-Unis étaient actuellement engagés dans « une phase de concertation » afin de donner « d'ici quelques semaines » à l'administration américaine la réponse que M. Shultz leur a demandé en sujet des propositions soviétiques. Un avis que les dirigeants américains ont promis de suivre, tout en laissant entendre qu'ils espéreraient positif « d'où des rumeurs de pression. M. Chirac a précisé que cette réponse devait être « la plus cohérente possible », compte tenu qu'il existe au sein des pays d'Europe de l'Ouest des « différences », des « approches » et des opinions publiques « différentes ».

Cependant, M. Chirac n'a pas caché ses craintes quant à l'absence éventuelle des pourparlers soviéto-américains. Si les deux superpuissances parvenaient à un accord sur les missiles de portée intermédiaire, il faudrait, selon lui, faire preuve de « vigilance » à propos des armes à plus courte portée, pour lesquelles les Soviétiques disposent d'une supé-

riorité technique. Il a encore employé ce mot de vigilance en remarquant que le processus dans lequel Américains et Soviétiques sont lancés pouvait conduire un jour à ce qu'il n'y ait plus en Europe d'armes nucléaires en dehors de celles que possèdent la France et la Grande-Bretagne. Il juge inacceptable la perspective d'une « sorte de dénucléarisation » en Europe, « en tout cas en ce qui concerne les armes américaines ». Pour le premier ministre français, la sécurité en Europe repose sur un équilibre qui « exige le maintien d'une capacité suffisante de dissuasion nucléaire ». Comme l'avait dit, le mois dernier, M. Thatcher à Moscou, au risque de heurter les Soviétiques, M. Chirac a rappelé que la paix, depuis quarante ans, avait été fondée sur ce principe.

Un élément essentiel de la cohésion européenne

Le premier ministre n'a pas voulu se faire l'interprète de M. Thatcher, sauf sur un point : celui des forces nucléaires françaises et britanniques. Là il a été formel : « Je crois pouvoir dire quelle est la position britannique : ni dans l'esprit de M. Thatcher ni dans le mien, il n'est possible d'envisager que le système central de la défense de nos deux pays puisse être soumis à une quelconque discussion. J'ai trouvé à ce sujet chez M. Thatcher une détermination tout à fait égale à la mienne. D'ailleurs, cette position est maintenant soutenue par les Américains, et même par les Soviétiques, qui ont renoncé, pour le moment, à mettre en cause nos propres forces nucléaires. »

Les observateurs britanniques partagent l'appréciation de M. Chirac : les démarches françaises et britanniques sont actuellement très proches. Ils croient cependant pouvoir noter que M. Thatcher et son gouvernement sont un peu moins réticents que le premier ministre français sur la question des engins nucléaires à courte portée. Néanmoins, l'attitude franco-britannique paraît être un élément essentiel de la cohésion européenne qui est recherchée, et cela devrait faciliter la consultation cruciale avec le gouvernement ouest-allemand, qui est dans une situation plus délicate.

FRANÇOIS CORNILLON

MM. Nixon et Kissinger cosignent une mise en garde contre un « mauvais accord » avec Moscou

WASHINGTON
de notre correspondant

L'offensive menée par un groupe disparate, associant dans une étrange alliance les éléments les plus conservateurs des républicains, les croisés contre l'« empire du mal », aux champions de la détente repentis, les « colombes » transformées en « faucons », prend une ampleur embarrassante pour le président Reagan et surtout le secrétaire d'Etat, M. Shultz.

Cette coalition des adversaires de l'« option zéro » sur les armements a même renforcé son artillerie lourde sous la forme d'un long article du Washington Post signé conjointement par M. Henry Kissinger et l'ex-président Nixon.

Après le général Rogers, ancien commandant de l'OTAN, le représentant Aspin et le sénateur Nunn, importantes personnalités qui président les commissions des forces armées de la Chambre et du Sénat, respectivement, l'intervention des deux architectes de la détente des années 70 ne facilite pas la tâche des responsables du Département d'Etat notamment dans leurs efforts pour convaincre le Congrès des mérites de l'accord.

MM. Nixon et Kissinger ont en effet mis en garde leurs lecteurs. Si nous sommes ensemble pour la première fois depuis notre départ du pouvoir, disent-ils en substance, c'est parce qu'un « mauvais accord » pourrait créer la crise la plus profonde de l'OTAN depuis sa création il y a près de quarante ans. Attribuant à M. Gorbatchev le désir d'affaiblir les liens entre les Etats-Unis et l'Europe occidentale et entre l'Alliance atlantique et l'Allemagne, les auteurs estiment que les Soviétiques, spéculant sur la peur des engins nucléaires, en démantelent l'édifice. « Accepter leur stratégie serait créer un monde encore plus dangereux », disent-ils. Cet avertissement s'accompagne d'un coup de patte destiné sans doute au président Reagan. « Tout leader occidental qui s'abandonnerait aux fantasmes nihilistes des Soviétiques...

ques d'un monde dénucléaire s'exposerait à d'innombrables périls. »

La menace nucléaire soviétique en Europe, s'appuyant sur dix-neuf mille ogives nucléaires situées à quelques centaines de kilomètres de l'Europe occidentale, subsistera si le déséquilibre des armes conventionnelles n'est pas corrigé, estiment les deux hommes. Ceux-ci contestent en outre que l'application de la doctrine de la « réponse simple » restera possible par l'emploi des bombardiers tactiques (les défenses antiaériennes soviétiques sont trop fortes) ou des armes tactiques (leur portée est trop faible), et aussi parce que leur emploi serait limité au territoire de l'Allemagne. « Aucun gouvernement allemand ne pourrait alors résister longtemps au chant des sirènes de la dénucléarisation, ou bien de l'achat d'armes nucléaires... », ajoutent-ils.

MM. Kissinger et Nixon, avant de faire leurs recommandations, sont péremptoirs : « L'OTAN n'aurait pas dû proposer l'option zéro. (...) Ce serait une erreur profonde que de conclure un accord dans sa forme actuelle. (...) L'absence d'accord vaut mieux qu'un mauvais accord. » Considérant que « M. Gorbatchev applique toujours la tactique Brejnev », les deux hommes demandent qu'un prochain sommet M. Reagan progresse vers la solution de problèmes politiques comme « l'occupation de l'Afghanistan, les envois d'armes soviétiques au Nicaragua et la subversion en Amérique centrale... ».

HENRI PIERRE

● M. Michaux-Chery en Haiti et à Saint-Domingue. — M. Lucette Michaux-Chery, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie, se rendra en voyage officiel en Haiti les mardi 28 et mercredi 29 avril. Elle s'y entretiendra, notamment, avec le général Namphy, président du Conseil national du gouvernement. Elle se rendra ensuite à Saint-Domingue, où elle rencontrera le président de la République, M. Balaguer. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Chine

Exposition non-conformiste interdite

Les autorités ont interdit l'ouverture d'une exposition de peinture qui devait réunir, dans un musée de Pékin, la plus grande collection d'art non-conformiste depuis 1980, y compris des œuvres abstraites. Un responsable du musée aurait précisé aux artistes que l'ordre était venu de la police. — (AFP.)

Philippines

827 morts depuis le début de l'année

Le chef d'état-major général des forces armées philippines, le général Fidel Ramos, a indiqué samedi 25 avril que 827 personnes avaient été tuées depuis le début de l'année dans la guerre opposant les communistes aux forces gouvernementales. Sur ce total, 351 victimes étaient des militaires communistes, 188 des civils (dont 18 responsables gouvernementaux) et 278 des soldats.

En outre, 433 guérilleros communistes ont été faits prisonniers et 430 autres se sont rendus aux autorités. D'autre part, une nouvelle alerte a été décrétée, samedi également, dans les casernes de la capitale à la suite de rumeurs sur une nouvelle tentative de coup de force de partisans de l'ancien président Marcos. — (AFP, Reuters.)

Sri-Lanka

Couvre-feu levé dans la capitale

Le couvre-feu a été levé comme prévu, dimanche 26 avril, dans la capitale srilankaise, tandis que se poursuivaient les raids aériens des

forces gouvernementales contre les bases rebelles tamoules de la péninsule de Jaffna en représailles après les attentats antichinois du 17 et du 21 avril.

Les autorités ont fait état d'au moins quatorze morts, dont plusieurs policiers, au cours des affrontements entre les forces de l'ordre et les rebelles dans le nord et l'est du pays. A Batticaloa (est), la police a pris samedi le contrôle d'une base des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) où un important stock d'armes a été découvert.

Les autorités ont démenti avoir utilisé des bombes au napalm contre les rebelles comme ceux-ci les en avaient accusées, et affirmé n'avoir fait usage que de bombes de caoutchouc, qui brûlent et ne brûlent lorsqu'elles atteignent le sol.

Le président Jayewardene a, de son côté, lancé un appel, dimanche, à tous les partis légaux, dont certains ont réclamé sa démission, pour qu'ils soutiennent le gouvernement dans son offensive contre les rebelles tamouls. (AFP.)

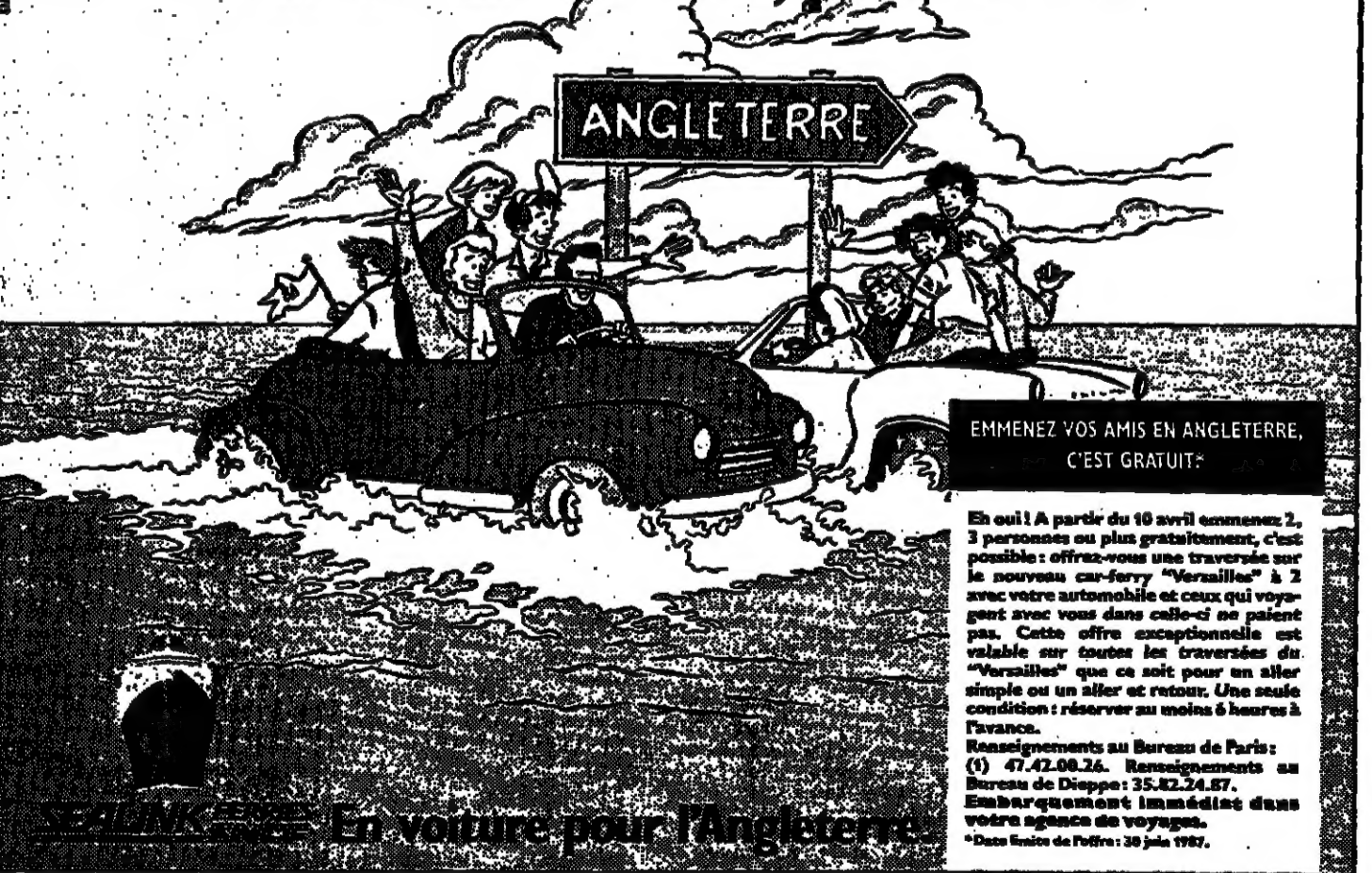
Thaïlande

Achat d'armes chinoises

Le commandant en chef de l'armée thaïlandaise, le général Chuanwit, se rendra jeudi 30 avril en Chine pour discuter d'achats d'armes, a annoncé dimanche un porte-parole militaire à Bangkok.

Il a précisé que le général Chuanwit ne passera que quelques jours en Chine et laissera sur place des experts pour conclure l'accord. La Thaïlande répond à une offre chinoise de ventes d'armes à un « prix d'ami », faite en janvier par le chef d'état-major chinois le général Yang Dazhi. L'armée thaïlandaise négocierait l'achat de cinquante à soixante chars de combat T-69, de batteries antiaériennes, et de pièces d'artillerie. Ces armements seraient vendus à Bangkok pour 10 % du prix du marché, avec des délais de paiement. — (AFP.)

Nouveau car-ferry Sealink. Plus on est de fous, plus on rit.



EMMENEZ VOS AMIS EN ANGLETERRE. C'EST GRATUIT.

En fait ! A partir du 10 avril prochain, c'est possible : offrez-vous une traversée sur le nouveau car-ferry « Versaille » à 2 avec votre automobile et ceux qui voyagent avec vous dans cette-ci ne paient pas. Cette offre exceptionnelle est valable sur toutes les traversées du « Versaille » que ce soit pour un aller simple ou un aller et retour. Une seule condition : réserver au moins 6 heures à l'avance.

Renseignements au Bureau de Paris : (1) 47.42.00.26. Renseignements au Bureau de Dieppe : 35.82.24.87. Embarkement immédiat dans votre agence de voyages.

*Dernière édition de l'offre : 30 juin 1987.

Partez à deux pour Washington, payez pour un.

Sans oublier que TWA dessert près de 100 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages.

Conditions particulières.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA

ZAMBIE
ria minimise l'importance
on raid sur Livingstone

Le chef de gouvernement zambien, M. Kenneth Kaunda, a annoncé dimanche 26 avril que son gouvernement avait décidé de ne pas intervenir militairement pour empêcher un raid aérien des forces armées angolaises sur la ville de Livingstone, située à la frontière avec le Zimbabwe.

M. Kaunda a déclaré que son pays était « neutre » et qu'il ne voulait pas s'engager dans une guerre civile. Il a ajouté que son gouvernement était prêt à négocier la paix avec les rebelles angolais.

Le raid aérien a eu lieu dimanche matin et a causé de nombreuses victimes. Les rebelles ont déclaré qu'ils avaient détruit plusieurs bases militaires angolaises.

M. Kaunda a appelé à la modération et à la recherche d'une solution pacifique. Il a déclaré que son pays était prêt à servir de médiateur entre les deux camps.

Le raid aérien a été condamné par la communauté internationale. L'Organisation des Nations Unies a appelé à une enquête sur les faits.

M. Kaunda a déclaré que son gouvernement était prêt à accueillir des réfugiés angolais. Il a ajouté que son pays était prêt à fournir une aide humanitaire.

Le raid aérien a été le dernier d'une série d'attaques contre des cibles civiles. Les rebelles ont déclaré qu'ils visaient à éliminer le régime angolais.

M. Kaunda a appelé à la fin de la violence et à la recherche d'une solution pacifique. Il a déclaré que son pays était prêt à servir de médiateur entre les deux camps.

Le raid aérien a été condamné par la communauté internationale. L'Organisation des Nations Unies a appelé à une enquête sur les faits.

M. Kaunda a déclaré que son gouvernement était prêt à accueillir des réfugiés angolais. Il a ajouté que son pays était prêt à fournir une aide humanitaire.

Le raid aérien a été le dernier d'une série d'attaques contre des cibles civiles. Les rebelles ont déclaré qu'ils visaient à éliminer le régime angolais.

M. Kaunda a appelé à la fin de la violence et à la recherche d'une solution pacifique. Il a déclaré que son pays était prêt à servir de médiateur entre les deux camps.

Le raid aérien a été condamné par la communauté internationale. L'Organisation des Nations Unies a appelé à une enquête sur les faits.

Politique

La majorité face à la candidature de M. Le Pen

Banco

Le secret de polichinelle est levé. M. Jean-Marie Le Pen est depuis le dimanche 25 avril officiellement candidat à la présidence de la République. Ni tortue ni lièvre, le voici décidé à nous jouer pendant un an, sur toutes les tribunes, la fable de la grenouille voulant se faire aussi grosse que le bœuf.

Sa stratégie ? Partir le premier pour le rester. Son programme ? Sauver la « patrie en danger » contre les immigrés, le SIDA, la décadence morale... et la classe politique. Son ambition ? Elle est déjà placée sur les murs de France : ramener en 1988 « les Français à l'Élysée ».

C'est le côté rue. M. Le Pen sait, au fond, que son principal ennemi, c'est lui-même. Il sait aussi qu'il n'aura pas trop de deux mois pour blanchir la façade de l'extrême droite et changer les rideaux de sa propre fenêtre.

Côté cour, l'ambition de M. Le Pen est en réalité moins sujette aux hymnes patriotiques. En 1988, le président du Front national jouera un formidable banco qui peut se résumer ainsi : s'associer à la table d'un conseil des ministres, ou être mis définitivement au ban de la politique. Il y va de sa survie personnelle et de l'avenir du Front national. M. Le Pen est donc prêt à s'engouffrer dans toutes les failles et à profiter des hésitations de la majorité RPR-UDF, qui a triomphé, attendu pendant trois ans que M. Le Pen se taise, et qui s'inquiète maintenant de ne voir toujours rien venir.

Que faire de M. Le Pen ? La réponse à cette question dépasse le clivage structurel RPR-UDF. Entre, d'un côté, un Charles Pasqua ou un Jean-Claude Gaudin — pour des raisons locales — et, de l'autre, une Michèle Barzach, un Pierre Méhaignerie ou un Claude Malhuret — question de génération, de géographie et de circonstances politiques — l'approche n'est certes pas la même. M. Gaudin

repousse « toute brutalité » à l'égard des électeurs de M. Le Pen. M. Méhaignerie déclare sans équivoque que les valeurs défendues par le CDS « ne sont pas compatibles avec celles de M. Le Pen ». Hésitations, contradictions, nuances, M. Le Pen est prêt à faire de tout cela un cocktail explosif.

Bien plus, en se déclarant prématurément candidat, il cherche aujourd'hui à faire sortir MM. Chirac et Barre du bois. M. Chirac veut rester le plus longtemps « le premier ministre courageux », avant d'endosser la tunique du présidentiable RPR. M. Barre n'a toujours pas l'intention de rompre sa discipline du silence avant le vote du budget 1988, « pour ne pas se faire piller les idées ».

En privé, les raisonnements de l'un et de l'autre laissent pourtant penser que tous deux sont bien résolu à exclure toutes formes d'accord ou d'alliance avec M. Le Pen. Quand seront-ils le dire officiellement et publiquement ? Le fait que M. Le Pen descende maintenant en terrain découvert ne va-t-il pas les inciter, malgré eux et surtout malgré les préoccupations de leurs électeurs, à mettre les points sur les « i » ?

Pour la première fois cependant M. Charles Millon, proche de M. Barre, s'est exprimé clairement sur le sujet. « Il n'y aura pas de négociations, a-t-il déclaré samedi, où l'on verrait M. Barre derrière une table avec, en face de lui, des chefs de parti, que ce soit de l'extrême droite, de la droite ou du centre. » Les centristes n'en seront pas surpris. Les libéraux y trouveront de nouvelles raisons de s'inquiéter de leur avenir. Quant à M. Le Pen, le voilà à son tour fixé. Gageons qu'il ne tardera guère à écrire à M. Barre pour l'interpeller sur cette déclaration de M. Millon, et comparer la réponse avec une lettre signée... Valéry Giscard d'Estaing.

DANIEL CARTON.

« La patrie est en grand danger »

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de 1988, le dimanche 26 avril depuis la Trinité-sur-Mer :

« J'ai pris la grave décision d'être l'an prochain candidat à la présidence de la République. »

« J'ai voulu en faire l'annonce officielle ici, dans cette petite maison bretonne de la Trinité-sur-Mer où je suis né il y a cinquante-huit ans, et que je tiens de mon père, qui la tenait de son père, au milieu de ceux qui me connaissent mieux que d'autres, sur cette terre de foi où la civilisation s'est affirmée plus de cinq mille ans, au bord de cette mer qui fut le domaine et le lieu de travail des miens, symbole pour tous les hommes de liberté, de découvertes et d'évasion, et pour la France de sa grande aventure conquérante et civilisatrice, moyen aujourd'hui encore d'une grandeur retrouvée pour elle et pour l'Europe. »

« Enfant du peuple, pupille de la nation, j'y ai été élevé par ma mère dans l'amour de Dieu et du pays. J'ai moi-même consacré ma vie à ma famille et à ma patrie, que j'ai servie de mon mieux depuis plus de quarante ans, tant sous son drapeau que dans ma vie militaire et publique. »

« C'est parce que j'ai la profonde conviction que la patrie est en grand danger et que les Français sont menacés d'être ruinés, submergés et asservis que j'ai décidé de m'engager dans cette bataille décisive pour l'avenir de la France. »

« Les partis politiques traditionnels, les institutions elles-mêmes, sont incapables ou impuissants à faire échec à ce destin sinistre. Les oligarchies, les factions, les lobbies nationaux ou étrangers se disputent le pouvoir, et la démocratie n'est plus qu'une façade. »

« La crise démographique, l'immigration, le chômage, l'insécurité, l'étatisme bureaucratique, le

fiscalisme, la dégradation des mœurs, sont les signes cliniques d'une décadence mortelle. »

« Or la démocratie, c'est le gouvernement du peuple par le peuple, pour le peuple. Il faut donc que le peuple parle, qu'il dise clairement sa volonté et son choix majoritaire, et quel est le chef qu'il se choisit pour conduire son sursaut et sa renaissance. Encore faut-il, ce qui n'est hélas pas le cas aujourd'hui, qu'il soit clairement et loyalement un sens élevé du service public, [car] nous considérons que le président de la République est le garant de la continuité du fonctionnement de la Constitution. »

L'ordre et le travail

« C'est pour l'y aider que je serai candidat et ferai campagne tout une longue année. »

« Après tant de déceptions et de revers, je sais que les Français dans leur majorité aspirent à l'ordre, au travail, à la concorde, dont ils ont le goût et l'instinct, comme en témoignent les succès croissants du mouvement national que j'anime. »

« C'est cette majorité que je vais, avec votre aide, m'efforcer de rassembler. »

« Je le ferai avec la volonté d'agir contre le chômage, contre la crise économique et contre le socialisme qui les a engendrés ; avec celle aussi de remettre à l'honneur la foi patriotique à partir de la famille et de l'école, d'exalter les valeurs les plus sacrées, et afin d'œuvrer au renforcement de notre sécurité par l'union des patriotes de l'Europe et leur défense commune. »

« Homme de foi, je crois avec passion que le déclin n'est pas inéluctable et qu'il y a pour la France un avenir d'espoir, pour peu que chacune et chacun de vous, Français, en fasse son affaire, car c'est son affaire. »

« Aidons-nous, et j'en suis sûr, Dieu nous aidera ! »

Le PCF et l'échéance présidentielle

M. Le Pors ne veut pas « s'autoproclamer non candidat »

M. Anicet Le Pors, ancien ministre délégué à la fonction publique, membre du comité central du Parti communiste, a déclaré, le dimanche 26 avril, au « Grand-Jury RTL-le Monde » : « Le bon candidat communiste à la présidence de la République devrait avoir les caractéristiques suivantes : tout d'abord, être en plein accord avec la politique du parti ; ensuite, avoir une dimension d'homme d'Etat (...), enfin, avoir un sens élevé du service public, [car] nous considérons que le président de la République est le garant de la continuité du fonctionnement de la Constitution. »

« Il me semble qu'il ne serait pas bien qu'un communiste s'autoproclame candidat : ce serait orgueilleux, et ce ne serait pas conforme à notre manière », a continué M. Le Pors. « Je pense, également, qu'il ne serait pas bien qu'un communiste s'autoproclame non candidat — à une exception près, Georges Marchais, car il a déjà donné (...). Nous avons le souci de trouver le meilleur candidat, et personne ne doit donc se mettre hors jeu. »

Interrogé sur l'attitude qu'adoptera le PCF au second tour de l'élection présidentielle, M. Le Pors a déclaré : « Le deuxième tour existe, et il n'y a pas de raison pour que, a priori, nous nous y dérobions. (...) Peut-on citer des cas où les communistes ont failli à l'engagement pris, à l'union de la gauche ? (...) Tous les dimanches, il y a des élections cantonales, au vu des résultats desquelles on se plaît à constater que l'électorat communiste se dilate bien. On ne peut pas en dire autant de l'électorat du Parti socialiste, ce qui se comprend puisque la PS est à la recherche d'alliances au centre. (...) Notre préoccupation sera toujours de rassembler et d'œuvrer pour changer. Nous ne gèrerons pas en regardant dans le rétroviseur. »

Au sujet de la démission de MM. Marcel Rigout et Claude Popereau des instances dirigeantes du

PCF, M. Le Pors a déclaré : « Ils ont pris une décision personnelle, que je regrette profondément. (...) Ils ont estimé que leur message, leur discours, leur comportement ne recevaient pas, dans le parti, l'écho qui convenait. (...) On peut, sur certains points, partager leur point de vue. (...) Par exemple, on peut s'interroger sur des choses qui ne sont jamais achevées, telles que le centralisme démocratique — la meilleure forme d'organisation qui soit d'un parti politique, mais il suppose un mouvement incessant d'information et de débats. (...) Nous améliorons constamment, mais il y a encore des choses à faire. »

La France doit-elle s'inscrire dans le processus de désarmement nucléaire proposé par les Soviétiques ? « Nous avions dit en 1977, a rappelé M. Le Pors, que, faute d'un accord de sécurité collective en Europe, et étant donné l'état de notre armement conventionnel, il fallait une force nucléaire de dissuasion et assurer sa maintenance. Dix ans après (...), les armements se sont considérablement accrues. »

« (...) Ensuite, la force de dissuasion est devenue une force offensive. Elle intègre la fabrication de la bombe à neutrons et des armes chimiques. Elle est dirigée exclusivement contre les pays socialistes, et en particulier sur l'URSS. Enfin, compte tenu des propositions soviétiques, la perspective d'accord de sécurité collective existe. »

« Sur ces trois points, qui avaient fondé notre choix en 1977, nous sommes amenés, tout en maintenant notre proposition de principe, à considérer qu'il faut renoncer à cette arme, puisqu'elle n'est plus l'arme de dissuasion. Pour autant, nous ne sommes pas pour un désarmement inconsidéré. Nous pensons que l'inscription de la France, y compris du point de vue nucléaire, peut être programmée, réfléchie, négociée. »

PROPOS ET DÉBATS

M. Méhaignerie :

Trois, c'est trop

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a déclaré, le dimanche 26 avril à Mur-de-Bretagne (Côte-d'Or), devant les Jeunes démocrates sociaux : « Deux candidats de la majorité et deux candidats de l'opposition, c'est l'affirmation de la démocratie au premier tour (de l'élection présidentielle) et du pluralisme politique. Au-delà de deux candidats de la majorité, c'est le désordre. » M. Méhaignerie estime qu'il n'y a pas d'autre candidat (que M. Raymond Barre) bien préparé à l'intérieur de l'UDF pour assumer la charge présidentielle par rapport aux positions que nous défendons. Les élections placardées par les Jeunes démocrates sociaux étaient ainsi libellées : « Gagner avec Raymond Barre ». — (Corresp.)

M. de Villiers :

La bande et le ban

Si M. Barre est le candidat de l'UDF à l'élection présidentielle, M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture, membre du PR et proche de M. Léotard, le soutiendra « avec détermination ». « Un petit poisson comme moi peut imaginer que, tôt ou tard, bande à Léo ira frayer dans le bon Barre », déclare-t-il dans une interview au Point. Il souhaite que ses amis aient en tête la maxime suivante : « Toute famille divisée contre elle-même périt. »

M. Gaudin :

Barre-Rocard

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, parle sur un duel Barre-Rocard au second tour de l'élection présidentielle. Selon lui, une candidature de M. Léotard assurerait « la défaite de l'UDF au premier tour ». M. Gau-

din estime que M. Barre dispose de trois atouts essentiels : « il est au centre et peut rassembler au second tour », a-t-il dit le dimanche 26 avril au « Club de la presse » d'Europe 1 ; « il peut mieux se différencier du PS du fait de sa position actuelle sur la cohabitation » ; « il n'est pas un parvenu au pouvoir, les difficultés de la vie quotidienne et ce qu'on appelle les turbulences ».

M. Millon :

Pas de négociations

M. Charles Millon, député (PR) de l'Ain, proche de M. Barre, a déclaré le samedi 25 avril, à Mur-de-Bretagne, qu'il n'y aura pas de « négociation partisane » entre M. Barre et les chefs de la majorité avant l'élection présidentielle. La logique de cette élection n'est pas celle « des alliances et des compromis », a-t-il déclaré, mais celle « des rassemblements qui constitueront la base de la vie politique future ».

M. Toubon :

Pour qui roule-t-il ?

« Pour qui roule-t-il ? Contre qui roule-t-il ? » : M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a répondu, à propos de la candidature de M. Le Pen, à cette question, le samedi 25 avril à Mâcon (Saône-et-Loire). « Le Front national, a-t-il déclaré, se conduit comme un parti d'opposition et M. Le Pen situe sa candidature dans l'opposition à la majorité actuelle (...). Si M. Le Pen veut sincèrement ce qu'il dit, c'est-à-dire la défaite des socialistes, il faut qu'il fasse tout pour que le candidat de la majorité soit élu au second tour ; comme cela ne peut pas être lui, il faut que ses proches et son comportement soient de nature à rassembler les voix de droite sur le candidat de la majorité » au second tour.

« L'homme du large »

LA TRINITÉ-SUR-MER de notre envoyé spécial

Ce sera donc, promis, juré, une campagne présidentielle pour de vrai, garantie par beurre. Une campagne à la manière de la « bande des quatre », dont M. Jean-Marie Le Pen a donné un avant-goût dimanche, en faisant venir par avion spécial une trentaine de journalistes parisiens pour leur offrir une bonne tranche de Bretagne bretonnaise.

Ah, les belles confies ! Ah, les chers binioux ! Et c'est dans son humble chaumière natale — « Je la tiens de mon père, qui la tenait de son père » — qu'il a proclamé « la patrie en grand danger » et annoncé sa « grave décision d'être l'an prochain candidat à la présidence de la République ».

Qu'on se le dise : les légionnaires sont entrés en communication en même temps qu'en campagne. A nous les « coups » médiatiques, la « stratégie de campagne » et même... un beau « logo » tout neuf, dessiné par une agence de pub. « Il vous plaît. Un trait rouge horizontal, surmonté d'un trait bleu qui s'élevait vers les cieux. Les âmes simples n'y verraient que du feu, mais l'ensemble symbolisait tout de même l'assise traditionnelle du candidat Le Pen — le trait rouge — transcendée par la grande impulsion de la campagne — le trait bleu. »

La trouvaille, dont l'état-major n'est pas peu fier, orne tous les documents en stak marqués « Le Pen président » et offert à la presse, lors de la montée dans l'avion spécial.

« Le démon est contre lui »

« L'homme du large », comme l'appelle le dossier de presse, celui dont le père, « à trois ans, était déjà cap-hornier » et dont « le grand-père ne savait lire que dans les étoiles », s'est donc offert au retour de voyage en Afrique, un dimanche au pays breton, la Trinité, qui a pour lui les yeux de la Palmyre, a admiré son enfant du pays en fier équipage, entouré de sa brochette de députés solennels, esquissant quelques pas de danse en écoutant les binioux et tambours du bagad des anciens combattants d'outre-mer de Crac'h, localité voisine.

Les Trinitains sont suffisamment fiers de M. Le Pen pour lui avoir offert 52 % de leurs voix lors d'une élection législative partielle, il y a quelques années.

Et si le pays tout entier, au-delà des mers d'Armor, ne partage pas cette ferveur, les Bretons en ont une explication toute prête : « Jean-Marie, c'est le seul qui soit contre l'avortement, assure une très vieille Trinitaine. C'est pour ça que le démon est contre lui. » « Le démon ? », demande un Parisien qui a mal entendu. « Eh bien oui, le démon. Vous voyez bien toutes ces attaques contre lui, tous ces gens qui n'en veulent pas ; c'est le démon ! »

Figure terrante du démon, M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, comparait récemment le Front national à « un immeuble à double entrée, avec une façade respectable, pour attirer le chaland, et une arrière-cour qui n'est qu'une pègre de bonnes intentions ».

« Des œufs à la grenade »

Côté façade, on vit en ce grand jour M. Le Pen distribuer davantage de sourires à l'assistance qu'il n'y a de menhirs alentour. On montre aussi à la presse la figure avenante de M. Bruno Mégret, directeur de la campagne et polytechnicien, qui est, c'est vrai, très poli et très gentil.

Mais, dans l'arrière-cour, M. Roger Holindre, député de la Seine-Saint-Denis, baroudeur, journaliste chevronné, se taille un franc succès en racontant comment, voici quelques jours, il a surpris à Nice de jeunes Arabes lançant des œufs sur des drapeaux français. « Dans un an, on passera des œufs à la grenade, prophétise-t-il. Nous voulons des étrangers qui ferment leur gueule ou qui deviennent Français. »

Quant aux thèmes les plus récents développés par Jean-Marie Le Pen, comme les « sidatons », eux aussi ont déjà mordu parmi les militants. L'un d'entre eux, tout d'un coup, interpelle le « patron » : « Jean-Marie, tu te souviens, en 1945, les putains contagieuses, on les mettait dans des hôpitaux à l'écart. Et le SIDA, c'est bien plus dangereux qu'une vérole. La Barzach, elle sait pas tout ça ! » « Pauvre femme ! », laisse seulement tomber le candidat, apitoyé.

Alors, façade ou arrière-cour ? « Evidemment, nous n'allons pas noyer le poisson et renoncer à nos thèmes habituels que sont l'immigration et le pain de mort », précise M. Mégret. Oui ! le « démon » n'est pas près d'être au chômage.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

IAE INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Université de Paris I - Panthéon Sorbonne
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15
CAAE

Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises
DESS Diplôme National de 3^e Cycle
9 mois à temps plein ou 18 mois à temps partiel
CADRES D'ENTREPRISE
La formule adaptée à vos besoins
☎ 45 54 40 10 M.C. SCAGLIA 45 57 62 52
ÉTUDIANTS
La formation complémentaire indispensable
☎ 45 54 40 10
Test d'entrée le 26/9/87 - Inscriptions avant le 10/9/87
LE SAVOIR FAIRE DE L'IAE

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration
Reconnu par l'état de Californie. Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel et professionnel.

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...
Programme de 12 à 14 mois conduisant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2^e CYCLE
Cursus spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration.

Informations et sélections : European University of America
3, imp. Royer Collard (M. Luxembourg), 75005 Paris - (1) 46 34 66 06
Communiqué par European University of America • San Francisco • Californie.

Grand Hotel Don Juan ****
Tél. : 94022 GILJANOVA LIDO - Abruzzo/Italie - Proche de la mer - Mer et plage propres - Tranquille - Très confortable - Prix convenables - Plage privée - 2 tennis - Grande piscine - Climatiseur - Equipement sportif - Parking privé - Bar, discothèque et animations pour les enfants - Tél. 133665/657941 - Telex 600061.

1500

Société

Les manifestations des antinucléaires en Europe

A l'occasion du premier anniversaire de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, plusieurs manifestations ont eu lieu le samedi 25 et le dimanche 26 avril, en particulier en Europe. À Moscou, quatre milliers d'un groupe pacifiste ont manifesté dimanche pendant deux heures près du Kremlin, réclamant « une énergie nucléaire sûre » et une meilleure information du public sur les risques du nucléaire.

La plus importante de toutes les manifestations a eu lieu samedi à Londres, où cent mille personnes selon les organisateurs — cinquante mille selon la police — ont défilé dans le cadre de l'appel de deux mouvements pacifistes, la CND (Campagne pour le désarmement nucléaire) et Les amis de la Terre.

En RFA, plus de dix mille personnes ont participé, samedi et dimanche, dans les grandes villes du pays à des manifestations antinucléaires.

Dimanche, environ trois mille personnes se sont rassemblées sur le site de la future usine de retraitement de combustibles nucléaires irradiés de Wackersdorf. Les organisations écologistes ont appelé la population à manifester contre le nucléaire en coupant les compteurs d'électricité.

Aux Pays-Bas, une manifestation de plusieurs centaines de manifestants, organisée à la centrale de Borssele (sud-ouest du pays), a dégénéré dans la nuit de samedi à dimanche, lorsque la police est intervenue pour dégager les entrées près de l'usine. En Suisse, nous signalons notre correspondant Jean-Claude Buhner, des incidents ont marqué la manifestation antinucléaire qui a rassemblé près de dix mille personnes dans

Fribourg-midi de samedi à dimanche. Plusieurs personnes ont été blessées lors d'échauffourées avec les forces de l'ordre.

D'autre part, un comité comprenant des représentants de presque toutes les tendances politiques vient de déposer à Berne une « initiative populaire » visant à interdire pendant dix ans la construction de toute nouvelle centrale nucléaire. Appuyé par 134 000 signatures, soit nettement plus que le minimum requis de 100 000, ce projet devra maintenant être soumis à l'approbation du corps électoral.

En France, à Paris, des manifestants se sont élevés contre le démarrage prochain de la centrale de Nogent-sur-Seine, estimant, comme l'indique un communiqué signé par les membres du comité Stop Nogent, qu'en cas d'accident majeur de cette centrale, « le bilan serait incontestablement plus lourd que celui de Tchernobyl ».

À Lyon et à Bourg-en-Bresse, des écologistes ont également manifesté, en particulier contre le réacteur superphénix. Superphénix, construit sur le Rhône à Creys-Malville (Isère), en amont de Lyon, dans lequel les responsables de la centrale ont récemment découvert une importante fuite de sodium. À Orléans, deux cents antinucléaires se sont rendus sur le site de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher) et dans les communes des environs pour réclamer la fermeture des deux réacteurs graphite-gaz qui s'y trouvent et demander l'abandon du plutonium dans le combustible qui doit être testé à partir du mois d'octobre pro-

chain dans un des réacteurs à eau pressurisée (la tranche B-1) de cette centrale.

Ces manifestations ont eu d'autant plus d'écho qu'elles se sont déroulées alors que plusieurs incidents ont perturbé l'activité nucléaire française. En effet, deux employés de la centrale de Saint-Alban-Saint-Maurice, située à une cinquantaine de kilomètres en aval de Lyon, ont subi une légère contamination radioactive lors d'opérations de contrôle effectuées le 24 avril dernier. Trois jours plus tôt, trois mécaniciens de la centrale de Dampierre-en-Burly (Loiret), travaillant au « désassemblage » d'un moteur de pompe primaire alors que le réacteur était à l'arrêt, ont été également contaminés.

En Union soviétique, les autorités ont tenu une conférence de presse et accordé des interviews pour évoquer la situation de la centrale de Tchernobyl un an après l'accident qui a fait voler en éclats une partie de la tranche n° 4. A cette occasion, le président du comité d'État pour l'utilisation de l'énergie atomique, M. Askaniak Petrosian, a révélé que les Soviétiques avaient renoncé à achever la construction des tranches n° 5 et n° 6 de la centrale de Tchernobyl. Il a, d'autre part, précisé que trois centrales en construction équipées de réacteurs du même type que ceux construits à Tchernobyl (RBMK) seraient cependant achevées à Smolensk, Koursk et Igarka. Toutefois, M. Petrosian a fait remarquer, dans une interview accordée à l'agence Tass, que la catastrophe de Tchernobyl avait montré que le système d'arrêt d'urgence de ce type de réacteur était trop lent et devait être modifié.

JUSTICE

Reconstitution de la mort d'une voyageuse Deux versions contradictoires de l'accident en gare d'Evry

Ordonnée par M. Emile Cabié, juge d'instruction à Evry, la reconstitution de l'accident, au cours duquel Viviane Borderie a été tuée en gare d'Evry-Courcouronnes (Seine-et-Marne), a eu lieu le dimanche 26 avril.

Le 23 mars, en fin d'après-midi, Viviane Borderie, quarante-deux ans, mère de deux enfants et employée à l'hôpital Sainte-Anne à Paris, tombe du train SNCF qui démarrait. Avait-elle ou non été poussée hors du wagon ? C'est à cette question que le juge d'instruction cherche une réponse. L'altercation entre Viviane Borderie et deux contrôleurs de la SNCF, qui précède l'accident, ne peut, en effet, être mise en doute.

La reconstitution, commencée à 17 heures, s'est terminée vers 19 h 15 en présence du juge, du procureur, des témoins et de leurs avocats. Quelques dizaines de membres de la SNCF pour la mort de Viviane Borderie ont défilé sur un quai de la gare des banderoles et ont tenté de suivre les vérifications opérées.

La rame, composée de quatre wagons, est arrêtée. Dans le wagon mixte de tête, se tiennent les deux contrôleurs de la SNCF qui, le 23 mars, au moment des faits, venaient de taxer d'une amende pour défaut de titre de transport M^{lle} Likolia, étudiante et fille du secrétaire d'Etat zéro à la défense nationale et à la sécurité du territoire. C'est en prenant la défense de cette jeune fille que Viviane Borderie se trouve mêlée au conflit. M^{lle} Likolia, présente dans le wagon pour la reconstitution, reconnaît formellement en M. Luc Postel l'homme qu'elle accusait, dans ses précédentes déclarations, d'avoir poussé Viviane Borderie hors du train. M. Postel, ainsi que son collègue, M. Philippe François, sont à cette occasion entendus pour la première fois par le juge en tant que témoins. M^{lle} Bertin, qui les assiste pour la SNCF, ne peut donc intervenir, ce dimanche, puisque les deux contrôleurs ne sont pas inculpés. Les défenseurs de la famille Borderie avaient d'ailleurs demandé leur inculpation au juge dès le 7 avril (le Monde du 9 avril) mais celui-ci n'a pas, pour le moment, fait connaître sa réponse.

Les jeunes avocats et les peines incompressibles. — La Fédération nationale des unions des jeunes avocats (FNUJA-modérée) s'est déclarée « atterrée par l'institution d'une peine d'emprisonnement automatique et incompressible dans certains cas de conduite en état d'ivresse » (le Monde du 25 avril). La FNUJA fait part de « son hostilité à toute mesure limitant l'individualisation des peines », précisant qu'« il est unanimement reconnu que les courtes peines d'emprisonnement sont nocives et criminogènes ». La FNUJA demande « solennellement aux sénateurs de réformer le texte, considérant qu'une pseudo-unanimité teintée de démagogie ne saurait autoriser une aussi grave entorse aux principes mêmes du droit pénal français ».

Deuxième élément de la reconstitution : la présence de deux autres témoins, employés eux aussi de la SNCF : un troisième contrôleur et M. Vénot, le chef de train. Ce dernier, en queue de la rame au moment des faits, déclare avoir aperçu Viviane Borderie qui aurait tenté, selon lui, de remonter dans le train lors du démarrage. Bien qu'éloigné d'environ 80 mètres, il aurait aperçu les talons aiguilles de la jeune femme, ce que conteste la partie civile. Autre divergence entre celle-ci et les témoins de la SNCF : pour l'un d'eux, Viviane Borderie serait tombée vers l'avant du marchepied où elle se trouvait. Vérification faite, il semble que la victime soit tombée vers l'arrière de ce marchepied. Chutant verticalement entre le wagon et le quai, Viviane Borderie semble avoir été tuée par le marchepied suivant du train qui démarrait.

En plus de M^{lle} Likolia, trois jeunes passagers descendus en gare d'Evry affirment avoir vu — du quai où ils se trouvaient alors — la jeune femme tomber après qu'un bras l'ait poussée. Ces trois jeunes gens, MM. Thierry Magnoux, Laurent Lorenzini et Manuel Saint-Lary, s'étaient fait connaître dans les heures qui suivirent le drame. Ces quatre témoins cités par la partie civile ont confirmé leurs accusations. En revanche, les quatre témoins de la SNCF, dont les deux contrôleurs, ont maintenu leur thèse : Viviane Borderie est tombée accidentellement du wagon.

DANIELLE ROUARD.

Une précision de la chancellerie

Le véhicule d'un conducteur en état d'ivresse peut être confisqué

La chancellerie vient de trancher en ce qui concerne la légalité de la confiscation de la voiture d'un chauffard ivre, après la décision du procureur du tribunal de grande instance de Rennes de faire saisir le véhicule d'un conducteur en état d'ivresse, estimant que ce véhicule pouvait être considéré comme une arme par destination.

La chancellerie précise que la confiscation peut être fondée. Le code de la route, rappelle-t-elle, prévoit, en effet, qu'un officier de police judiciaire peut, hors de toute autre effraction, immobiliser le véhicule d'un automobiliste ivre et que le tribunal est habilité à confisquer le véhicule. En cas de délit, l'article 43-3 du code pénal précise : « Lorsqu'un délit est puni de l'emprisonnement, le tribunal peut prononcer à titre de peine principale (...) la confiscation d'un ou plusieurs véhicules dont le propriétaire est l'auteur ».

Le véhicule confisqué pourra être vendu par les Domaines, ce qui pourra représenter l'une des peines de substitution à un emprisonnement.

Le petit « non » de Cattenom

THIONVILLE
de notre envoyé spécial

Ce dimanche-là, c'était l'ouverture de la pêche à la truite en étang. Les « mœurs » ne manifestent donc pas au sein de la Thionville contre la centrale de Cattenom. Pourtant, en levant à peine les yeux, ils auraient aperçu l'énorme panache couleur de plomb s'échapper de l'une des quatre tours ventrues, juste en face, de l'autre côté de la Moselle, impossible de l'éviter du regard. Mais, comme disait un pêcheur sur les bords de l'étang de Basse-Harn : « J'étais contre la centrale maintenant elle est là ; il faut l'accepter, c'est une question de discipline. Ça a coûté tellement de milliards ! »

Au sein Wilson, les « verts », eux, ne l'acceptent pas. Le rassemblement organisé par une coordination germano-franco-luxembourgeoise qui regroupe trente-cinq associations d'écologistes, a voulu protester contre tous les Tchernobyl à venir. Que la centrale existe et ait déjà engendré une fortune n'effraie pas leurs convictions. « Quand un pont est fissuré, demande Daniel Beghain, un responsable des « Verts » lorrains, laisse-t-on les voitures le franchir sous prétexte qu'il a coûté cher ? » Car, pour

eux, les incidents qui se sont produits à Creys-Malville, à Tricastin et ailleurs, et à Cattenom même en août dernier avant le démarrage de la première tranche, ne sont qu'un début. Ils veulent non seulement que l'on renonce aux programmes prévus — quatre réacteurs à Cattenom, ce qui en ferait l'une des plus puissantes centrales du monde, — mais aussi que l'on s'oriente vers l'abandon de la production électrique par le nucléaire.

Chanteurs et orateurs l'ont dit et répété, d'abord au parc Wilson sous une banderole : « Für das Leben stoppt Cattenom » (« Pour sauver la vie, stoppons Cattenom »), puis dans les rues de Thionville. La sous-préfecture de la Moselle a gardé son air du dimanche calme et nonchalant pour les écouter. A moins de 5 kilomètres de Cattenom, les habitants ne se sont pas précipités le long du cortège. A peine quelques spectateurs pour assister au lâcher de ballons blancs de la Liberté, destinés à « montrer que la radioactivité n'a pas de frontière et va où le vent la disperse », a expliqué Arlette Dehlinger, organisatrice pour la France.

La marche a repris dans le roulement sourd des fûts de déchets. Pour s'arrêter une nouvelle fois quand, sur la longue plainte d'une

sière, les trois à quatre mille manifestants se sont étendus à même le sol. Mort collective par radioactivité.

Des applaudissements jaillirent des fenêtres. Était-ce le premier effet de cette « explosion antinucléaire » que les écologistes veulent provoquer ? Les Lorrains commencent-ils, avec leurs « verts », avec Antoine Westphal, porte-parole national des « verts » français, venu de Mulhouse, avec leurs milliers de voisins allemands et luxembourgeois à comprendre le danger de Cattenom ?

Les Français, en tout cas, comme l'an dernier, le 15 juin à quelques pas de là (le Monde du 17 juin 1986), étaient bien minoritaires dans la protestation douce de Thionville. « Puisse le lobby nucléaire être éradiqué et international, nous devons être européens et internationaux », a déclaré Jean Huss, député « vert » au Parlement de Luxembourg en lançant un appel pour « protéger l'Europe du nucléaire ». Pour l'heure, à chacun son rôle, dirait-on. Les Français produisent l'électricité et la radioactivité, les Allemands et les Luxembourgeois la protestation... Commentaire déabusé des participants : « Les Allemands ont quinze ans d'avance sur nous ».

CHARLES VIAL.

Selon le Spiegel

Pots-de-vin dans l'industrie nucléaire ouest-allemande

Une société ouest-allemande, Transnuklear, spécialisée dans le transport et le traitement de déchets radioactifs, a été accusée, selon l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, plus de 6 millions de DM (environ 20 millions de francs) de pots-de-vin à des responsables de centrales nucléaires allemandes pour décrocher des contrats. Le parquet de Hanau, près de Francfort, enquêtait sur cette affaire depuis le mois

de février dernier, à la demande du nouveau directeur de Transnuklear, qui aurait découvert, en prenant ses fonctions, l'existence de caisses noires dans l'entreprise. L'hebdomadaire, qui qualifie ces opérations d'« énorme scandale de corruption », précise qu'une centaine de personnes auraient été ainsi « achetées » et qu'un responsable de la centrale nucléaire de Biblis aurait été relevé de ses fonctions. — (AFP).

Fin de la grève à la centrale de Doel. — La grève qui perturbait, depuis le 20 mars, le fonctionnement de la centrale nucléaire belge de Doel, à l'embouchure de l'Escaut, a pris fin le vendredi 24 avril. Ce mouvement, qui avait été déclenché par les personnels de la centrale pour protester contre leurs conditions de travail, a conduit la direction à renforcer les effectifs de vingt-cinq personnes. Au moment de la grève, les Pays-Bas s'étaient inquiétés auprès des autorités belges du niveau de sûreté maintenu dans cette centrale qui ne fonctionnait alors qu'avec le quart de ses effectifs.

Sur le site de Nogent-sur-Seine (Aube)

Les « écolos » ressortent leurs pancartes

Placardé installé dans sa poussette, un bébé arbore un écusson écologiste au revers de sa layette. Comme deux cents autres personnes, ses parents participent le samedi 25 avril à Paris à un rassemblement anti-nucléaire. Répondant à l'appel du Comité Stop Nogent, les manifestants protestent contre la mise en service de la centrale de Nogent-sur-Seine (Aube), à une centaine de kilomètres de la capitale. Militants ou « écolos » de cœur, tous se réfèrent à la catastrophe de Tchernobyl, dont l'anniversaire est simultanément célébré dans plusieurs villes de France.

Certains utilisent des arguments techniques pour étayer leur protestation. D'autres, affublés de vêtements futuristes et d'un masque à poussière, distribuent des tracts aux passants. « En cas d'accident, demandent-ils, comment évacuerait-on une ville comme Paris ? »

Circulant entre les stands du Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), de l'Union pacifiste ou du PSU, d'autres s'en remettent à leurs sentiments. « Je ne connais pas exactement les conditions d'installation de cette centrale, explique Pierre, un comédien parisien, mais je me méfie instinctivement du nucléaire. » Une secrétaire de cinquante-huit ans est là pour manifester son inquiétude. Elle est persuadée que « toute mécanique créée par l'homme est faillible ». Elle brandit au-dessus de sa tête une pancarte anti-nucléaire qu'elle n'avait pas utilisée depuis 1970. Pour son premier anniversaire, Tchernobyl révèle des peurs assoupies.

R. R.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Plan Epargne-Retraite: pour vivre à 100%.

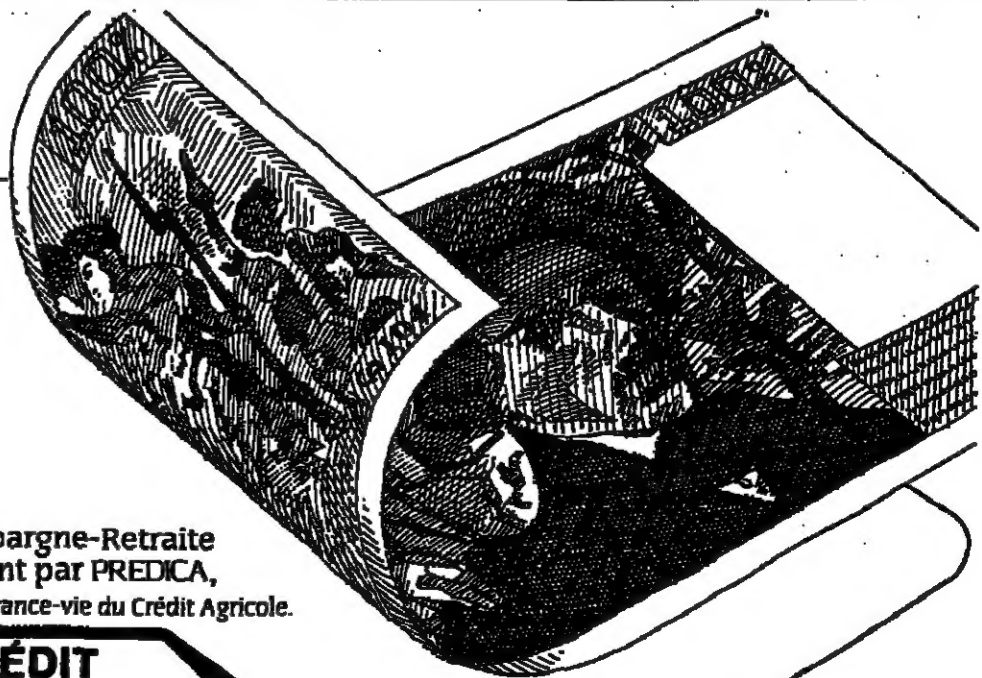
Si vous croyez savoir ce qu'est un Plan Epargne-Retraite, celui du Crédit Agricole va vous surprendre. C'est un très bon placement (en 86, il a rapporté 7,5% d'intérêts nets d'impôt). Il vous permet de constituer, d'une manière simple, souple et sûre un capital que vous utiliserez à votre guise. Il peut aussi se transformer, une fois l'âge de la retraite venu, si vous le désirez, en revenu supplémentaire. Dans l'un ou l'autre cas, il vous permet de vivre à 100%. C'est cela le bon sens en action.

Un Plan Epargne-Retraite mis au point par PREDICA, la compagnie d'assurance-vie du Crédit Agricole.

CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens en action.

Credit Agricole



AVR
le mois d
chez NEUL
REPR
VOTRE
60000
pour tout ache
spécies, nouve
immédiatement
NEUBA
93700
75000

صلى الله عليه وسلم

Société

JUSTICE

A Orléans

Un des responsables d'un centre de handicapés est écroué pour abus de confiance

ORLÉANS
de notre correspondant

Un responsable commercial du CAT (Centre d'aide par le travail) des Canneblanches d'Orléans, un restaurateur de trente-sept ans, M. Jean-Baptiste Béchir, vient d'être inculpé d'abus de confiance et

écroué. Cette inculpation prononcée voilà plusieurs jours pourrait être suivie par d'autres. Elle sanctionne les agissements du service commercial de l'établissement.

En octobre 1986, dans ce centre où travaillaient quatre-vingts handicapés environ, rémunérés au SMIC, en partie payés par l'Etat, l'enquête

avait fait apparaître l'existence d'un service commercial pléthorique de cent cinquante représentants payés confortablement de 11 000 F à 13 000 F mensuels assortis d'une prime à l'intercession. Les VRP sillonnaient la France pour écouler les produits fabriqués dans le centre, mais aussi confectionnés, pour une part, à l'extérieur avec le label de la maison.

Alerté par la DDASS (direction départementale de l'action sanitaire et sociale), le préfet du Loiret avait pris, alors, la décision de nommer un administrateur provisoire, et de nombreux licenciements avaient été opérés, dont celui du directeur commercial, M. Pierre Destruy, quarante-sept ans. Le préfet du Loiret, dans un communiqué, avait dénoncé « un déséquilibre très important, voire scandaleux, entre les salaires de certains personnels commerciaux au regard des rémunérations versées aux travailleurs handicapés eux-mêmes ». Le préfet signalait aussi de nombreuses irrégularités financières et comptables qui, depuis, ont fait l'objet des investigations du SRP d'Orléans. Finalement, mission accomplie, voitures de fonction luxueuses, gros impayés envers les fournisseurs : le passif de ces irrégularités réalisées au détriment des aveugles se monterait à quelque 8 millions de francs.

RÉGIS GUYOTAT.

SÉCURITÉ

Série d'arrestations dans les milieux indépendantistes de la Guadeloupe

Des explosifs ont été saisis

Après l'arrestation de l'un des militants indépendantistes les plus recherchés, Humbert Marbeuf (le Monde du 25 avril) la police a opéré à la Guadeloupe de nouvelles arrestations, ainsi qu'une importante saisie d'explosifs.

POINTE-À-PITRE
de notre correspondant

Au cours d'une opération combinée associant les divers services de police de l'archipel, Humbert Marbeuf, trente-neuf ans, évadé de la prison de Base-Terre depuis le 16 juin 1985, a été arrêté le 23 avril au Lamentin à 20 kilomètres de Pointe-à-Pitre en compagnie de son amie Nicole Fréjaville, qui était « déjà connue comme militante indépendantiste dans d'autres affaires ».

Dimanche 26 avril après-midi, on apprenait que Nicole Fréjaville devait être transférée, le soir même, à l'issue de quatre jours de garde à vue, en France métropolitaine, sur mandat d'amener du juge d'instruction parisien, M. Jean-Louis Brugère, chargé du dossier des attentats de novembre et décembre 1986 à la Guadeloupe. Quant à Humbert Marbeuf, profitant d'un moment d'inattention au cours de sa garde à vue dimanche matin, il avait sauté du premier étage des locaux du SRPJ Antilles-Guyane et s'était enfui hospitalisé, souffrant notamment d'une fracture du col du fémur, d'une fracture de la jambe gauche et de blessures au visage. Son transfert vers la France métropolitaine ne devrait pas avoir lieu immédiatement.

Un autre militant indépendantiste, recherché depuis plusieurs mois, Henri Peratoni, a été arrêté samedi soir au Moule, dans le nord de la Grande-Terre. Agé de trente-

six ans, Henri Peratoni s'était évadé, lui aussi, le 16 juin 1985 (le Monde du 18 juin 1985) alors qu'il purgeait une peine de sept ans de prison pour l'attentat contre les locaux de Radio-Caribbes Internationale (radio de la Sofrad, placée le 13 novembre 1983). Son amie Rose-Hélène Nicolas a été également placée en garde à vue.

D'autre part, une perquisition a été effectuée samedi dans un appartement de Grand-Camp (quartier périphérique de Pointe-à-Pitre). Les policiers ont notamment saisi des munitions, des documents faisant état d'actions « violentes contre des personnes » envisagées prochainement, ainsi qu'une cinquantaine de systèmes de mise à feu et 6 kilos d'explosif, la Thadine 25.

C'est cet explosif, rappelle-t-on, qui a été utilisé pour l'assaut des attentats revendiqués depuis 1983 par l'ex-Alliance révolutionnaire caribbe (ARC, organisation dissoute le 25 avril 1984). Il avait été volé sur un chantier de Petit-Bourg en février 1983. Le locataire de l'appartement n'avait pas été identifié dimanche.

ANDRÉ LÉGER.

Deux Basques espagnols expulsés. — Selon la procédure d'urgence absolue, deux Basques espagnols ont été expulsés de France, le vendredi 24 et le samedi 25 avril, et remis aux autorités espagnoles. Il s'agit de Leandro Urra Diaz, vingt-neuf ans, originaire de Saint-Sébastien (Guipuzcoa), qui avait été interpellé à Ciboure (Pyrénées-Atlantiques), et de José-María Huarte-rujo, trente-neuf ans, originaire de Pampelune (Navarre), arrêté près de Saint-Pée-sur-Nivelle.

Le nombre des expulsions de Basques espagnols est ainsi porté à cinquante-sept depuis le 19 juillet 1986.

RELIGIONS

Un nouvel évêque conservateur chahuté à Vienne

Les nostalgiques du cardinal Koenig

VIENNE
de notre correspondant

Fait sans précédent en Autriche, la consécration, le dimanche 26 avril à Vienne, du nouvel évêque auxiliaire, Mgr Karl Krenn, a rendu nécessaire l'intervention de la police. De jeunes manifestants ont cherché à empêcher Mgr Krenn d'entrer dans la cathédrale Saint-Étienne en se jetant par terre devant lui. La police a dû les emmener par la force et escorter le futur évêque à l'intérieur de l'église. Autre phénomène à remarquer : l'absence de personnalités comme Mgr Karl Berg, archevêque de Salzbourg et président de la conférence épiscopale.

La nomination de Mgr Krenn, professeur de théologie à l'université de Ratisbonne, en Bavière, âgé de cinquante et un ans, considéré comme ultraconservateur, aux fonctions d'évêque auxiliaire de Vienne a provoqué de vives tensions chez les catholiques autrichiens.

Comme pour le successeur du cardinal Koenig, Mgr Herman Groer, bénédictin dont la nomination il y a un an à l'archevêché de Vienne avait provoqué déjà de sérieux remous, le choix de cet auxiliaire aurait été fait sans concertation.

Le clergé autrichien, inquiet du renforcement des tendances traditionalistes dans l'Eglise, est soutenu dans sa « fronde » par les principales organisations de laïcs qui ont fait circuler des pétitions signées par des milliers de fidèles contre la nomination de Mgr Krenn et organisé des manifestations de protestation.

Selon elles, il ne s'agit pas d'une « rébellion » — reproche qui leur a été fait par le cardinal autrichien, Alfons Stickler, responsable des archives au Vatican — mais de la défense du rôle des laïcs, considéré comme particulièrement important dans la mesure où la position de l'Eglise est de plus en plus affaiblie par la défection des fidèles — quelque 200 000 depuis 1971 — et par le manque de prêtres.

Les laïcs se sont mobilisés, précise-t-on, pour défendre les orientations pastorales données par l'ancien archevêque de Vienne, le cardinal Franz Koenig — à la retraite qui est devenu le symbole, pour les catholiques autrichiens, de l'ouverture de l'Eglise et de la ligne « conciliaire ». Pour certains critiques, le pape veut visiblement tirer un trait sur l'ère Koenig et la ligne progressiste et trop libérale qu'il incarnait.

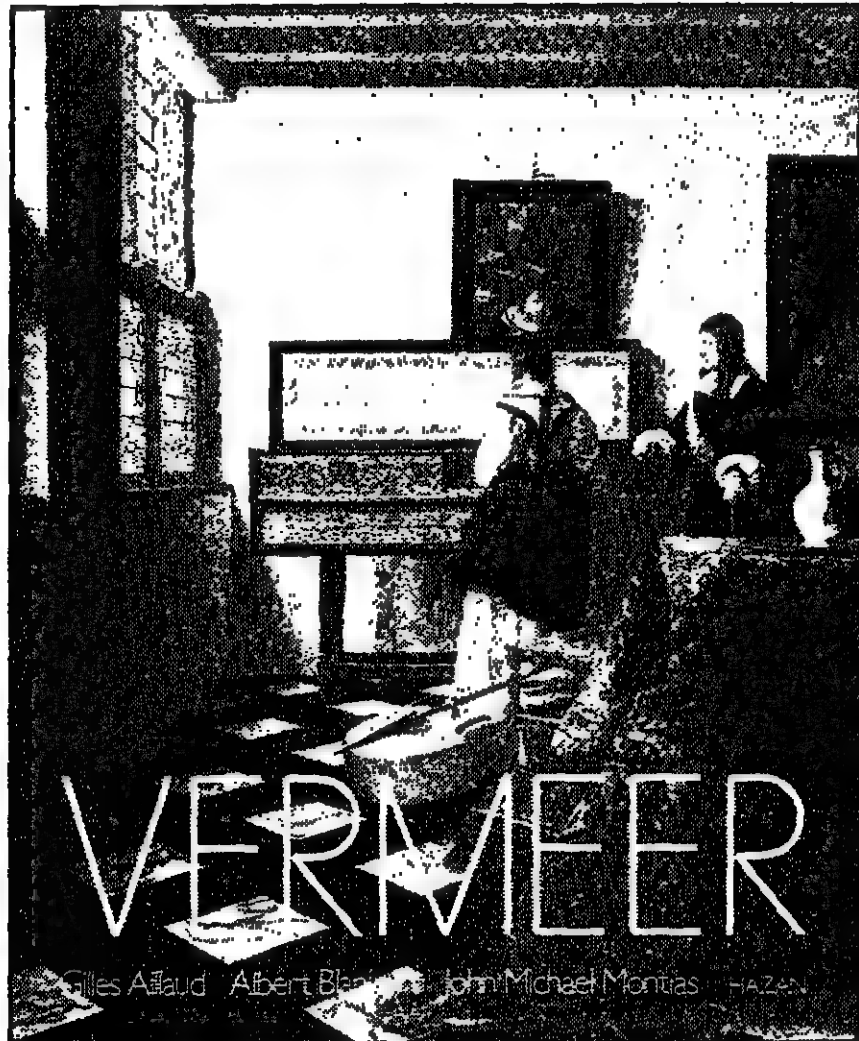
WALTRAUD BARYLL.

VERMEER

PRIX ELIE FAURE

PRIX GUTENBERG

GRAND PRIX VASARI



Gilles Aulard Albert Blum John Michael Montias HAZAN

Le livre
dont toute la ville
parle...

HAZAN

Plus vite, moins cher!

avril !
le mois de la 309
chez NEUBAUER

REPRISE
DE VOTRE VOITURE
6000 f au moins
pour tout achat d'une 309
5 portes, neuve ou de direction
immédiatement disponible

NEUBAUER

227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Chateaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

RUGBY : championnat de France

Ovale en capitale

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

« C'est le plus formidable gag qu'ils pouvaient faire », Hilare, Robert Paparemborde savourait la qualification surprise de son équipe comme une bonne farce d'étudiants. Autour de lui, le vestiaire des Parisiens résonnait de viriles embrassades. Quelques joueurs, le gorge asséchée par l'effort et l'émotion, réclamaient le champagne qu'un intendant, immédiatement suspecté de défaitisme, avait oublié d'apporter à Bordeaux.

Face au Stade toulousain, double champion de France et équipe phare du rugby français, on ne donnait, en effet, pas cher des chances parisiennes. L'entraîneur du Racing était le premier à mesurer l'écart. « Nous serons aussi forts que le Stade ou Toulon d'ici une ou deux semaines », affirmait l'ancien pilier du Quinze de France avant la demi-finale. Or, le Racing — qui n'espérait atteindre que les huitièmes de finale en début de saison — a brulé les étapes grâce à une bande de gamins drolement culottés. Accourus de larges flotants leur battant les genoux, les arrières du RCF, surnommés le « showbiz », ont à nouveau démontré leur goût de la facilité. Moins voyant que les caleçons roses, les bécots basques ou les toulousains arborés naguère, ce clin d'œil vestimentaire était le signe extérieur d'une déconcentration totale à un moment crucial de l'existence du club.

Cette indécente absence d'appréhension et de complexité est, selon Robert Paparemborde, la « grande force » de l'équipe qu'il a prise en main en 1985, alors qu'elle jouait en groupe B. Le plan que lui avait fixé à l'époque le président de la section ovale des ciel et bleu, Jean-Pierre Labro, était de disputer le titre au bout de quatre ans. Les prévisions ont été bousculées grâce à l'enthousiasme et au talent de joueurs qui, à quatre exceptions près, sont tous de la région parisienne. « Des gaillards intelligents », confie Paparemborde. Il estime être « un peu leur histoire et leur passé », car les Serrière, l'achéfin ou Mennel ne sont pas imprégnés de la tradition rugbyistique du Racing. Ils ne risquent pas d'être paralysés par la mémoire des Mencia et Crauste conquérant le dernier bouclier de Brennus du club en 1959.

Farouches jusqu'à leur entrée sur le terrain, ils appliquent ensuite à la lettre les consignes de l'entraîneur. Contre Toulouse, elles étaient claires : « Éviter les phases statiques, écartier, affoler le jeu », rappelait « Patou » en se félicitant d'avoir vu juste. Le pack ciel et blanc a

Il n'y aura pas d'équipe du Sud-Ouest, le samedi 2 mai au Parc des Princes, pour la finale du championnat de France de rugby. En demi-finale le Racing Club de Toulon s'est qualifié, le samedi 25 avril à Toulouse face à Agen par 18 à 16, et le lendemain, à Bordeaux, le Racing Club de France créait la surprise en battant le champion en titre, le Stade toulousain, par 10 à 9. Toulon avait déjà été finaliste en 1985. Pour le Racing, il faut remonter à 1959.

excellé dimanche dans l'art de l'esquive, compensant son manque de poids par de belles conquêtes aériennes et surtout un pressing défensif qui interdisait aux Toulousains de déployer leurs fameux enchaînements.

En étaient-ils seulement capables, les joueurs du Stade, héros fatigués par de trop nombreuses campagnes ? « Ils étaient épuisés par deux saisons à affronter des équipes acharnées à les battre. Aujourd'hui, ils avaient moins faim que nous », diagnostiquait Robert Paparemborde. « C'est vrai, le pouvoir est », admettait Pierre Villepreux, l'entraîneur toulousain, « pas vraiment surpris par cette défaite ». Usure physique après une série de matches gagnés à l'énergie. Usure mentale aussi pour ce groupe de joueurs un peu blasés, que le parfum déjà familier d'une nouvelle finale n'a pas suffi à émusillier.

Les champions de France sont entrés avec résignation dans le match. A l'image de leur capitaine Karl Janik, ils avaient les jambes lourdes et, dans leur tête, l'enthousiasme a fait long feu. « A la mi-temps, les joueurs savaient que c'était fini », dit Villepreux. Le vent de révolte qui avait permis de passer

l'obstacle de Dax et de Graulhet aux tours précédents n'a pas soufflé sur le Parc de Lescure.

Le résultat aurait pourtant pu être renversé si Lopez n'avait pas manqué une série de pénalités faciles ou bien si Dupuy avait marqué la sienne à l'ultime minute de jeu. La veille, au Stadium de Toulouse, l'arrière toulousain Bianchi avait réussi pareil exploit. D'un coup de pied de 40 mètres à l'ultime minute, le buteur varois avait privé Agen de sa deuxième finale consécutive.

Contrairement aux Toulousains, qui ont accepté le verdict sans crier au scandale, les Agenais étaient abasourdis par ce coup de grâce. « Ce match, on l'avait gagné depuis la cinquième minute », répétait leur entraîneur Michel Couturas. Face à la tonne de muscles qui menaçait de déferler sur eux pendant quatre-vingt minutes, les Agenais avaient choisi le grand large. L'intelligence de jeu de l'ouvreur Delage, auteur de trois drops, et le génie du geste de Sella en défense comme en relance avaient placé Agen sur la voie du Parc des Princes. Avec plus de réalisme et de réussite, le SUA aurait même dû être l'abri du retour toulousain après une heure de jeu.

Car le Racing Club de Toulon, comme Toulouse le lendemain, a paru étrangement éteint. « Manque de récupération physique », analysait Jérôme Gallion en rappelant que le RCT n'avait en que cinq jours pour souffler après son quart de finale.

Ainsi le même mal frappait au même moment les deux équipes dont les options sont justement fondées sur la préparation scientifique, le défi physique et la continuité du jeu. Selon Daniel Herrero, l'entraîneur varois, « Toulon s'en est sorti avec ses tris ». Toulouse n'y étant pas parvenu, « il va falloir remettre en question nos conceptions de jeu », estime Villepreux.

Herrero se faisait déjà un plaisir de retrouver en finale des Toulousains avec lesquels « nous avons des relations amicales et philosophiques ». Dans leur « approche des hommes et du jeu », les entraîneurs toulousain et toulonnais ont en effet des points communs qui en font des francs-tireurs du rugby français. En l'absence du Stade, Daniel Herrero trouva face à lui, en finale, un adversaire qui partage nombre de ses conceptions du rugby moderne ainsi que son franc-parler à l'égard du pouvoir fédéral. Robert Paparemborde n'a jamais caché que « Toulon et le Stade toulousain étaient un peu [nos] modèles ». Seule variante : là où Herrero met en exergue « les qualités de sérieux, de travail et d'enthousiasme », le coach parisien préfère adopter pour son équipe la devise de son aïeul international Jean-Baptiste Lafond : « Avoir de la rigueur dans la fantasia ». Question de dosage sans doute.

JEAN-JACQUES BOZONNET.



Le capitaine du RCF, Gerald Martineau, a affuté le jeu.

PLANCHE A VOILE : Coupe du monde

Naish dans le collimateur

Le Néerlandais Stephan van Den Berg, médaille d'or aux Jeux olympiques en 1984, a remporté l'épreuve de la Coupe du monde de fûlboard disputée à La Torche (Finistère) du 16 au 26 avril. Il devance l'Australien Phil McGain et le quadruple champion du monde, l'Américain Robby Naish. Le premier Français est le Néo-Calédonien Robert Teritehau, qui se classe septième.

LA TORCHE
de notre envoyé spécial

Le complexe Naish, cet Américain qui ne quitte pas la plus haute marche du podium de la Coupe du monde ? Robert Teritehau ne connaît pas : « Je n'ai que vingt ans, il en a vingt-quatre. Il a seize ans d'expérience de la planche à voile derrière lui. Je n'en ai que six. Et pourtant je l'ai déjà battu dans des épreuves de slalom : à La Torche en 1984, au Japon il y a un mois. Je fais jeu égal avec lui dans les courses-régat et j'espère pouvoir le battre un jour dans l'épreuve d'expression dans les vagues, même s'il parait aujourd'hui intouchable ».

Pour la première fois un Français semble bien disposer des atouts nécessaires pour inquiéter Robby Naish. Robert Teritehau n'est plus le bouillant jeune homme qui faisait preuve, les années précédentes, d'autant de vitalité dans les boîtes de nuit que d'agressivité sur l'eau. Il est désormais l'un des premiers sur le plan d'eau avant la course. Plutôt que de courir « surtoilé » quand le vent forcé subitement, il sait rentrer à terre pour changer de voile, quitte à devoir remonter une trentaine de concurrents.

Ce sérieux, finalement peu fréquent dans un sport qui a vu en cinq ans des jeunes gens atteindre comme lui une relative célébrité, témoigne de sa très ferme volonté de ne pas se contenter de la place de meilleur Français : « Je veux être numéro 1 mondial, sans attendre que Robby ne se retire, même s'il annonce chaque année sa retraite ».

La forme ambition du Néo-Calédonien correspond aussi à son engagement comme chef de file de l'équipe Fanatic, un des premiers

producteurs mondiaux de planches à voile, qui a conquis l'an dernier près de 10 % du marché français. Contrairement aux trois saisons précédentes, où la marque qui l'employait se contentait de mettre son logo dans ses voiles, les dirigeants de Fanatic ont décidé de lui donner tous les atouts pour qu'il puisse conquérir le titre mondial : « Nous lui assurons le meilleur environnement possible », explique Bernard Hennel, le directeur de Fanatic-France. L'enjeu est de taille pour le constructeur : Mistral, qui domine largement le marché mondial, doit, en partie, cette position à la supériorité sportive de Robby Naish. Robert Teritehau ne l'ignore pas.

« J'aime gagner, rappelle cet ancien champion scolaire de cross-country. Et quand, six mois après avoir débuté, j'ai fini dernier du championnat de Nouvelle-Calédonie de planche à voile, j'ai décidé de m'entraîner à fond ».

Un an plus tard, à quinze ans, il remporte ainsi le titre de champion de Nouvelle-Calédonie, une victoire qui lui permet d'aller en métropole disputer le championnat de France où il finit septième, une place qu'il retrouve la même année au championnat du Monde en Guadeloupe.

En 1983, dans le vent fort, il triomphe à la première compétition du fûlboard organisé près de Hyères. L'année suivante, il est troisième de la première Coupe du monde : « J'en ai cru que c'était arrivé, la célébrité, l'argent... et j'en ai tant profité que j'ai fini sixième de la Coupe du monde en 1985, douzième en 1986 ». Mais sa formidable ambition l'a remis en position de vainqueur. Avec Naish en ligne de mire.

CHRISTOPHE DE CHEJAY.

LES RÉSULTATS

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
La finale de division nationale 1 met aux prises les 28 avril et 2 mai Limoges et Orléans, qui se sont qualifiés respectivement aux dépens de Monaco (96-96) et de Villeneuve (73-57).

Football

COUPE DE FRANCE
(Bataille de finale aller, match en retard)
*Bordeaux b. Monaco 2-0

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Deuxième division, troisième journée)

Groupe A
*Nîmes b. Abbeville 1-0
*Beauvais b. Caen 2-0
*Mulhouse b. Strasbourg 1-0
*Reims b. Valenciennes 4-2
*Quimper b. Dunkerque 2-0
*Angers b. Tours 0-0
*La Roche AEP b. Guingamp 3-0
*Orléans b. "Red Star" 2-0
*Amiens b. Saint-Dizier 1-0
Classement. — 1. Nîmes, 50 pts ; 2. Caen, 42 ; 3. Mulhouse, 41.

Groupe B

*Montpellier b. Sète 2-1
Lyon b. "Martigues" 2-0
*Aix b. Guingamp 2-1
*Cannes b. Limoges 2-0
*Bastia b. Caennais-Loulans 2-0
*Montceau b. Nîmes 2-0
Le Puy b. "Béziers" 2-0
*Tours b. Bourges 1-0
*Thonon b. Ajaccio 1-1
Classement.
45 pts ; 2. Lyon, 43 ; 3. Aix, 40.

CHAMPIONNAT D'EUROPE
DES NATIONS

En raison des forfait de Bordeaux, Bastia, Tignes et Ferret, le sélectionneur de l'équipe de France, René Michel, a fait appel à Domergue, Foulain et Bijou pour la rencontre du 29 avril contre l'Islande en match qualitatif pour la coupe d'Europe.

Motocyclisme

GRAND PRIX D'ESPAGNE
250 cc. : 1. Wimmer (RFA, Yamaha) ; 2. Cadalora (It. Yamaha) ; 3. Garriga (Esp., Yamaha). 500 cc. : 1. Gasser (Aut., Honda) ; 2. Lawson (E-U, Yamaha) ; 3. Haslam (G-B, Honda).

TENNIS : Wilander à Monte-Carlo

Les moyens d'une ambition

Le Suédois Mats Wilander (cinquième mondial) a remporté l'Open de Monte-Carlo le 26 avril en battant l'Américain Jimmy Arias (cinquante-troisième mondial) sur le score de 4-6, 7-5, 6-1, 6-3, en deux heures et quarante-sept minutes. C'est le vingtième titre de Wilander. Quinze victoires ont été obtenues sur troisième titre de Wilander. Quinze victoires ont été obtenues sur troisième titre de Wilander. Quinze victoires ont été obtenues sur troisième titre de Wilander.

MONTE-CARLO
correspondance

De tous les joueurs du circuit, Mats Wilander est un des analystes les plus perspicaces, une des intelligences les plus fines. Il ferait, selon sportif formidable. On le savait diplomate aussi. Mais on ne le connaissait pas politicien. Voilà pourtant qu'il confie volontiers à ses amis suédois sa découverte, au cours d'une analyse de son propre jeu, de la fameuse troisième voie.

La première, celle de l'opiniâtreté et du soufflet, lui avait permis de cuire à petit feu Vilas en 1982, mais elle était caduque l'année suivante. L'Argentin n'avait ni service ni volée. On pouvait, en effet, l'embrocher et le faire tourner jusqu'à ce que la carcasse soit cuite.

Contre Noah, ce fut une autre affaire. « J'ai compris après ma défaite face à Yannick que je ne pouvais espérer durer au plus haut niveau si mon jeu ne gagnait pas en amplitude ». Ce fut le premier match-clé de sa carrière. Il joua le deuxième en 1984. Contre Lendl, vainqueur du titre cette année-là, Wilander comprit parfaitement ce qu'il lui fallait pour battre le Tchèque. « Quel match ! J'avais en tête la tactique, mais je n'avais pas dans ma raquette le tennis ».

Les moyens de sa politique, il les a acquis douze mois plus tard quand il surprit Lendl et tout le stade par ses montées judicieuses au filet, souvent à contretemps, sa variété dans l'échange, un véritable festival de l'intelligence qui désarçonna le Tchèque et court-circuita sa puissance. Seulement, voilà, si la deuxième voie menait à la victoire, elle séduisit tant et si bien son auteur qu'il abandonna ses bases : « Je ne voulais plus tenir l'échange. Cela m'ennuyait terriblement. A dix-sept ans, j'étais prêt à tenir le siège pendant quatre ou cinq heures. A vingt ans, je voulais inventer ».

Résister jusqu'à ce que l'autre s'écroule ne m'intéressait plus.

L'année dernière, Wilander fut sorti au troisième tour des Internationaux de France par le Soviétique Chesnokov. L'humiliation : « Je marquais de concentration, je n'arrivais pas à mettre une balle dans le court. Contre certains joueurs, il faut faire sentir que l'échange ne vous fait pas peur. Que vous ne fuyez pas le combat du fond de court. Même si vous possédez d'autres arguments ».

Voilà, avec son équilibre entre l'énervement et le bémol, la troisième voie de Wilander !

Elle était bien en évidence au Country Club cette année. Notamment contre Chesnokov lui-même et en demi-finale contre Stenlund. Terme impeccable de volé dans l'échange. Un tennis de plus en plus agressif alors que faiblissait l'adversaire.

La finale entre le Suédois qui signale son jeu d'une année sur l'autre et l'Américain qui n'en finit pas de renouer tont ses promesses pendant deux sets. Arias, lui, est en gros progrès. La « patte » de Brian Gottfried, ancien finaliste à Roland-Garros, était visible dans sa nouvelle confiance à la volée et un service sur lequel il se permit de 3 points lors du premier set.

Son jeu — plus construit que lors de sa victoire à Rome en 1983 — reste, en dehors d'une improbable renaissance de McEnroe, le meilleur tennis de surface lente de tous les Américains.

MARC BALLADE.

ATHLÉTISME : la crise fédérale

Robert Bobin plébiscité

Robert Bobin a été triomphalement élu à la tête de la Fédération française d'athlétisme (FFA) lors de l'assemblée extraordinaire qui a eu lieu le samedi 25 avril à Paris. Provoquée par la démission de Michel Bernard le 14 mars dernier et par le vote de défiance émis le lendemain à l'initiative de son comité directeur, cette assemblée s'est transformée en plébiscite pour l'ancien directeur technique national (DTN) de l'athlétisme français. Pris de 82 % des participants à l'assemblée lui ont accordé leurs suffrages, portant ainsi à la présidence le seul candidat déclaré et surtout l'homme attendu comme le sauveur capable de ramener la sérénité dans une maison passablement ébranlée par les querelles de personnes.

Aujourd'hui âgé de soixante-six ans, l'ancien champion de France du triple saut a été le DTN de la fédération de 1958 à 1973, époque pendant laquelle les athlètes tricolores ont remporté sept médailles olympiques et accumulé les records. Époque où s'est illustré Michel Jazy, qui lui aussi effectua un retour dans les instances dirigeantes de la FFA au poste de vice-président.

Neuvième président de la FFA, Robert Bobin souhaite d'abord redonner confiance aux adhérents, car, selon lui, il y a beaucoup de travail à faire pour que l'athlétisme retrouve ses lettres de noblesse. « Pour éviter que notre athlétisme ne soit marginalisé, il nous faut au plus vite augmenter le nombre de licenciés. La priorité doit donc être de renforcer les clubs ».

CYCLISME : Amstel Gold Race

Inusable Zoetemelk

Tandis que Stephen Roche, l'un des meilleurs routiers de la saison, est toujours à la recherche d'un succès et que Laurent Bignou tente de résoudre ses problèmes dans un Tour d'Espagne dominé pour l'instant par Sean Kelly, Joop Zoetemelk, l'inusable, continue d'étonner le monde du cyclisme. A quarante ans passés, il s'est offert le luxe de remporter, le samedi 25 avril, l'Amstel Gold Race, la seule classique néerlandaise, une épreuve qui manquait précédemment à son palmarès.

Reprenant la tactique qui lui avait si bien réussi au cours du championnat du monde 1985, il a surpris, à proximité de l'arrivée, Roques, Elliott, Ten Van Vliet et le Français Comillet, avec lesquels il s'était échappé. Une précision : Zoetemelk s'était classé deuxième l'an dernier, derrière Roques, qui a pris cette fois la deuxième place. Chant à Comillet, tout a fait remarquable, il a terminé en cinquième position et méritait sans doute mieux.

La victoire obtenue par le vétéran du peloton pour avoir su tirer profit du marquage de ses adversaires est celle du méfier. Mais l'expérience ne peut guère s'exprimer sans une très bonne condition physique. L'ancien équipier de Raymond Poulidor apporte-t-il sa préparation un plus grand soin que les autres ou bénéficie-t-il d'un déclin de l'opposition ? La première hypothèse est vraisemblable, la seconde plausible.

JACQUES AUGENDRE.

SKI : démission des présidents

Trois de chute

Le président de la Fédération française de ski (FFS), Jean Berthelais, ainsi que Georges Coquillard et Marc Dole, responsables respectivement des comités alpin et nordique, ont annoncé, le samedi 25 avril, qu'ils abandonnaient leur fonction. Cette décision fait suite à un vote unanime de douze présidents de comités régionaux demandant le départ des principaux responsables de la fédération. L'assemblée générale prévue pour le 20 juin devra donc désigner les successeurs des dirigeants élus en 1981 et tenter de ramener le calme à la FFS dans la perspective des Jeux olympiques de Calgary.

Le nouvel âge du sport
Lauda, Pflaumi, Tapie, Edlinger et les autres...

Le retour d'Icare ?
Les nouvelles pratiques : plaisir, risque et corps volontaire. Maîtrise de soi et expériences-limites : ruser avec la mort.

Le spectacle sportif aspiré par l'affairisme ?
Le show des stars mercenaires. Le cas du président Bez La « tapisation », le dopage, le marketing de l'excellence. La masse téléspectatrice contre la liturgie des stades.

avec Marc Augé, Roger Chartier, Jean-Philippe Domecq, Alain Ehrenberg, Marc Guillaume, Michèle Metoudi, Bernard Nadoulek, Jean-Claude Passeron, Christian Pociello, Philippe Simonnot, Paul Veyne, Georges Vigarello...

ESPRIT n° spécial, 75 F
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris
Tél. 48 04 92 90 CCR Paris 1154-B1

Journal de l'ISO

Communication

Le bilan du MIP-TV à Cannes
A coup de stars et de dollars

CANNES

de notre envoyé spécial

Le mistral, qui s'est levé sur la Croisette le samedi 25 avril, dernier jour du MIP-TV à Cannes, apportait le vent de folie qui avait soufflé pendant six jours au Palais des festivals, sur le nouveau paysage audiovisuel français.

Après s'être disputés les stars et les marchés publicitaires, voici les chaînes rivalisant pour s'arracher les meilleurs programmes. Elles ont enfin compris, certaines bien tardivement, ce que les Américains et les Italiens savent depuis longtemps : la télévision commerciale se bâtit à coup de pokers, de surenchères, de risques calculés et... de dollars. C'est la loi de la jungle, familière aux grands fauves Berlusconi, Hertz, Maxwell et autres Bouygues, et non celle des conventions tacitement protectionnistes pratiquées dans le secteur public.

Le réveil fut parfois douloureux. M. Gilbert de Turmeze, responsable des achats à Antenne 2, reconnaît que jusqu'à présent il existait « un droit moral de réserve entre les chaînes pour les achats, en évitant de trop se marcher les uns sur les autres ». De son côté, M. René Han, président de FR3, trouve « inadmissible » la surenchère sur les séries des stars et le prix des programmes. Il a qualifié les remarques de M. Bouygues sur la prochaine disparition de sa chaîne de « propos démesurés et non réfléchis d'un homme qui ne connaît pas le métier ». Piqué à vif par l'ambiance de « moutonnerie » qui régnait à Cannes, il s'est montré prêt à défendre sa chaîne. « Si une des six chaînes doit rester sur le terrain, a-t-il dit, ce ne sera pas forcément celle que l'on croit ». Interrogé sur la possibilité évoquée par M. Chirac que FR3 devienne « une chaîne ciblée, exclusivement française par la rédaction » (le Monde daté 26-27 avril), le président-directeur général déclare ignorer si le premier ministre songerait à une chaîne culturelle ou musicale, mais aussi longtemps qu'il sera président, a-t-il insisté, « notre rôle est de demeurer une chaîne nationale et régionale ».

Des séries

en chaîne

Sur le front des achats de programmes, la bataille fut rude, quoiqu'on dise les responsables, chacun voulant évidemment se réserver ce qu'il a réservé. Si l'annonce des prix était raisonnable, dans l'ensemble, il y eut quelques flambées spectaculaires. Championne toutes catégories, la 5 a mis en avant ses « coups », en annonçant

pour la rentrée des grandes séries américaines (Dallas, Arabesque, Matlock, The Cosby Show) ainsi que ses ministères prestigieuses (America, Fureur des anges), deux séries allemandes (Inspector Derrick, Herberge), un programme sportif ambitieux, dont le clin sera l'Open US de tennis. Quant à la création originale, M. Daniele Lorenzini, responsable des achats pour RTL, a annoncé cent heures de coproductions internationales, pour un montant de 100 milliards de francs.

« A TF1, M. Jacques Zbinden, responsable des achats, reconnaît que le changement de direction ne facilite pas une politique d'achats à long terme. D'autant que M. Bouygues refuse, pour le moment, d'entrer dans le petit jeu des enchères pratiqué par la 5 ». Puisqu'il faut remplir les grilles, on commence par renouveler les séries américaines en cours (Santa Barbara, Starsky et Hutch, Columbo) et prévoit la rediffusion de Les oiseaux se cachent pour mourir et Les Démoniaques d'été.

Il y aura des émissions prestigieuses tout de même ! Parmi celles achetées à l'étranger : la Vie de Bernstein (Etats-Unis), le Défi du Pacifique et Doctor Who (Grande-Bretagne), Little Missy (Irlande), The Last Frontier (Australie), et le documentaire japonais sur la catastrophe de Tchernobyl, qui avait gagné le premier prix au Festival de Monte-Carlo, tourné par la NHK (Japon).

La principale chaîne de service public semble un peu effaillée. Se réfugiant derrière « une politique d'achats globaux », Antenne 2 annonce, outre le renouvellement de ses séries actuelles (Magnum, McFly, Deux Filles à Miami), quelques nouveautés : des séries américaines (Crime Story, Starman, Alf, Throb et surtout un nouveau « mélo », Loving, qui ne comporte pas moins de deux cent soixante épisodes !) et le grand succès anglais, Bridget Jones.

Puisque la politique de la troisième chaîne, en matière de programmes, tient, selon M. Han, en deux mots : « acheter et produire », les responsables sont venus à Cannes, « motivés pour acheter que pour rencontrer les professionnels ». Dans le cadre des grands magazines scientifiques et géographiques, qui, avec des « talks shows » trois fois par semaine, remplacent les magazines disparus (« Taxi », « Boite à lettres », « Mach 3... »), M. Han vient de rencontrer, à Cannes, M. Popov, vice-ministre de la télévision en URSS, pour négocier l'achat de documentaires soviétiques. Fidèle, enfin, à son slogan, « la chaîne du cinéma »,

le responsable, M. Patrick Brim, annonce des grands succès, inédits à la télévision, comme la Cage aux folles, Voyage au bout de l'enfer, Victor, Victoria, Pottergeist, Yentl, Rocky 2, Black M&M et le Nom de la rose.

Quant aux deux plus petites des chaînes privées, elles sont restées, elles aussi, volontairement en marge des achats de la course aux programmes. Canal Plus, parce que la chaîne à péage a ses propres réseaux d'approvisionnement pour le cinéma et le sport (même si elle s'apprête à innover en diffusant quelques séries américaines, dont la très populaire Perfect Strangers) ; M6, parce qu'elle continue de peser dans les réserves de sa maison mère, la CLT.

Risque

de dérèglement

Différents « acteurs » du MIP-TV ont attiré l'attention sur le risque d'un éventuel dérèglement du marché français. A la suite de l'arrestation inop de New-York par le magnat Rupert Murdoch aux petites chaînes ciblées qui, selon lui, « seront obligées, pour survivre, de trouver des sponsors », plusieurs responsables français se sont plaints de pratiques déloyales, « à l'italienne ».

En réponse à une question sur l'achat de « Dallas » par la 5, M. Zbinden, de TF1, a rétorqué : « ce coup, facile à réussir ponctuellement, mais déstabilisateur du marché, à long terme ».

D'autres considèrent que les concurrents laissent à armes inégales. Ainsi, M. Yves Jaig, responsable des programmes sur FR3, ne peut pas suivre les enchères des petites chaînes « qui n'ont qu'à sortir leur carnet de chèques, alors que je dois passer par des structures administratives lourdes ». Selon M. Jost Nuffet, directeur d'Eurocha, société de vente de programmes américains en France, « il faudrait protéger les petits réseaux des pratiques qui dérèglent le marché (comme les achats globaux pour plusieurs territoires ou les tractations aux Etats-Unis à la source) pour éviter des concentrations qui, à la longue, entraineront des situations de monopole que la privatisation était justement censée abolir ».

Même les vendeurs ne sont pas insensibles au problème. M. Michael Solomon, directeur de Lorimar Telepictures, le plus grand producteur américain, a déclaré, à l'issue d'un entretien de deux heures avec les responsables de M6 : « J'ai décidé d'aider les petites chaînes, en leur offrant des prix intéressants et des délais de paiement, car la survie des six chaînes françaises est dans notre intérêt à tous ». Le bon sens l'emporte sur la philanthropie...
ALAIN WOODROW.

Michel Drucker reste sur Antenne 2

Sollicité par la Une, réclamé par la Cinq, Michel Drucker a choisi, après Bernard Pivot, de renouveler — pour un an — son contrat avec Antenne 2. Pendant la saison 1987-1988, il y poursuivra donc l'animation de l'émission « Champs-Élysées », avec des moyens accrus. Une décision dont ne pouvait que se réjouir la direction de la chaîne, puisque « Champs-Élysées » est, depuis sa création, en tête d'audience du samedi soir.

M. Philippe Laharde retrouve « la Tribune »

M. Philippe Laharde, l'un des trois directeurs de la rédaction du Matin, va rejoindre, à la mi-mai, la Tribune de l'économie, quotidien racheté, il y a un mois, à M. Bruno Bortez, par le groupe Expansion de M. Jean-Louis Servan-Schreiber. Journaliste au Monde de 1958 à 1984, il était entré au Matin en septembre 1986 après un passage de quelques mois à l'Express. M. Laharde n'avait pas en terrain inconnu à la Tribune. Il avait déjà occupé, d'octobre 1984 à février 1986, la fonction de directeur de la rédaction.

M. Michèle Cotta devient présidente de Images Investissements

M. Michèle Cotta, ancienne présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, devient présidente de la SOFICA Images Investissements, en remplacement de M. Jean Peyrache, démissionnaire pour raisons de convenances personnelles. Nommée à ce poste le vendredi 24 avril, M. Cotta prend la tête d'une SOFICA (Société pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle) créée en décembre 1985 à l'initiative de la BNP et de la banque Worms. Dotée d'un capital de 59,17 millions de francs, cette société a déjà investi dans huit films longs métrages, une série télévisuelle et une société de production.

Journaliste, M. Cotta anime actuellement une émission quotidienne « Découvertes » sur Europe 1. Elle est également coproductrice et animatrice, sur TF1, d'un magazine mensuel, « De bonnes sources », consacré aux faits et sociétés et réalisé avec la presse quotidienne.

La mort de Paul Castan
Un pionnier de la radio

Paul Castan, l'un des pionniers de la radio en France, est mort, le samedi 25 avril, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, dans sa propriété de Vernon dans l'Eure.

Autodidacte passionné de musique et de théâtre — il a monté plusieurs pièces d'avant-garde dans la salle Rapp, à Paris — Paul Castan a réalisé, en 1925, le premier journal parlé émis depuis le pôle nord de la tour Eiffel, en compagnie de Maurice Privat, Georges Delamarre, Alex Sarchamp, Pierre Descaves et Marc Fraissinet. Chroniqueur radio-phonique de la vie théâtrale et musicale avant-guerre — une activité qu'il poursuivait ensuite dans la zone sud — il lança, à la Libération, la célèbre émission « Au royaume de la musique », tout en étant professeur de mise en scène sonore au Conservatoire de Paris.



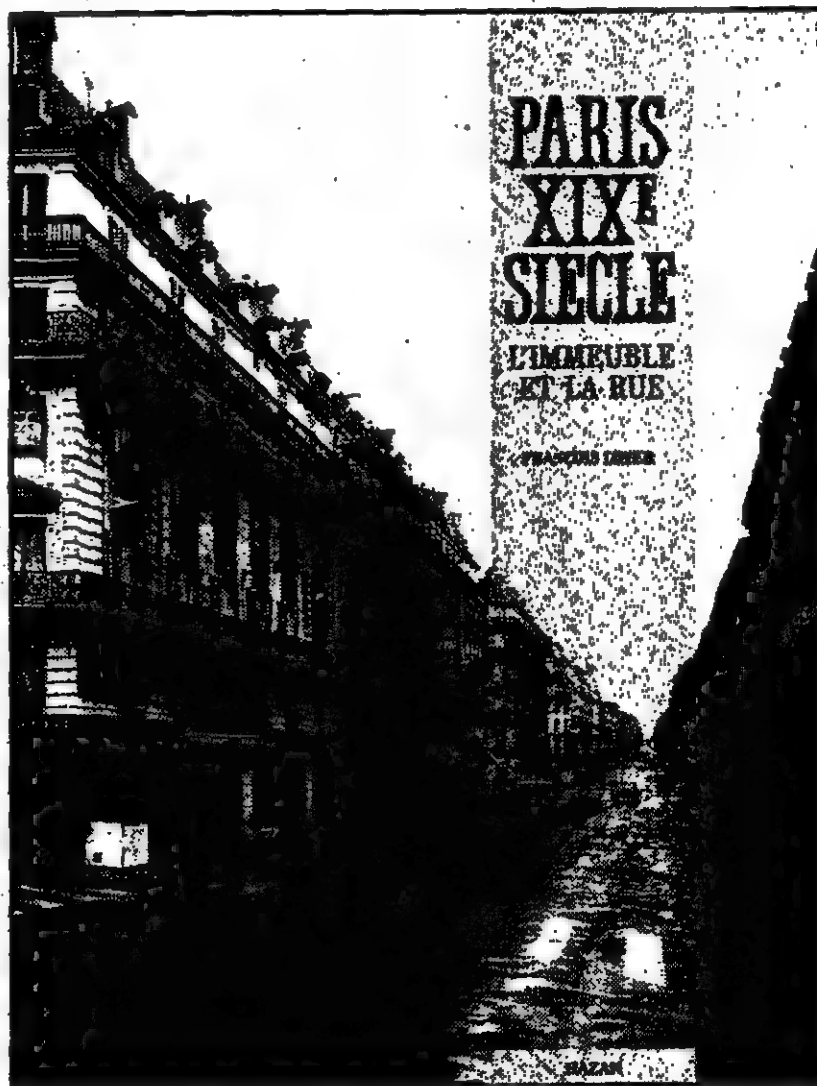
BARCELONE 92. LES VERTIGES DE BABEL. DES DEMAIN DANS EMOIS.

EMOIS

LE PREMIER MAGAZINE CULTUREL A SENSATIONS.

PARIS XIX^e SIÈCLE L'IMMEUBLE ET LA RUE

par FRANÇOIS LOYER



Le livre qui fait parler une ville

HAZAN

Jeudi 150

Culture

PHOTO

8^e Journées internationales à Montpellier

Traits pour traits

Des grosses dames aux Indiens, des présidents de la République aux madones exotiques, la photographie passe en revue, sous toutes ses formes, la figuration du corps et du visage en représentation.

A l'initiative de Roland Laboye, opérateur apprécié pour sa vision humoristique des sujets quotidiens, animateur de la galerie municipale Frédéric-Bazille, et directeur artistique depuis trois ans des « Journées », s'ouvrent aujourd'hui à Montpellier, dans huit lieux, vingt expositions réunissant une cinquantaine de créateurs, de toutes tendances et de toutes nationalités, confrontant fraternellement leurs œuvres sur le beau thème « Portraits et autoportraits ».

Outre les travaux et recherches de portraitistes connus, amplement diffusés (stars et hommes politiques par Xavier Lambour, portraits dessinés par J.-F. Bancel, photographies de Frankenthal qui traitent le portrait-robot des Montpelliérains), on notera la première présentation européenne des femmes fortes (« big women »), à la fois objets d'étude sociale et enjeu

représentatif de la créativité transalpine est complétée de portraits exécutés à la chambre (30 x 60) par des professionnels italiens de la mode, l'industrie, la publicité.

Narcissisme, autodestruction, mise en abîme ou sublimation de soi, à corps d'introspection ou de remise en question, qu'il s'agisse d'élever son corps au rang d'art, de se livrer pour paraître méconnaissable, de vouloir être un autre, l'autoportrait constitue un révélateur crucial de la création photographique contemporaine. On le retrouve dans le regard méchamment porté sur soi et les tirages grands formats, développés avec une épaisseur, par le Belge Dirk Braeckman, cofondateur de la galerie gantoise XYZ, dans les tableaux-récits organisés par Jean-François Laget ou les performances lumineuses en couleur, obtenues par projection de Christian Lebrat (1) ; tandis que le Portugais Jorge Molder, à la limite du figuratif, traduit avec agressivité, l'impuissance tragique de mettre à nu, tout comme Dominique Ross, reconstruit en tableaux monochromes le morcellement de son image.

Portraits officiels

Mais l'événement de ces huitième Journées, complètes par un ensemble Polaroid France et une

tentative avortée, Alice Odillon a entrepris une nouvelle série où elle incarne avec des moyens de fortune des figures mémorables, exotiques ou mythiques de l'histoire de l'art. Madame Capivante et réticente, elle résume ainsi son approche : « Je crois que beaucoup de femmes souffrent de n'avoir pas été reconnues par leur mère ; et elle traite toute leur vie un corps qu'elles n'aiment pas et qu'elles font souffrir, car elles ressentent beaucoup de culpabilité inconsciente de n'avoir jamais été aimée pour elles-mêmes ».

PATRICK ROEGERS.

(1) Christian Lebrat, Espace Viviane-Esther, 40, rue Pascal, Paris (9), jusqu'au 22 mai. Eclairage : Journées internationales de la photographie et de l'audiovisuel à Montpellier, salle des rencontres au Polygone (maître), galerie F. Bazille (Opéra, place de la Comédie), musée Fabre (sur l'Edipia), du 27 avril au 15 mai.

PATRIMOINE

Le château de La Mercerie en Charente

Un rêve de pierre part en morceaux

Le rêve de pierre de Raymond Réthoré, ancien député de la Charente et constructeur obstiné, risque de s'évanouir dans les affres d'une succession difficile. La gestion chaotique de son patrimoine, l'ignorance qu'il affichait à l'égard de l'administration et le naufrage d'une vieillesse trop avancée risquent de condamner l'œuvre (manchovée) de toute sa vie (le Monde du 15 août 1986).

Mais quelle destination attribuer à La Mercerie, château des courants d'air, posé au flanc d'une vallée charentaise que son propriétaire planta de cyprès pour lui donner un faux air d'Italie ? Que faire de cette façade néo-classique qui allonge sa colonnade sur près de 200 mètres ? Qui logera dans ce décor étanché où les escaliers débouchent sur le vide, ou les plafonds, quand ce n'est pas la toiture, manquent par endroits ?

Des fontaines colossales gisent en pièces détachées dans des salles peuplées de groupes de marbres fanto-

matiques ; des azulejos en cascade attendent de garnir les murs de pierre crue et le vent qui s'engouffre par les fenêtres sans vitres déplace les tableaux à l'attribution fantaisiste. Tout ce mobilier hétéroclite sans dépense de goût, à Angoulême, si une solution aux problèmes financiers qui obèrent le domaine n'est pas trouvée d'ici là.

Avant sa mort (le 15 décembre 1986), Raymond Réthoré avait cherché — en vain — à léguer sa propriété à un organisme qui puisse l'entretenir. L'Assemblée nationale où il siégea pendant plus de vingt ans déclina sa proposition. Il n'eut pas plus de succès auprès de la région et du département. Son jersiaier accepta finalement l'héritage, empoisonné par une dette de 2,5 millions de francs réclamée par le fisc en titre d'arrière d'impôt, et bien sûr contestée. Sans parler d'un autre litige en cours, concernant la

vente en viager de 150 hectares, lesquels n'auraient pas été payés complètement.

Frédéric Diéjer, l'architecte en chef des monuments historiques de la région s'agit beaucoup pour sauver La Mercerie, palais néoclassique d'un facteur Cheval parlementaire. Le président de la République, racines charentaises obligent, a été alerté. Mais déjà les piles d'acajou qui s'élevaient dans le parc ont disparu. Dans ce qui devait être un salon de musique, la végétation remplace le rideau de scène. Le trompe-l'œil de Raymond Réthoré risque de se dissoudre dans le paysage charentais.

En attendant, l'ancien député a rejoint son frère et Alphonse, complice de l'architecte, mort quelques années avant lui et muré debout dans la façade du château.

E. de R.

tragédie de la grâce

de Robert Bresson

Le film de Robert Bresson, "Le Dilemme", est une œuvre majeure de la cinématographie française. Il raconte l'histoire d'un homme qui se bat pour la justice. Le film est remarquable par sa simplicité et sa puissance émotionnelle. Bresson utilise une palette limitée de couleurs et un son minimaliste pour créer une atmosphère intense. Le personnage principal, joué par Jean-Paul Belmondo, est un homme d'action qui se confronte à des dilemmes moraux complexes. Le film est une exploration profonde de la notion de justice et de la lutte individuelle contre un système corrompu.

scination de l'Amérique

Le film "Scination de l'Amérique" est une œuvre qui explore les thèmes de la culture, de la politique et de la société américaine. Le film est une critique acerbe de la société américaine, montrant les contradictions et les hypocrisies de ce pays. Le réalisateur utilise une approche documentaire pour présenter une vision réaliste et souvent dérangeante de l'Amérique. Le film est une œuvre majeure de la cinématographie internationale, qui a marqué les esprits par sa franchise et sa puissance.

5 AU 22 MAI

BERCY

Avec le concours de la BNP

Direction musicale : Michel PLASSON

Mise en scène, décors et costumes : Vittorio ROSSI

Les plus belles voix du Monde

650 ARTISTES

NABUCCO

Opéra de Giuseppe VERDI

Soirées à 20 h 30 sauf le dimanche : matinée à 15 h 30. Relâche lundi.

Prix des places : 350 F. 280 F. 230 F. 180 F. 140 F. 100 F

Location sur place à BERCY et par tél. : 43 46 12 21 de 11 h à 18 h sauf dimanche.

AU PALAIS DES SPORTS (Porte de Versailles) tous les jours de 12 h 30 à 19 h

3 FNAC - PEQUIPE - Toutes AGENCES

L'Orchestre National du Capitole de Toulouse

L'Orchestre Colonne

Le Chœur du Théâtre du Capitole de Toulouse

Le Chœur National Bulgare « Svetoslav Obretenov »

Le Chœur de l'Armée Française

RENSEIGNEMENTS 43 42 06 06

Coopération Théâtre du Capitole de Toulouse - 1995

TOUTES LES EMOTIONS

POUR 1,38 F PAR JOUR

C'EST CA LA REDEVANCE TELEVISION

VOTRE TICKET D'ENTREE DANS LE MONDE DE L'AUDIOVISUEL

LES CLOUS DE DENT

Indicateur, mesure et analyse

MULTICOM

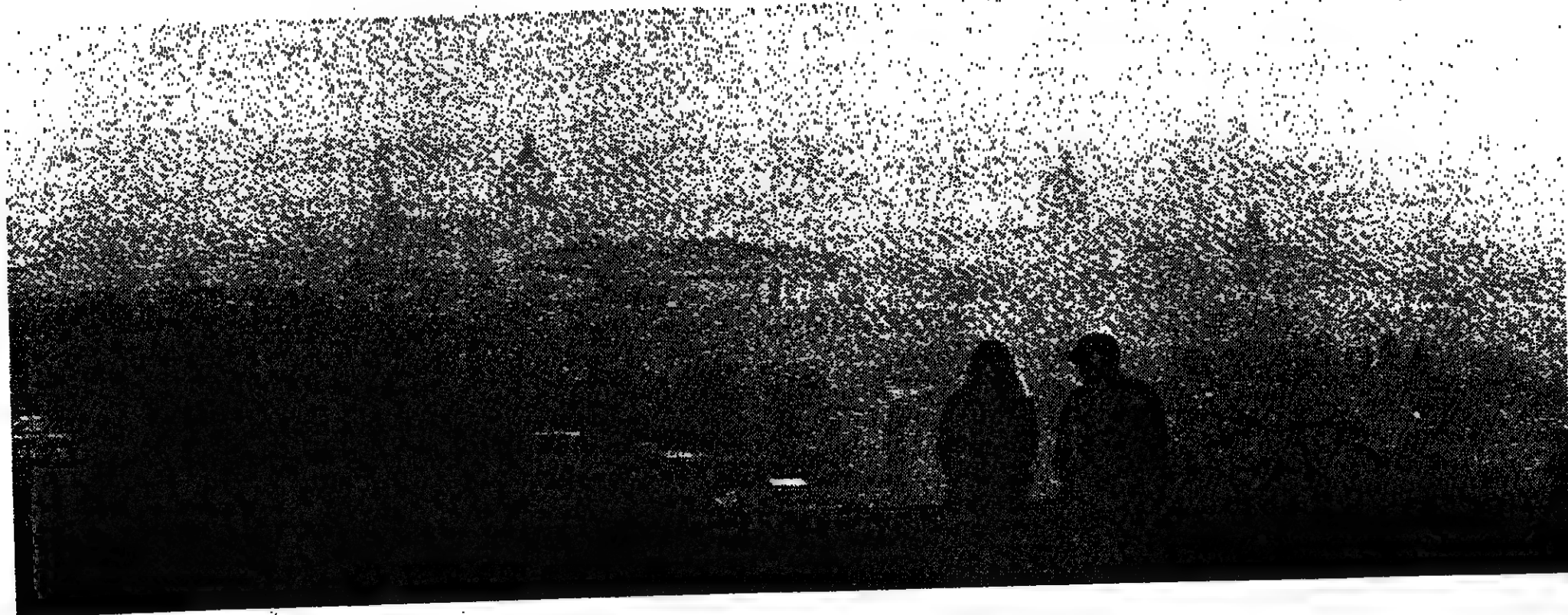
صكرا عن الراحل

... Le Monde • Mardi 28 avril 1987 17

LE • NOUVEAU • FILM • DE • DIANE • KURYS
UN HOMME AMOUREUX



SORTIE NATIONALE JEUDI 7 MAI - 20 H.



MICHEL SEYDOUX présente "UN HOMME AMOUREUX" avec PETER COYOTE - GRETA SCACIN - JAMIE LEE CURTIS - PETER BRECKT - JOHN BERRY - VINCENT LINDON
JEAN PIERRE LÉON - ELIA KALZ - CONSTANTIN ALEXANDROV - JEAN CLAUDE DE GOROS et CLAUDIA CARONALE
SCÉNARIO DIANE KURYS - ADAPTE DIANE KURYS et OLIVIER SCHWITZKY - MONTAGE GEORGES DELBUE - ÉDITION P.E.C.E./HARRY MELLOY/CAMERA ONE - PHOTO BERNARD ZITZMAN - SONORISATION GILBERT DUBALIE - MONTAGE JULE VAN EFFENTERRE - CONSULTER ASSOCIÉ DEAN VANOUANS
SON BERNARD BAYS - MONTAGE GÉRARD LAMPS - MUSIQUE PRODUCTIONS BERTHARD VAN EFFENTERRE
PRODUCTIONS COOPÉRATIVES DOLBY CINÉMATOGRAFICA - PRODUCTIONS DIANE KURYS - PRODUCTIONS DIANE KURYS - CO PRODUCTION CAMERA ONE/ALEXANDRE FILMS/ALPS FILMS - PRODUIT PAR MICHEL SEYDOUX - UN FILM DE DIANE KURYS
CINÉMASCOPE



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi.

Lundi 27 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

CARREAUX SIPOREX
VOTRE CLOISON EN DUR
Pour tous renseignements,
contactez SIPOREX,
24, rue Cambon, 75001 PARIS.

20.35 L'avenir du futur : Paradis pour tous ■ Film français d'Alain Jessu (1982). Avec Patrick Dewaere, Jacques Dutronc, Stéphane Audran, Philippe Léotard.

Cette fable sociale, construite sur un retour en arrière, n'expose pas l'angoisse que peut ressentir le spectateur, par l'humour. Le meilleur des mondes de Jessu n'est - volontairement - pas confortable. Patrick Dewaere tint la sonnette d'alarme.

22.25 Débat : 2001, les médicaments-missiles attaquent.

Tuer le mal sans altérer l'environnement : c'est la mission des nouveaux médicaments à tête chercheuse (véritable Exocet) de la future pharmacologie. Comment agissent-ils ? Sur quelles molécules, etc. ?

Avec le professeur Georges Halpern (Université de Californie-Davis), René Sautier (PDG de Sanofi), le professeur Claude Hélyès (Muséum d'histoire naturelle), Jacques Valade (ministère délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur) et le professeur Edouard Zarifian (psychiatre pharmacologue).

23.40 Journal.

0.00 Magazine : Première page.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20.30 Série : La Meille 2

Magazine : Actions. Le dossier du mois : La Normie a déposé son bilan ; Parions d'argent : Les clubs d'investissement ; Le jeu boursier : Nantes-Lille ; Titres en jeu : Sup de Co Paris, vignettes de Colmar et salariés de Dunkerque.

22.45 Documentaire : Le corps vivant.

L'eau, sources de vie.

23.15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20.35 Cinéma : Des enfants gâtés ■

Film français de Bertrand Tavernier (1977). Avec Michel Piccoli, Ariette Bonnard, Christine Pascal, Gérard Jugnot, Michel Aumont.

Tavernier nous fait voir la chronique sociale des problèmes de 1977 en France. Cela ne va pas

sans démonstrations. On retient la conviction de

Christine Pascal.

22.30 Journal.

22.55 Documentaire : Dérivations 3.

4. Ces pierres qui vous parlent.

23.50 Prélude à la nuit.

Trio en mi mineur, opus 92, de Camille Saint-Saëns, interprété par le Trio Florent Schmitt.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : La fiancée qui venait du froid ■ Film français de Charles Nemes (1983). Avec Thierry Lhermitte, Barbara Nielsen, Gérard Jugnot, Sophie Barjac. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Étoiles et buts. 22.40 Boxe (en direct du Palais des sports de Paris). 23.40 Basket professionnel américain. 1.10 Cinéma : Phenomena ■ Film italien de Dario Argento (1985). Avec Jennifer Connelly, Daria Nicolodi, Dalia Di Lazzaro, Patrick Bauchau, Donald Pleasence.

LA 5

20.30 Téléfilm : Un membre sera comble (1^{re} partie). Cycle

Agatha Christie. 21.55 Série : Hill Street Blues. 22.45 Série : Mission impossible. 23.40 Série : Lost Grant. 0.35 Série : Kojak. 1.30 Série : Star Trek.

M 8

20.30 Cinéma : le Grand Duel ■ Film italo-franco-

germano-monténoïse de Giancarlo Sauti (1972). Avec Leo Van Cleef, Peter O'Brien, Jess Hahn. 22.00 Série : C'est de la comédie. Le rôle était presque parfait. 23.00 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nuit. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuit. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Musique : 6 Nuit. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuit.

FRANCE-CULTURE

20.30 Les exercices de dévotion de M. Henri Roch avec

M^{re} la duchesse de Condor, par Thierry Genicot. 21.30 Musique : Les Indes. Carlos Paredes, maître de la guitare portugaise. 22.30 La nuit sur un plateau. Débat avec Jean-Louis Kadar.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollo. Concert (donné le

9 mars salle Gaveaux) : Divertimento en si bémol majeur, K 137 et Quintette pour clarinette et cordes en la majeur, K 581, de Mozart ; Océan pour cordes et vent en la majeur, op. 166, D 803, de Schubert, par l'Orchestre de la Philharmonie de Berlin ; entracte ; Ravel par des fins musiciens ; à 22 h 30, finitions ; Médler ; à 23.00, Les deux Italiens de choc ; à 23.45, Alban Berg, 0.00 Nuits parallèles. Ces particularités. Presque tout Weber ; à 0.30, Les formes de la nuit ; à 1.00, Porcell.

Mardi 28 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20.00 Journal.

20.25 Loto sportif.

20.35 Feuilleton : Dallas.

21.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.

22.20 Magazine : Les sciences et la vie. De Joli de Rosny et Jean-Pierre Cottet. L'alimentation.

La nourriture vue sous tous ses aspects.

23.35 Journal.

23.55 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20.00 Journal.

20.30 Mardi cinéma : Nous irons tous au paradis ■

Film français d'Yves Robert (1977). Avec Jean Rochefort, Claude Brasseur, Guy Bedos, Victor Lanoux, Danièle Delorme, Marthe Villalonga.

Attente et ses trois copains ne se sont pas assés depuis Un éléphant ça trompe énormément. On dirait même qu'ils sont encore plus immatures. Si ce film est, comme le précédent, composé de sketches et de gags, le ton a pris une certaine gravité. Les hommes n'arrivent plus à duper les femmes. L'humour s'efface par les blessures affectives. C'est la qualité supérieure du cinéma de boulevard.

22.20 Les jeux de Mardi cinéma.

23.15 Journal.

23.30 Les enfants du royaume.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20.05 Jeux : La classe.

20.30 D'accord pas d'accord.

20.35 Cinéma : Salomon et le royaume de Saba ■ Film américain de King Vidor (1959). Avec Yul Brynner, Gina Lollobrigida, David Farrar, Maria Pavan, Joan Crawford.

Allié du pharaon d'Égypte contre les Hébreux, le roi de Saba apparaît dans l'histoire pour détruire leur foi. Mais elle s'oppose à la tradition hollywoodienne. Mais le talent de Vidor apparaît pourtant dans les caractères des personnages, leurs affrontements passionnés, et l'utilisation de la couleur.

22.55 Journal.

23.20 Émissions régionales.

CANAL PLUS

20.05 Starwiz. 20.35 Cinéma : Black mic-mac ■ Film

français de Thomas Gilou (1986). Avec Jacques Villaret, Isaac de Bankolé. 22.00 Flash d'informations. 22.10

Audience TV du 26 avril 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA T.V. (en %)	TF 1	A2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 8
19 h 22	45.2	19.8	9.1	3.0	6.6	6.6	1.5
19 h 46	48.2	19.8	18.3	1.0	4.6	4.1	0.5
20 h 16	61.4	23.4	17.8	11.7	5.6	2.5	0.5
20 h 41	63.5	31.0	15.2	4.5	4.6	8.8	1.0
22 h 08	55.4	36.5	2.0	3.0	3.6	11.7	3.0
22 h 44	40.1	12.2	4.1	6.1	2.0	16.2	0.5

Programme du dimanche 26 avril, à 20 h 30. TF 1 : 100 000 dollars en espèces (film) ; A2 : Les enquêtes Camille (série) ; FR 3 : « Monnalisa » (série) ; Canal Plus : Chorus Line (film) ; LA 5 : Black Sunday (film) ; M 8 : « La dame aux camélias » (film).

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le lundi 27 avril à 0 heure et le mardi 28 avril à 24 heures.

L'anticyclone reste centré sur l'Europe de l'Est et la Scandinavie. Une faible perturbation orageuse remonte l'Espagne, apportant sur la France de l'air chaud et faiblement instable.

Mardi : sur le quart sud-ouest, temps lourd et nuageux le matin avec quelques ondées locales.

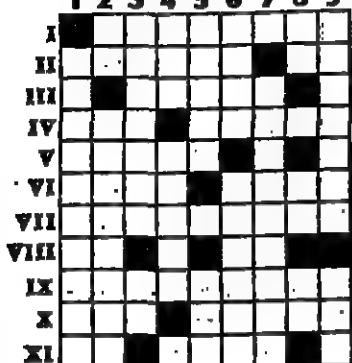
Sur toutes les autres régions, le ciel sera bien dégagé et le temps ensoleillé. Dans la journée, en toutes régions, avec la remontée vers le nord-est de la faible perturbation orageuse, des passages nuageux vont alterner avec des éclaircies. Localement il y aura de faibles orages ou averses.

Les températures vont gagner encore 1 à 2 degrés. Il fera 20 à 24 degrés sur la moitié nord, et 22 à 26 degrés sur la moitié sud. Localement, 28 degrés aux pieds des Pyrénées.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4472

1 2 3 4 5 6 7 8 9



HORIZONTALEMENT

I. Licenciés ou licenciées.

II. Lumière d'un jet. Base militaire.

III. Ouverts à tous les vents.

IV. Bleu, blanc, rouge. Victimes d'une révolution.

V. Un bon stout pour la coupe.

VI. Piège à loup.

Un homme d'ordre.

VII. Un travail qui engage beaucoup de frais.

VIII. Saint. Accord de fêtes.

IX. Personne à charge.

X. Conseil des ministres. Nids à « poussiers ».

XI. Connaît la vie. Prise par la bande.

VERTICALEMENT

1. Boîte de ficelles.

2. Ardoise à effacer. Peut faire du bon travail même dans les maux d'un fanisme.

3. Essai à transformer. Article de bureau.

4. Réserve de balles. Grand goum.

5. Agent de la circulation. Relatif à une question.

6. Sioux. Va souvent à l'eau.

7. Un myan pour un jet.

8. Unité de puissance. En Bretagne. Négation.

9. Extraits d'une enveloppe. Poste d'écoute.

Solution du problème n° 4471

Horizontalement

I. Toilette. Course.

II. Incube. Taille.

III. Alfa. Let. Je.

IV. Ou. Rn. Lla. Ride.

V. Insecte. Aromate.

VI. Raucheurs. Ra.

VII. Suite. Rasé. Tari.

VIII. Costume. Bu.

IX. Indice. Is. Aar.

XI. Élanées. Ery.

XII. En. En. Préteur.

XIII. Réconciliation.

XIV. Terno. Mineur. Bu.

XV. Eli. Eli. Sée. Biliée.

Verticalement

1. Trois. Liberté.

2. On. Unan. Au. Nél.

3. Ici. Suicide. Cri.

4. Lla. Recto. Ilon.

5. Ébauches. Camée.

6. Tel. Té. Tien.

7. Fleurs. Crime.

8. Etal. Ramage. Li.

9. Sesser. Epine.

10. Cil. Israël.

11. Océron. Bas. Etal.

12. Ultimatum. Etiré.

13. Ré. Da. Paré.

14. Sujet. Laguerre.

15. Ery. Edret.

GUY BROUTY.

SUR MINTEL

Prévisions complètes

Météo marine

Temps observé Paris,

province, étranger

36.15 Tapez LEMONDE

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

puis METEO

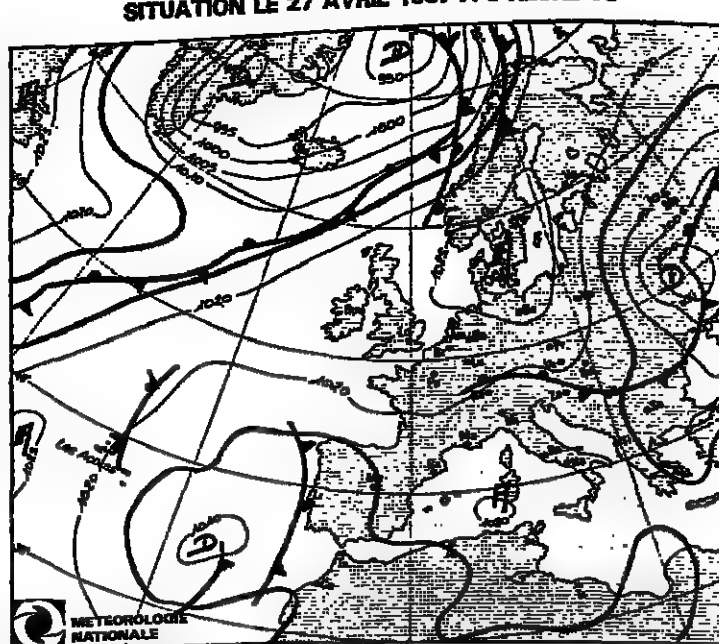
puis METEO

puis METEO

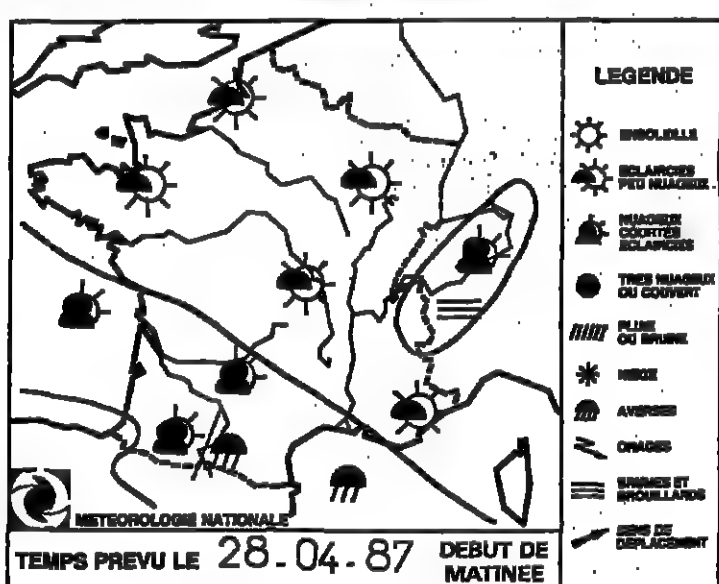
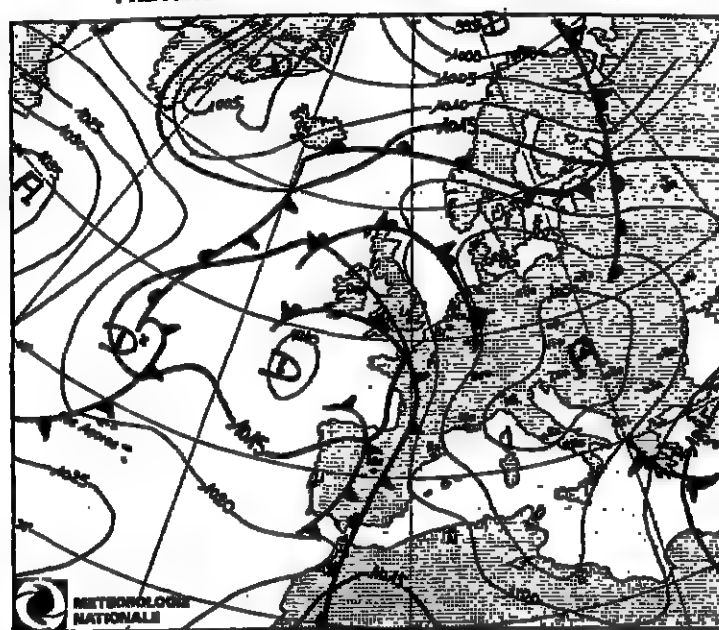
puis METEO

puis METEO

SITUATION LE 27 AVRIL 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 28 AVRIL À 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

le 26-4-1987

TRANSPORTS

La RATP teste deux nouveaux systèmes d'information pour les voyageurs

Après Vidéoparc, Sitra, Tube et autres PCS, la RATP expérimente deux nouveaux systèmes d'information destinés aux voyageurs utilisant les autobus parisiens. M. Jacques Benaszk, directeur de l'action commerciale et de la communication, fixe pour objectif à ces tests de « rendre les transports en commun plus familiers ». Les réactions des voyageurs seront analysées.

« Infotop ». C'est une borne de 2,20 mètres de haut équipée d'un clavier et de deux écrans. Installée à deux arrêts du bus n° 58 (Hôtel-de-Ville - Vanves - Lycée-Michelot), elle indique le temps d'attente avant l'arrivée du prochain bus et, en cas d'incident de la circulation, signale le trafic réduit ou le service interrompu. Elle communique tous les renseignements sur l'itinéraire suivi par le bus, les correspondances avec les autres transports publics, les

équipements collectifs des quartiers traversés, les tarifs de la RATP, etc. « Infobus ». Il s'agit d'un clavier et de deux écrans couleur embarqués sur la plate-forme contrôlée d'un autobus de la ligne 38 (Châtelet-Porte-d'Orléans). Il communique au voyageur sa position le long de l'itinéraire desservi par la ligne. Il donne des renseignements sur les quartiers traversés, les horaires, les correspondances et les tarifs, etc.

Pilotées et financées par la RATP, ces recherches devraient déboucher dans quelques mois sur l'élaboration d'un schéma directeur de l'information qui prévoira, des plans de poche à l'écran vidéo en passant par l'affichage et la borne électronique, les médias efficaces pour intégrer les transports publics dans la ville, les rendre plus accessibles et donc plus fréquentés.

EN BREF

Parc floral

Depuis l'an dernier, il existe, à 30 kilomètres de Paris, un parc floral à la hollandaise, où le printemps voit éclore tulipes, jacinthes, narcisses, ranoncles en une symphonie de parfums et de couleurs rarement obtenus sous les ombres de chênes centenaires. Car ce parc a été aménagé sur les terres du duc de Luyne, juste à côté du château de Dampierre.

Les visiteurs peuvent donc mêler la culture historique à la décoration florale, telle qu'elle a été conçue par Johannes Mathijssen, ingénieur agronome néerlandais passé par l'Indonésie. Son « spectacle floral » explose fin avril avec les plantations de bulbes, qui fleurissent tout au long de mai en même temps que les délicats pavots d'Islande. En juin prennent le relais les iris, en bord des pièces d'eau, dont la superbe iris en cloche du Japon, puis les roses, les dahlias, les azalées, les rhododendrons...

★ Parc floral du château de Dampierre, 78720 Dampierre (téléphone : 30-52-52-64). Ouvert d'avril à octobre, tous les jours, de 11 heures à 19 heures.

★ JEUNESSE : échanges franco-canadiens. — Vivra trois mois, d'août à novembre, dans une famille canadienne de l'Ontario et suivra les cours de l'école de son correspondant, c'est ce que propose AFS-Vivre sans frontières à des jeunes volontaires et collègues de la quatrième à la première. En retour, le jeune Canadien est accueilli, dans les mêmes conditions, dans la famille française, d'avril à juin. Les prix varient de 7 000 F à 9 800 F. Date limite d'inscription : 30 avril 1987.

Autres destinations possibles : Espagne, Italie, Pays-Bas, Irlande et Etats-Unis.

★ AFS-Vivre sans frontières, Olivier Amoussin, 93, rue des Vigiles, 75020 Paris. Tél. : 43-43-82-28.

★ LANGUES : le centenaire de l'espéranto. — Jusqu'au 4 mai se déroule, au Centre Pompidou, à Paris, dans la salle d'activités, une exposition didactique sur l'espéranto à l'occasion du centenaire de cette langue internationale.

★ Fédération espéranto de travail, 179, rue Ordener, 75018 Paris. Tél. : 42-52-19-36.

★ COLLOQUE : homme-animal-société. — C'est le thème proposé par la ville de Toulouse et son comité scientifique, lors de son colloque international annuel, qui aura lieu du 11 au 16 mai.

★ Université de Toulouse-I, 4, place Anatole-France, 31042 Toulouse Cedex (Tél. : 61-63-07-21).

★ DÉBAT : les analyses du mensuel « Panorama ». — Le mensuel « Panorama » prend l'initiative d'un débat sur la situation des chrétiens aujourd'hui en France. Il organise des sessions les 2 et 3 mai prochains, au palais des congrès de Versailles, sur le thème « Etre chrétien aujourd'hui ».

Ouvertes aux lecteurs de cette publication, ces sessions s'adressent également à tous ceux qui désirent réfléchir aux enjeux d'une présence chrétienne dans la réalité sociale, politique et culturelle d'aujourd'hui.

Participeront aux débats Gaston Pélissier, René Rémond, Jean Delmas, Michel del Castillo, France Quéré, Patrick Verspiere. Une table ronde réunira également Mgr. Le Bourgeois, Monique Hébrard, Philippe Warriner, Jacques Arfaudière, Régine du Châtet.

★ Prix des sessions : 450 F. Pour participer, écrire à : Véronique Le Moine, Panorama, 21, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75500 Paris Cedex 11. Tél. : 43-07-59-63.

Mermoz en document

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la disparition de Jean Mermoz, la revue « L'Aviateur » publie le dossier qu'elle avait consacré au célèbre aviateur en l'enrichissant de documents inédits : les fac-similés du cahier d'écrit de Mermoz à son arrivée à l'école d'aviation d'Isère, des lettres reçues en candidature, le récit de deux de ses accidents dans les Andes, des notes manuscrites de son patron, Didier Daurat. Un bel album-souvenir.

★ Jean Mermoz Tome 1 (1901-1936), livre n° 119, 100 francs franco. Livre BP 184-93506 Paris Cedex. Tél. : (1) 48-43-61-31.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 26 avril :

DES DÉCRETS

• N° 87-287 du 21 avril 1987 portant publication de l'accord de coopération culturelle et technique entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du sultanat d'Oman signé à Mascate le 29 septembre 1979.

• N° 87-288 du 21 avril 1987 portant publication de la convention relative à la délivrance d'extraits plurilingues d'actes de l'état civil, signée à Vienne le 8 septembre 1976.

DES ARRÊTÉS

• Du 16 avril 1987 relatif à la composition et à l'appel de la fraction de contingent 1987/88.

• Du 23 mars 1987 fixant le nombre de postes d'élèves professeurs mis aux concours d'entrée aux écoles normales supérieures pour 1987.

ANOR

UN NOUVEL OUTIL DE GESTION : L'ÉPARGNE COLLECTIVE D'ENTREPRISE.

58 bis rue de la chaussée d'Antin, 75009 Paris, téléphone (01) 42 61 24 34, tél. ANOR 290 735 F

Naissances

— M. Henry REY et M^{me} Laurence Flavet, ont la joie d'annoncer la naissance de

Cécilia, à Paris, le 9 avril 1987.

46, boulevard Emile-Augier, 75116 Paris.

— M. Denis RAPONE et M^{me} née Violaine Gilbert-Charrier, ont la joie d'annoncer la naissance de son petit frère

Eolo, à Paris, le 24 avril 1987.

— Stéphane SEMCHON et Françoise LÉNARD, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Martine, le 14 mars 1987.

22, rue Rietz, 75018 Paris.

Décès

— Rael Aza et ses enfants ont fait part du décès de leur épouse et mère

Fortune AZRA, née Chélen, survenue le 26 avril, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu à 14 h 15, le mardi 28 avril, au cimetière de Villeneuve, 180, Grande Rue, 93 Villeneuve.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Jean Bonamy, M^{me} Jean-Pascal Bonamy, M^{me} Armand Bonamy, son fils Grégor,

M^{me} Carole Bonamy, la docteur Isabelle Bonamy, M^{me} et M^{me} Alain Picot, leurs enfants Jean et Géraldine, M^{me} et M^{me} Pierre Garconnet, M^{me} et M^{me} Thierry Garconnet, M^{me} Sylvie Garconnet,

ont la douleur de faire part du décès de docteur Jean BENASSY, membre de l'Académie de chirurgie, professeur au Collège de médecine, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, avec Palmes, médaille de la résistance, King's Medal for courage.

survenue le 13 avril 1987.

Une Bénédiction et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

La messe sera célébrée le jeudi 30 avril, à 9 heures, en l'église Saint-Honoré d'Elyon, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16.

Une pensée à la mémoire de son fils

Armand

est demandé à ceux qui l'ont connu et aimé.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le président, Le bureau Et les membres du Collège national des chirurgiens français ont la tristesse d'annoncer la disparition subite d'un de leurs membres fondateurs, le

docteur Jean BENASSY, membre de l'Académie de chirurgie, professeur au Collège de médecine.

Un service sera célébré le jeudi 30 avril 1987, à 9 heures, en l'église Saint-Honoré d'Elyon (église nouvelle : 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16).

— M^{me} Jean Brunhes, Simon Brunhes, Pierre et Sophie Brunhes et leur fils François, M^{me} Henri Armand, M^{me} Marie Bonquis et ses enfants Geneviève, Bernard, Tonia et famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BRUNHES, magistrat honoraire, chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier de l'Ordre de Saint-Charles.

survenue en principauté de Monaco, le jeudi 23 avril 1987.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 27 avril, en l'église Sainte-Dévote, à Monaco.

15, rue Princesse-Caroline, MC 98000 Monaco.

— M^{me} Roger Caza, née Raymond Grigot, son épouse, M^{me} Maurice Perrochon, M^{me} et M^{me} Michel Perrochon, M^{me} Paulette Ackar et ses enfants, M. Léon Caza, M. Michel Caza, Les familles Anjoulet, Caza,

Le personnel de la Brosserie Lipp, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger CAZES, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, chevalier du Mérite agricole, médaillé de vermeil de la Ville de Paris.

survenue à Paris, le 23 avril 1987, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 30 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Près, Paris-6, suivie de l'inhumation dans la plus stricte intimité au cimetière de Sceaux dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Brosserie Lipp, 151, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

(Le Monde du 25 avril.)

— M^{me} Georges Clement, M^{me} Elisabeth Clement, Les familles Jean-Jacques et Patrick Comjares de Manville, M^{me} et M^{me} Roland Mariglier et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Henri Cripin et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Maurice Cripin et leurs enfants, M^{me} Cécile,

Les familles Clement, Prades, Saint-Germain, Tancier Et toute la famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

docteur Georges Léonard CLEMENT, médecin des armées, médecin honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, officier dans l'Ordre national du Mérite, militaire, dans l'Ordre de la Santé publique.

Les obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Michel-des-Lions, le mercredi 11 avril 1987, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, avenue Foucaud, 87000 Limoges.

— Grosch. Lyon. Annecy.

— M^{me} Paul Comparat, née Briel, Anne et Yves Veyrat-Charvillat, Claire et Jean Bouvais, Vincent Comparat, Maryvonne Bolens, Françoise Comparat, Bruno Comparat, Armelle Berger, François Comparat, Madeleine et Louis Bussato, Jacques et Janine Comparat, Cécile et Christian Bory et ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul COMPARAT, ancien directeur de l'Ecole centrale de Lyon et du Conservatoire des arts et métiers de Lyon,

survenue à Grenoble, le 26 avril 1987, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 29 avril 1987, à 10 h 15, en l'église Notre-Dame-Réconfortatrice, rue Joseph-Charrier, à Grenoble.

Selon la volonté du défunt, ni fleurs ni couronnes.

Un don peut être fait à Ingénieurs sans frontières, 22, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} et M^{me} André Hubac, Françoise Hubac et Gilles Coupet, Patrick Coupet, Serge Coupet, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre HUBAC,

leur fils, frère et ami,

survenue le 19 avril 1987 à Paris, à l'âge de trente-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 24 avril, à Meyreux (Lozère).

« Non pas ce que je veux mais ce que tu veux ».

(Matthieu XXVI, 39.)

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Legrand, 75012 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Maurice Rubinski, sa fille, M. et M^{me} Daniel Mirisch, M. et M^{me} Eric Hanson, ses petits-enfants, Valérie, Karine, Michaël, Nicolas, ses arrière-petits-enfants, Les familles parentes et alliées, ont la grande douleur de faire part du décès de

M^{me} Michel RAICHE, née Léa Fridman, secrétaire générale honoraire de la WIZO française, membres de l'exécutif mondial de la WIZO.

Les obsèques auront lieu le mardi 28 avril, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Région à l'entrée principale.

30, rue Jeanne-d'Arc, 94160 Saint-Mandé.

— Poypin d'Aigues Vascouze.

M^{me} Henry Scherer, M^{me} et M^{me} Christian Barale, M^{me} et M^{me} Alain Sauvaget, ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. Henry SCHERER,

survenue le 20 avril 1987, jour de Pâques, à l'âge de soixante-six ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le mercredi 22 avril 1987, au temple de Lourmarin (Vaucluse).

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Poypin d'Aigues Vascouze.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration, La direction générale, Et l'ensemble du personnel de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, et de la Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux, ont la tristesse de faire part du décès de leur président d'honneur,

M. Pierre VIELJEUX, commandeur de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1914-1918, et 1939-1945, croix de guerre belge,

survenue le 21 avril 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

[Né le 10 octobre 1892 à La Rochelle, M. Pierre Vieljeux avait été président de la Société navale Delmas-Vieljeux, que présida aujourd'hui l'un de ses fils, M. Yvon Vieljeux. La Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux, qui est spécialisée dans la desserte des lignes de l'Afrique occidentale et de l'océan Indien, est l'un des armateurs les plus importants en France et en Europe.]

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, avenue Foucaud, 87000 Limoges.

— Les familles Amoussin, Colonna, Villari,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} veuve Virgile VILLARI, née Virgile Amoussin,

survenue le 17 avril 1987, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le jeudi 23 avril, à Graviers (Ardèche).

— M^{me} Wassel, née Germaine Gracia, Wassel, Les familles Gracia, Wassel, Les parents, les amis, ont la douleur de faire part du décès, le 17 avril 1987, de

M. Negrin WASSER.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Saint-Elix-le-Château, le lundi 20 avril 1987.

25, rue Buffon, 75005 Paris. Saint-Elix-le-Château, 31430 Le Foucault.

Remerciements

— Geneviève Gautier, André et Jacques Gautier et leurs enfants, profondément touchés des nombreux témoignages de sympathie et d'amitié reçus à l'occasion du décès de leur père

Père Guy GAUTIER, remercient chaleureusement tous ceux qui se sont associés leur peine.

Anniversaires

— Il y a cinq ans disparaissait

Jean DESSALES,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

— Pour le premier anniversaire de la mort de notre cher époux et père

M. Josi PRASQUIER,

on se réunira le dimanche 3 mai 1987, à 12 h 30, au cimetière de Bagneux.

M^{me} D. Prasquier, Docteur et M^{me} R. Prasquier et leurs enfants.

Avis de messes

— Une messe de requiem à la mémoire de

M. Horst DASSLER, président du directeur d'Adidas et fondateur d'Adidas-France,

sera célébrée en la cathédrale de Strasbourg, le lundi 4 mai 1987, à 18 h 30, pour lui rendre un dernier hommage.

Soutenances de thèses

— Université Paris-X-Nanterre, le 30 avril à 14 h 30, salle des actes (bât. F), M. Chadi Nouridine : « Etude du principe de correspondance entre la forme et l'objet des sociétés ».

Toutes rubriques : 88 F. Abonnés (avec justificatif) : 80 F. Communications diverses : 72 F. Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

LE JOURNÉ

« Si nous parvenons avant 10 h au siège du journal, 7, rue de la Harpe, 75007 Paris Cedex 05. Tél. MONPAR 850 072.1. Télécopier : 46-23-06-81. Renseignements : Tél. 42-47-85-03. Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 88 F. Abonnés (avec justificatif) : 80 F. Communications diverses : 72 F. Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

LE JOURNÉ

« Si nous parvenons avant 10 h au siège du journal, 7, rue de la Harpe, 75007 Paris Cedex 05. Tél. MONPAR 850 072.1. Télécopier : 46-23-06-81. Renseignements : Tél. 42-47-85-03. Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 88 F. Abonnés (avec justificatif) : 80 F. Communications diverses : 72 F. Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

LE JOURNÉ

« Si nous parvenons avant 10 h au siège du journal, 7, rue de la Harpe, 75007 Paris Cedex 05. Tél. MONPAR 850 072.1. Télécopier : 46-23-06-81. Renseignements : Tél. 42-47-85-03. Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 88 F. Abonnés (avec justificatif) : 80 F. Communications diverses : 72 F. Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

LE JOURNÉ

« Si nous parvenons avant 10 h au siège du journal, 7, rue de la Harpe, 75007 Paris Cedex 05. Tél. MONPAR 850 072.1. Télécopier : 46-23-06-81. Renseignements : Tél. 42-47-85-03. Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 88 F. Abonnés (avec justificatif) : 80 F. Communications diverses : 72 F. Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

LE JOURNÉ

« Si nous parvenons avant 10 h au siège du journal, 7, rue de la Harpe, 75007 Paris Cedex 05. Tél. MONPAR 850 072.1. Télécopier : 46-23-06-81. Renseignements : Tél. 42-47-85-03. Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 88 F. Abonnés (avec justificatif) : 80 F. Communications diverses : 72 F. Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

LE JOURNÉ

« Si nous parvenons avant 10 h au siège du journal, 7, rue de la Harpe, 75007 Paris Cedex 05. Tél. MONPAR 850 072.1. Télécopier : 46-23-06-81. Renseignements : Tél. 42-47-85-03. Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 88 F. Abonnés (avec justificatif) : 80 F. Communications diverses : 72 F. Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

LE JOURNÉ

« Si nous parvenons avant 10 h au siège du journal, 7, rue de la Harpe, 75007 Paris Cedex 05. Tél. MONPAR 850 072.1. Télécopier : 46-23-06-81. Renseignements : Tél

Le Monde CADRES

Responsable commercial Zone export "hors Europe" 300.000 F

Composants électroniques - Cette société est au tout premier plan des constructeurs de composants électroniques s'intégrant à la fabrication de produits grand public. Elle est filiale d'un groupe de renommée mondiale et développe plus de 50% de son chiffre d'affaires à l'international. Ainsi renforce-t-elle sa direction commerciale export en recrutant un responsable des ventes sur un secteur extra-européen couvrant une douzaine de pays. Outre le développement régulier et significatif des volumes de vente, la personne recherchée participera à l'élaboration des plans d'attaque du marché et des stratégies marketing-produit sur les territoires concernés. Interlocuteur privilégié auprès des industriels locaux, elle assurera les relations utiles avec les services techniques de l'entreprise et mènera personnellement les négociations commerciales à haut niveau. A moyen terme, ce poste représente une réelle opportunité d'évolution pour un candidat ayant fait la preuve de ses compétences et de son dynamisme. Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé de 30 ans minimum, possédant idéalement une double formation technique (électronique/électricité) et commerciale. 3 à 5 ans de vente de produits de pointe à l'export sont indispensables, ainsi qu'une parfaite maîtrise de la langue anglaise. La rémunération, fonction de l'expérience et des compétences, pourra atteindre 300.000 francs. Ecrire à Sylvie LOTS en précisant la référence A/D2845M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable du personnel et relations sociales H/F

Région ouest - Filiale d'une société multinationale, cette entreprise d'ingénierie conseil depuis plusieurs années une croissance régulière et intervient dans le monde entier. Pour améliorer sa structure fonctionnelle, elle recherche le responsable du personnel qui prendra en charge la totalité de la fonction - traitement de la paye, gestion du personnel, relations sociales, formation... - et assurera l'optimisation de ces diverses composantes. Il aura également à concevoir et à mener à bien des projets particuliers dans le cadre de l'expansion de la société à l'étranger. Cette fonction sera confiée à un cadre de personnel confirmé, ayant acquis son expérience dans les secteurs industriels ou B.T.P. et connaissant les problèmes de personnel expatrié. Une pratique courante de la langue anglaise est indispensable. Le poste est situé dans une grande ville de la région ouest. Ecrire à S. RAQUEDANO en précisant la référence A/1455M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE

1, rue Daguerre - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.82

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Cadre commercial

Papiers et cartons

Une importante entreprise de la papeterie recherche, pour Paris, un cadre commercial expérimenté qui sera chargé d'assurer le suivi et le développement d'une clientèle d'industriels et de transformateurs sur la région parisienne et sur le sud-ouest de la France. Plus qu'un vendeur, nous cherchons un responsable de zone, autonome pour réaliser plus de 20 millions de francs de chiffre d'affaires capable de faire développer de nouveaux produits pour ses clients et sensible au travail d'équipe. Une solide formation technique lui sera apportée. Nous souhaitons rencontrer un homme de plus de 30 ans, de formation supérieure RAC + 2 au minimum, ayant une bonne expérience de la vente aux industries. La rémunération, en partie liée aux résultats, dépassera 200.000 francs si l'expérience le justifie. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/3999M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur d'antenne



Radio catholique créée
par l'Archevêché de Paris
RADIO NOTRE-DAME
recherche
un directeur d'antenne

- Un professionnel de la radio: il sera responsable devant le directeur de la bonne marche de la station. Il devra résoudre tous les problèmes liés à l'antenne (programmation, prévision, enregistrements, promotion...)
- Un profil de communication: il sera pragmatique, disponible, motivé pour diriger une équipe jeune (journalistes, techniciens, animateurs). Son âge: la trentaine. Formation supérieure et connaissances musicales.
- Des convictions personnelles: elles devront être en harmonie avec le projet: porter un message et donner un éclairage chrétien à l'actualité.

Ecrire à PH. LESSAGE en précisant la référence A/D2846M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur des ressources humaines 400KF+

Vous avez une formation de base supérieure et une large expérience de la « fonction personnel » (au moins 10 ans) acquise au sein de Sociétés pratiquant une gestion moderne des Ressources Humaines et valorisant cette fonction dans l'évolution des hommes et des structures... Vous avez, en outre, une bonne pratique de l'outil informatique.

Votre candidature nous intéresse, si la mission proposée est susceptible de vous passionner par le « défi » qu'elle implique au sein d'une entreprise en pleine mutation.

Votre rôle sera de :

- participer à l'élaboration de la politique de gestion des Ressources Humaines ;
- en assurer la mise en application, le contrôle des résultats et proposer les mesures correctives s'il y a lieu ;
- intégrer la « dimension humaine » dans les projets économiques, techniques par pilotage direct ou pilotage conseil ;
- faciliter le développement des structures en réduisant les écarts besoins/ressources ;
- proposer et mettre en œuvre des objectifs quantitatifs et qualitatifs aux centres de coût, de profit et/ou de responsabilités, dont vous étudierez la meilleure organisation ;
- initialiser une politique de communication ;
- créer la fonction d'audit social.

Nous sommes un organisme financier situé à Paris et gérant 160 points de vente (effectifs : 2 000 personnes).

Votre candidature, sous la référence 870123, avec C.V., photo, rémunération actuelle, sera examinée en toute confidentialité par notre Conseil

Sonia Lipsey

13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS



DIRIGER ET DÉVELOPPER UNE ASSOCIATION SUR LE LOGEMENT

Vous avez au moins 30 ans et une formation supérieure (Bac + 5) - droit, économie, sciences humaines - doublée d'une expérience probante sur les problèmes du logement acquise dans une association et/ou un organisme public, en tant que responsable.

Comme il s'agit d'une création, vous êtes prêt à consacrer au moins cinq ans afin de répondre à deux exigences fondamentales : assurer l'information la plus exhaustive possible (administrative, juridique et technique) auprès de tous les acteurs du logement, mettre en place un véritable observatoire du logement (amélioration de l'habitat et du cadre de vie) en fonction des évolutions des besoins des usagers et des partenaires industriels.

Sous l'autorité du Président de l'Association, vous serez responsable de la direction et de l'animation d'une petite équipe des outils d'information (documentation...), de la création et du développement d'études permettant à l'association d'être une référence dynamique en matière d'habitat et des évolutions possibles du logement en tenant compte des contraintes locales et industrielles.

L'Adil du Doubs est une association départementale (loi 1901) rattachée à l'ANIL (Association nationale pour l'information sur le logement).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. 50462M, à notre Conseil SEBPO, 47 bis, avenue Bouquet - 75007 PARIS.



SEBPO



S.A. SEB

Etablissement de Bourgogne
(1000 personnes, + de 2.500.000 produits/an)

CHEF ATELIER MAINTENANCE

VOUS ETES

- Responsable Maintenance expérimenté (5 ans minimum)
- Ingénieur de formation ou autodidacte

VOUS SOUHAITEZ

- Assurer l'amélioration constante de l'utilisation de l'outil de production
- Développer la maintenance préventive
- Manager une équipe de 35 personnes

En contrepartie

- Une rémunération attractive.

VOUS ADRESSEZ

Une candidature manuscrite, CV, photo, prétentions

S.A. SEB Direction du Personnel 21261 SELONGEY cedex
qui traitera personnellement et confidentiellement ce dossier.



Consultant Executive Search

Nous sommes spécialisés dans la recherche de cadres par approche directe ; notre cabinet, implanté depuis 4 ans, connaît un développement important.

Nous souhaitons intégrer un nouveau partenaire à notre équipe, actuellement composée de 3 consultants.

Le type de structure que nous avons bâti permet à chacun de développer son activité en totale autonomie, tout en bénéficiant de la synergie de l'équipe.

Vous êtes vous-même un professionnel du recrutement, âgé de 35/40 ans environ. De formation supérieure, vous avez acquis pendant quelques années une réelle compétence dans ce type de Conseil.

Adressez votre dossier à l'agence Dessein, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, (référence MC) en lui précisant le nom des cabinets auxquels vous ne voulez pas qu'il soit transmis.

15 rue du Louvre

Le Monde CADRES

BANQUE REGIONALE MIDI DE LA FRANCE

RESPONSABLE SERVICE MARKETING STRATEGIE

Rattaché au Directeur du département Développement, nous vous confierons la création de la fonction Marketing Stratégie qui consiste à :

- connaître la situation de la banque sur ses marchés,
- suivre l'évolution des marchés, produits bancaires et parabancaires,
- analyser le fonds de commerce et les potentialités internes et externes,
- recommander les axes prioritaires à court et moyen termes.

La trentaine environ, diplômé de l'enseignement supérieur (Sup. de Co., Maîtrise de Gestion, Sciences Eco...), vous possédez quelques années d'expérience réussie dans la fonction si possible dans le secteur de la Banque.

Vos solides qualités d'analyse et de synthèse, votre goût du travail en équipe, ainsi que votre capacité à déterminer vos besoins (notamment en micro-informatique, avec laquelle vous êtes déjà familiarisé), vous permettront d'occuper avec succès ce poste évolutif.

Merci d'adresser votre candidature (c.v., photo, prétentions) sous réf. 4760 à AXIAL 27 rue Talbot 75008 Paris, qui transmettra.

HUIT CADRES PARIS - BORDEAUX - LILLE

2 CONSEILLERS FINANCIERS SENIOR POUR PARIS

2 CONSEILLERS FINANCIERS JUNIOR POUR PARIS

1 CONSEILLER FINANCIER JUNIOR POUR BORDEAUX 1 CONSEILLER FINANCIER JUNIOR POUR LILLE

1 RESPONSABLE D'ADMINISTRATION DES VENTES POUR PARIS (ADJOINT DU DIRECTEUR COMMERCIAL)

1 ANALYSTE VALEURS AMERICAINES - H/F - BILINGUE

Institution financière parmi les leaders sur un marché porteur et en pleine expansion ayant des bureaux dans les grandes villes de France et aux U.S.A. recherche huit cadres.

Les candidats auront fait des études supérieures (Economie, Droit, E.S.C., Ingénieur, etc.), seront motivés à analyser la situation patrimoniale des clients et à proposer les produits financiers correspondant à leurs besoins en gardant à l'esprit que chaque client est différent. La mentalité de "forcing" n'est pas notre philosophie.

Le Conseiller financier senior aura quelques années d'expérience de la bourse ainsi que des produits financiers.

Le Conseiller financier junior sera un débutant ou bien une personne ayant quelques années d'expérience professionnelle dans un autre secteur.

Le Responsable d'Administration des Ventes sera le "bras droit" du Directeur Commercial en matière de statistiques. Ce poste conviendrait à un BAC C plus E.S.C. ou Ingénieur intéressé par l'activité commerciale en tant que statisticien.

L'Analyste, valeurs Américaines H/F sera parfaitement bilingue anglais-français, sera le gestionnaire des supports d'information destinés aux clients. Traduisant l'anglais en français, il (elle) sera méthodique, précis (e) par les chiffres et capable d'utiliser l'ordinateur pour la saisie d'informations. Niveau ESC ou Ingénieur.

Nous vous offrons une formation, un soutien logistique (IBM 43 XX), un secrétariat et une gamme de produits très compétitifs.

Merci d'envoyer votre C.V., indiquant surtout le poste et la ville qui vous intéressent, sous référence 5615-M à MAMREGIES, 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES DE COMMERCE

Vous recherchez des responsabilités opérationnelles.

Vous souhaitez débiter votre carrière dans un

GROUPE PETROLIER DE DIMENSION INTERNATIONALE.

Nous vous proposons, après une période de formation de quelques mois, de participer à l'animation et à la gestion commerciale de nos Directions Régionales.

Vos résultats, votre potentiel et votre mobilité géographique vous permettront d'évoluer dans des activités diversifiées.

Postes à pourvoir sur toute la France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous référence 6160 à Pierre LICHOU S.A. 10 rue de Louvois 75002 PARIS, qui transmettra.

Diriger une PME

REGION LILLOISE

80 PERSONNES - 65 MF

Nous recherchons un futur Président Directeur Général pour assurer la pérennité de l'entreprise. Après d'importants investissements et l'acquisition d'un matériel de haute technologie, notre imprimerie peut s'assurer un fort développement. Positionnée sur un créneau porteur

- l'édition spécialisée pour le marketing direct - elle occupe déjà une bonne place dans ce secteur d'activité.

Le manager que nous attendons est avant tout un généraliste.

Diplômé d'études supérieures, maîtrisant bien l'anglais, si possible l'allemand, vous êtes animateur de tempérament, et possédez l'ouverture du commercial ainsi que la rigueur du gestionnaire.

Entouré efficacement au plan technique et financier, vous avez à cœur de maintenir une politique de qualité et d'entretenir un dialogue social détendu.

Capable de développer la rentabilité de notre outil - notamment par l'optimisation du système d'informations - de rechercher des financements, vous êtes de ceux qui s'imposent par leur ardeur et leur compétence. Vous serez aidé dans votre mission par 80 collaborateurs motivés et efficaces.

Impatients de vous rencontrer, nous vous prions d'adresser C.V. et lettre manuscrite de motivation sous référence 6159 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra avec toute la discrétion voulue.

Valeo

L'Équipement Automobile

27500 personnes - C.A.: 121 milliards de F.
dont 48% réalisés à l'étranger
recherche pour sa filiale Valeo Distribution.

Chef de produit

Rattaché directement au Responsable du Département Marketing Produits Equipements Automobile, vous aurez pour mission :

- d'analyser le marché potentiel, la pénétration de la concurrence nationale et internationale,
- de participer à la recherche et à la définition de nouveaux produits dont vous assurerez le marketing, la stratégie de lancement et le développement commercial avec l'appui logistique du réseau de distribution,
- de collaborer à la conception et à la création des conditionnements,
- d'imaginer, réaliser la documentation commerciale propre à motiver et former vendeurs et clients sur l'intérêt des produits.

Dans ce contexte, vous serez chargé de la liaison et de la coordination entre les services industriels, développement et les forces de ventes France et Etranger. Ce poste s'adresse à un diplômé d'une Grande Ecole de Commerce type HEC, ESSEC, Sup de Co option Marketing et ayant une expérience réussie d'un minimum 3 ans dans une fonction marketing produits industriels ou produits de grande consommation. La connaissance courante de l'anglais et/ou de l'allemand est indispensable. Une compétence en informatique serait un atout supplémentaire.

Si la perspective de rejoindre notre équipe Marketing, basée en région parisienne, vous séduit, merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, prétentions, C.V. et photo) sous la référence M77 à Valeo Distribution - Développement des Ressources Humaines - 2, rue Blanqui, 93582 Saint-Ouen cedex.

Crédit National



Spécialiste du Financement Export

Il participe à la négociation des conventions d'application des protocoles intergouvernementaux et à la gestion des prêts du Trésor français qui en découlent.

Ce poste convient à un diplômé d'études supérieures (de préférence d'écoles commerciales), doté d'une expérience de 3 à 5 ans dans le financement export, d'une bonne maîtrise de l'anglais et si possible de l'espagnol.

Jeune Cadre Opérations en devises.

Il participe, au sein du Département des Opérations Financières à Paris, à la gestion des emprunts et prêts en devises.

Le candidat retenu est diplômé d'une grande école de commerce - débutant ou avec un début d'expérience professionnelle - et maîtrise parfaitement la langue anglaise.

Parce que la force du Crédit National ce sont ses équipes, notre Direction du Personnel étudiera avec le plus grand soin votre candidature. Merci de lui adresser une lettre manuscrite, avec curriculum vitae, photo et indication de votre salaire, au 45 rue Saint Dominique, 75700 PARIS.

Futur directeur général

Le Président d'une société française en pleine expansion, fabricant des produits industriels spécialisés, filiale d'un groupe international, localisée à 50 km à l'ouest de Paris, recherche le

FUTUR DIRECTEUR GÉNÉRAL

35 ans environ, GRANDE ECOLE

Il a déjà acquis une CULTURE FINANCIÈRE, une expérience du MARKETING INDUSTRIEL et a prouvé son efficacité dans une activité opérationnelle.

Il a le goût de la technique même si sa formation d'origine n'est pas celle d'ingénieur.

Dans sa période d'intégration, il sera chargé de diverses missions (études de marketing de produit et de marché, études de développement des produits, études de structures prévisionnelles, etc.) et participera d'une façon active à la progression de l'entreprise au sein même du Directeur.

Il doit être un homme de décision et capable de développer d'excellentes relations tant dans la société que sur le plan international.

La parfaite maîtrise de la langue anglaise est impérative.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo), sous la référence 3006-M, seront traitées en toute discrétion par

a. j. ourin

CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
93500 ANTONY

UN DES PREMIERS GROUPE PRIVES FRANCAIS D'ASSURANCE COLLECTIVE ET INDIVIDUELLE
recherche dans le cadre de son développement

JEUNES DIPLÔMÉS

SCIENCES PO, ESCAE, MAÎTRISE DE SCIENCES ECO
DÉBUTANTS OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE

pour ses postes de

DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX

dans les régions

NORD - PICARDIE - POITOU-CHARENTES -
AUVERGNE

Postes basés à Lille, Amiens, Poitiers et Clermont-Ferrand.

Ces cadres auront la responsabilité des objectifs de communication et de vente de leur secteur pour toutes les actions et pour tous les produits diffusés par le groupe. Ils auront à animer et diriger une équipe composée à la fois d'inspecteurs et d'agents itinérants ainsi que d'agents sédentaires dans des bureaux locaux.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 6175 à :
Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.

GROUPE CAN

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Crédit National

Jeune ESCAE

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 28 avril 1987 23

Le Monde
CADRES

GROUPE CAME
Crédit, Crédit-Bail, Location
**Sociétés de financement filiales
de la Compagnie Financière
des Assurances Mutuelles du Mans**
RECHERCHE
**RÉDACTEUR CONTENTIEUX
CONFIRMÉ**
- Afin d'assurer la gestion des dossiers contentieux de crédit et de location aux entreprises et particuliers.
- Ayant la licence ou maîtrise en droit et une première expérience professionnelle dans un établissement financier, une étude d'huissier ou d'avocat...
- Possédant le goût de la gestion informatisée ainsi que des facultés d'adaptation.
Adr. lettre manuscrite, cv, photo et prêt. à groupe CAME
Service du personnel, BP 105, LE MANS Cedex 72003.

**Interlocuteur des chefs d'entreprises
Jeune ESCAE, SCIENCES ECO...**

Organisme de développement économique départemental renforce ses structures pour accentuer son impact et recherche un jeune Cadre Commercial.
Au sein d'une petite équipe, il sera chargé de définir et mettre en œuvre toutes les actions visant à développer l'implantation d'entreprises nouvelles dans le département de la Haute-Saône.
Ce poste conviendrait à un jeune diplômé possédant une première expérience - même courte - de vente (conseils, produits financiers, immobilier industriel...) auprès des entreprises.
Des qualités d'autonomie, de dynamisme, de persuasion et d'excellentes capacités relationnelles sont indispensables.
Fréquents déplacements à prévoir. Langue anglaise ou allemande nécessaire.
Poste : Vascul.
Rémunération fixe selon expérience + intéressement après six mois.
Ecrire sous réf. 15 394 AM
Discretion absolue
Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Contrôleur de gestion

Un groupe industriel performant (500 personnes - 350 millions) faisant lui-même partie d'un grand groupe français recherche son contrôleur de gestion.
Rattaché à la direction générale et membre du comité de direction,
- il élaborera les budgets d'exploitation et participera à l'élaboration des budgets d'investissement et de financement,
- il analysera les réalisations,
- il effectuera toutes études et propositions concernant tous les aspects de la rentabilité de l'entreprise,
- il sera l'interlocuteur du contrôle de gestion Holding.
Ce poste actif et de terrain conviendrait à un diplômé grande école (d'ingénieur ou de gestion) ayant au minimum 5 ans d'expérience en contrôle de gestion impérativement acquise dans une entreprise industrielle.
Ses qualités de rigueur, de contact, d'initiative lui permettront de jouer un rôle moteur et d'être reconnu comme un interlocuteur avisé et dynamique.
Poste à Paris.
Ecrire sous réf. MW 398 AM
Discretion absolue
Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**Jeune ingénieur
technico-commercial
export (Allemagne)**

Société (1100 personnes), filiale d'un tout premier groupe français, réalisant des pièces mécaniques de précision, recherche pour maintenir et développer sa pénétration à l'exportation (Allemagne en particulier), un jeune ingénieur technico-commercial.
Rattaché au Directeur du Service Exportation, il sera chargé du suivi de la clientèle, de la prospection des nouveaux clients et marchés, de l'animation du réseau (distributeurs, agents commerciaux) et des négociations. Il assurera les liaisons avec les services techniques pour la définition des produits et l'élaboration des devis.
Mécanicien diplômé d'études supérieures, il possèdera dans toute la mesure du possible une expérience dans la conception ou la vente de produits non standards. Une connaissance du secteur moteur, automobile... serait appréciée. Les candidatures de débutants seront examinées mais non prioritaires.
Pragmatique, dynamique, rigoureux et disponible, il maîtrisera la langue allemande (anglais apprécié).
Ecrire sous réf. PP 392 AM
Discretion absolue
Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**PEINTURES
Chef du laboratoire "d'études"**

Une Société de peintures industrielles, marques renommées, rattachée à un grand groupe, recherche le responsable du laboratoire d'études.
Il sera chargé :
- de la section résines et analyses,
- de la section études peintures et rhéologie,
- de l'informatic scientifique.
Il apportera son assistance aux différents laboratoires d'application et il assurera les relations avec les instances extérieures (universités, congrès...) permettant à la société d'être constamment à la pointe des réalités scientifiques et techniques la concernant.
Il animerait une équipe de 10 personnes.
Ce poste conviendrait à un candidat Docteur ès-Sciences, ayant 8 à 10 ans d'expérience impliquant l'animation d'une équipe, disposant de bonnes connaissances en physico-chimie et ayant travaillé dans le domaine de la chimie macromoléculaire. Connaissance de l'anglais nécessaire.
Poste à Paris.
Ecrire sous réf. LV 397 AM
Discretion absolue
Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

AGEI une ingénierie performante pour une industrie moderne (Groupe DA)
Se développe fortement.
Vous êtes INGÉNIEUR I.C.P., MINES, A.M...
Vous avez en
LOGISTIQUE ET/OU INFORMATIQUE
- 10 à 15 ans d'expériences intégrant la conception et la réalisation de machines et de circuits de distribution.
- 3 à 5 ans dans le même domaine et vous êtes un bon analyste.
- Surveillez 5 ans d'expériences en informatique industrielle (niveau 2).
Nous vous proposons une activité passionnante au sein d'une équipe en mouvement, qui vous permettra de développer vos facultés et enrichir votre personnalité.
Adressez lettre manuscrite + C.V. + photo à AGEI,
5, place Gallieni, 77000 MEAUX.

Panasonic

Filiale (215 personnes) du groupe MATSUSHITA, un des vingt premiers groupes mondiaux, nous sommes l'un des grands noms de l'électronique, nous recherchons :

**ASSISTANT
DU DIRECTEUR DU PERSONNEL**

MISSION :
- Préparation, contrôle et comptabilisation de la paie.
- Administration du personnel (gestion des situations individuelles).
- Suivi des tableaux de bord sociaux.
- Réalisation d'études statistiques ponctuelles.
PROFIL :
- BTS-DUT gestion du personnel.
- Expérience des mécanismes de paie, déclarations sociales...
- Connaissance de la micro-informatique et si possible du système ZADIG.
- Rigueur, méthode et disponibilité seront vos autres atouts.
- Anglais souhaité.
Envoyez C.V., photo et prétentions sous réf. : DPM 120 à :
PANASONIC FRANCE S.A. Département du Personnel
13-15 rue des Frères-Lumière 93150 LE BLANC-MESNIL.
Panasonic Technics

8.000.21.17.10

Non, ce n'est pas un numéro de téléphone.

C'est notre propre évolution en termes de classement, en 7 ans, au sein du marché français, au travers d'une structure de 80 personnes.
Notre développement rapide est basé sur un service et une gestion parfaite auprès de notre clientèle.
C'est-à-dire une technique de pointe gérée et développée par un CAPITAL HUMAIN qui est aujourd'hui - et sera demain - pour nous un ATOUT MAJEUR.
Le développement rapide de notre Société de Service, la consolidation de ses structures impliquent désormais le recrutement d'un

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Ce poste, au niveau de ses principales fonctions, à savoir : RECRUTEMENT DU PERSONNEL, MISE EN PLACE ET SUIVI DE LA POLITIQUE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, devra intégrer les valeurs qui ont contribué à son développement, les maintenir et les développer.

La profil souhaité est le suivant :

De préférence une candidature ayant 5 à 7 ans d'expérience au niveau du management et de la prise de responsabilité en matière de ressources humaines.

Sa formation devra être de préférence celle d'un psychologue.

Si vous pensez que votre candidature est susceptible de répondre à notre proposition, nous vous demandons de bien vouloir nous adresser votre C.V. manuscrit accompagné d'une photo sous le n° 8.514 M LE MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montesson, 75007 PARIS.



**Chefs de produit,
nutrition ? ou gourmandise ?**

Nutrition, c'est toute la gamme de nos biscuits secs (Papito, Encore...), qui transforment chaque geste alimentaire en autant de délices et variés moments de saveur.

Gourmandise, c'est toute une palette de biscuits raffinés (Petits Cœurs, Cookies...), qui vous font grignoter de bonheur.

Plutôt nutrition ? ou plutôt gourmandise ? Choisissez selon vos goûts ! Nous vous demandons d'être déjà de vrais professionnels du marketing, confirmés par au moins 3 ans d'expérience au sein de la grande consommation.

A vous ensuite d'impulser la stratégie marketing industrielle de votre gamme (une marque importante plus une marque

récentement créée) et d'en promouvoir le développement, tant pour les produits existants que pour les nouveaux produits. Vous participerez également à la conception des moyens publicitaires (nous sommes l'un des premiers investisseurs publicitaires du monde).

Nous saurons vous permettre de valoriser vos performances au sein de notre Groupe.

Alors faites part de vos motivations, sous référence CP/MO 87, à Bernard FRANOT
NBF - BP 93
91003 EVRY Cédex.



NOUS SOMMES UN GROUPE
ALLEMAND DE PRODUCTION
D'ÉLÉMENTS MÉCANIQUES
DE TRANSMISSION ET
DE MANUTENTION

Nous recrutons en

**INSPECTEUR
DES VENTES**

Basé dans la région parisienne et rattaché à notre filiale de vente située en région Rhône-Alpes.

Vous aurez la tâche de développer nos ventes dans la moitié Nord de la France.
Mandat d'attribution vous sera remis de suite, avec CV et photo au MONDE PUBLICITE
Sous le n° 8.538 M
5, rue de Montesson, 75007 Paris.

**BUREAU D'ÉTUDES COOPÉRATIF
SECRÉTAIRE**

GESTIONNAIRE COMPTABLE expérimenté et autonome.

Env. C.V. à l'ACADEMIE

6, bd de l'Europe

94340 JOUVILLE-LE-POINT.

URGENCE

INFORMATIQUE

EUROPE

recherche

ANALYSTES

ANALYST. PROGRAM.

2 ans d'expérience minimum.

Env. 20 000 F. net. C.C.M.

COSEIL PL 1

BULL. DPM 7, COSE 7,

Tos, COSE.

16, pour l'env. : 49-74-36-23.

**SERVICE ET DÉVELOPPEMENT
INFORMATIQUES**

recherche

INGÉNIEURS GDES ÉCOLES

INSTR. ESE, ENISMA, INRA, ENI, DEA, MAGE

Pour assurer des développements en :

- LOGICIELS DE BASE
- LOGICIELS SYSTÈMES
- LOGICIELS D'APPLICATION
- TEMPS REEL
- TELECOM, RÉSEAUX
- CA, CFAO, IA
- GESTION

C.V. + prétentions à :
SOL - Tour Gallieni 1,
78190, avenue Gallieni,
93174 BAGNOLET CEDEX.

ORGANISME IMMOBILIER

LEADER dans son SECTEUR

d'ACTIVITE

(Collège du 15^e Logement)

recherche sur PARIS

ATTACHÉ COMMERCIAL

Ce jeune cadre B/M de formation

supérieure BAC+4, et ayant

une première expérience sera responsable

d'un portefeuille d'entreprises

P.M.E. et de l'entretien d'une

petite équipe.

Rémunération de départ de

l'ordre de 8.500 Fx13.

URGENT.

Adressez lettre + C.V. + photo

sous le n° 8.279 à Pierre LICHOU

S.A., 10, rue de Louvois,

75002 Paris, qui transmettra.

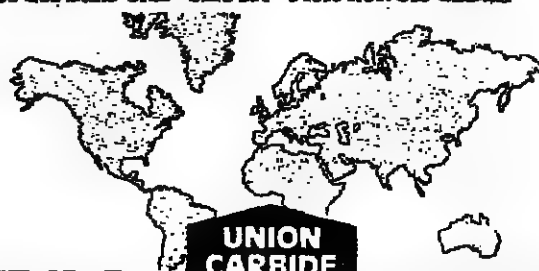
Pour notre département
GAZ INDUSTRIELS, nous recrutons

**Un ingénieur
d'application**

Vous avez une formation d'ingénieur : Centrale, ENSAM, Chimie, Électrique...
Trois ans d'expérience dans l'industrie en production ou développement technique, la pratique courante de l'anglais, une personnalité affirmée, une grande disponibilité, la volonté de réussir.

Nous vous proposons : un poste motivant basé à RUNGIS, des produits (oxygène, azote, argon) et des applications de qualité, des responsabilités commerciales dans des domaines d'activités variés, une formation technique et commerciale approfondie, une rémunération attractive et une voiture de fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
UNION CARBIDE - FRANCE - Service du Personnel
4, place des États-Unis - S.I.C. 814 - 94518 RUNGIS CEDEX



Le Monde CADRES

AIMER SON METIER C'EST DÉJÀ GAGNER DU TEMPS SUR SA COMPÉTENCE

Comprenez-nous. La LYONNAISE des EAUX se distingue de beaucoup d'autres Sociétés. Notre métier, la distribution et le traitement des eaux, n'a cessé d'être une véritable culture d'entreprise faite de la passion pour notre métier, le service du public et des collectivités locales, la dynamique indispensable dans un secteur d'activité concurrentiel et la modestie individuelle que confèrent des plans d'action à long terme. Nous sommes ainsi en permanence à l'écoute des innovations permettant de façon solide et sereine d'améliorer notre efficacité dans tous les secteurs de l'entreprise. Nous bénéficions dans ce cadre de toute la synergie d'un Groupe de plus de 35 000 personnes avec un chiffre d'affaires de 15,8 milliards de francs. Aujourd'hui, découvrez l'avance de la LYONNAISE des EAUX dans deux domaines.

La LYONNAISE des EAUX met en place des structures performantes de gestion axées sur la décentralisation au niveau des Directions Régionales et le développement de méthodes comptables et administratives originales. Pour plusieurs de nos Directions Régionales nous recherchons le

Responsable du service administratif et comptable

Vous êtes de formation supérieure (École de Commerce ou de gestion) avec de solides connaissances comptables. La maîtrise de l'informatique est évidemment un atout.

Confirmé : vous intégrez une Direction Régionale de 150 à 900 personnes. Au sein de l'équipe de Direction, vous saurez dépasser la tenue de la comptabilité générale, l'établissement, le contrôle, et l'interprétation des comptes d'exploitation périodiques, des prévisions à court et long terme dont vous êtes, bien sûr, responsable. Vous vous ouvrirez ainsi sur l'animation et la motivation de votre équipe, la gestion du personnel, et saurez entretenir les relations commerciales avec nos principaux interlocuteurs extérieurs. Une expérience d'un Service Abonnés peut être un PLUS.

Débutant : vous découvrirez le métier et vous vous préparerez à prendre rapidement les fonctions de RESPONSABLE.

Ref. LM02

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo, prétentions) sous la référence correspondante à Marie-Pierre HULOT - Lyonnaise des Eaux - 52, rue de Lisbonne, 75008 Paris.

Au sein de la Direction des Ressources Humaines, une équipe travaille activement à mettre en œuvre les méthodes modernes et dynamiques de management des carrières. Notre Responsable du Département Gestion Prévisionnelle et Organisation recherche l'appui d'un jeune

Chargé d'études H.F.

Diplômé d'une Ecole de Commerce ou DESS avec une passion et des compétences affirmées pour les nouvelles techniques de management (systèmes d'évaluation, organisation marketing interne...). Vous apporterez vos connaissances théoriques que vous confronterez en équipe à la vie de notre Entreprise.

Certainement votre formation et vos connaissances seront un atout majeur, mais il vous faudra faire preuve de pragmatisme, de diplomatie, d'une grande ouverture d'esprit.

C'est votre cas ? Alors de la théorie à la pratique...

Ref. LM01



Lyonnaise des Eaux

Des achats à ... la stratégie d'achat

Notre Société, filiale française d'un Groupe international leader sur son marché, conçoit, produit et commercialise des équipements industriels de type automobile (C.A. 1986 : 380 MF dont plus d'un tiers à l'exportation). Pour contribuer à la réalisation de nos performances, nous recherchons notre

Chef du service achats

Sous la responsabilité directe du Directeur Industriel, vous serez notre STRATÈGE en matière d'achats, à savoir : définir notre politique globale Achats à moyen et long terme, exploiter d'autres sources d'approvisionnement en tenant compte des technologies nouvelles, améliorer notre maîtrise des coûts et de la flexibilité des livraisons en obtenant une collaboration plus active des fournisseurs, chez qui vous aurez, par ailleurs, à mettre en place l'assurance qualité indispensable à la Société, négocier et superviser les contrats à l'aide de votre département informatisé (gestion production COPICS) comprenant 12 collaborateurs, optimiser la qualité du service.

De formation Ingénieur complétée par une spécialité (ESA ou Ecole de Gestion), vous avez une expérience réussie dans les achats d'équipements industriels (fondrière, mécanique) et une bonne pratique de l'anglais. Le poste est situé à 25 km à l'Est de Paris.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo), sous la réf. L/CSA/LM, à notre Conseil, Thierry de CARNÉ, qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Notre future unité de production de cosmétiques, vernis et poudres de CHAMANT (Oise), est conçue pour optimiser la qualité de nos produits. Nous recherchons son

CHEF DU SERVICE CONTROLE QUALITE USINE

Animateur de l'équipe que vous avez à constituer, vous assurez le contrôle des composants et produits finis, conseillez les ateliers de production et proposez les améliorations nécessaires à l'évolution de la qualité des produits.

Facilitateur des cercles de qualité, vous mettez en place la démarche et favorisez leur développement.

Ingénieur agro ou équivalent, vous avez une première expérience de la qualité dans l'industrie pharmaceutique, agro-alimentaire ou cosmétique.

Pour rejoindre notre équipe, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité à PARFUMS BOURJOIS - à l'attention de M. Bertrand-Pierre ECHAUDÉMAISON - Direction du Développement des Ressources Humaines - 12-14, rue Victor-Noir - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

BOURJOIS

PARFUMEUR

Chargé d'études senior

Notre groupe de services (1000 personnes) connaît un fort développement grâce à une diversification de nos activités, à un souci permanent de l'amélioration de nos performances et à une modernisation de nos structures. La Direction Commerciale crée la fonction de responsable des études économiques et des outils informatiques. Dans une première étape, vous étudierez les ventes et les différents circuits de distribution de nos produits et de nos services, mais aussi de ceux de la concurrence. Dans une deuxième étape, sur la base de ces analyses, vous proposerez à la Direction Commerciale des améliorations des systèmes existants ou l'adoption de nouvelles techniques de diffusion et d'outils de mesure. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des professionnels de formation supérieure de gestion et de statistiques, possédant une première expérience réussie dans des fonctions similaires. Nous vous demanderons de nous convaincre de votre goût du challenge, de votre esprit créatif et de votre engagement dans la vie professionnelle.

Merci d'envoyer votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil, 10 rue du Colisée, 75008 PARIS, sous la Réf. 319.

PAUL-EMILE TAILLANDIER & ASSOCIÉS CONSEIL

SOCIÉTÉ MARITIME

Assistance commerciale

Ayant sérieuse expérience affrètement, gestion contrat fret, compréhension procédures et impératifs commerciaux, Bilingue, anglais impératif, dactylographie, salaire.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à/r 6522, LE SECONDE PUBLICITA, 5, rue de Montparnasse, PARIS-7.

Ville de Ribecourt Desfontaines Secrétaire Général

Service administratif. Conditions avantageuses. Avantages particuliers divers.

Candid. + C.V. à M. le Député, M. Jean, Conseiller général, Hôtel de ville, 60170 RIBECOURT, pour le 2 mai 1987.

JAPAN DIFFUSION

Libres services, gros, photo, vidéo, am. rech. pour Paris : RESPONSABLE DES APPROCHES ET GESTION DES STOCKS. Expérience confirmée dans la distribution, G.M.S. photo et vidéo. Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. à M. B. FILÈRE, JAPAN DIFFUSION, 3, bd Ney, 75018 PARIS.

RESPONSABLE ENTRETIEN - TRAVAUX NEUFS

Services Généraux

Cette filiale d'un groupe international recherche le responsable Entretien - Travaux Neufs et services généraux d'un de ses établissements industriels (1000 personnes) situés en proche banlieue nord.

Bon animateur et bon gestionnaire, responsable d'une vingtaine de personnes, il assure l'exécution directe ou la maîtrise d'ouvrage de grands projets de "second œuvre" destinés à permettre un très bon fonctionnement de la production sur le site.

Il a également en charge l'entretien d'une surface de 70 000 m² et procède aux aménagements qui lui sont demandés par les opérationnels, en arbitrant les priorités, avec toute la diplomatie nécessaire. C'est aussi l'homme de la maintenance technique qui veille à ce que les sources d'énergie nécessaires à la production soient distribuées convenablement sur le site. Il a bien sûr, la responsabilité des services généraux : moyens de communication et gardiennage.

Nous attendons la candidature d'ingénieurs Arts et Métiers, ou équivalent ayant des connaissances en électricité et mécanique, âgés de trente cinq ans minimum, et possédant une expérience similaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 42/1866 N à :

EGOR S.A.

8, rue de Berni - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRECE BRITAÏNE ITALIE PORTUGAL BRÉSIL CANADA JAPON

Enertec

recherche pour son département Fabrications Electroniques situé à Pont-Audemer dans l'Eure (170 km de Paris par l'autoroute de Normandie et 25 km d'Honfleur-Deauville) un

Ingénieur Commercial

La gamme de nos services est complète (Industrialisation, Achats, Fabrication intégrée, Test, Contrôle aussi bien en technologie classique qu'en technologie composants reportés à plat) et vous en assurez la promotion et le suivi auprès de notre clientèle principalement spécialisée dans les domaines des télécommunications et des systèmes électroniques de paiement.

Élément moteur de l'équipe commerciale vous définirez en relation avec la Direction la stratégie commerciale pour introduire sur de nouveaux marchés à travers de nouveaux produits.

Electronicien de formation (ESE, ENST...) vous vous tenez au courant de l'évolution des marchés électroniques et vous parlez l'anglais.

Actuellement vous assumez des responsabilités commerciales et/ou techniques et vous désirez valoriser votre expérience, en vous ouvrant des horizons plus larges et plus responsabilisants.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à P. MATTON, Enertec, Schlumberger, 21 Saint Ulfran, 27500 Pont-Audemer.

ENERTEC

Schlumberger

PROMOTION IMMOBILIERE

développement de son Groupe, Nicolas BOUYGUES recherche pour PARIS

DIRECTEUR TECHNIQUE : De formation Supérieure Ingénieur possédant une solide expérience similaire, il sera chargé au niveau central, de l'élaboration des statistiques et des procédures.

DIRECTEUR PROMOTION MAISON EN VILLAGE : Il dirigera les chantiers d'un groupe de production : appel d'offre, pilotage et livraison.

CHEF DE SERVICE TECHNIQUE : Agissant en complète autonomie et entièrement responsable de son équipe, c'est un spécialiste de la promotion des villages de maisons en PAP. Il en maîtrise le montage, la conception et les coûts.

JURISTE FISCALISTE IMMOBILIER : Diplômé d'une Ecole Supérieure d'Ingénieur possédant une première expérience, il dirigera les chantiers d'un groupe de production : appel d'offre, pilotage et livraison sous l'autorité d'un Directeur de promotion.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Nicolas BOUYGUES, HABITER-UFIC - 16 bis, rue d'Estienne d'Orves, 92110 CLICHY.

HABITER-UFIC - Société en forte développement a réalisé 900 logements en 1986 et est implantée à Paris, Rouen, Lyon, Marseille.

Chef service organisation

Grand Groupe Industriel de forte notoriété internationale, recherche pour l'un de ses Etablissements (700 personnes), situé à 150 km de Paris, un

INGENIEUR GENERALISTE avec formation complémentaire type IAE ou IUT DIPLOME GRANDE ECOLE DE GESTION

Après de la Direction il étudiera puis participera activement à la mise en œuvre des instruments permettant d'assurer une plus grande efficacité de l'ensemble du fonctionnement de l'entreprise, compte tenu des changements induits par la réflexion stratégique. Il disposera du service informatique ainsi que de la bureautique.

Nous souhaitons proposer ce poste à un candidat âgé d'au moins 30 ans, ayant une première expérience réussie dans la fonction Organisation d'un centre de profit à caractère industriel.

Très intéressantes possibilités d'évolution à terme dans notre Groupe.

Merci d'envoyer avec C.V. détaillé, sous référence 5620-M à MAMREGES, 3, rue d'Hautville, 75010 Paris, qui transmettra.

مكتبة الخلدون

Jeudi 150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 28 avril 1987 25

Le Monde
CADRES

Responsable exploitation

200.000 F

Société de distribution - Cette importante société de distribution de produits pharmaceutiques, leader dans son domaine avec 5.000 personnes et plus de 70 établissements recherche un responsable exploitation. Rattaché au directeur exploitation - projets, ce responsable sera chargé, après une période de formation à l'organisation de l'entreprise, d'optimiser la productivité des unités opérationnelles dans ce but, il devra concevoir, développer et mettre en place avec une équipe toute procédure visant à optimiser tout le fonctionnement de l'exploitation dans les établissements que l'utilisation des outils informatiques affectent. Le poste implique donc un rôle d'innovation, mais aussi d'animation (une équipe de 14 personnes intervenant dans les établissements) d'organisation et de gestion d'un service et enfin de communication. Il s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (type BAC + 2, en logistique par exemple) et ayant une première expérience significative (organisation/exploitation en distribution). La rémunération annuelle de départ, fonction de la qualification acquise sera de l'ordre de 200.000 francs. Ecrire à G. MASSON en précisant la référence S/8173M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.94

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Administration export

180.000 F

L'exportation dans la C.E.E. et la grande exportation représentent près du quart de l'activité de cette entreprise. Elle fabrique des produits innovateurs pour l'industrie pour un chiffre d'affaires de plus d'un milliard de francs. Nous créons un poste de cadre sédentaire pour renforcer l'équipe de vente export et lui libérer plus de temps sur le terrain. Il interviendra en appui dans le suivi des agents étrangers, dans la logistique, dans la mise en œuvre des crédits documentaires et des assurances, etc... Il sera le conseil permanent de l'équipe pour tout ce qui est administratif. Une très solide expérience d'administration des ventes export, une formation de niveau ESC ou DUT, la connaissance parfaite de l'anglais, et si possible d'une autre langue, vous permettront d'envisager ce poste, basé à Paris, dont la rémunération sera d'environ 180.000 francs. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/5998M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd de 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.43

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur électro-technicien

Sud-ouest

Bureau d'études appareillage électrique - Cette société, en forte expansion (250 millions de francs de chiffre d'affaires), dont le siège (360 personnes) est situé dans le Sud-Ouest de la France, est le leader national sur le marché du matériel électrique de distribution publique basse tension et MT/BT (35% du marché français). Particulièrement attachée à poursuivre son avance technique, elle recherche pour son bureau d'études (20 personnes), un ingénieur électro-technicien. Rendant compte au responsable du service et s'intégrant à une équipe de quatre ingénieurs, il se verra confier l'entière responsabilité d'études importantes pour la France et l'export (câbles de charges, études de matériels, recherche de technologies nouvelles). Il suivra certains dossiers auprès de la direction générale et les suivra jusqu'à la phase de fabrication. Ce poste s'adresse à un jeune ENSI justifiant, si possible, d'une première expérience en bureau d'études de matériel électrique. La rémunération sera essentiellement fonction des qualités et de l'expérience du candidat retenu. Le poste est basé dans une agréable ville du sud-ouest. Ecrire à L. FETSALE en précisant la référence A/T7168M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

71 bis, allée Jean-Jaures - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.43

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

CONSOLIDATION DES COMPTES

Vous avez :

- Une formation supérieure, Ecole de Gestion par exemple, complétée par le DECS et une bonne connaissance des principes comptables anglo-saxons.
- Une expérience de 3 ou 4 ans dans un cabinet d'audit ou dans une banque.
- Un fort potentiel, des qualités relationnelles et la capacité d'animer une équipe.

Pour notre part, nous formerons le candidat avec soin aux techniques de consolidation des comptes d'un grand Groupe international. Si vous souhaitez saisir cette opportunité, merci d'adresser votre candidature, sous la réf. CC2, à :

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ

Direction du Personnel - 1, rue d'Astorg - 75008 PARIS

CHEF DE PRODUIT (H. ou F.)

PRODUITS FRAIS OUEST

Une Société française, filiale d'un grand groupe à activités multiples (31 milliards de C.A.), et spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de produits frais, recherche un CHEF DE PRODUIT. Sous l'autorité du Directeur Marketing, il participera au lancement et au suivi d'une nouvelle gamme de produits destinée essentiellement à la grande distribution (étude du concept, marché test, lancement, suivi de la concurrence...). Il définira une politique de communication avec choix d'une agence de publicité et élaboration d'une politique publicitaire promotionnelle. Ce poste conviendra à un candidat (H. ou F.), de formation ESC possédant 3 à 4 ans d'une première expérience professionnelle acquise dans une fonction semblable au sein d'une entreprise commercialisant des produits alimentaires auprès de la grande distribution. La connaissance des produits frais constituerait un atout supplémentaire. Homme d'études, il sera également un homme de terrain capable de suivre et de faire vivre une gamme de produits.

Ecrire sous référence 912/M à :

GRH Conseils

3, Avenue de Ségur - 75007 PARIS - Discretion assurée

avocat de haut niveau futur associé H/F

CABINET D'AVOCATS D'AFFAIRES

PARIS

Nous sommes un Cabinet Européen d'Avocats exclusivement orienté sur le droit des Affaires.

La qualité de nos conseils, la justesse de nos anticipations, la valeur de nos propositions nous ont apporté une notoriété internationale.

Nous cherchons à intégrer un nouveau collaborateur à très fort potentiel, futur associé.

Vos atouts :

- la trentaine,
- une formation très solide : Avocat + HEC ou Sciences-Politiques ou Université américaine. Anglais courant,
- vous avez travaillé en entreprise ou en cabinet anglo-saxon et appréciez leurs méthodes de travail,
- vous aimez le travail en équipe.

Vous avez l'ambition d'être un très grand professionnel.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. et prétentions sous référence JBG 8 à notre Conseil qui étudiera votre dossier confidentiellement.

COGEPLAN

2, rue Louis David - 75016 PARIS - 11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COGEPLAN



Astérix, c'est un 28ème album, des films, l'ouverture dans deux ans du parc Astérix... Notre progression continue nous fait rechercher notre

SECRETAIRE GENERAL

MI-TEMPS

Dépendant du gérant, bénéficiant d'une grande délégation dans un climat de confiance et d'estime, vous serez son "bras droit". Sachant conseiller, contrôler, établir des procédures souples, gérer les biens de la société, le représenter si nécessaire.

A 55 ans environ, homme de dialogue et de fermeté à la fois, votre passé administratif et financier, plutôt en PME, parle pour vous.

Si les responsabilités offertes et les possibilités de temps à soi vous attirent, merci alors d'adresser votre candidature sous référence 87405 à notre Conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.

Madame Claude FAVEREAU - 56, avenue de Suffren - 75015 PARIS.

april

N°1 français de l'automate programmable recherche des

Jeunes Ingénieurs Commerciaux

Nécessairement ingénieur (en électronique, électromécanique, ou automatisme) ou de niveau technique équivalent, vous pouvez justifier d'une première expérience commerciale (2 à 5 ans) de la vente de biens d'équipements industriels.

Au sein de notre groupe vous prendrez vite votre dimension en progressant dans notre force de vente, en France ou à l'étranger.

Et si vous le désirez, nous pourrions à terme vous proposer d'autres opportunités dans nos services marketing ou encore dans des fonctions d'encadrement dans l'une de nos usines.

Postes basés en banlieue parisienne.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo, prétentions, sous référence 87885 à notre Conseil.

Boulevard Dédouan 32, rue des Volontaires, 75015 PARIS.

LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

procède au recrutement d'un

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

qui dirige le Secrétariat Général au niveau le plus élevé.

QUALIFICATIONS REQUISES :

- études universitaires sanctionnées par un diplôme ou expérience professionnelle d'un niveau équivalent ;
- connaissance approfondie d'une langue des communautés et connaissance satisfaisante d'une autre langue communautaire ;
- expérience dans la direction d'un organisme important à caractère communautaire ou national.

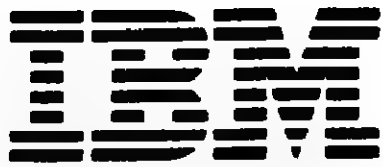
Les informations complémentaires sont reprises dans le Journal officiel des C.E. n° C 95 du 8 avril 1987 qui peut être obtenu auprès d'une des adresses suivantes :

- Bureau de Presse et d'Information des C.E., 61, rue des Belles-Feuilles, 75016 PARIS.
- Comité Economique et Social, Direction du Personnel, 2, rue Ravenstein, 1000-Bruxelles, BELGIQUE.

Les personnes intéressées peuvent envoyer leur candidature, accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, au Président du Comité Economique et Social par lettre recommandée.

Les candidatures doivent être expédiées au plus tard le 11 MAI 1987.

Le Monde CADRES



recherche pour ses AGENCES COMMERCIALES

du MAROC, du SENEGAL, de CÔTE-D'IVOIRE et du CAMEROUN

des candidats ayant la nationalité de ces pays pour occuper des postes

D'INGENIEURS COMMERCIAUX ET TECHNICO-COMMERCIAUX.

• Ces postes de haut niveau sont proposés à de jeunes diplômé(e)s de cycles longs scientifiques ou de grandes écoles.

• Après une formation de base, la Compagnie leur confiera la responsabilité du développement d'une part importante de ses affaires locales.

• Les candidats devront pouvoir prétendre à une activité de premier plan, alliant, dans un rôle de Conseil des administrations et des entreprises, une excellente technicité à des qualités de contact à haut niveau.

Ils enverront lettre et curriculum vitae à l'une des adresses ci-après, selon leur résidence actuelle.

— Agences IBM :

- MAROC, BP 13 487 CASABLANCA
- SENEGAL, BP 878 DAKAR
- CÔTE-D'IVOIRE, 01. BP 964 ABIDJAN
- CAMEROUN, BP 792 DOUALA

ou à Madame S. LALOU - Compagnie IBM FRANCE, Division des Opérations Extérieures, 68/76, quai de la Rapée 75592 PARIS Cedex 12.

*Hoechst High Chem

Sa filiale française une des premières dans le monde, réalisant un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards, possédant 4 usines et un centre de recherches, offre une intéressante opportunité de carrière à

Jeune chef de personnel et relations sociales

3 ans d'expérience minimum

Sa mission : responsable de la gestion du personnel de 2 établissements situés à Scaun (93) 200 personnes environ : ingénieurs, techniciens, ouvriers... le titulaire du poste devra, outre les fonctions classiques : recrutement, formation, administration :

- assister la hiérarchie et être le moteur d'une gestion dynamique des ressources humaines et du développement social (groupes de progrès...)
- assurer les relations avec les partenaires sociaux et être l'interlocuteur des responsables opérationnels et du siège.

Son profil : il devra disposer d'une formation supérieure (une spécialisation droit social serait appréciée) ainsi que d'une première expérience réussie en milieu industriel.

La connaissance de l'allemand ou de l'anglais est souhaitée, mais pas indispensable. Larges perspectives d'évolution de carrière pour candidat dynamique et motivé.

Les dossiers de candidatures sont à adresser en précisant la référence OY 400 AM à elap, 71 rue d'Aureuil, 75016 PARIS.

Hoechst

ETABLISSEMENT FINANCIER

recherche

RESPONSABLE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Rattaché au Directeur général, vous superviserez la comptabilité et prendrez en charge l'information ainsi que l'administration courante de notre société. Vous dirigerez une équipe de 10 personnes.

De formation supérieure comptable (DEC ou équivalent), vous avez une expérience similaire de 5 ans avec la pratique de l'informatique (mini et micro).

Merci d'adresser C.V. + salaire s/réf. 3278 à LEVI TOURNAI ASSOC., 51, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS, qui transmettra.

Cherchez
Peintre en lettres
décorateur qualifié

Pour ville 20 km de Grenoble
SALAIRE MOTIVANT.
POSSIBILITE
SITUATION D'AVANCE POUR
Homme 25-30 ans environ.
Ecrire établissements
RENE MOURAT
Rue Hector-Berthelot,
38000 VICHY.

Le CHUV, Centre hospitalier universitaire vaudois, situé à Lausanne (Suisse), au bord du lac Léman, est un hôpital de 1200 lits.

Pour compléter ses équipes de soins dans les différents services de

CHIRURGIE
MEDECINE
GYNECOLOGIE et OBSTETRIQUE
CHIRURGIE PEDIATRIQUE
PEDIATRIE
SOINS INTENSIFS (adultes et enfants)
BLOC OPERATOIRE
Il cherche des

INFIRMIERS (IÈRES) D.E.

au bénéfice d'un minimum
de 6 mois d'expérience professionnelle.

- Si vous êtes :
- désireux (se) d'élargir votre champ d'activités ;
 - attiré(e) par le changement et la nouveauté ;
 - disponible pour nos amis ;
 - âgé(e) de moins de 30 ans (autorisation de séjour).

Vous trouverez dans nos services :

- une activité variée sur la personnalisation des soins ;
- un travail en équipe ;
- des possibilités de logement ;
- un restaurant d'entreprise ;
- un salaire minimum de 2940 francs suisses brut par mois adapté aux années d'expérience professionnelle.

Envoyez à :
COORDINATION DES SOINS INFIRMIERS
Mont-Falaise 16
CHUV
CH-1011 LAUSANNE

en joignant un curriculum vitae, copies de diplômes et certificats d'employeurs.
Délai de postulation : 15 mai 1987 au plus tard.
Des entretiens de candidature seront organisés en France et en Belgique ; vous serez renseigné(e) individuellement.

RECHERCHER ET DEVELOPPER DES SERVICES QUI COMPLETENT OU PROLONGENT LES GARANTIES D'ASSURANCES :

"Prévention", "Assistance", "Information Consommateur"...

C'est la mission qu'une très importante société d'ASSURANCES I.A.R.D. offre à un

JEUNE CADRE

CONNAISSANT BIEN LE METIER D'ASSUREUR
(poste basé au siège parisien)

Intégré à une petite équipe dont il sera un "élément moteur", il participera à la recherche, à la mise au point, au lancement et au développement des services complétant les garanties d'assurances.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure, ayant une expérience confirmée de l'assurance IARD pour bien dominer la "matière assurance". Il alliera créativité et réalisme, capacités d'analyse et de synthèse.

Il aura des qualités de communication, une forte motivation, les capacités d'action et conviction qui font passer du projet à la réalisation. Il acceptera des déplacements ponctuels de courte durée.

Si cette proposition vous intéresse, adresser lettre manuscrite de motivation, C.V. photo et prétentions à notre Conseil, sous référence PICM.1

marc forget
et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

INTERNATIONAL CIS

International CIS est la branche commerciale de Compagnie Cais Industrie (filiale biomédicale du Groupe CEA Industrie). Elle occupe une place de premier rang sur le marché mondial des biotechnologies médicales et recherche ses :

ASSISTANT DU DIRECTEUR MARKETING HF RESPONSABLE PLANIFICATION

Voire missions sont :

- de participer à la conception et à la mise en place de la planification des stratégies de développement en, en terme de produits, marchés, ventes, outils de gestion et actions publicitaires, à court, moyen et long terme.
- d'en définir les moyens, les coûts et en évaluer les résultats prévisionnels.
- de gérer et véhiculer les informations auprès des autres services marketing, des filiales, agences et distributeurs.

Agé de 28/32 ans, vous êtes soit de formation supérieure à dominante marketing ou commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, MBA...), soit de formation scientifique (pharmacie, biologie) + IAE.

Vous avez acquis une expérience en stratégie commerciale ou marketing au sein d'une industrie biomédicale ou de technologie avancée.

Ce poste basé à SACLAY (91) est à vocation internationale et implique une possible mobilité du français et de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, sous référence 04716 M, à Catherine DUBIN.

Personnel conseil

86, rue de Lille 75007 PARIS

PUBLICITE DE RECRUTEMENT : PLACE AUX JEUNES TALENTS.

Cette structure légère de communication de recrutement est dotée de clients prestigieux. L'approche est créative. La part d'édition se développe.

Assistant chef de publicité HF

Sachant rédiger, connaissant la pratique média, vous aimez la relation client, au téléphone ou en contact direct. Vous êtes méthodique, disponible, autonome et les coups de «chauffe» ne vous font pas peur.

Réf. 1037 ACP

Maquettiste «typo minded»

La typographie, la mise en page, le calibrage, le montage des docs, vous pratiquez depuis au moins 2 ans.

L'ouverture vers l'édition, la conception maquette, le rough, vous en aurez. Mais attention : de la typo avant toute chose, P.A. oblige !

Réf. 1037 MA

Merci d'adresser votre candidature (CV, salaire souhaité) en indiquant la réf. du poste choisi au CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE D'EDITIONS DE HAUT NIVEAU TECHNIQUE (Paris) en croissance régulière recherche pour accentuer son développement

RESPONSABLE MARKETING

Véritable professionnel, 30 à 35 ans, diplômé d'études supérieures commerciales (Grande Ecole ou DESS option marketing), vous avez acquis une réelle expérience de la fonction Marketing/Recherche et Développement, notamment dans le milieu tertiaire ou industriel.

Disponible, directement rattaché à la Direction Générale, votre mission sera double : optimiser l'adéquation des produits existants aux besoins de notre marché (entreprises, conseils, administrations...), participer à la création de nouveaux produits et en conduire les études de marché. Ce travail s'effectuera dans un esprit d'équipe, en étroite collaboration avec la Direction Commerciale et la Direction de la Rédaction.

Possibilités d'évolution pour tout candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous référence ES/LML à

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Ingénieurs diplômés

Dans le cadre de l'extension de ses activités «clés en main», le Groupe Dumez recherche, pour sa filiale d'études d'ingénierie le GIE SEMED, des ingénieurs diplômés :

DEPARTEMENT
Thermique-climatisation • Plomberie •
Protection incendie

Expérience d'au moins 5 années en B.E.T. entreprise spécialisée. Formation complémentaire au COSTIC ou aux U.S.A. très appréciée.

Les candidats retenus intégreront l'équipe pluridisciplinaire en place au bureau d'études de Nanterre, chargée de tous les grands projets d'ingénierie «clés en main» que le Groupe réalise dans le monde.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable, ainsi qu'une ouverture et du goût pour l'utilisation de l'informatique scientifique.

Les postes sont susceptibles d'une rapide évolution tant sur le plan des responsabilités que sur celui des rémunérations.

Envoyer CV, photo et prétentions à G.I.E. SEMED, sous référence MO 001, 345 avenue Georges Clemenceau, 92022 NANTERRE Cedex.

dumez

150

Jeune Cadre

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 26 avril 1987 27

Le Monde
CADRES

UNIVERS DE
LA GESTION

CHEFS DE PROJET

Grand Groupe Industriel français, nous recherchons pour notre Direction de l'Organisation des chefs de projet.

Ils aideront les Directeurs du Groupe à gérer les transformations nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs. Ils ont un triple rôle d'expert, d'animateur et de conseil.

Vous avez 30 - 35 ans, une formation supérieure d'ingénieur (X, Mines, Centrale, Arts et Métiers) ou/et d'école de commerce/gestion (HEC, ESSEC, ESCP, IEP) ou/et en sciences humaines (Psycho-Sociologie). Une expérience d'organisateur d'au minimum 5 années acquises en cabinet vous a familiarisé avec les méthodes d'analyse, de conduite de projet et de gestion du changement.

Votre talent de facilitateur contribuera directement à l'aboutissement de solutions efficaces.

Après 4 ou 5 années d'intervention réussie, vous aurez beaucoup de sollicitations pour évoluer dans notre Groupe.

lieu de travail Paris, avec déplacements en France.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 2220, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira la plus grande discrétion.

20 rue Pergolée - 75116 Paris

ACTIMAN

Importante Société Commerciale
Siège Social Ouest de Paris
recherche pour sa

DIRECTION COMMERCIALE,
Département Analyses et Prévisions

Jeune Cadre

Formation supérieure commerciale, option statistiques - économétrie.

Des connaissances en micro-informatique et la maîtrise de la langue allemande seraient des atouts supplémentaires.

Adressez CV, photo et prétentions à CONTESSÉ PUBLICITE s/réf. 24482 - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui trans.

Société de services
grand public
RECHERCHE D'URGENCE

RESPONSABLES MARKETING

- **Postes** LIMOGES - ROYENS - STRASBOURG.
- **DIPLOME** : Ecole Supérieure de Commerce.
- **EXPERIENCE** : 3 ans d'EXPERIENCE MARKETING, de préférence Services ou Vente de grande consommation.
- **SALAIRE** : Fonction de l'EXPERIENCE et de la compétence.

Adressez CV, photo et prétentions à : MONDE PUBLICITE sous n° 8508 M-5, rue de Montmoy, 75007 PARIS.

Société spécialisée en productique
(PARIS BANLIEUE SUD)

recherche pour renforcer son expérience rapide.

JEUNE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Membre à part entière du comité de direction, il sera détenteur du renseignement supérieur (Sciences Po, Droit, HEC, etc. ou équivalent) et aura déjà une première expérience de secrétaire (2 à 3 ans).

Dynamique, d'esprit ouvert, bon négociateur, sa mission sera :

- d'assurer le fonctionnement interne de la société sur le plan financier, administratif, juridique et social ;
- d'intervenir en qualité de consultant occasionnel dans le domaine de ses compétences auprès de certains clients.

Envoyer CV, photo et prétentions sous n° 8533, LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montmoy, PARIS-7.

Le département de Seine-Saint-Denis

recrute par voie de détachement.

UN ATTACHÉ PRINCIPAL

Ce poste sera responsable du service de l'aidé social à l'emploi.

Adressez candidature avec CV à : M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS Hôtel du Département 124, rue Carnot, 93009 BOBIGNY CEDEX.

INSTITUT DE MUSIQUE ANCIENNE DE SAINTES
(Festival, colloques, production lyrique, activités régionales)

direction artistique : PHILIPPE HERREWEGHE

DIRECTEUR(trice) ADMINISTRATIF(ve)

Profil souhaité : formation supérieure (commerce, IEP...) Bonnes connaissances musicales

Poste basé à SAINTES avec voyages fréquents.

CV et lettre manuscrite + photo à : N° 214 - 17104 SAINTES CEDEX.

Development Finance Consultants S.A.

Société de conseil économique et financier et de capital-risque

offre travail international et potentiel de carrière, rapide, recherche

JEUNE CADRE

Après 25-35 ans, présentant expérience du secteur bancaire, niveau licence minimum et anglais courant.

De préférence connaissance des pays en développement et qualifications complémentaires en économie ou en audit.

Envoyer CV, chronologie détaillée à : M. C. DOMENGEZ D.F.C.S.A. 17, rue Georges-Buis, 75116 PARIS.

DARTY

CONTROLEUR DE GESTION

LE DIRECTEUR DU CONTRÔLE DE GESTION DU GROUPE DARTY recrute son ADJOINT DIRECT

Fonctions assurées : « Fixation de la méthodologie et des procédures budgétaires », « Elaboration et analyse des budgets du groupe », « Suivi de l'activité des filiales commerciales et reporting mensuel », « Budgetisation et suivi des frais du Siège », « Prévisions de résultats, intermédiaires et principaux », « Les services financiers des filiales et la Direction Générale du Groupe. »

Profil recherché : « Grande Ecole de Commerce ou IEP », « 2 à 3 ans d'expérience : audit en Cabinet International ou contrôle de gestion en grande entreprise », « Goût pour la micro-informatique. Le poste est basé à Paris 17^{ème} »

Adressez CV et prétentions à M. Ghislain DUHAL - Groupe DARTY - 11, boulevard Pershing, 75017 Paris.

WAGONS
LITS

Controller

Dans le domaine de la restauration publique, nous sommes devenus l'un des experts sur des marchés concédés dans les espaces de loisirs et touristiques (autoroutes, parcs de loisirs, écoles, expositions, musées, hippodromes, aéroports...).

Nous réalisons actuellement un CA de 700 MF en France. Le vent en poupe, nous sommes présents sur tous les nouveaux projets de concession. Une gestion pointue est une des clés de notre réussite.

A vous de jouer !

Votre mission est double :

- Vous assurez le montage des nouveaux dossiers de développement : diagnostic de valeur de rachat, comptes d'exploitation prévisionnelle, simulations, quantification des programmes.
- Sur l'existant, vous mettez en œuvre le plan à moyen terme, assurez la consolidation du reporting.

Diplômé ESCP, HEC, ESSEC ou équivalent, jeune, vous aimez et savez travailler en équipe et en toute autonomie. A défaut d'expérience dans notre domaine, vous « sentez » notre produit pour vous y adapter rapidement. Votre expérience significative en cabinet d'audit ou en unités décentralisées à un poste de contrôleur de gestion par exemple serait plus qu'un atout pour bien démontrer au sein de la Direction Contrôle de la Restauration de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits.

Adressez votre dossier de candidature (lettre man., CV, photo et prêt) à EUREST - Service Recrutement - 14, rue d'Athènes, 75009 PARIS.

RANK XEROX

Valorisez votre sens de l'organisation

Evolution et créativité sont les signes sous lesquels a été conçue cette fonction que nous souhaitons confier à un jeune professionnel issu d'une école de commerce.

L'expérience de 2 à 3 ans qu'il aura acquise en cabinet d'audit ou en entreprise lui sera très utile pour aborder avec créativité et professionnalisme cette mission, au sein de notre Direction administration et logistique.

Sa force de proposition lui permettra de développer la synergie entre les différents services et sera un atout majeur de son évolution que nous imaginons très ouverte.

Pour saisir cette opportunité, merci d'écrire avec CV, sous réf. ALM 70, à Stéphane Roussel, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

Chef de projet

PLASTO

Fabricant français d'étiquettes et de rubans adhésifs - 400 personnes appartenant au Groupe Pharmaceutique FOURNIER cherche pour DUNON

Assistant contrôle de gestion commerciale

En collaboration avec les responsables commerciaux et le Contrôleur de Gestion, il sera chargé :

- du suivi et de la maintenance d'un nouveau système informatique des prévisions de ventes ;
- de l'élaboration du Plan, Budget et tableaux de bord de l'activité commerciale.

A court terme, il participera à la mise en place d'un système Reporting au niveau du Groupe.

Le candidat, de formation ESC, devra avoir des qualités marquées de contact, de rigueur et le sens du concret.

Une première expérience (2/4 ans) ainsi que des connaissances en micro-informatique sont souhaitées.

Evolution de carrière possible pour candidat de valeur.

Adressez lettre de candidature, CV, photo (retournée) et prétentions à : PLASTO S.A. - Direction du Personnel - B.P. 160 21304 CHENOVE CEDEX

UN MASTERE EN UN AN

Notre objectif : former les futurs cadres et dirigeants des plus grandes entreprises aux fonctions du management des technologies de l'information, sanctionnées par un diplôme de haut niveau (Master spécialisé, habilité par la Conférence des Grandes Ecoles), cette formation intéressera des

DIPLOMES GRANDES ECOLES : X, CENTRALE, SUPELEC, MINES, HEC, ESSEC, OU UNIVERSITAIRES DE MEME NIVEAU.

Dans un environnement pédagogique exceptionnel (Sophia Antipolis, la première Technopole de France à 15 km de Nice), un comité intellectuel particulièrement stimulant, les « pontes » de l'informatique les préparent aux fonctions de Chef de Projet en conception, mise en place et gestion des Systèmes d'Information ou plus haut niveau. Les candidats sélectionnés - les plus brillants évidemment - bénéficieront d'une bourse d'études de 40 000 F et d'une allocation mensuelle de 5 000 F (forfait par BUL, RANK XEROX, SOPRA, SEMA-MERIL...).

Mais c'est avant tout le dépôt d'une grande certitude que nous leur proposons. Voulez-vous demander un dossier de candidature et d'information au CERAM, Département Informatique, BP 20, Sophia Antipolis, 06902 VALBOIS CEDEX. Téléphone : 93 95 45 73.

CERAM

INFORMATIQUE

SOPHIA ANTIPOLIS

Le secteur du roulement vous intéresse !
Notre société en pleine expansion renforce son département qualité et vous offre 2 postes :

INGÉNIEUR QUALITÉ

pour seconder le responsable du département qualité dans notre usine de VIERZON.

Vous êtes un jeune ingénieur généraliste de la mécanique, vous souhaitez élargir vos fonctions dans le domaine de la promotion et du suivi de la qualité.

Vous avez au minimum 28 ans et 2 à 3 années d'expérience.

TECHNICIEN QUALIFIÉ

pour réaliser des Audits de procédé, traiter les anomalies qualité et mettre en place des actions correctives.

Vous êtes de formation BTS ou DUT de préférence dans la filière mécanique et justifiez de quelques années d'expérience.

NADELLA

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à : Mme VILLARD - SOCIÉTÉ NADELLA 61, Route de Folcy - 18100 VIERZON

ROULEMENTS A AGUILLES

A S S U R A N C E S

Paris

Dans le cadre de l'évolution des nouveaux marchés financiers, notre Directeur Financier recherche son collaborateur direct véritable

Assistant financier

capable de prendre en charge la gestion d'un important portefeuille d'actions et d'obligations, ainsi que le suivi de la trésorerie.

Si vous pensez que votre avenir ne se situe pas forcément dans une salle des marchés, si la vie en entreprise ou sein d'une direction financière performante correspond mieux à votre tempérament et si vous avez envie d'assumer des responsabilités variées de plus en plus enrichissantes, nous sommes prêts à vous rencontrer rapidement.

Les conditions : au moins 28 ans, une formation supérieure (type grande école) et une expérience de 3 ans minimum acquise au sein d'une direction financière d'un grand groupe ou chez un agent de change. La connaissance du marché actions/obligations est vivement souhaitée.

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite + rémunération actuelle, sous réf. 94922, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra

Le Monde CADRES

UNIVERS DE LA GESTION

DOUX



AGRO-ALIMENTAIRE
Groupe DOUX
1^{er} Producteur Européen de volailles - 1 750 salariés
6 usines d'abattage et de conditionnement.
Filières allant du bétail, accoupage,
transport par route et par mer, produits transformés.

Soucieux de renforcer nos structures pour répondre aux transformations incessantes de l'industrie avicole et assurer la relève de notre encadrement, nous souhaitons intégrer

JEUNES INGENIEURS DE FABRICATION

Débutants ou possédant une première expérience, vous avez entre 26 et 32 ans environ, une formation solide (Ingénieur Agro ou Agri par exemple) et vous voulez vous orienter vers des fonctions de Responsable de fabrication ou de Direction d'unités de production.

Nous sommes en mesure de vous proposer des postes situés dans l'Ouest à la hauteur de vos ambitions et de votre expérience.

Adressez C.V. + lettre + photo sous réf. suivante
DOUX SA - Direction Générale - BB/87
BP 22 - 29150 CHATEAULIN.

SCORE

JURISTE INTERNATIONAL

Important groupe de bâtiment et travaux publics recherche pour son siège social en Banlieue Ouest

30 ans environ.

Placé sous l'autorité du Chef du Service juridique, le candidat aura pour mission principale d'assister sur le plan juridique les ingénieurs de l'Entreprise lors des négociations des contrats internationaux et de leur exécution.

Il devra également assurer le suivi en droit français des opérations françaises liées aux contrats export. Une pratique de quelques années des marchés de type anglo-saxon ainsi qu'une maîtrise parfaite de la langue anglaise sont exigées.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous la référence 4729/LM à

MEDIA BA 71, avenue Victor-Hugo
75116 PARIS, qui transmettra.

CHEF DES VENTES "COURANTS FORTS"

REPRÉSENTATION, NÉGOCE, DISTRIBUTION
LYON

Une société filiale d'un groupe industriel français, et spécialisée dans la représentation, le négoce et la distribution de biens d'équipements du secteur électronique-électronique, recherche un CHEF DES VENTES "COURANTS FORTS". Sous l'autorité du Directeur Commercial, il sera responsable de l'animation d'une équipe de représentants chargés de visiter une clientèle composée essentiellement d'entreprises industrielles (installateurs, industries diverses, etc.). Il interviendra personnellement dans les négociations des marchés les plus importants et entretiendra des rapports étroits avec les clients. Il organisera et dirigera la gestion des ventes. Il veillera au suivi de la facturation. Il sera responsable du dépôt et des livraisons. Il dirigera une équipe composée d'une dizaine de personnes. Le candidat devra, âgé d'au moins 35 ans, de formation type DUT ou BTS option électronique ou bien encore Ingénieur VIOLET, SUDRIA, ESIEE, posséder une expérience de plusieurs années acquise dans une fonction semblable au sein d'une entreprise commercialisant des biens d'équipement électronique. La connaissance des "câbles" constituerait un atout supplémentaire.

Ecrire sous référence 910M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS. Discretion assurée.

Responsable comptable et financier

Il aura pour mission :

- l'assistance comptable auprès des Chefs Comptables régionaux et la consolidation des méthodes et procédures,
- l'audit, la vérification et le contrôle des sociétés gérées,
- la consolidation du contrôle budgétaire.

De formation supérieure (DECS exigé), il devra posséder une expérience confirmée de l'encadrement et de la comptabilité en cabinet conseil ainsi que la pratique des méthodes de contrôle de gestion.

Adressez lettre, C.V., photo, prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 9038, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

TRÈS IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER
recherche

responsable d'études en contrôle de gestion

pour prendre en charge, dans le Service Contrôle de Gestion (25 personnes), l'ensemble des études et fonctions liées au suivi des activités et des frais de fonctionnement de l'établissement. A ce titre il participera aux développements importants du système de gestion.

Ce poste convient à un(e) candidat(e) de formation ESC ou équivalent, avec une expérience de 3 ans minimum en Contrôle de Gestion ou suivi budgétaire, dans une grande structure, de préférence du secteur tertiaire.

Nombreuses possibilités d'évolution.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. L 178 à
PAJ Conseil, 8, av. de Camoëns, 75116 PARIS

IMPORTANT GROUPE
COOPÉRATIF CÉRAMIQUE
situé à une heure de Paris
recherche

**INGÉNIEUR
AGRO-ALIMENTAIRE**

embauché dans le cadre d'une convention CIFRE
Perspective d'évolution de carrière rapide.

Ecrire sous le n° 8631
LE MONDE PUBLICITE
8, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Le Service Rédactionnel d'un important
Éditeur d'ouvrages de Médecine
recherche

LECTEUR-CORRECTEUR

Il devra, en relation avec l'auteur, assurer la correction et la mise en page de manuscrits, correction et mise en page de manuscrits. Expérience dans le domaine de l'édition scientifique vivement souhaitée.

Env. C.V. détaillé s/n° 8630
LE MONDE PUBLICITE
8, rue de Montessuy, Paris-7^e.

L'ÉCOLE NORMALE
SUPÉRIEURE DE CACHAN
recherche un

**CADRE SUPÉRIEUR
DE LA DOCUMENTATION**

Possédant une double formation en économie-gestion et en techniques documentaires sanctionnées par :
- une maîtrise de Sciences
- un diplôme de Sciences de Gestion ou de Sociologie,
- un diplôme de BTS ou un DESS en information et documentation ou un diplôme de l'ENIS ou un diplôme des CAPS.

Contactez M^{me} FRANCOIS,
Service du Personnel, 81, av.
Péru-Weiss, 94230 CACHAN.
Tél. : 4-40-30-05.

PME recherche

**ASSISTANT
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER**

Gestion Dauphine, Sciences
Po, ... Tâches diversifiées.
Poste à dominante financière et comptable.

(1) 48-77-48-88
FONTENAY-SOUS-BOIS (94).

Association de tourisme

DIRECTEUR

DE VILLAGE DE VACANCES
pour Charente-Maritime
(250 lits).

Expérience industrielle exigée.
Ecrire sous le n° 8632
LE MONDE PUBLICITE
8, rue de Montessuy, Paris-7^e.

ASS-FJT 78
RECHERCHE
ÉDUCATEUR
SPÉCIALISÉ
sans Internet (idéale + exp.
exigées). Travail équipe par
intérim global.
Tél. : 33-1-1-14-07.

IMPORTANT COMITÉ
CENTRAL D'ENTREPRISE
recherche

**SON SOUS-DIRECTEUR
DU
SERVICE VACANCES**

Le candidat aura une expérience confirmée du secteur des VACANCES des JEUNES, des ADULTES et des MAISONS FAMILIALES et posséder des solides compétences en gestion ainsi qu'un bon sens du budget et du personnel.

Le poste implique les responsabilités hiérarchiques et la gestion de 130 personnes permanentes et 1 300 pendant les activités de vacances réparties dans différentes maisons familiales en France.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V. et rémunération à
HERTZ CONSULTANTS
(sous référence M-8452)
34, r. de l'Arcade, 75008 PARIS.

Sté d'Assistance technique
R.A.C.
recherche pour une mission de 4 mois

**UN INGÉNIEUR
ÉLECTRONICIEN**

Avec une connaissance HARDWARE du MINITRA 10 ou d'un système analogue.

Après une formation en France, cet intervenant devra assurer une formation à des adultes à l'étranger concernant le matériel du système d'assistance au MINITRA. ANGLAIS OBLIGATOIRE.

Adressez CV + photo
M. BOTSCHER STÉ RAC
6, rue Chausse-d'Antin
75008 Paris, au n° 86, Dr. rem.
45-23-57-00.

Assoc. de voyages
COOPÉRATIF
**PROFESSIONNEL
DU TOURISME**

pour conception, vente et réalisation de voyages pour groupes et coordination d'une équipe. Qualification exp. exigées. Env. CV et prétentions

LE MONDE PUBLICITE
8, rue de Montessuy, Paris-7^e.

URGENT

TRADUCTEURS

Anglais-Français
Équipes IBM-PC logicielles, wordstar, Connaissance gestion informatique et disciplines de pointe pour travaux importants.

Envoyer CV et références à :
Service International
23-25, av. de la République
75008 PARIS.

ÉTABLISSEMENT

FINANCIER
spécialisé dans
recherche sur PARIS

CHARGÉ D'ÉTUDES

Ce jeune cadre (H/F) ayant une formation universitaire économique et une première expérience professionnelle sera chargé d'études économiques et administratives liées au montage et à la réalisation de programmes immobiliers.

Rémunération : 120.000 F/an environ.

Adressez lettre + C.V. et photo s/n° 8280 à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75002 PARIS, qui transmettra.

ASSOCIATION GESTIONNAIRE DE FOYERS D'HÉBERGEMENT pour travailleurs immigrés recherche pour ses foyers

**GESTIONNAIRES
DE FOYERS**

ayant le sens du contact. Gestion informatique. Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite et photo sous référence à A.D.F.P., 16, rue du Père, 93004 PARIS.

**UN DIRECTEUR
DES ÉTUDES**

chargé de la gestion et de la coordination des études.

**3 CHEFS
DE DÉPARTEMENT**

PIRELLA GÖTTSCHE LOWE. FORMATION : Ingénieur ou Université dans les disciplines : Informatique, I.A., C.A.D., électromécanique, électronique, logique, télématique, réseaux, réseaux, systèmes, micro-informatique, imagerie, vidéo, communication.

Env. C.V. + lettre manuscrite + photo à BERTEL, 90, av. de Valmy, 77210 AVON.

INSTITUT PASTEUR
recherche pour ses publications scientifiques

RÉDACTEUR (TRICE)

de langue maternelle Anglaise, ayant des connaissances en biologie (niveau licence ou équivalent).

Adress. s.v. photo, prétentions
Direction du Personnel
23, rue Doctor-Roux
75735 PARIS-13^e.

Pour renforcer ses structures

COMMERCIALES
MICRO-INFORMATIQUE
DÉVELOPPEMENT

recherche

INGÉNIEURS

TECHNICIENS

Débutants ou quelques années d'expérience. Formation Ingénieur (ESME, INSA...) ou école de commerce (SUP de CO, ESCP, ESCA...). Expérience micro-informatique.

Merci d'env. C.V., photo et prétentions à M. L. Lemaire, 88, bd Richard-Lenoir, 75011 PARIS.

secrétaires

Collectif d'experts 1^{er} recherche

**SECRÉTAIRE
DACTYLOGRAPHIE
BILINGUE**

Tél. : 45-00-30-63.

Pour renforcer ses structures
MICRO-INFORMATIQUE
DÉVELOPPEMENT
recherche

**SECRÉTAIRES
COMMERCIALES
ASSISTANTES
COMMERCIALES
SECRÉTAIRES-
COMPTABLES
SECRÉTAIRES-
STANDARDISTES**

Débutants ou quelques années d'expérience.

Niveau Bac+2 minimum exigé. Connaissance micro-informatique.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions à M.L.D., Service du Personnel, 88, bd Richard-Lenoir, 75011 PARIS.

Directeur administratif et financier

Nice
300 000

Leader mondial sur notre marché, nous sommes fiers des résultats de notre filiale commerciale française : 90 % du marché de l'hexagone, 25 000 points de vente clients, un CA de 150 millions de francs réalisé avec 40 personnes. Voilà caractérisé l'univers que nous vous proposons de rejoindre pour être le bras droit gestionnaire de notre DG.

Au-delà de la supervision des opérations comptables, du contrôle des services généraux, de l'administration du personnel, de la gestion de la trésorerie, vous aurez aussi à améliorer les procédures de contrôle de gestion dont vous assurerez directement la mise en application et le suivi. Vous animerez une équipe de 10 personnes, et bénéficierez d'un outil informatique performant.

30-35 ans, outre votre formation supérieure (ESC, DECS...), votre expérience de la fonction, de préférence dans une entreprise commerciale mais disposant de bons outils de gestion, vous a donné de très solides compétences en comptabilité générale, mais aussi en contrôle de gestion et gestion du personnel. Fermeté et souplesse, sens de la communication, initiative et ouverture d'esprit, vous permettront de réussir à ce poste de hautes responsabilités pour lequel la pratique de l'anglais est souhaitable.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo, rémunération actuelle sous référence 748 M - 23 rue de la Bufile - 06000 NICE. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



**Bernard Julhiet
Psycom PROVENCE**

Membre de Syntec

Société de promotion immobilière liée à un groupe financier de premier plan, nous réalisons des opérations en accession à la propriété. Nous recherchons, pour notre siège à La Défense,

un jeune responsable administratif et financier, H/F - 160 000 F/an +

Sous l'autorité d'un directeur de programmes, vos responsabilités couvriront : le montage et le suivi des SCI, l'élaboration des documents contractuels et le contrôle de leur bonne exécution, la gestion financière (plans de financement, suivi de la trésorerie, simulations financières, etc.). Vous participerez à la fixation des prix de vente et déterminerez les prix de revient définitifs par opération.

Jeune diplômé d'études supérieures, vous avez en trois à quatre ans acquis une bonne culture comptable, juridique et financière. Vous souhaitez vous investir totalement dans un environnement fortement concurrentiel.

Merci d'écrire à notre consultante, Mme M.C. TESSIER, (réf. 5021 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

RECHERCHE

POUR SON SIÈGE SOCIAL (BANLIEUE OUEST DE PARIS)

JEUNE JURISTE

Titulaire d'une maîtrise en droit, le diplôme de juriste conseil d'entreprise serait un atout supplémentaire.

Maîtrise de la langue allemande indispensable.

Les candidatures de débutants sont acceptées.

Possibilité d'évoluer au sein du groupe.

Envoyer CV, photo et prétentions à CONTESSA PUBLICITE s/n° 24479 - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 qui trans.

Stagiaires en cabinet d'expertise

avec DECS + ESC ou Maîtrise

Important groupe du secteur tertiaire en phase d'expansion par rachat de sociétés crée plusieurs nouveaux postes au sein de la Direction Financière à Paris

**UN(E) RESPONSABLE
COMPTABILITÉ DES FILIALES :**

révision des procédures, centralisation, budgets et bilans pour des sociétés avec des CA allant de 10 à 100 millions de F.

**UN(E) RESPONSABLE
TRÉSORERIE**

chargé de la prévision et modélisation des flux de trésorerie (en système trésorerie séso) et de la supervision du personnel des sections dépenses et recettes.

**UN(E) JEUNE
CONTRÔLEUR DE GESTION**

éventuellement débutant, chargé de travaux de contrôle, d'analyse (comptes) et de synthèse (t. de bord).

Recevoir lettre manuscrite avec C.V. et photo en précisant l'expérience acquise dans le domaine du poste recherché, le niveau de rémunération souhaité, l'expérience universitaire désirée à Chantal DHERBIER - sous réf. 825 M
Plein Emploi - 10, rue du Mail - 75002 PARIS

plein emploi

Conseils en ressources humaines.

50126 1000

1500

UNIVERS DE LA GESTION

cleur
ministratif
ancier

ard Julhiet
com

e responsable administratif
ancier

JNE JURISTE

agiaires en
abinet d'expertise

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

La Monde • Mardi 28 avril 1987 29



SOREFI Languedoc-Roussillon

Organisme financier créé il y a deux ans, nous montons en puissance et renforçons nos structures en proposant à deux jeunes diplômés d'études supérieures de devenir

chargé d'études en organisation

Venez contribuer à promouvoir et à développer les procédures et les moyens techniques pour améliorer la productivité de nos établissements, et mettre en œuvre les orientations choisies permettant d'accroître la sécurité et les services à la clientèle. Homme de communication, vous savez écouter et convaincre.

(réf. 1254 LM)

gestionnaire de trésorerie et d'opérations financières

Vous aimez les chiffres, savez les dompter. Votre première expérience en gestion de trésorerie dans un organisme financier ou dans une entreprise industrielle nous intéresse. (réf. 1255 LM)

Merci d'adresser à notre consultant, J. PICARD, sa réf. correspondante



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

SICAV - FCP

Le dynamisme de nos collaborateurs et la solide réputation dont nous jouissons sur le plan ont permis un développement harmonieux de nos structures. Afin de pérenniser nos équipes, NOUS RECHERCHONS

COMPTABLES

(réf. 4234/CF/LM)

Après une période de formation, nous vous confierons la gestion administrative et comptable de plusieurs SICAV ou FCP. Titulaire ou futur titulaire du BAC C2, d'un BTS de comptabilité ou d'un DUT option finance - comptabilité, vous avez acquis de solides connaissances comptables et souhaitez commencer votre carrière professionnelle dans un secteur en pleine expansion.

Postes basés à Paris. Si ces opportunités vous intéressent, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi.

C.V.

71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

RESPONSABLES COMPTABLES

Vous êtes titulaire du BAC C2 ou du BAC C2, d'un BTS de comptabilité ou d'un DUT option finance - comptabilité, vous avez acquis de solides connaissances comptables et souhaitez commencer votre carrière professionnelle dans un secteur en pleine expansion.

Postes basés à Paris. Si ces opportunités vous intéressent, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi.

CHARGEURS S.A.

Première entreprise privée française dans le domaine des transports, CHARGEURS S.A. est aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales Causse Walon, Chargeurs Réunis, Paquet, Spontex, UTA.

Assistant Trésorier H/F

De formation supérieure avec environ 3 ans d'expérience en banque ou en entreprise.

Vous avez acquis de solides connaissances dans le domaine des obligations françaises et étrangères, les mécanismes de gestion des risques de change et de taux d'intérêt.

La poste est basée à Paris. La connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Opportunités de carrière au sein des sociétés de Chargeurs S.A.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, C.V., photo et lettre manuscrite à CHARGEURS S.A., 3, boulevard Malesherbes - 75006 PARIS.

Importante Banque recherche pour sa Direction Financière

UN GESTIONNAIRE OBLIGATAIRE

De formation supérieure, avec de solides connaissances en mathématiques financières et actuariales, le candidat possède une expérience réussie acquise de préférence dans le secteur bancaire ou dans une compagnie d'assurances.

Sa bonne maîtrise de l'ensemble des instruments du marché financier, notamment du MATIF, et sa pratique de la micro-informatique doivent lui permettre de répondre aux exigences de ce poste très évolutif.

Intégré au sein d'une équipe performante, il participe à l'ensemble de la gestion et assure la responsabilité de divers comptes gérés et d'OPCVM.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2399 à :

PLAIN CHAMPS
37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

JEUNES ECONOMISTES VENEZ GERER NOTRE DOCUMENTATION TITRES

STIB est une société de services informatiques, leader sur le marché en plein essor de la Banque et de la Bourse (650 personnes - CA 86 : 347 M). La division Titres propose à une large clientèle de Banques, Agents de change, Etablissements Financiers une gamme de produits et services de gestion informatique des valeurs mobilières. Pour faire face à son expansion, elle recherche à renforcer son service Documentation Titres en intégrant 2 jeunes diplômés passionnés par la Bourse et initiés à l'informatique. Vous avez un DESS de gestion financière ou équivalent. Après une période d'adaptation, vous serez le responsable de service, suivrez la vie de la Bourse et dialoguez avec les informaticiens et les clients.

Organisé, vous avez l'esprit de synthèse et le goût des contacts humains. DUT techniques, quantitatives de gestion ou équivalent, votre mission : rechercher dans la presse financière les informations destinées à alimenter la base de données « valeurs » et les traduire en clair (utilisation de l'outil informatique). Nous vous proposons de vous réaliser pleinement avec nous dans un métier passionnant, riche en perspectives. Pour un premier contact, merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite, photo, sous réf. D 487, à Evelyn Perrier, STIB Service Recrutement, 137 Boulevard Voltaire, 75011 Paris.



directeur administratif et financier PARIS (banlieue Sud)

Notre société est jeune, en pleine croissance et sa réussite est déjà des plus remarquables. Notre activité : la Bourse, l'univers financier de plaisir. Au delà de la réalité, le rêve qui permet à nos clients d'être comblés grâce à nos collections en sole de haute qualité. Notre P-D-G cherche à étoffer son équipe de direction et d'adjoindre un Directeur Administratif et Financier. Enrichi d'une petite équipe, vous assurerez les fonctions liées à votre rôle : comptabilité générale et analytique, bilan, budget, rapports mensuels, trésorerie, administration (personnel, services généraux, légal, assurances), e informatique. Naturellement, vous participerez en tant que financier au développement en France et à l'étranger, de notre société et de ses filiales. De formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co ou équivalent), vous avez déjà acquis une expérience de même nature, réussie et probante. Rigoureux mais imaginaire, vous aimerez travailler dans une ambiance « jeune » et aussi participer à l'essor de notre société. La connaissance de l'anglais serait un plus. Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence SM 11 à notre Conseil :



COCEPLAN 2, rue Louis-David, 75016 PARIS.

BANQUE PARISIENNE
en fort développement, filiale d'un tout premier
Groupe Bancaire Français, recherche pour sa Division Juridique
et Contentieux un

Juriste droit bancaire H/F

Vous concevrez les solutions Juridiques aux problèmes posés par la création ou l'adaptation de produits et services en conformité avec la législation bancaire.

Vous conseillerez les différentes directions, notamment dans la préparation des contrats, le montage juridique des opérations de crédits, le traitement des dossiers pré-contentieux, la fiscalité.

Titulaire d'un D.E.A. en Droit des Affaires, vous avez eu l'occasion, au cours d'une expérience similaire d'environ 5 ans, de démontrer vos qualités d'ouverture d'esprit et de dynamisme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 6169 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

L'ECOLE DE COMMERCE ET DE GESTION DE TROYES
(établissement d'enseignement supérieur)
LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE TROYES ET DE L'AUBE
recherche

UN COLLABORATEUR

Homme d'enseignement pragmatique, il interviendra comme animateur de cours, coordonnateur des études, concepteur et maître de stages.

Homme de dialogue, disponible, il entretiendra des relations saines avec tous les organismes liés à l'école concernée par elle.

Homme de perspectives, il enseignera les formations actuelles par les entreprises de demain. Sa démarche sera toujours guidée par le souci de maintenir et de transmettre l'esprit propre à l'établissement.

Ce poste libre le 1^{er} septembre 1987 s'adresse à un jeune diplômé. Finance et gestion (Sup. de Sciences Po), ainsi d'un fort désir de s'impliquer pleinement dans la réussite d'une entreprise.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. + photo + prétentions + motivation sous référence 418 à notre Conseil J.D. Sélection, B.P. 51, 10300 SAINTES-SAVINE, qui garantira réponse et discrétion.



Expert Comptable (ou niveau équivalent)

Notre groupe de sociétés de restauration en forte expansion réalise un chiffre d'affaires de 1,6 milliard.

Nous recherchons un professionnel confirmé qui aura la responsabilité : de la consolidation des comptes (à informatiser), de des études fiscales, comptables et juridiques, de la comptabilité générale et analytique d'une vingtaine de sociétés.

Dynamique, organisé, rigoureux, vous devrez animer une équipe de 15 collaborateurs. Votre personnalité ouverte vous permettra d'assister efficacement les opérationnels.

Agé de 30-36 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur + expérience comptable ou niveau équivalent. Une solide expérience acquise en cabinet d'audit et en entreprise vous permettra de réussir dans ce poste.

Adressez votre candidature (CV, lettre man., photo et prés.) à Eures, 14 rue d'Athènes, 75009 Paris.



MUTUALITE FRANCAISE

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL

recherche

POUR SON SERVICE JURIDIQUE

JURISTE

Maîtrise de droit privé + D.E.A.

Plusieurs années d'expérience comme généraliste, indispensable.

Adressez lettre manuscrite, C.V. avec photo (restituée) et souhaits de rémunération exigés à MUTUALITE FRANCAISE 56 à 60, rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.

LA SOCIÉTÉ DES AUTOMOBILES PARIS-RHON-ALPES
RECHERCHE POUR SA DIRECTION REGIONALE
EXPLOITATION CENTRE-AUTOMOBILES (150 personnes)
A CANNAY

UN CADRE

CHARGÉ DU PERSONNEL ET DE L'ADMINISTRATION

Il assurera, en liaison avec les services de siège : le recrutement, la gestion du personnel, le paye, les relations avec les représentants du personnel ; la comptabilité, le suivi de trésorerie, la gestion budgétaire, l'encadrement des services généraux.

Ce poste, qui requiert une grande disponibilité, s'adresse à un candidat possédant une expérience réussie dans l'un et l'autre domaine, et possédant une compétence incontestable en comptabilité et législation du travail.

Rémunération annuelle : 170.000 à 190.000 + voiture de fonction.

Adr. lettre + C.V. + (réf. LM 21), Société des Automobiles Paris-Rhône-Alpes, 36, rue du Docteur-Schmitt, 21850 SAINT-APOLLINAIRE, B.P. DIJON 35070 F.

Groupe de BTP à vocation internationale recherche

Contrôleur de gestion

Agé de 30 à 37 ans, diplômé Grande Ecole + MBA, ISA, CESMA... ou double formation et titulaire d'une expérience d'au moins 4 ans des techniques d'analyse budgétaire, contrôle des résultats, analyse des écarts, reporting et audit interne avec une bonne connaissance de l'entreprise (si possible BTP).

Poste basé en proche banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser CV + lettre + salaire souhaité sous référence CG/1487, à Sources - 108, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

UNIVERS DE
LA GESTIONChef des services
juridique et contentieux

Banque - 380/400.000 F

Une banque à taille humaine, filiale d'un très grand groupe bancaire, recherche son chef des services juridique et contentieux. Placé sous l'autorité immédiate d'un directeur général adjoint, il disposera d'une équipe d'une dizaine de personnes et aura la responsabilité de l'ensemble des affaires juridiques et contentieuses de la banque (activités commerciales, industrielles, financières, immobilières...). Il sera par ailleurs ouvert aux implications juridiques liées aux nouveaux produits. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 43 ans minimum et disposant d'une très solide formation juridique. Il sera avant tout un excellent praticien de la fonction acquise impérativement dans un environnement bancaire. La rémunération annuelle brute, fonction des compétences présentées, pourra atteindre 400.000 francs. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9253M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84

Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Société de Conseil en Entreprises
rechercheJeunes directeurs
financiers consultants

Formation grande école.

Expérience en Cabinet d'Audit, anglo-saxon et pratique de la Direction Financière de P.M.E. (1 à 2 ans).

Anglais courant souhaité.

Adresser lettre + C.V. à D.S.A.

6 bis, avenue Mac Mahon - 75017 PARIS.

A 80 km - Nord de Paris, Société Agro-Alimentaire

recherche

CHEF
COMPTABLE H/F

pour assister le directeur financier

- Au sein d'une équipe, il réalisera le contrôle de la comptabilité générale et analytique, et la gestion de trésorerie.

- Il aura charge d'analyser le bilan, d'établir les déclarations fiscales, d'assurer un suivi budgétaire.

- Un niveau DECS + 10 ans d'expérience acquise pour partie en secteur industriel sont demandés.

- Rémunération de l'ordre de 193000 F/an +.

Adresser candidature manuscrite et CV à :

cippe

15, chemin de la Motte

33360 LATRESNE

formation continue

JEUNES DIPLOMES...

Réalisez vos ambitions chez un leader

Nous sommes un organisme privé de premier plan, spécialisé dans la garantie des crédits inter-entreprises.

Pour poursuivre notre développement, nous souhaitons intégrer dans nos équipes régionales de jeunes diplômés. ESC ou équivalent, débutants ou possédant 1 ou 2 années d'expérience dans l'analyse financière.

Formé à nos méthodes, vous rechercherez et analyserez les informations permettant une décision de crédit et prendrez ainsi la responsabilité de l'appréciation d'un tissu régional d'entreprises.

Si vous êtes mobile géographiquement et attiré par le domaine financier, si vous avez le goût des contacts, de l'analyse, le sens de l'organisation et des responsabilités et la volonté d'agir avec une grande autonomie, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle ss réf. M 11/2026 D à :

EGOR BANQUES & SERVICES

19, rue de Bern - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

egor

Leader avec 38,5% du marché de la répartition pharmaceutique, notre société réalise avec plus de 5 000 personnes dans 72 établissements un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs.

Pour répondre aux besoins de sa clientèle, notre développement permanent recherche

Conseil en gestion

Jeune diplômé de formation supérieure (Bac + 2 minimum) ayant si possible une première expérience, vous avez de solides connaissances en gestion, fiscalité et dans le domaine juridique.

Nous vous proposons un poste à la fois technique et relationnel.

Rattaché au Directeur des Ventes, votre mission sera d'apporter conseil, assistance et formation aux clients pharmaceutiques qu'a vos collaborateurs commerciaux.

Autonome, vous serez responsable de votre budget et saurez développer les actions nécessaires comme les contacts utiles (internes ou externes) pour optimiser la rentabilité des services proposés et vous adapter aux évolutions de l'environnement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV,

photo et prétentions à :

OCP REPARTITION

Direction des Affaires Sociales,

Service Recrutement

24, rue des Ardennes, 75019 Paris.

OCP
PHARMACIEN-REPARTITION

des fonctions à créer dans une charge d'agents de change

qui comprend une centaine de personnes et qui fait partie des charges parisiennes les plus performantes, à la pointe de l'évolution de la profession. Nous intensifions et diversifions nos activités en nous dotant d'outils modernes de gestion et en adaptant nos structures au changement. Nous cherchons deux collaborateurs qui concourent à notre développement :

JEUNE ORGANISATEUR HF

réf. M/4048-1

Rattaché au Responsable Organisation et Informatique, vous acquies, auprès de chaque département, une expérience opérationnelle vous permettant d'analyser et d'améliorer les procédures, créant ainsi les conditions favorables à l'extension de notre système de gestion automatisée. Vous faites une synthèse des informations recueillies et vous la présentez aux responsables concernés ainsi qu'à la Direction. Les décisions arrêtées avec votre participation, vous assistez les différents unités pour la mise en place de la nouvelle organisation. La compétence acquise au cours de cette mission favorise votre évolution au sein de la charge.

Vous êtes âgé de 26 ans minimum, diplômé d'une Ecole de Commerce ou équivalent et vous pouvez vous prévaloir d'une première expérience en organisation ou en audit. Vous maîtrisez l'anglais.

RESPONSABLE DE LA GESTION COMPTABLE
DE PRODUITS FINANCIERS HF

réf. M/4048-2

Rattaché à la Direction Générale, vous assurez la gestion comptable et administrative de Fonds Communs de Placement, de SICAV et d'autres produits financiers : tenue de la comptabilité générale, création et suivi des dossiers avec mise en application des différentes réglementations en vigueur, transmission des informations à la clientèle concernée. Vous avez également pour mission de faire évoluer le nouveau système comptable, en liaison avec le service informatique. Par ailleurs, vous assistez les cadres commerciaux dans leurs démarches : vous donnez à leurs interlocuteurs institutionnels, intéressés par la sous-traitance de leur production financière, toutes les précisions utiles concernant les services offerts par la charge en matière de gestion administrative. L'équipe de quatre personnes que vous animez et que nous venons de constituer pourra s'accroître rapidement, compte tenu des potentialités du marché. Votre activité vous permet d'avoir une connaissance étendue des mécanismes boursiers et nous vous donnons les moyens d'acquies cette-ci, si nécessaire.

Vous êtes âgé de 28 ans minimum, de préférence titulaire du DECS et vous bénéficiez d'au moins trois ans d'expérience acquise comme responsable d'une unité comptable, Adjoint d'un Chef Comptable ou encore Experts-Comptables stagiaires. La connaissance du secteur bancaire serait très appréciée.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à notre conseil, Hélène REFRÉGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.

SERTI
SELECTIONCadre
FINANCIER EXPERT COMPTABLE

A 28-35 ans environ, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce et titulaire de l'expertise comptable, votre première expérience dans les domaines de la comptabilité et de la finance vous conduit aujourd'hui à opter pour une entreprise et une mission d'envergure.

Après une période de formation à nos procédures internes, vous aurez acquis une bonne connaissance des structures du Groupe et nous vous confierons progressivement des responsabilités importantes.

Pour mener à bien votre mission, vous vous êtes déjà familiarisé avec les milieux bancaires et possédez de bonnes facultés d'adaptation allées à une forte personnalité. Nous vous offrons un salaire très motivant ainsi que les opportunités et les moyens de concrétiser à terme votre carrière.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo indispensable, sous la réf. 4756/LM, à

Communiqué 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Grand Groupe Industriel
Français implanté également
aux Etats-Unis, notre crois-
sance nous amène à recher-
cher un jeune cadre financier
de haut niveau et à fort
potentiel pour occuper notre
Direction Financière.

BANQUE WORMS

A l'international :
gérer les crédits comme un centre de profit

Renforçant résolument sa vocation internationale, notre groupe oriente aujourd'hui ses actions vers les pays développés, les activités de trésorerie, marchés de capitaux, services et financements aux grandes entreprises. Gérer notre centre de production est un enjeu que nous souhaitons confier à un cadre bancaire (H ou F) de 35 ans ayant une solide culture comptable, une ouverture sur la fiscalité et la trésorerie, une connaissance particulière de la gestion des crédits export, eurocrédits, l'ortais acquise dans une banque française ou anglo-saxonne.

Responsable d'une équipe de 25 personnes, il aura pour premier objectif d'organiser services et procédures en fonction des nouvelles

opérations traitées. Ce sera un animateur mais aussi quelqu'un de très ouvert, capable d'innovation dans une structure déjà très informatisée. Une expérience large, des qualités humaines lui permettant de s'imposer, seront les conditions nécessaires à sa réussite.

Une formation supérieure (type HEC, Sciences Po., Ecole d'Ingénieur) est souhaitable, la pratique courante de l'anglais indispensable. De réelles perspectives de carrière existent au sein de ce groupe en pleine expansion.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. FWO/1 à notre conseil INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHE

INFRAPLAN
Paris/Barcelone

Organisme de services lié à l'Assurance Anticipation recherche un

Jeune
Statisticien

pour créer une base de données statistiques

Telle sera la mission de ce responsable au sein de cette petite équipe (10 personnes), afin de proposer des informations opérationnelles aux Compagnies d'Assurances adhérentes, dans une perspective d'analyse de critères tels que gravité des accidents par types de voitures.

Ingénieur-Grande Ecole ou Universitaire (ENSAE, ISUP, ORSAY, Dauphine...), justifiant si possible d'une première expérience (Banque, Compagnies d'Assurances ou Société d'Etudes Marketing), le candidat sera familiarisé des techniques multidimensionnelles (analyse des correspondances, composantes principales et discriminantes).

Il bénéficiera du statut de l'assurance.

Merci d'adresser lettre de candidature + CV + rémunération sous référence 7398 à

EKA

15 Avenue Matignon, 75008 PARIS.

Lotus

Nous sommes la filiale française du groupe U.S. LOTUS DEVELOPMENT, 1600 personnes, plus de 2 milliards de \$ de C.A. dans le monde. Nous développons et commercialisons les logiciels d'aide à la décision : SYMPHONY, FREELANCE, HAL et MANUSCRIPT.

Nous recherchons notre

ACCOUNTING MANAGER

Il ou elle animera une équipe de 3 personnes et assurera en charge :

- les systèmes comptables informatisés,

- la comptabilité générale, les comptes des clients, le Reporting mensuel au siège européen,

- la gestion de la trésorerie et le crédit clients.

Vous avez 27-32 ans, une formation type Sup de Co et une expérience de quelques années en entreprise dans un environnement Anglo-saxon. Un passage en cabinet d'audit serait également apprécié.

Vous êtes un bon utilisateur de l'outil informatique et votre anglais est plutôt fluide. Ce poste offre à un candidat motivé une opportunité typique de carrière dans un groupe international dynamique.

Lieu de travail : Barthelemy-Ouest de Paris.

Adresser rapidement une lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. ML/03 à notre conseil

Patrick BILLETTEAU

International Management

8, rue Georges-Ville, 75116 PARIS.

150 000 000

UNIVERS DE
LA GESTION

Bendix Electronics

Contrôleur de gestion
fabrication et stocks

Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent.
5 à 10 ans d'expérience en contrôle de gestion en milieu industriel.
Bonne expérience en contrôle opérationnel.
Connaissance micro-informatique.
Bon niveau en anglais, parlé et écrit.
Poste à pourvoir à TOULOUSE.
Adresser C.V. avec photo récente et prétentions à :
Bendix Electronics - service 0411
BP 1149 - 31036 Toulouse Cedex.



Les Laboratoires SMITH KLINE & FRENCH
Filiale du groupe SMITHKLINE BECKMAN - 35 700 personnes - 3 740 millions de \$
de CA, souhaitent s'adjoindre au siège social à la défense

CONTROLEUR de GESTION
INDUSTRIEL

POSTE : rattaché au Contrôleur de Gestion France, il consiste à : Planifier, coordonner, superviser l'activité de 5 personnes réparties entre le Siège et les deux Usines (LIMAY - 78 - et PESSAC - 33). • Établir les coûts standards, préparer les budgets des Usines en étroite relation avec les Services de la production en leur apportant l'appui de sa méthodologie et de son expérience. • Assurer son propre reporting vers les États-Unis. • Développer l'analyse de l'activité industrielle et émettre toutes recommandations propres à optimiser l'outil de production et à orienter certains investissements.

PROFIL : • Expérience de la comptabilité analytique dans une Société anglo-saxonne pendant plusieurs années. • E.S.C., Maîtrise de Gestion ou équivalent. • Anglais et bonne pratique de la micro-informatique. Un excellent contact humain aux différents niveaux d'intervention conditionne la réussite dans le poste. Les besoins liés à l'expansion du Groupe autorisent des perspectives d'évolution à terme en fonction des résultats.

Écrire avec C.V. détaillé, photo, desiderata, Direction du Personnel - Réf. FXE - 12, place de la Défense - 92090 PARIS LA DÉFENSE Cedex 26. Discretion assurée.

En Avignon... Pour rendre souverain...

Votre Directeur de Division...

Nous sommes l'une des grandes divisions d'un Groupe français de tout premier plan de l'agro-alimentaire. Tournés vers la Grande Consommation, notre poids (200 M de F, 200 personnes) et notre assise (plusieurs sociétés) nous conduisent à créer le poste de

Contrôleur de gestion 200 000 F +

qui auprès de notre Directeur, et en liaison fonctionnelle avec le Contrôleur de Gestion du Groupe, s'assurera de la cohérence et de la fiabilité des chiffres émanant de chaque société, élaborera leurs tableaux de bord et effectuera la consolidation des données au niveau de la Division. Mais, attention ! Il ne s'agit pas d'annoncer, mais de rassembler, comparer, expliquer... en un mot, constater d'abord pour mieux conseiller ensuite les patrons concernés. Vos interlocuteurs ? Les D.G., D.A.F. des différentes sociétés, et le Contrôleur de Gestion du siège... une façon de se faire connaître et apprécier... pour votre avenir dans le Groupe.

Après deux à trois ans d'expérience, c'est le moment de nous rejoindre. A bientôt.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous référence VTR/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

BANQUE SECTEUR FINANCIER

Secrétariat général de SICAV
et fonds communs de placement

Venez rejoindre un ETABLISSEMENT BANCAIRE de premier plan et en pleine expansion.

Nous vous proposons de participer au développement important de nos activités financières et nous vous confierons la responsabilité de la conception, de l'élaboration et du secrétariat général de nos Produits d'Épargne (SICAV, Fonds Communs de Placement, etc.).

De formation supérieure : SCIENCES-PO, DROIT... vous avez nécessairement acquis une expérience significative dans un domaine similaire (banque, assurances, agent de changes...).

Dynamisme et capacité à prendre rapidement des responsabilités constituent des atouts fondamentaux.

Contactez les collaborateurs d'ALLO-CARRIÈRES ou (1) 45.02.1574. Btes vous informerez et vous conseillerez rapidement, en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h - Précisez la réf. 536).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la référence 536/LM, à ALLO-CARRIÈRES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

(1) 45.02.1574

UNE TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES
recherche pour son siège situé en proche
banlieue parisienne

UN(E) ADJOINT(E) A SON DIRECTEUR
DES RESSOURCES HUMAINES

Il lui sera confié la responsabilité d'une équipe chargée de la gestion des carrières, de la formation et de la communication interne.

Il aura à participer activement à l'élaboration de la politique de gestion des Ressources Humaines de l'entreprise.

Ce poste convient à un cadre de formation supérieure, justifiant d'une dizaine d'années d'expérience d'entreprise ouverte aux concepts actuels de gestion des Ressources Humaines où il aura mené et réussi des actions significatives.

Animateur, concepteur et réalisateur, il aura une grande capacité relationnelle et une bonne intelligence des hommes lui permettant d'intégrer une culture d'entreprise spécifique.

Pour un premier contact, adressez lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre Conseil sous référence LADM.1.



marc forget
et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Créer notre fonction trésorerie

Etablissement Public à caractère industriel et commercial situé à Paris, nous créons le poste de Responsable de la Trésorerie.

Sa mission :

- concevoir et mettre en œuvre les systèmes de gestion de trésorerie,
- assurer le bon fonctionnement de son service (élaboration du budget, prévisions et gestion des flux, développement des produits financiers).

A 27 ans au moins, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (ESC) avec une spécialisation comptable et financière. Vous avez acquis une expérience de 3 ou 4 ans, dans une banque ou en entreprise, de la gestion courante de trésorerie, en utilisant la micro-informatique.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle à notre Conseil, Marc SIBOLD, qui vous assure de sa totale discrétion.

COFROR - Réf. 495/30 - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DÉFENSE.



LE BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Conseils Juridiques et Fiscaux

recherche pour son Département Contrats et droit des affaires, un

JURISTE D'AFFAIRES
CONFIRME

- ayant une expérience de 3 à 5 ans,
- le sens du contact et la pratique de l'anglais,
- niveau Doctorat en droit privé.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo au :
3, villa Emile Bergerat
92522 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex

BANQUE INTERNATIONALE NEUILLY

recherche pour départements
CREDITS DOCUMENTAIRES
ET NEGOCIE INTERNATIONAL

ASSISTANT(S) D'EXPLOITATION
NEGOCIATEUR(S) DE DOCUMENTS

Diplômé(s) Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent.

Expérience appréciée 2 à 3 ans dans le domaine des crédits.

Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite + C.V. sous réf. 6278
à PIERRE LICHOU S.A. - 10, rue de Louvois
75002 PARIS qui transmettra.

EXPLOITANT
BANCAIRE

Habile négociateur, vous développez et fidélisez la clientèle des entreprises, en analysant leurs besoins sous les aspects commerciaux, économiques et financiers. Vos propositions de financement, placement ou services sont des offres étudiées et performantes qui sont à l'image de l'excellence de vos prestations.

Une première expérience dans le domaine du financement des entreprises nous séduira beaucoup.

Adressez votre dossier de candidature au Cabinet J.P. Dornier - B.P. 2032
25000 BESANCON

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
BANQUE EST DE PARIS

recrute

UN RÉVISEUR
COMPTABLE

CHARGÉ DU CONTRÔLE
DES PROCÉDURES ET DES COMPTES
DE NOS UNITÉS DÉCENTRALISÉES
EN RÉGION PARISIENNE

LE CANDIDAT SOUHAITÉ :

E.F. - 26/32 ans de préférence.

Préférence le D.E.C.S.

et une compétence technique affirmée

(2 ans minimum de cabinet d'expertise comptable ou D'AUDIT).

Statut cadre.

Rémunération en fonction de la valeur et de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence

N° 4021 à :

PRAIRIAL - 47, rue des Tournelles,
75003 PARIS, qui transmettra.

(Ne pas téléphoner - Ne pas se déranger.)

Chef du service

comptabilité analytique et budgétaire

Région Lyonnaise

Notre Société, implantée dans 80 pays (12 milliards de CA, 80 % à l'export, 2000 salariés, 3 établissements), spécialisée dans la production de biens d'équipement, offre à un jeune candidat de 28 ans minimum, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, l'opportunité de valoriser immédiatement une expérience d'au moins 3 ans acquise dans une entreprise industrielle ou un cabinet d'audit comme contrôleur de gestion ou assistant. Au sein d'une entreprise réputée pour la qualité de sa gestion et son dynamisme, il prendra en charge, sous l'autorité hiérarchique du Secrétaire Général, et après une période de recouvrement de quelques mois avec le responsable actuel, l'ensemble de la comptabilité budgétaire, l'analyse des coûts, les tableaux de bord et le reporting après avoir réorganisé son service en particulier en matière d'outil informatique.

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, vous garantit une discrétion absolue et vous remerciera de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 704540/LM.

35, rue du Rocher 75008 Paris



Homme et Entreprise



Le bon sens pris de chez vous.

C'est l'opportunité que vous propose le Crédit Agricole Ile de France - 2400 personnes, 240 agences - A une haute connaissance du droit des affaires vous adjoignez si possible une expérience dans les domaines juridique et contentieux d'une banque.

A vos qualités d'Analyse et de Synthèse, vous alliez goût des contacts et des relations humaines et vous savez manager une équipe.

Si de plus, vous êtes ouvert aux problèmes techniques et informatiques,

Adressez votre candidature accompagnée d'un CV détaillé au Service du Recrutement Crédit Agricole Ile de France 26, quai de la Rapée 75012 Paris.

ADJOINT
AU CHEF

du Département Juridique et Contentieux

BANQUE PRIVÉE PARIS

spécialisée marchés monétaires, financiers
et produits de trésorerie,
recherche

chef comptable adjoint

- DECS et expérience bancaire confirmée ;
- Bonne connaissance de la fiscalité française ;
- Pratique courante de la comptabilité anglo-saxonne ;
- Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 4747/LM, à

MEDIA BA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

مركز الدراسات والبحوث

UNIVERS DE
LA GESTION

PECHINEY

recrute pour son

SERVICE CENTRAL D'AUDIT INTERNE

LA FONCTION

- Contrôler l'organisation et la fiabilité des systèmes de gestion des Sociétés du Groupe et proposer les moyens d'améliorer leur compétitivité et leur sécurité.
- Evaluer les différentes fonctions et leur place dans l'entreprise avec la méthodologie rigoureuse de l'Audit.

LE PROFIL

- Grande école d'ingénieurs ou commerciale, option gestion complétée si possible par un DECS.
- Trois ou quatre ans d'expérience en Cabinet ou Entreprise.
- Maîtrise de l'anglais.

Les postes sont basés à Paris, avec des déplacements en France et à l'étranger. Une formation aux méthodes d'audit et aux techniques de gestion pratiquées dans le Groupe est assurée. La fonction devra déboucher sur d'importantes responsabilités au sein de la Société. Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 2804 à :

PECHINEY
Service Gestion des Cadres
23, rue Balzac - BP 787-08
75360 PARIS CEDEX 08

La filiale française (2 300 personnes - 1,5 M de CA) d'un Groupe International performant crée pour son siège social situé en proche banlieue est de Paris un poste d'

AUDITEUR JUNIOR

24-27 ans, de formation supérieure, type ESSEC, Sup de CO + DECS, le ou la candidate aura eu une première expérience en cabinet d'Audit ou en entreprise ou effectué un certain nombre de stages lui permettant d'être rapidement opérationnel. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Rattaché au Directeur Financier le candidat se verra confier, après une courte période de formation, la vérification du respect des procédures comptables de la société, l'élaboration et la mise à jour de nouvelles procédures de contrôle, l'examen et le suivi de la fiabilité du système informatique et les relations avec les Commissaires aux comptes et les Auditeurs Internationaux du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. AJ/04 à

International Management
8, rue George-Ville, 75116 PARIS.

DIRECTEUR
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

Filiale de distribution d'un important groupe Américain, notre Société réalise un C.A. de plus de 200 Millions de Francs et emploie environ 180 personnes.

Nous exerçons nos activités dans plusieurs domaines de haute technologie et sommes souvent leader sur nos marchés, grâce à des produits très performants et de haute qualité.

nous recherchons pour notre Siège Social situé en proche Banlieue Parisienne UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER.

Dépendant du Directeur Général, membre du Comité de Direction, il est responsable de la Comptabilité, du contrôle de gestion, de l'Informatique et du Service du Personnel. Il assure également le secrétariat général, supervise le reporting à la maison mère et traite personnellement l'ensemble des problèmes juridiques et fiscaux.

Le candidat, âgé d'environ 35 ans, de formation supérieure, bilingue Anglais, justifiera obligatoirement d'une expérience similaire d'environ 5 ans. La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat et assortie d'une voiture de fonction.

Merci d'adresser C.V. détaillé et rémunération actuelle en précisant bien sur l'enveloppe la réf. 18321 M à BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94307 VINCENNES CEDEX



Notre groupe (C.A. 2 milliards) est présent sur les 5 continents avec 9 000 hommes au service des plus grandes firmes mondiales.

Pour notre siège de Marseille, nous recherchons un :

SECRETAIRE GENERAL ADJOINT
(250 KF)

Responsable de la coordination et de l'animation des différents services du siège (10 collaborateurs répartis dans les services administratifs, financiers, immobiliers, comptables, juridiques et personnels), vous serez également amené à seconder le secrétaire général dans les missions de conseil et d'assistance aux filiales France et étrangères.

A 30 ans environ, de formation REC, ESSEC ou similaire vous avez une première expérience réussie de responsable au sein d'une direction administrative et financière.

Connaissance de l'informatique et maîtrise de l'anglais indispensables.

Merci d'adresser candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) sous réf. 403/87/EC à M.T. DUBOIS - INNOVATION CONSEIL-THALES 34, cours Goubé 13286 MARSEILLE Cedex 8.

INNOVATION
CONSEILS

Contrôler financier
en Guyane ou Martinique

250 +

Rapprocher financier et exotisme... ne serait-ce pas là une nouvelle forme intéressante de "réconciliation" ?... Entre tropique et équateur, bien en France cependant, nous vous proposons de rejoindre un leader de la distribution moderne. 1500 personnes, 24 établissements, nous exploitons des hypers et supermarchés aux enseignes les plus connues. Nos résultats financiers, enviables de la profession, nous obligent à conserver dans notre gestion une démarche faite de pragmatisme et de rigueur. Pour étoffer notre équipe de direction, nous recherchons deux financiers-comptables à qui nous donnerons une fonction large de Contrôlier.

Interface entre notre Direction Financière à Paris et nos unités locales, votre préoccupation opérationnelle sera d'assurer la vérité des chiffres ; vous aurez aussi à faire évoluer nos outils de gestion et à réaliser la synthèse utile des informations comptables. Bien sûr, utilisant une informatique développée, vous aurez à agir avec une petite équipe que vous saurez animer. La trentaine ou plus, votre formation supérieure gestion-finances, complétée au moins par un DECS, est enrichie d'une expérience dans une fonction similaire. Vous l'avez peut-être deviné, pour ces postes basés en Guyane et en Martinique, nous avons à cœur de vous donner la possibilité de vous exprimer pleinement... et d'adopter que vous êtes peut-être aujourd'hui de devenir responsable à part entière.

Merci de nous adresser, lettre, CV et photo sous réf. 3145 M - 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



Bernard Juhiet Psycom

Membre de Syntec

LILLE

SORGANISER

Cette nécessité de toujours est particulièrement actuelle dans le contexte concurrentiel et mouvant de la banque d'aujourd'hui. Chez nous, 15 personnes s'y emploient, aidées les 2 000 autres à définir et mettre en place les solutions optimales.

Pour être encore plus efficaces, notre Département Organisation et Méthodes, basé à Lille, n'a pas de pareille en propre organisation.

Pour ce faire, il recherche :

responsable de secteur d'organisation
qui assurera la direction des projets et suivra leur mise en application, en animant une équipe de chargés d'études. (Réf. 540/RS)

chargés d'études d'organisation
qui mèneront toutes études concernant l'organisation du travail bancaire dans les agences et les services centraux. (Réf. 540/CS)

Pour ces 2 postes, il est demandé une formation supérieure, une expérience professionnelle en milieu bancaire, des qualités de dynamisme, de contact et le goût du travail en équipe.

Un coup de fil vaut mieux qu'un long C.V. ! Contactez les collaborateurs d'ALLO-CARRIERS au (1) 45.02.15.74. Elles vous informeraient et vous accueilleraient rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h - Précisez la réf. 540).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, (préciser la réf. 540), à ALLO-CARRIERS - 12, rue Jeanne-Maitte - 59000 LILLE, qui transmettra.

BANQUE SCALBERT-DUPONT

ASSOCIATION CARACTÈRE

SOCIAL - 800 SALAIRES

recrute

CHEF COMPTABLE

Chargé :

- organisation service comptable ;

- présentation bilan ;

DECS ou BTS + expérience ;

Rémunération annuelle

125.000 F à 185.000 F

+ supplément familial.

Lettre manuscrite + CV à :

DIRECTION GÉNÉRALE

ADSEA

2 bis, rue Saint-Louis,

77000 MELUN.

recherche un ou une :

responsable
administratif et financier

Rattaché au Président Directeur Général, il aura pour mission :

- d'assurer la gestion comptable et analytique de la société (tableau de bord et rapport mensuel),
- de contrôler l'application des procédures administratives,
- d'effectuer la gestion du personnel et des achats.

Profil : Formation supérieure + DECS.

Bonnes connaissances en micro-informatique.

Pratique de l'anglais.

La nature des tâches et le niveau de responsabilité peuvent être très évolutifs en fonction de l'expérience et des capacités d'adaptation dont notre candidat fera preuve.

Adresser dossier complet + photo, sous réf. 12/1/M, à :

nicole dominique
maury sperte
consell

1 place Wilson

31000 Toulouse.

le
particulier

connait depuis sa création en 1949, une forte expansion et compte à ce jour 510.000 abonnés pour sa revue Leader. L'entreprise forte de 50 personnes recherche son :

Responsable Administratif
et Financier H/F

Votre mission : Vous organisez et contrôlez l'activité comptable de l'entreprise. De même, vous élaborez, mettez en œuvre ou faites appliquer la politique de la Direction Générale dans les domaines de la Finance, de l'Administration du Personnel et de la Gestion.

Votre profil : Agé de 30/35 ans environ, de formation supérieure type DECS et ayant une expérience réussie de 3/4 années dans la fonction Personnel (administrative et financière).

La pratique de l'informatique est indispensable.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle) à Philippe SEYRAT, CAPS Conseil 61/63 rue des Belles Feuilles, 75116 PARIS.

Informatique des années 90
du Crédit Mutuel de Maine-Anjou-Basse-Normandie

Elle sera caractérisée par :

- les COMMUNICATIONS
- la PRODUCTIVITÉ
- l'EXPLOSION DES UTILISATIONS PERSONNELLES.

Nous recherchons DES DIPLOMÉS

INGÉNIEURS

OU

MIAGE

Nous sommes un groupe bancaire important et nous disposons d'une informatique en pleine expansion (3090 - Réseau bancaire...).

Vos ambitions peuvent être les nôtres.

Envoyer C.V. et prétentions à CRÉDIT MUTUEL, Direction Organisation et Informatique, 43, boulevard Volney, 53000 LAVAL.

BANQUE LOUIS-DREYFUS
AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET À LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

Recherche

JEUNE CAMBISTE

Agé d'environ 25 ans, vous avez 5 ans d'expérience bancaire dont 3 ans au moins dans la fonction.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prêt à la Direction du Personnel

de la BANQUE LOUIS DREYFUS
6, rue Rabelais,
75008 Paris

AUDITE
LOGISTIQUERESPONSABLE
DU
BUDGETGérant de
obli

jacq

ORGA
PARIS

1501

1501

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 28 avril 1987 35

financier
ou Martinique

del Psycom

le
particulier

Responsable Administratif
et Financier H.F.

INGENIEURS
MIAGE

AUDITEUR-COMPTABLE: LA LOGISTIQUE D'UN INVESTISSEUR

Notre actionnaire, grand investisseur international, aime à utiliser les services de notre banque. Dans la phase de développement qu'il poursuit, prioritaire de participation (généralistes majoritaires) et diverses opérations financières se succèdent à un rythme soutenu.

Afin de mettre certaines de nos compétences à sa disposition, nous renforçons notre équipe comptable.

Praticien d'un environnement international, vous êtes familiarisé des méthodes Anglo-Saxonnes et du reporting. En tant que gestionnaire d'opérations montées tant avec TOKYO que NEW YORK, une comptabilité "multi-monnaie" ne vous effraie pas. La complexité croissante de nos activités, requiert l'emploi d'une micro-informatique sans cesse plus sophistiquée et vous menez les réflexions concrètes liées à ses développements.

Ce poste évalue vos compétences, à savoir 28 ans, diplôme d'études supérieures (+ DECS), vous êtes expérimenté dans ce type de mission, 3 ou 4 années de pratique comptable en entreprise ou en cabinet ont développé vos qualités relationnelles et vous parlez anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 11 22 538 à l'attention de H. CARON qui traitera ce dossier en toute confidentialité.



Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
58, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS



RESPONSABLE DU BUDGET

PFIZER, filiale d'un grand Groupe pharmaceutique américain installé en France un CA de 1 milliard de F avec 1000 collaborateurs et recherche pour son siège social d'ORSAY (91) un RESPONSABLE DU BUDGET.

Rattaché au Directeur Comptable de la division Administrative et Financière, vous êtes responsable pour le Groupe Pfizer en France de l'élaboration des budgets et du contrôle budgétaire.

Vous assurez également le reporting auprès de notre siège de New-York. Votre formation supérieure (DECS, Maîtrise de Gestion, Sup. de Co.) et une première expérience vous permettront de maîtriser parfaitement les différentes responsabilités qui vous seront confiées.

La connaissance de la comptabilité américaine serait un atout supplémentaire. Ce poste nécessite autonomie, précision et disponibilité.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature, avec C.V. détaillé et photo aux Laboratoires PFIZER, Service du Personnel, 96 rue de Paris, 91401 Orsay Cedex.



SCIENCE ET PASSION DE LA VIE

BANQUE PRIVEE ANGLO-SAXONNE FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE MULTINATIONAL nous cherchons pour PARIS un

Gérant de portefeuilles obligataires

Au sein du Département Financier, il gère les FCP et SICAV obligataires court et long termes, ainsi que le propre portefeuille de la banque. A côté d'autres gestionnaires spécialistes-actions, il participera à l'élaboration de la politique.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, ou de formation universitaire en gestion ou en finance équivalente, il a une première expérience de quelques années chez un agent de change, dans une compagnie d'assurance ou une banque.

Une grande rigueur, une bonne aptitude relationnelle conditionnent la réussite dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 523-2, à Catherine de La Roche Saint André, - JACQUES TIXIER S.A. 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.



Jacques Tixier S.A.
MEMBRE DE SYNTec

ORGANISATEUR PARIS

confirmé

Vous aspirez à une grande diversité dans les dossiers que vous traitez et à une forte autonomie dans un Etablissement Financier de 1^{er} plan.

Au sein du département Contrôle - Organisation, garant de la cohérence et de l'homogénéité de nos procédures, vous participerez :

- à la définition de schémas directeurs de systèmes d'information,
- au développement de projets en relation avec le département informatique et les chefs de projets utilisateurs,
- à d'importants chantiers d'organisation administrative et comptable pour le compte du Siège et des filiales parisiennes.

Pour ce poste où la crédibilité se joue tant sur la compétence que sur le sens de la négociation, nous souhaitons rencontrer un professionnel de l'organisation bancaire nécessairement diplômé de l'enseignement supérieur. Une bonne connaissance des marchés financiers est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 24474 à CONTESSÉ PUBLIQUE - 20, avenue de l'Opéra, 5040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

BANQUE
FINANCE

UNIVERS DE LA GESTION



La Caisse Nationale de Prévoyance, un des leaders français de l'Assurance Vie, recherche un

Jeune Auditeur-Inspecteur Assurance-Vie / Banques

qui aura pour mission de conseiller et contrôler dans le domaine de l'assurance le réseau national d'établissements bancaires. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (économie, finances, comptabilité, droit, assurance) ayant une expérience de 2 à 5 ans en gestion ou administration (actuariat, inspection) dans le secteur de l'assurance (de groupe) et connaissant aussi le milieu bancaire (audit bancaire, par exemple). Une première approche des problèmes posés par l'informatique et l'organisation est souhaitée.

Ce poste, basé à Paris, implique une grande mobilité sur toute la France et requiert de bonnes facultés de communication, d'analyse et synthèse. Adresser C.V. détaillé, précédant votre rémunération actuelle, en rappelant la référence BA 65, sur l'enveloppe, à :

CGS CARRIERES
38, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

Une société de prestations de services pour le montage, la conception et la réalisation d'équipements et d'opérations immobilières (150 p.), liée à un groupe financier de premier plan, cherche pour sa direction financière centrale à Paris V^e

un jeune responsable financier 170 000 F/an

Venez mettre en œuvre la politique financière définie par la direction générale, élaborer les plans de financement, gérer la trésorerie et négocier avec les banques, établir les tableaux de bord de la société et le reporting à la holding. Vous pouvez aussi être associé à d'autres actions liées à l'organisation financière et comptable de la société.

Jeune diplômé d'études supérieures, vous avez 4 à 5 ans d'expérience financière et comptable et souhaitez vous investir pleinement dans une entreprise en mutation.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 5024 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

Important Etablissement financier spécialisé dans le financement des collectivités locales et de sociétés d'économie mixte recherche

CHARGE DE MISSION JURIDIQUE ET FISCAL

Participant aux montages financiers de projets régionaux, il aura plus particulièrement la responsabilité :

- des études de création ou de développement des sociétés d'économie mixte et l'analyse des projets, notamment au plan juridique et fiscal,
- de missions d'assistance et de conseil aux directions régionales.

Pour ce poste associant rigueur juridique et créativité financière, nous souhaitons rencontrer un juriste-fiscaliste confirmé ayant au moins 3 ans d'expérience.

Une connaissance du fonctionnement des collectivités locales serait appréciée.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 24475 à CONTESSÉ PUBLIQUE - 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Groupe Industriel

Chef du service du personnel

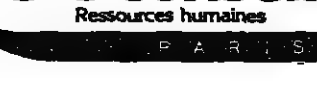
Notre Groupe Industriel (14.000 personnes) est organisé en entités spécifiques par activité. L'une de ces activités (domaine de l'extraction de minerais) emploie environ 2.500 personnes réparties sur plusieurs sites. Un service du personnel propre à cette activité (13 personnes) assure la gestion de cet effectif (administration, paie, retraite, relations avec les partenaires sociaux) et assume de façon permanente un rôle de conseil dans l'application et l'évolution de la réglementation.

Il gère tous les outils nécessaires aux négociations sociales. C'est ce service que vous prendrez en charge en deux temps : Adjoint d'abord puis rapidement en titre.

H ou F, diplômé de l'enseignement supérieur juridique, vos 10/15 ans d'expérience vous ont permis de vous confronter aux problèmes de gestion et d'administration du personnel, de suivi des réglementations (contrats, statuts, conditions d'emploi...) et des régimes de retraites. Vous voulez aujourd'hui prendre un poste d'ensemble et confirmer vos aptitudes à l'animation d'équipe.

Le poste est basé en très proche banlieue Ouest.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 165 X, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.



OC conseil
RESSOURCES HUMAINES
PARIS - LYON

FORMATION PROFESSIONNELLE

CENTRE D'EDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITE PARIS X - NANTERRE

STAGES 1987-1988

INFORMATIQUE

DECISION ET IMPLANTATION INFORMATIQUES : Responsable de projet, petits et moyens utilisateurs (1 200 heures). Tél. poste 864.

Licence de Technologie Universitaire - Structure et fonctionnement des ordinateurs - PASCAL - COBOL - MAS - MCP - MERISE - IDS.II - TDS - BASE DE DONNEES - Aspects juridiques de l'informatique de gestion.

ANALYSTE UNIX (1 200 heures). Tél. poste 864. Licence de Technologie Universitaire - Système d'exploitation UNIX - PASCAL - LANGAGE C - APPELS SYSTEME - BASE DE DONNEES - Réseau et relationnelle - assembleur 68000.

CONCEPTEUR MEDIATIQUE. Tél. poste 864. Licence de Technologie Universitaire - EAO télématique - vidéotexte - infographie - méthodologie.

DROIT ET GESTION

CADRE COMMERCIAL. Tél. poste 777. • Stage professionnel : 220 heures • Licence de Technologie Universitaire : 440 heures • Licence d'Etat de Sciences Economiques : 720 heures.

• Méthodes du marketing et de la vente.

GESTION DU PERSONNEL. Tél. poste 777. Licence de Technologie Universitaire - Formation de cadres de la fonction « personnel ».

GESTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES. Tél. poste 866. Licence et Maîtrise en droit • DESS d'Administration Publique.

• Diplômes d'Etat aménagés pour la gestion de la décentralisation.

CHEF DE PROJET - COMMERCE INTERNATIONAL. Tél. poste 858. Licence de Technologie Universitaire - Formation de cadre-export.

• 3 stages combinables par trimestre.

GESTION DES ENTREPRISES DE TOURISME. Tél. poste 866. Licence de Technologie Universitaire.

GESTION DES ORGANISMES DE L'ECONOMIE SOCIALE. Tél. poste 866. Licence de Technologie Universitaire (secteurs coopératif, associatif et mutualiste).

SECRETAIRIAT DE DIRECTION. Tél. poste 866. ANGLAIS GENERAL. Tél. poste 866.

Cours hebdomadaires.

Renseignements et inscriptions

200, av. de la République 92001 NANTERRE Cedex

Tél. : 47 25 92 34 ou 47 21 67 79

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE SAINT-ETIENNE ANNEE SPECIALE D'ETUDES INFORMATIQUES GENIE LOGICIEL

Enseignement ouvert aux ingénieurs ou équivalent (Bac+5) agréé par la Formation professionnelle

DIPLOME D'INGENIEUR MASTERE D'INFORMATIQUE

Claire des inscriptions : 15 MAI 1987.

Dossier à retirer à Ecole des Mines de Saint-Etienne,

Secrétariat Informatique - 158, Cours Fauriel,

42023 SAINT-ETIENNE CEDEX 2 - Tél. : 77-42-01-65.

AUTO-FORMATION pour TECHNICIENS SCIENTIFIQUES

Niveau minimum : Bac +1.

Désirant s'orienter vers des formations de second cycle universitaires (Licences, maîtrises, écoles d'ingénieurs).

Le Centre d'autoformation Paris Sciences

non attitré

Tél. : 43-54-63-92.

F.P. Université Pierre-et-Marie-Curie,

4, place Jussieu, Tour Centrale - 13^e étage,

75252 PARIS CEDEX 05.

LES COMPAGNIES REGIONALES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE PARIS ET DE VERSAILLES CONTINUENT LEUR ACTION DE FORMATION D'ASSISTANTS DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Destinée à des étudiants diplômés de l'université, possédant une maîtrise en droit des affaires et un DEA ou un DESS (option droit privé) et désireux de débiter leur carrière dans un cabinet commissariat aux comptes.

L'engagement d'embauche est assuré aux candidats sélectionnés.

La durée de la formation axée principalement sur la technique comptable, l'audit et le commissariat aux comptes est de trois semaines à compter du

LUNDI 21 SEPTEMBRE 1987

LE NOMBRE DE PLACES EST LIMITE A TRENTE-CINQ

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé + photo à l'attention de M^{me} PUYAU - Compagnie régionale des commissaires aux comptes - 6, rue de l'Amiral-de-Coligny,

75001 PARIS.

1500

Le Monde ECONOMIE

... Le Monde • Mardi 28 avril 1987 37

LA PRIVATISATION EN MARCHÉ

Un brillant outsider, le Crédit commercial de France

Avec la mise sur le marché, ce 27 avril, des actions du Crédit commercial de France, le gouvernement poursuit son programme de privatisation. Il s'agit de la première privatisation d'une banque de dépôts importante (au sixième rang parmi les banques françaises, d'après le montant de ses dépôts). Normalement, après le CGE le 11 mai et Havas à la fin du mois de mai, ce devrait être à la Société générale d'être privatisée.

Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation a indiqué, vendredi 24 avril (voir le Monde daté 26-27 avril), la composition du groupe des actionnaires stables, qui détiendront 30 % du capital de la banque. Les actions du CCF sont mises en vente à un prix de 107 F, arrêté par M. Balladur. Le CCF, qui s'est présenté, dans sa campagne de publicité, comme « la banque des réussites », est en fait aujourd'hui un groupe de banques. Outre le Crédit commercial de France, on y trouve des banques régionales (Banque Derobert, Banque des Pyrénées...) ainsi que l'Européenne de Banque (ex-banque Rothschild), l'Union de banques à Paris et la Banque Chab.

Avec 373 implantations en France et 51 implantations à l'étranger (dans 34 pays), le groupe propose à sa clientèle tous les services bancaires et financiers. Il compte actuellement environ 526 000 clients particuliers et 125 000 entreprises clientes. Le groupe emploie 12 604 personnes. Après une longue histoire, dont nous relatons ici les principales étapes, le CCF retourne donc aujourd'hui dans le secteur privé. Sa privatisation devrait être, à n'en pas douter, une nouvelle réussite dans la vie de cette banque.

C'EST en 1894 que Benjamin Rossier fonda la Banque suisse et française, avec le concours de quelques associés belges, dont la Société de banque suisse (SBS), qui figurait encore dans son capital en février 1982, à la veille de la nationalisation. L'établissement, après des débuts très modestes (douze employés et un appartement à Paris, rue Laffitte), s'intéressa dès le départ à l'industrie: il entretenait, immédiatement, des relations avec des firmes naissantes qui s'appelaient Compagnie générale d'électricité, Galeries Lafayette, Pochiney, Lafarge (dont le président Olivier Leccer est membre de son conseil d'administration actuel).

A partir du début du siècle, il commence à s'étendre en province pour accroître le volume de ses dépôts, rachète plusieurs banques locales ou régionales et prend le nom de Crédit commercial en 1917. Son expansion se poursuit à allure modérée jusqu'à la seconde guerre mondiale, pour s'accroître vigoureusement à partir de 1960, sous la présidence de M. Jacques Merlin. Homme du Nord, né à Gravelines en 1901, celui-ci commença par être le véritable créateur de l'assurance-crédit privée, fondant, entre les deux guerres, la Société française d'assurance pour favoriser le crédit. Spécialiste de la prévention des risques commerciaux, il en vint à celle des risques bancaires. Très lié avec la banque suisse, notamment la SBS, c'est par son entremise que M. Merlin est entré au Crédit commercial de France, qu'il préside de 1960 à 1975. Grâce à une gestion prudente et rigoureuse, il fit de son établissement la deuxième banque de dépôts du secteur privé. Très attentif au maintien de ses marges commerciales, il ne cessa de protester contre la concurrence, à son avis déloyale, des banques nationalisées et de dénoncer les incertitudes excessives de l'Etat. Militant du patronat, membre du conseil exécutif du CNPF, Jacques Merlin fut toujours l'apôtre de la libre entreprise, avec une conviction qu'il pouvait égarer sur de brillants résultats.

A soixante-quatorze ans, en septembre 1975, il passa le flambeau à son dauphin, M. Jean-Maxime Lévêque, qu'il avait fait

entrer au CCF, en 1964, comme directeur général, avec promesse de succession.

M. Lévêque, avant d'être banquier, servit l'Etat pendant seize ans. Enarque, inspecteur des finances, détaché comme directeur de la Banque européenne d'investissement, il fut nommé, en 1960, conseiller au cabinet du général de Gaulle, président de la République, exerçant en même temps les fonctions de secrétaire général du Conseil national du crédit. Déjà « libéral », M. Jean-Maxime Lévêque s'est flatté, par la suite, d'avoir empêché le général de donner aux objectifs des plans quinquennaux « un caractère obligatoire », et de l'avoir convaincu, en 1961, d'en faire seulement une « ardente obligation ».

En désaccord doctrinal avec M. Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des finances, qui avait rétabli le contrôle des prix dans son plan de stabilisation de 1963, M. Lévêque, député, donna, en 1964, sa démission de la fonction publique pour « pantoufler » au CCF. Il s'est targué d'avoir « révéillé cette banque assoupie pour en faire la plus active banque privée de France », mais son action ne peut être dissociée de celle de l'homme qui l'avait attiré dans son nouveau métier, M. Jacques Merlin, dont il reprit les idées en même temps que la fonction de président en 1975: n'aurait-il pas frotté avec son ancien directeur général, M. François Bloch-Lainé, sur la place — à son avis excessive — faite à la Caisse des dépôts ? Celui-ci l'avait qualifié, de « défroncé ».

Actif dans les opérations financières

En tout cas, M. Lévêque entreprit avec son directeur général de l'époque, M. Roger Prais, d'insuffler au CCF un esprit d'entreprise indispensable à une banque moyenne, contrainte à la performance face à la concurrence des grandes comme la BNP, le Crédit lyonnais ou la Société générale. A l'intérieur, il fut très actif dans le crédit aux affaires industrielles et commerciales, avec quelques mécomptes comme le soutien au groupe Nobel-Bozel, géré en dépit

du bon sens par la famille Rousset, et qui coûta 200 à 250 millions de francs au CCF sur quatre ou cinq exercices. Mais quelle banque n'a pas ses « cadavres dans le placard », dans le monde entier ?

Le CCF se montra également actif sur le front des opérations financières, épaulant le groupe de distribution Radar dans sa bataille victorieuse pour le contrôle de la chaîne de magasins Paris-France. Enfin, à partir de 1979, la banque se lança dans le crédit aux pays en voie de déve-

Garonne). Derobert à Bellegarde-sur-Valserine (Ain), il avait racheté au groupe maritime Delmas-Vieljeux la banque de l'Union maritime et financière et pris une participation minoritaire dans la Banque de Savoie. M. Jean-Maxime Lévêque avait beaucoup élargi l'actionnariat de la banque, que ce soit en France, avec une politique de distribution assez généreuse, ou à l'étranger, qui détenait 39 % du capital du CCF, un record pour un établissement français, mais avec des partenaires suffisamment nombreux pour qu'aucun ne pèse d'un poids trop gênant.

La période troublée de la nationalisation

Après le 10 mai 1981 et l'arrivée de la gauche au pouvoir, une période troublée va s'ouvrir pour le CCF, qui connaîtra cinq présidents en cinq ans. Dès avant les élections, M. Jean-Maxime Lévêque avait, avec vigueur, pris la tête d'une croisade contre les nationalisations, celles des banques en particulier. Plus tard, il écrivait un livre: *Dénationalisation, mode d'emploi*. Contraint de quitter la présidence du CCF en février 1982, il fait ses adieux au personnel et aux actionnaires, tirant son bilan en manière de chant du cygne: un effectif porté, en dix-huit ans, de 3 500 personnes à 8 000, et une banque « respectable, moins fragile », devenue l'un des établissements « les plus performants et les plus admirés en France et à travers le monde ».



PANCHE
M. Jean-Maxime Lévêque.

Lui succède d'abord M. Guy Raoul-Duval, énarque lui aussi, ancien conseiller commercial et, depuis 1978, directeur général adjoint de la Banque française pour le commerce extérieur (BFCE), homme d'une extrême prudence pour ne pas dire plus. Hélas! M. Raoul-Duval décède au bout de trois mois, victime d'une cruelle maladie. Le Crédit commercial de France a, alors, la chance: il lui échoit comme président M. Daniel Deguen, un autre énarque, d'abord attaché financier à Londres, puis spécialiste des affaires financières internationales au Trésor, secrétaire général du Conseil national du crédit, président-directeur général

pendant sept ans de la Caisse nationale des marchés de l'Etat, et pendant un an du Comptoir des entrepreneurs.

D'une intelligence brillante et rapide, d'une forme d'esprit originale et peu conformiste qui déconcertait parfois, M. Deguen était tout à fait qualifié pour prendre la lourde succession de M. Lévêque à la tête d'un établissement contraint à la performance quotidienne. Dès la fin de 1982, il appelait, comme codirecteur général, responsable de l'ensemble des problèmes d'exploitation bancaire, M. Michel Pébereau, quarante ans, polytechnicien, énarque, inspecteur des finances, alors chef de service au Trésor après avoir été, de 1972 à 1974, conseiller technique de M. Giscard d'Estaing, ministre des finances, et, de 1978 à 1980, directeur du cabinet de M. Monory, ministre de l'économie et des finances. M. Deguen, après avoir stoppé la délivrance des crédits à l'Amérique latine, confiait à M. Pébereau la tâche d'exercer une gestion rigoureuse, afin d'accroître la marge bénéficiaire et de constituer des provisions supplémentaires.

Lui aussi d'une intelligence précise et rapide, main de fer dans un gant de velours, avec une apparence modeste qui ne trompe pas, M. Pébereau a assumé la direction générale du CCF et son développement jusqu'à ce jour, s'attachant notamment à la mise en place du premier service de banque à domicile, le vidéo-compte, et détenant la réalité du pouvoir face aux avatars de la privatisation.

En juin 1984, le pouvoir fend l'oreille à M. Deguen, dont le franco-parler bien connu, notamment à propos de la tentative de renouveau de Creusot-Loire, avait égaré la sensibilité de certains milieux de la majorité socialiste. Lui succède M. Claude Jouven, diplômé d'HEC, issu du secteur privé, Unilever, Paris-France, qu'il quitta après l'OPA de Radar et du CCF, Sommer-Alibert, et précédemment directeur de la concurrence et de la consommation rue de Rivoli.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 39.)

POINT DE VUE

Attention au jeu de fléchettes

par Didier Pene

professeur au Centre HEC-ISA

MALGRÉ des critiques parfois virulentes, mais de caractère essentiellement politique, il semble largement admis que les premières privatisations sont une réussite. Elles constituent même pour certains « le » succès économique du nouveau gouvernement.

Plus de 1 500 000 petits actionnaires pour Saint-Gobain, plus de 3 800 000 pour Paribas. Un salarié sur deux achetant des actions Saint-Gobain, presque cinq fois plus de personnes qu'il n'y a d'employés à Paris souscrivant au titre de salarié ou ancien salarié! Quel succès populaire! Beaucoup plus de petits actionnaires qu'on ne l'escomptait conservent leurs actions. Les étrangers achètent massivement. Les craintes relatives à l'aptitude de la Bourse de Paris à absorber les privatisations se révèlent illusoirs. Le marché des nouvelles actions s'organise normalement et le reclassement des titres semble s'effectuer sans problème. Enfin, l'Etat va encaisser sensiblement plus d'argent

qu'il n'espérait, ce qui n'est pas négligeable.

Alors pourquoi mettre en doute le succès des premiers pas de la privatisation, au risque de passer pour grincheux ?

Parce que, paradoxalement, alors que dans ce genre de processus nouveau et complexe, on commence généralement, à l'image des artilleurs, par tirer trop long ou trop court avant d'atteindre la cible, il semble que l'on suive le processus inverse dans la privatisation, d'abord en matière de prise de vue; on avait visé juste pour Saint-Gobain; le tir était déjà moins heureux pour Paribas; la vente de 50 % de TF 1 n'a pas été facile, et on a eu beaucoup de mal à coter la Sogenal. Ensuite, dans le domaine de « l'organisation de l'actionnariat », où la privatisation de Saint-Gobain ne s'était pas heurtée à de sérieux obstacles, alors que celle de Paribas et des sociétés suivantes introduit un mécanisme de freinage de la démocratisation de l'actionnariat. Que va-t-il se passer si l'on persévère dans cette direction ?

Commençons par le prix de vente. Le succès de l'offre publi-

que de Paribas a dépassé toutes les espérances. Mais il ne faut pas oublier que si un rabais par rapport au prix d'équilibre est nécessaire pour vendre d'un seul coup la quantité énorme de titres que représente une privatisation, une décade excessive transformera la réussite en ruée. En d'autres termes, s'il est indispensable de proposer pour 900 F une action valant 1 000 F pour réussir une privatisation comme une introduction en Bourse, une vente à 600 F multipliera dans des proportions considérables le nombre de candidats désireux de saisir une telle occasion. Il est donc facile de réussir une privatisation si l'on ne mesure son succès qu'à l'excédent des demandes sur les offres.

Tenir compte de l'accoutumance

Lors de la privatisation de Saint-Gobain, l'écart entre le cours officiel du marché « gris » de Londres de 340 F-350 F et le prix de l'offre publique de vente de 310 F paraissait raisonnable, et la répartition des titres s'est déroulée de façon satisfaisante.

Mais le ministre des finances a, semble-t-il, visé trop bas en choisissant un prix de 405 F pour Paribas. Ce montant, situé au bas de la fourchette proposée par les experts, était sensiblement inférieur aussi bien au cours du certificat d'investissement de la société, qui avait frôlé les 550 F, qu'au cours de l'action sur le marché « gris » de Londres, qui est rapidement monté des environs de 460 F à ceux de 500 F en février 1987.

D'ailleurs, le cours de Paribas s'est équilibré, à 26 % au-dessus de celui de l'offre publique de vente contre seulement 18 % pour Saint-Gobain. Et la hausse récente de Saint-Gobain, qui est vraisemblablement due au quasi-doublement du bénéfice de l'entreprise en 1986, n'infirme pas notre point de vue.

(Lire la suite page 39.)



Une formation au plus haut niveau de professeurs, de chercheurs et d'experts en gestion, conduisant au titre de Docteur des Hautes Etudes Commerciales.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de grande école d'ingénieurs ou de gestion, d'un DEA, d'un MBA, ou équivalent.

Date limite de candidature : 15 mai 1987. Pour toute information s'adresser à :

DOCTORAT HEC - 78350 JOUY-EN-JOSAS - FRANCE
TEL. (1) 39 56 72 39 ET (1) 39 56 70 00

CENTRE HEC-ISA/ CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
LE DOCTORAT HEC REÇUT LE SOUTIEN DE LA FONDATION NATIONALE POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA GESTION DES ENTREPRISES

Pour recevoir une documentation et un dossier de candidature, retourner ce coupon au Doctorat HEC - 78350 Jouy-en-Josas

Nom _____
Adresse _____
Diplôme _____
Université/Ecole/Entreprise _____

PERTE D'AUDIENCE AUX ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Le syndicalisme manque de « bases »

B IEN des explications sont régulièrement avancées pour élucider la perte d'audience des syndicats aux élections professionnelles, notamment aux élections qui ont lieu tous les deux ans pour les comités d'établissement. Déclin des zones industrielles traditionnelles et progrès du tertiaire, diminution du nombre d'ouvriers et progression des cadres, poids accru des PME, travail des femmes ou déclin du taylorisme, ces explications, au demeurant très diverses, sont, en général, assénées avec d'autant plus de certitude que l'on s'est peu préoccupé d'éprouver leur fondement scientifique.

Deux experts du ministère du travail (1) ont tenté récemment de les vérifier. Par l'intermédiaire d'un calcul « à pondération constante », ils ont ainsi reconstitué ce qu'auraient dû être les résultats électoraux si un certain nombre de données n'avaient pas varié : modification de l'appareil productif (déclin ou développement des diverses branches d'activité), de la main-d'œuvre (évolution des collèges ouvriers-employés d'une part, des collèges techniciens, maîtrise et cadres d'autre part) et de la taille des entreprises.

D'après le tableau ci-dessous qui donne la différence entre les résultats prévisibles si ces diverses variables étaient restées inchangées depuis 1966-1967 (2) et les résultats effectivement obtenus en 1983-1985, on s'aperçoit ainsi que

l'évolution des « collèges électoraux » a légèrement profité à la CGC, et légèrement défavorisé la CGT. De même, l'évolution de la taille des entreprises a défavorisé la CGT, et favorisé nettement les candidatures de non-syndiqués.

Mais, globalement, l'influence de ces évolutions reste extrêmement minime, et n'explique guère la courbe des résultats électoraux. L'évolution des collèges électoraux et de la taille des entreprises font ainsi perdre à FO entre 0,1 et 1,3 point : pourtant, FO progresse durant la même période de près de 6 points. Et qu'ont de commun les 2 et 2,4 points que font perdre à la CGT ces deux variables, et les 22 points de voix que la confédération d'Henri Krasucki perd durant la même période de référence ?

Cote d'amour

Qu'en est-il alors des répercussions de l'implantation syndicale sur l'audience électorale ? En effet, le nombre de voix que recueille chaque syndicat ne s'explique pas uniquement par la « cote d'amour » dont il bénéficie mais dépend aussi de la possibilité concrète de voter pour lui, c'est-à-dire du nombre d'endroits où il est présent et propose des listes.

Les experts du ministère du travail ont ainsi calculé, sur une période plus restreinte — entre 1983 et 1985, — les variations des effectifs auxquels ont été présen-

Même si les salariés font encore confiance aux organisations syndicales, qui sollicitent leurs suffrages, ils sont de plus en plus nombreux à refuser d'y adhérer

tées les listes des diverses obédiences, du pourcentage de comités d'entreprise où elles étaient présentes et des résultats qu'elles ont obtenus.

La comparaison de ces trois variables permet de mieux cerner les évolutions respectives des différents syndicats. Les non-syndiqués voient leurs résultats globaux progresser sensiblement au même rythme que le nombre de salariés auxquels ils s'adressent et que le pourcentage d'entreprises où ils présentent des listes.

La progression vient donc non de meilleurs scores là où ils sont confrontés à des organisations syndicales représentatives, mais des difficultés d'implantation que connaissent celles-ci dans les petites entreprises : dans les entreprises de cinquante à quatre-vingt-neuf salariés, 55 % des listes présentées sont des listes de non-syndiqués, et 86 % des délégués non syndiqués sont ainsi élus sans aucune concurrence syndicale.

La CGC voit ses résultats globaux progresser, moins cependant que les effectifs auxquels elle s'adresse, et alors que le nombre de listes qu'elle présente diminue. À l'évidence, c'est ici une implantation qui progresse « par le haut », c'est-à-dire dans des entreprises dont la taille implique un encadrement en nombre suffisant pour que puisse vivre une section CGC, et aux dépens de la présence CGC dans les plus petites entreprises. L'essentiel des progrès électoraux s'explique ici par une meilleure implantation dans les moyennes et les grandes entreprises.

La même constatation peut être faite pour la catégorie « autres syndicats ». Cependant, leurs résultats globaux connaissent un pourcentage d'augmentation supérieur à celui des effectifs auxquels ils s'adressent : les gains proviennent donc aussi, même si c'est plus faiblement qu'on ne pouvait le penser, de la crise de confiance dans les organisations syndicales traditionnelles.

La CFDT et FO ont des points communs : progression du nombre de listes présentées, progression plus importante du nombre de salariés auxquels elles s'adressent et progression également — quoique moins importante que celle des salariés sollicités — du nombre de suffrages obtenus. Dans les deux cas, c'est de cette meilleure implantation que vient pour l'essentiel l'accroissement de l'audience. La faible différence, cependant, entre le pourcentage d'augmentation des effectifs auxquels FO s'adresse et la progression de ses résultats autorise à

penser que FO a bénéficié, plus que la CFDT, de scores en hausse là où elle était déjà présente.

Avec la CGT, le paysage change : diminution sensible du nombre de listes présentées, légère diminution du nombre de salariés auxquels elle s'adresse et diminution également sensible du nombre de voix recueillies. L'érosion se fait ici par le bas, c'est-à-dire par des difficultés accrues de présence dans les petites entreprises. Et là aussi, la baisse de l'audience vient en partie d'un déficit d'implantation et du recul du nombre des bases syndicales. Si l'on prend ainsi, pour 1983 et 1985, les seuls comités d'entreprise où la CGT présentait des candidatures, son recul y est moindre que celui calculé sur l'ensemble des CE. Mais il y a cependant un recul : la CGT perd également des voix dans ses bastions traditionnels.

Le cas de la CFDT est encore plus grave : diminution du pourcentage de listes présentées, diminution plus sensible encore du pourcentage de voix recueillies, mais légère progression du pourcentage de salariés auxquels elle s'adresse. Deux remarques peuvent être formulées. La première est que la taille des entreprises où la CFDT est présente augmente : c'est donc également dans les petites entreprises qu'elle connaît des difficultés d'implantation. La

deuxième, c'est que le recul en voix de la CFDT ne s'explique cependant pas uniquement par le déficit d'implantation.

Au-delà de la crise d'implantation — c'est-à-dire du malaise chez les militants, — c'est bien une perte de crédibilité dans l'électorat lui-même qui apparaît ici. Un autre indice vient d'ailleurs le confirmer. La CFDT voit diminuer ses scores aussi bien dans les seules entreprises où elle présente des listes que dans les résultats globaux, comme c'était également le cas pour la CGT. Mais, à la différence de la CGT, ses pertes sont encore plus fortes (— 7,3 %) dans les seules entreprises où elle est présente que sur l'ensemble des CE (— 5 %).

On est ainsi renvoyé à des éléments d'appréciation que les statistiques ne peuvent saisir, et qui touchent directement aux orientations des confédérations et à la manière dont les salariés les perçoivent. Dans quelle mesure FO a-t-elle bénéficié de l'image d'indépendance qu'elle a su donner sous le gouvernement de la gauche ? Dans quelle mesure, au contraire, la CGT paie-t-elle une politique isolationniste et la CFDT un recentrage mal accepté ? Questions qui ne sauraient avoir de réponses chiffrées — et qui ne sont guère nouvelles, — mais qui méritent pour le moins de rester posées.

Moins de militants

Au-delà de ces interrogations, les experts du ministère du travail mettent le doigt sur une « tendance lourde » : ce ne sont pas les résultats obtenus là où ils présentent des listes, mais la proportion d'établissements où sont présentes ou absentes des listes de chaque syndicat qui déterminent fondamentalement l'évolution des scores d'ensemble. La perte d'audience du syndicalisme passerait d'abord par un problème d'implantation — perte de militants, — et c'est celui-ci qui générerait la baisse de l'audience — perte d'électeurs, — notamment par l'intermédiaire de la disparition d'un certain nombre de « bases » syndicales.

Bref, la plupart des salariés font encore suffisamment confiance aux organisations syndicales, représentatives pour voter pour elles, là où elles sollicitent leur suffrage. Mais ils sont cependant de plus en plus nombreux à ne plus voir d'intérêt à y adhérer ou à y militer. Analyse que corrobore le parallélisme évident entre les pertes électoraux de la CGT et de la CFDT et la diminution de leurs effectifs. Analyse que corroborent aussi, là où le nombre de « bases » susceptibles de présenter des listes ne joue pas, les résultats aux élections prud'homales : il y avait encore, en 1982, 78,2 % des voix pour les trois grandes confédérations ouvrières.

Analyse que confirme aussi, à sa manière, la grève de la SNCF. Henri Krasucki n'a pas manqué de rappeler que la SNCF n'était pas un « désert syndical » et que 85 % des cheminots votaient, aux élections professionnelles, pour les listes des syndicats. Pourtant, ces mêmes syndicats — apparemment plébiscités ne sont pas vraiment apparus comme tels à l'initiative de la grève. Et son déroulement même, à travers la multiplication des comités de grève et leur coordination, a plutôt indiqué qu'une grande partie de ceux qui votaient régulièrement pour les organisations syndicales ne se reconnaissent pas pour autant dans leur pratique quotidienne.

JACQUES KERGOAT.

(1) Jean-Pierre Anjard et Serge Volhoff : « Une analyse chiffrée des audiences syndicales », Travail et emploi, n° 50, janvier 1987.

(2) Pour le collège et la taille des entreprises, la variable « évolution de l'appareil productif », compte tenu des modifications intervenues dans les nomenclatures économiques, n'a pu être calculée sur les quatre dernières années.

Répercussion des évolutions socio-économiques sur les résultats des élections professionnelles (entre les années 1966-1967 et 1983-1985)

	CGT	CFDT	CFSC	FO	CGC	autres synd.	non synd.
Évolution de l'appareil productif	- 0,4	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,1	0	- 0,3
Évolution des collèges électoraux	- 2	- 0,3	+ 1	- 0,1	+ 1,8	+ 0,1	+ 0,3
Évolution de la taille des entreprises	- 2,4	- 1,8	- 0,4	- 1,3	- 1,2	- 0,8	+ 7,4

Répercussion de l'implantation syndicale sur l'audience électorale (entre 1983 et 1985)

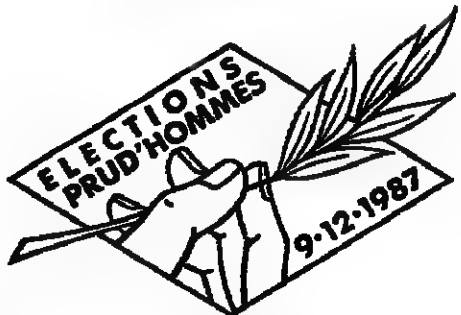
	% de variation des effectifs touchés	% de variation du nombre d'établissements où le syndicat a présenté des listes	% de variation des résultats globaux
CGT	- 0,48 %	- 7,8 %	- 8,12 %
CFDT	+ 2,80 %	- 1,8 %	- 8,02 %
CFSC	+ 22,83 %	+ 10,3 %	+ 17,8 %
FO	+ 18,02 %	+ 12,9 %	+ 17,2 %
CGC	+ 8,06 %	- 2,23 %	+ 3,7 %
Autres synd.	+ 3,87 %	- 7,06 %	+ 4,38 %
Non synd.	+ 5,70 %	+ 8,0 %	+ 4,38 %

1987 ANNÉE DES ÉLECTIONS AUX CONSEILS DE PRUD'HOMMES

LES PRUD'HOMMES SONT VOTRE JUSTICE

Le 9 décembre prochain, vous élirez vos représentants aux conseils de prud'hommes. Juges et conciliateurs, les prud'hommes règlent les litiges de la vie du travail. Employeurs, demandeurs d'emploi, salariés : vous êtes électeurs.

Inscrivez-vous, faites-vous inscrire sur les listes électorales avant le 5 mai.



Centre d'information sur les élections prud'hommes : (1) 45.301.301.
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'EMPLOI



CCF

ESSID - Gro

Diplômés de Gr

de l'Enseigne

EXPERTEUR EN SYSTÈ

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

Groupe ESSEC

LA PRIVATISATION EN MARCHÉ

Attention au jeu de fléchettes

Un brillant outsider :

Le CCF

(Suite de la page 37.)

Quinze mois après, M. Jouve démissionne à la suite d'un « désaccord fondamental entre l'Etat, actionnaire majoritaire, et le président du CCF sur la reconduction d'une banque du groupe ». C'était l'aboutissement d'un violent conflit avec M. Lucien Pfeiffer, bouillant Alsacien aux attaches rocardiennes, fondateur de Prestabail et pionnier du crédit-bail immobilier, qui avait été parachuté par le pouvoir socialiste dans la très conservatrice Union de banques à Paris (UBP), de M. Lebon, fort de ses 65 guichets dans la région parisienne et de sa prospérité.

Au printemps 1983, à l'initiative de M. Deguen, le CCF, l'UBP, et l'Européenne de banque (ex-Banque Rothschild) signent un accord de coopération avec, plus tard, la création d'un holding d'Etat détenant 51 % des trois établissements. Agacé par cet affrontement devenu public, M. Pierre Bérégovoy, ministre de tutelle, désavoue et M. Jouve et M. Pfeiffer, ce dernier devant quitter l'UBP. Au CCF, le pouvoir nominal alors M. Gabriel Pallez, soixante ans, énarque, inspecteur général des finances, directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur, et de l'Assistance publique de 1969 à 1985. On n'est pas directeur de l'Assistance publique pendant de longues années sans entretenir de bonnes relations avec le maire de Paris, M. Jacques Chirac, ce qui a valu à M. Pallez d'être maintenu à son poste par le gouvernement actuel. M. Lévy aurait bien voulu revenir à son ancien poste, mais à Matignon le maître mot était : pas de « restauration ».

A l'heure de la privatisation, l'Etat-major du CCF paraît bien stabilisé : M. Pallez, président, M. Michel Pébereau, vice-président-directeur général, deux directeurs généraux adjoints, M. Charles de Croisset pour le département bancaire, M. René de la Serre pour le département financier, avec une direction des marchés, organisme très prisé dans la banque aujourd'hui, confiée à un grand spécialiste, l'un des piliers de la maison, M. Gérard Engel.

FRANÇOIS RENARD.

(Suite de la page 37.)

La vente des certificats d'investissement de la BNP et du Crédit lyonnais au printemps de 1986 n'avait pas enrichi les souscripteurs. Les actions d'Elf-Aquitaine, après un début difficile, s'étaient comportées de façon plus satisfaisante. La privatisation de Saint-Gobain avait procuré une plus-value immédiate et presque certaine. Rassurés par cette progression, les Français étaient vraisemblablement prêts à accepter un gain plus modeste avec Paribas. L'offre d'un bénéfice supérieur explique leur ruée.

Mais cette erreur de tir fut moins grave et certainement plus agréable pour les heureux bénéficiaires que l'évidente surévaluation de TF1. Cette fois-ci, on a choisi le haut de la fourchette proposée par les experts et on y a rajouté 33 %, ce qui fait 3 milliards de francs, pour 50 % de contrôle de la chaîne. On fait ainsi payer, pour une somme représentant douze fois l'actif net de la société, évalué aux alentours de 500 millions de francs, même pas la propriété de la chaîne, mais une simple concession de dix ans, peut-être renouvelable !

Dans le passé, seules des entreprises d'« hypercroissance », bénéficiant de structures légères et souples et d'une position dominante sur un marché, ont approché exceptionnellement un écart aussi important entre la valeur de leur actif et le prix payé pour leur achat.

Or les structures de TF1 ne sont ni légères ni souples, de nombreuses contraintes pèsent sur la chaîne, et si le marché de la télévision est prometteur, la concurrence déjà vive ne fera que se renforcer. Havas s'est désisté, Hachette a longtemps hésité et peut-être a-t-il fallu faire quelques « promesses discrètes pour éviter le ridicule d'un appel d'offres avec un seul ou même aucun candidat ». Mais on continue à s'éloigner de la cible en visant à nouveau trop bas, puisque l'on a en toutes les peines du monde à servir une partie seulement des demandes d'actions de la Sogeval à 225 F, soit 80 % au-dessus du prix de vente de 125 F.

L'obsession du succès populaire a fait vendre Paribas et la Sogeval trop bon marché. La crainte poli-

tique des réactions de l'opposition ont conduit à un prix excessif pour TF1. Sans doute faudrait-il, à l'avenir, tenir un plus grand compte de l'avis des experts et du marché.

Mais on constate une détérioration similaire à propos de l'« organisation » de l'actionnariat privé des sociétés privatisées. Alors que, au moment de la vente de Saint-Gobain, on avait clairement donné la priorité aux petits actionnaires, des préoccupations contradictoires ont, sur ce point, considérablement compliqué la privatisation de Paribas.

Le noyau dur

Plus précisément, il semble qu'une bonne partie des difficultés rencontrées vient de ce que l'on a voulu résoudre simultanément deux problèmes, la constitution d'un « noyau dur » d'amis autour de la société et la satisfaction au moins partielle des demandes des institutionnels, qui estimaient avoir été lésés lors de la privatisation de Saint-Gobain. En général, la solution de la première question se divise en deux : ou bien l'« ami » obtient, grâce à sa participation, un droit de regard sur l'entreprise et il paye une prime à l'achat ; ou bien la participation de chaque « ami » est insuffisante pour assurer un quelconque pouvoir et la société « protégée » rémunère par des contreparties variables la fidélité de ses « amis ». Quant à la solution du second problème, elle passe ordinairement par des processus de répartition égalitaires, le plus souvent une attribution des titres en proportion des demandes.

La volonté de résoudre simultanément les deux problèmes apparaît d'abord dans le fait que dix-sept actionnaires stables ont un chiffre élevé par rapport aux usages en matière de « noyau dur » mais faible pour une répar-

tition entre institutionnels ; ensuite, dans le recours à une procédure intitulée « appel d'offres », ce qui évoque une démarche égalitaire, mais un appel d'offres à prix unique fixé à l'avance, ce qui interdit de choisir le « mieux-disant financier » et permet au vendeur, pourvu que le prix fixé soit intéressant et attire plus de candidats qu'il n'y a de lots, de sélectionner ses « amis ».

Mais cette façon de procéder n'est pas forcément innocente, comme le montre le bilan de l'opération pour les différentes parties en présence.

Un premier groupe comprend les victimes de la solution retenue. Il s'agit surtout des institutionnels écartés de la répartition à prix réduit, qui n'ont pu se procurer des actions Paribas qu'à 480 F et au-delà. Un second groupe inclut ceux pour qui les raisons de se réjouir composent approximativement celles de se lamenter. Il y a d'abord les actionnaires « stables ». Ils ont payé 415 F des titres achetés 480 F et plus par les autres institutionnels, ce qui constitue un avantage important, mais ils doivent, en contrepartie, conserver 80 % des actions Paribas qu'ils détiennent pendant deux ans et n'ont pas le droit de choisir leur acheteur pendant les trois années qui suivront la fin de cette période. Il faudra attendre au moins deux ans pour dire s'ils ont été avantagés ou non. Il y a ensuite les petits actionnaires. Ils n'ont pas à se plaindre de leur prix d'achat de 405 F qui leur assure déjà une confortable plus-value, mais ils ne peuvent que regarder avec envie Total et l'UAP qui ont gagné presque autant par action sur 1 399 626 titres, sans subir de réduction comme les petits actionnaires qui ont dû se contenter de 4 actions au lieu du minimum promis de 10. Enfin, l'Etat qui aurait peut-être pu vendre plus cher les actions aux « amis » de Paribas, mais le système retenu lui a permis, on l'a vu, de partici-

per au choix de ces derniers, ce qui n'est pas négligeable. Le troisième groupe ne comprend que Paribas, le vrai bénéficiaire de la formule adoptée.

En effet, la direction du groupe a obtenu la constitution d'un actionnariat stable représentant 18 % du capital, tout en évitant des participations plus importantes qui auraient pu être attribuées à un nombre plus réduit et plus encombrant d'actionnaires. Paribas a participé activement au choix de ce noyau dur. Mais le groupe financier a surtout obtenu trois avantages considérables. Le premier est un engagement officiel de fidélité des actionnaires stables, alors que d'habitude ce genre de promesse prend un aspect moins formel. Le second est le droit de choisir les acheteurs des actions détenues par le noyau dur pendant les trois ans qui suivront le délai de blocage de deux ans, ce qui fait que Paribas contrôlera indirectement 18 % de son capital pendant au minimum cinq ans. Le troisième est que Paribas n'a, semble-t-il, rien payé pour ces garanties en quelques sorte offertes par l'Etat vendeur en cadeau de « joyeuse privatisation ».

Cadeaux aux entreprises

On peut déjà mettre en cause le principe de noyau dur. On sait que la meilleure défense contre une attaque d'actionnaires indésirables est une prospérité de l'entreprise telle qu'elle rend le prix à payer prohibitif. Quant au danger de « saucissonnage », on voit mal pourquoi un acquéreur éventuel démantèlerait une société parfaitement structurée et gérée. Il faut donc bien admettre que l'actionnariat stable est au moins autant destiné à protéger la direction en place que l'entreprise elle-même.

Et si la direction veut malgré tout garantir la pérennité de son action grâce à un actionnariat stable, il est normal qu'elle-même et non la collectivité en paye le prix. En d'autres termes si l'Etat peut avoir des raisons d'instituer une action « spécifique » pour stabili-

ser l'actionnariat d'une entreprise pour des raisons stratégiques pendant cinq ans, la constitution d'un actionnariat stable dans l'intérêt de l'entreprise et de ses dirigeants devrait incomber à la société elle-même une fois privatisée, les « amis » achetant les actions au prix du marché et échangeant leur fidélité contre des avantages négociés avec l'entreprise. Les institutionnels pourraient ainsi obtenir, lors de la privatisation, plus d'actions qu'actuellement selon une procédure égalitaire. Et l'Etat n'encourrait pas le reproche de faire des cadeaux aux entreprises privatisées et de reconstruire lui-même, à la tête des grandes sociétés françaises, une nomenclature quasiment indéracinable, laissant ainsi échapper l'occasion unique de renouveler une élite trop protégée et fermée sur elle-même. Car comment refuser aux directions des autres sociétés à privatiser, et en particulier aux banques et compagnies d'assurance, ce qui a été accordé à celle de Paribas ?

Une partie de ces craintes se matérialise déjà. La Société générale conserve 47 % de la Sogeval, et les professions du bâtiment ont repris en main la BTP. Et si ces nouveaux maîtres ont payé une prime pour leur part de contrôle, le ministre des finances a tendance à confier ces « noyaux durs » aux gens du sérail et à faire ses choix, si l'on excepte TF1, dans une absence totale de transparence.

La privatisation a bien commencé. Mais il serait dommage que, d'un côté, des choix arbitraires et des enjeux politiques transforment la fixation des prix de vente en un « jeu de fléchettes » ; et que, de l'autre, les pressions des entreprises concernées et la connivence de l'Etat substituent progressivement un vaste « système des dépouilles » au profit des directions en place, des professions et des grands groupes, à un processus d'ouverture d'importantes sociétés françaises à de nouvelles catégories d'actionnaires, ce qui semblait être, au départ, l'objectif majeur.

DIDIER PENE.

COLLOQUE INTERNATIONAL

"MONNAIE ÉLECTRONIQUE ET SOCIÉTÉ"

ORGANISÉ PAR LES ÉDITIONS AUTREMENT ET LE GROUPEMENT DES CARTES BANCAIRES "CB"

LES 19 ET 20 MAI 1987

Amphithéâtre Poincaré (Bâtiment Foch)
1, rue Descartes
75005 Paris

Une rencontre interdisciplinaire de haut niveau autour de 4 thèmes : moyens de paiement et échanges économiques / l'avenir de la banque / mémoire et monnaie / les enjeux industriels et financiers de la technologie "carte à puce".

Parmi les intervenants : MM. A. Madelin, J. Attali, D. Lebègue, E. Lussato, F. Lorentz, J. Gagné, L.N. Joly, M. Aglietta...

INFORMATION ET INSCRIPTION :
NATHALIE MOQUAY,
ÉDITIONS AUTREMENT,
4, RUE D'ENCHEN,
75010 PARIS.
TEL. 47 70 12 50

AUTREMENT ÉDITIONS



En librairie le 15 avril

"L'ARGENT INVISIBLE"
Dirigé par Laurent Chemineau.
L'argent à l'ère des flux électroniques.
La carte à puce va-t-elle se substituer
aux moyens de paiement traditionnels ? Quels sont ses enjeux
industriels et sociaux ? La première
grande enquête internationale.
200 pages. 75 F. Éditions Autrement.

ESSID - Groupe ESSEC

Diplômés de Grandes Écoles ou de l'Enseignement Supérieur

L'ESSID vous propose une formation complémentaire de troisième cycle à but professionnel de

CONCEPTEUR EN SYSTÈMES D'INFORMATION

Ce programme vous permet d'acquies la double compétence (informatique et gestion) nécessaire pour concevoir, développer et gérer les Systèmes d'Information dans l'entreprise. Les études sont sanctionnées par le Diplôme Spécialisé en Conception et Gestion des Systèmes d'Information et de Décision délivré par l'ESSID.

Durée des études : 4 trimestres à temps plein
Début des études : 1^{er} septembre 1987
Date limite de dépôt des candidatures : 15 mai 1987

Renseignements :

Anne-Marie SIMPLAT ESSID - groupe ESSEC
École Supérieure des Systèmes d'Information et de Décision
B.P. 105 - 95021 CERGY CEDEX

Tél. (1) 30 38 38 00

ESSID - Groupe ESSEC

Établissement d'Enseignement Supérieur Privé

GROUPE

ESSEC

MBA University

- Programme 3^e cycle créé et développé par l'Institut Franco Américain de Management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New York
Septembre 86 - Août 87
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY
Certificat IFAM 3^e cycle
- Admission : diplôme 2^e cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA University
19 rue Cécile 75015 Paris
Tél. : 47.34.38.23

IFAM

PACE UNIVERSITY

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY • NORTHEASTERN UNIVERSITY
PACE UNIVERSITY

La grande école internationale

- Créée et développée en association avec des universités américaines réputées : Hartford U., Hartford (Conn.) Northeastern U., Boston (Mass.), Pace U. (New York).
- 4 ans de formation supérieure à la gestion dont 1 an aux États-Unis.
- 3 diplômes :
Bachelor of Business Administration (fin 3^e année).
Master of Business Administration (MBA), diplôme IFAM (fin 4^e année).
admission : Bacalauréat exigé + épreuves orales
admission parallèle en 2^e année (DEUG, DUT...)

Renseignements : IFAM, 19 rue Cécile, 75015 Paris. Tél. : (1) 47 34 38 23

Établissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : _____ Prénom : _____

Bac : _____ 1^{re} langue : _____

Adresse : _____

La chronique de Paul Fabra

La grande fatigue des économies

Il est une expression qu'on n'emploie pour ainsi dire jamais pour décrire l'état dans lequel se trouve l'économie dans la plupart des pays, voire dans tous, quoique à des degrés divers. La métaphore dont il s'agit ne serait pourtant pas plus déplacée que toutes celles qu'on rencontre dans un domaine où l'expression imagée est de règle, comme pour faire diversion à l'aridité des chiffres. Si on évite de l'utiliser, c'est sans doute parce qu'elle serait de nature à dissiper bien des illusions et à obliger, tant les gouvernements que les gouvernés, à regarder en face les remèdes proposés pour résoudre les problèmes du jour.

Plus que toute autre chose, ce dont souffre aujourd'hui l'économie, c'est d'une immense fatigue. Les discours officiels et les programmes d'action qu'ils annoncent tendent à donner l'impression du contraire. Ce n'est pas qu'en France que « le renforcement de la compétitivité » est à l'ordre du jour. Dans tous les pays, il n'est question que de rendre les entreprises plus athlétiques, en vue de leur permettre de rester dans la course.

Aux Etats-Unis, la prochaine campagne présidentielle pourrait bien se jouer sur ce thème. En attendant, le président Reagan taxe certains produits importés du Japon mais, nous assure le gouvernement de Washington, il ne faudrait pas s'y tromper : il s'agit non pas de protectionnisme mais de représailles contre le dumping dont les producteurs de composants nippons se sont rendus coupables. L'objectif est de restituer toutes leurs chances aux industries américaines qui ont à leur tour entrepris de valeureux efforts pour se délester, comme le font leurs concurrents étrangers, de leurs poids morts et reprendre leur place en tête du peloton. Qui oserait, à la veille d'un combat, parler de lassitude ? La vérité ne serait-elle pas que l'économie ressemble partout à un trépidant camp d'entraînement ? Gare aux traîneurs !

L'universalité de l'obsession jette toutefois un doute sur la réalité de l'objet qu'elle se donne. Les Japonais assurent

que la revalorisation du dollar les étrangle. C'est un fait que les produits « made in Japan » sont devenus très chers. Les Allemands font remarquer, chiffres à l'appui, que leur commerce d'exportation connaît de très forts ralentissements. Quant aux Américains, qu'on nous avait présentés — et qui se présentaient eux-mêmes — quand leur monnaie était au plus haut, comme les grands champions de la technologie et de la productivité, ils se donnent aujourd'hui, eux aussi, comme des victimes de la compétition internationale, malgré l'avantage de change dont ils bénéficient désormais. Où sont les dangereux concurrents si chacun d'eux, pris séparément, n'est pas loin de se estimer hors jeu ?

Les entreprises, entraînées par la logique de la compétitivité et les gouvernements, qui les exhortent dans cette voie, en leur apportant à l'occasion leur appui sous forme de subventions ou, ce qui revient au même, de mesures de protection, sont en train de se laisser prendre dans une inextricable contradiction. Il est vrai que chaque agent économique en particulier et chaque nation ont le devoir de relever le défi que pose la transformation rapide des techniques, sans parler de l'apparition, en Asie ou ailleurs, de nouveaux producteurs. La compétition reste l'aiguillon qu'elle ne cessera d'être aussi longtemps qu'il ne s'agit que de s'adapter à des marchés devenus plus exigeants. Plus difficile, la partie n'en est que plus exaltante, en tout cas pour ceux qui se sont mis en position d'être capables de la jouer. L'exacerbation des luttes concurrentielles recouvre aussi un autre phénomène. La partie ne devient pas seulement plus compliquée, elle est en passe de devenir impossible à jouer, sauf à cesser d'annuler les bienfaits de l'entraînement intensif par un régime de harcèlement des forces économiques.

A trop user d'expédients pour se tirer d'embarras, les politiques économiques et financières menées par la plupart des

Etats ont fini par émousser les réflexes et distendre les muscles des organismes qu'elles sont censées mettre en condition de bon fonctionnement. Chaque nouvelle mesure pour masquer la réalité, par exemple les dispositions nouvelles visant à atténuer les effets (sans toucher aux causes) du chômage de longue durée, ne peut que rendre encore plus artificielle la construction d'ensemble.

« On ne soulignera jamais assez combien les déficits publics opèrent une ponction sur les ressources de la nation, diminuant l'épargne disponible pour l'investissement productif et accroissant l'endettement et ses charges », écrit le gouverneur de la Banque de France, Jacques de Larosière, dans le compte rendu annuel de l'Institut d'émission, qui vient d'être rendu public. Tous les Etats ont laissé se creuser d'importants déficits. L'énormité des dettes publiques qu'ils ont ainsi accumulées est pour beaucoup dans la prolifération d'une économie financière largement autonome de l'économie productive. Les taux d'intérêt, déconnectés du taux de rentabilité des entreprises industrielles, agricoles ou commerciales, tendent à dépasser de beaucoup cette rentabilité, décourageant, par là même, les investissements. Dans certains pays, tels les Etats-Unis, une politique incohérente d'encouragement systématique de la consommation a réduit l'épargne à la portion congrue, rendant encore plus difficile à trouver la solution au problème financier ainsi posé. Dans un tel contexte, les entreprises restent fragiles, à la merci des brusques variations du taux de change, du coût des emprunts, du poids des prélèvements fiscaux ou sociaux. Leur vulnérabilité les amène à interpréter comme avantages abusifs tout progrès accompli par les entreprises des quelques pays qui ont pris un peu d'avance dans le processus d'assainissement. Ce ne sont pas nécessairement les meilleurs qui gagnent dans la compétition ; ce sont ceux à qui on a fait ingurgiter moins d'alcool avant le départ de la course.

BIBLIOGRAPHIE

Les nationalisations de la Libération

« **O**ui, désormais, c'est le rôle de l'Etat d'assurer lui-même la mise en valeur des grandes sources d'énergie : charbon, électricité, pétrole, ainsi que des principaux moyens de transport : ferrés, maritimes, aériens, et des moyens de transmission, dont tout le reste dépend. C'est son rôle d'amener lui-même la principale production métallurgique au niveau indispensable. C'est son rôle de disposer du crédit, afin de diriger l'épargne nationale vers les vastes investissements qu'exigent de pareils développements, et d'empêcher que des groupements d'intérêts particuliers puissent contrarier l'intérêt général... »

Certes, on est loin du mot d'ordre ouvrier du début du siècle : « Au mécanicien la locomotive, au fondeur le cubilot... Ouvrier, prends la machine ! » On est plus loin encore de l'actuel programme de privatisation, impulsé, entre autres, par des hommes se réclamant du gaullisme. Mais qui se rappelle, aujourd'hui, qu'en mai 1946 un jeune inspecteur des finances publia dans *Esprit*, sous le pseudonyme transparent de Donalbin, un article favorable à la nationalisation des banques ? Et qui sait que c'est une conjonction de facteurs politiques, psychologiques et matériels qui, au mois d'avril de la même année, permit aux banques d'affaires de ne pas être nationalisées ?

Le livre publié par Claire Andrieu, Lucette le Van et Antoine Prost constitue un remarquable dossier sur les *Nationalisations de la Libération* (1). Résultat d'une recherche engagée en 1980 par le Centre de recherche sur l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme (université de Paris-I Panthéon-Sorbonne) et d'un colloque tenu en mai 1984, cet ouvrage — entièrement recomposé par les auteurs qui le signent — a le mérite de réunir des contributions du plus grand intérêt aussi bien sur les

sources idéologiques et politiques de l'idée de nationalisation que sur les conditions historiques dans lesquelles les nationalisations de la Libération ont été réalisées, les positions des principales forces politiques et syndicales, la nature, les modalités, le caractère disparate des nationalisations alors réalisées.

Il fait clairement apparaître que, même si l'inspiration idéologique des courants socialistes et communistes a joué un rôle, la logique profonde des nationalisations de la Libération a été économique, industrielle, financière : nationalisation-étatique. On retrouve d'ailleurs cette même logique national-étatique, avec encore le général de Gaulle, lors de la création de l'Union générale des pétroles en 1959-1960 (2). Et, au fond, c'est encore cette même logique qu'on retrouvera avec les nationalisations de 1981-1982. La principale différence est que les nationalisations de 1944-1946 ont été l'œuvre de la Nation tout entière — face à quelques rares critiques libérales — alors que celles de 1981-1982 furent marquées du sceau de la gauche : ce qui, dans un contexte de crise et d'incertitude, facilita la politique de « privatisation » menée aujourd'hui par la droite.

Mais le conseil donné, dans la *Revue politique et parlementaire* de mars 1946, par l'inspecteur des finances libéral M. de Rincquesen de renoncer à la « mytique » et de redescendre « de la région déshérent de cette religion économique » pour faire de la véritable économie politique, devrait être écouté par certains de nos actuels prosélytes du libéralisme.

MICHEL BEAUD.

(1) Claire Andrieu, Lucette le Van, Antoine Prost, *Nationalisations de la Libération : de l'utopie au compromis*, Éditions de la Fondation nationale des sciences politiques, 1987, 394 p., 240 F.

(2) Jean Freys, *Le National-Pétrolier : la création de l'Union générale des pétroles 1959-1960*, thèse de doctorat d'Etat de sciences économiques, université de Paris-VIII, 1982, 638 p.

EN PLEIN CENTRE DE TOURS A

l'Orangerie

La Résidence avec services



VOUS VIVEZ EN TOUTE INDÉPENDANCE, DANS UNE RÉSIDENCE LUXUEUSE...

Au 14 de la rue Victor Hugo, dans un des plus beaux et des plus animés quartiers de Tours, l'Orangerie, avec ses trois immeubles posés sur de beaux espaces verts fleuris, sa galerie marchande et ses parcs vous offrent toute la quiétude et les facilités que vous désirez.



VOUS ÊTES BIEN SERVI...

L'hôtesse veille sur votre confort et votre bien-être 24h sur 24. "L'homme d'entretien" effectue, à votre demande, des petits travaux dans votre appartement, les cuisiniers vous préparent de savoureux repas que vous prenez au restaurant ou chez vous. La femme de ménage vient si vous le souhaitez. L'infirmière vous donne tous les soins à domicile ou à l'infirmière.

VOUS ÊTES BIEN PROTÉGÉ :

Surveillance vidéo, gardien, système d'alarme permanent, vous permettent de vivre 24h sur 24 en toute sécurité.

VOUS ÊTES EN BONNE COMPAGNIE :



Vous disposez de tous les plaisirs d'un vrai club de loisirs et de détente : cercle de bridge, salle de billard, salon vidéo, bibliothèque, terrasses et jardins fleuris pour votre détente et aires de jeux pour vos enfants, salle de gymnastique pour votre forme.

VENEZ VIVRE UNE NOUVELLE VIE DE DÉTENTE ET DE LOISIRS... A l'Orangerie, vous êtes chez vous, dans un appartement dont vous êtes le propriétaire, mais en plus, vous bénéficiez de tous les services d'un hôtel de qualité et de tous les attraits d'un club de loisirs.



VOUS VIVEZ DANS UNE AMBIANCE CHALEUREUSE ET DÉTENDUE...

Salle de restaurant conviviale, salle à manger et salon particuliers pour recevoir les amis et les enfants, salons confortables avec terrasses ou coin cheminée, bar, chambres d'hôtes... à l'Orangerie, il vous est facile de nouer de nouvelles amitiés, de recevoir vos amis, vos petits-enfants et de vivre sans contrainte, dans un cadre raffiné.

Pour en savoir plus sur l'Orangerie de Tours, renvoyez votre demande de documentation ou téléphonez gratuitement au

N° VERT 05.37.00.37

(Appel gratuit)

DEMANDE DE DOCUMENTATION l'Orangerie

La Résidence avec services.

A retourner à JAUARD CONSTRUCTIONS
Bureau de vente
19, place Jean-Jaurès - 37000 TOURS.

OUI, envoyez-moi, sans engagement de ma part, votre documentation complète sur la Résidence avec services "l'Orangerie" de Tours.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Téléphone _____

C'EST UNE RÉALISATION

JAUARD CONSTRUCTIONS
DES HOMMES QUI EMBELLISSENT
VOTRE VILLE DEPUIS CINQUANTE ANS

سكناء في الطهر

Démographie

L'Europe se regarde vieillir

(Suite de la première page.)

Catastrophique ? Pas forcément, affirme M. Michel Loriaux, qui a choisi d'être optimiste. Les évolutions démographiques ne sont pas fortuites ; elles répondent à des évolutions de la société.

Les pays européens ne sont d'ailleurs pas les seuls à vieillir. Le Japon est en train de le suivre à la trace (il compte aujourd'hui un pourcentage de personnes âgées deux fois plus élevé qu'en 1950), ce qui ne l'empêche pas de nous éblouir par son dynamisme. La puissance d'une nation ne se limite pas, loin de là, à sa démographie. Et il n'y a pas, dans l'absolu, de structures démographiques idéales. Tout dépend de la capacité d'un pays à s'adapter au vieillissement de sa population ou, pour parler comme les nouveaux marchands de soupe, à « rentabiliser optimalement son capital humain vieillissant ».

Bref, il ne suffit pas de se regarder vieillir. Les pays européens doivent dès aujourd'hui « gérer » leur révolution grise.

Et d'abord en révisant les définitions. Qu'est-ce qu'un vieux ? Pour les autorités, c'est d'abord une personne inactives, pauvre, seule et souvent... malade. Or, ces handicaps surviennent aujourd'hui plus tard et avec une intensité différente. Les sexagénaires d'aujourd'hui sont nettement moins « vieux » que ceux des années 60, souligne M. Gérard Malabouche, chargé de mission au commissariat général du Plan. L'assurance-vieillesse avait été conçue pour des sexagénaires, non pour de grandes vieillards. « Plus tôt que d'un revenu de remplacement du salaire perdu, les vieillards ont besoin d'une prestation (en espèces ou en nature) proportionnée à leur degré de dépendance ».

Une réorganisation des carrières

Mais ce n'est qu'un aspect parmi beaucoup d'autres d'une politique du troisième âge. Celle-ci, aujourd'hui, est davantage une

politique de l'emploi qu'une politique sociale. On part du principe qu'il vaut mieux « payer un retraité qu'un chômeur ». Les salariés âgés sont exclus de plus en plus tôt du marché du travail. Sans même attendre un départ à la retraite, remarque M. Xavier Gaullier, chercheur au CNRS. Leur situation dans les entreprises se dégrade : leurs salaires plafonnent, ils ne bénéficient plus de promotion ou sont mis dans des « placards ».

Est-il utopique d'imaginer « une autre gestion des âges dans la vie professionnelle et une réorganisation des carrières ? », autrement dit, une alternance beaucoup plus grande entre le travail, la formation et les loisirs tout au long d'une existence d'adulte ? Cela implique de nombreuses réformes, comme le souligne M. Gaullier. Il faudrait notamment savoir former des salariés âgés et établir de nouvelles critères d'évaluation des capacités de chacun à toutes les étapes de sa vie professionnelle.

Une société ne s'adapte pas au vieillissement de sa population en modifiant seulement son système de sécurité sociale ou son organisation du travail. Elle doit changer sa hiérarchie des valeurs, affirme M. Pierre-Philippe Druet, professeur de philosophie à l'université de Namur. « Le travail productif ne peut plus être le seul moyen de se valoriser socialement ; il faut mettre en place un pluralisme des valeurs et le mettre en place dès maintenant ».

Sans voler aussi haut, tous ceux qui réfléchissent à la question avec un minimum de prospective soulignent « la nécessité d'un effort d'imagination ». Il faudrait inventer une nouvelle politique de l'âge et d'autres rapports entre les générations. Sous peine de voir des mouvements comme celui des Panthères grises en Allemagne fédérale ne plus amuser personne. Nos sociétés vieillies seraient, en somme, contraintes d'innover. Après tout, rien n'empêche la « révolution grise » d'être... révolutionnaire.

ROBERT SOLÉ.



KUNDERA ET LES REPLIS DE L'INTIME. DÈS DEMAIN DANS EMOIS.

EMOIS

LE PREMIER MAGAZINE CULTUREL A SENSATIONS.

Premiers cris en vidéo

Voir sa naissance dix, vingt, quarante ans plus tard : la société Vidéo Cigogne propose aux mères de filmer leur accouchement et d'enregistrer le premier cri du nouveau-né. « Je regrette de ne pouvoir imaginer ma propre naissance », dit Didier Kaminka, le promoteur de cette idée originale.

Comment travaillent les camerawomen de Vidéo Cigogne ? En douceur. Pas question de mettre en boîte une superproduction dont bébé sera le star. Une seule personne à la caméra filme les moments-clés de l'accouchement, à la lumière naturelle. Monté, le film dure un peu moins de dix minutes, ce qu'il faut pour ne pas se lasser. « Il ne s'agit pas d'un reportage », précise Didier Kaminka. Le camerawoman suit le bébé jusqu'au moment où on le pose sur le ventre de sa mère. Tout repose sur le climat, l'expression des visages, avec un minimum de chirurgie et de sang.

Pas de violence mais du suspense : les cent pas du père dans le couloir s'il a choisi de ne pas assister à l'événement, son émotion s'il est aux côtés de sa femme, les paroles des médecins, les gestes de la sage-femme, les expressions de la mère... et l'enfant qui vient au monde.

La cassette est remise à la famille quelques heures après la naissance. Coût : environ 1 500 F.

* Vidéo Cigogne, 45-01-66-33.

SCIENCES PO. Préparations

Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé
45, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 46.33.81.23 / 43.29.03.71

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

CONSUMMATEURS LES AVOCATS DU BARREAU DE PARIS

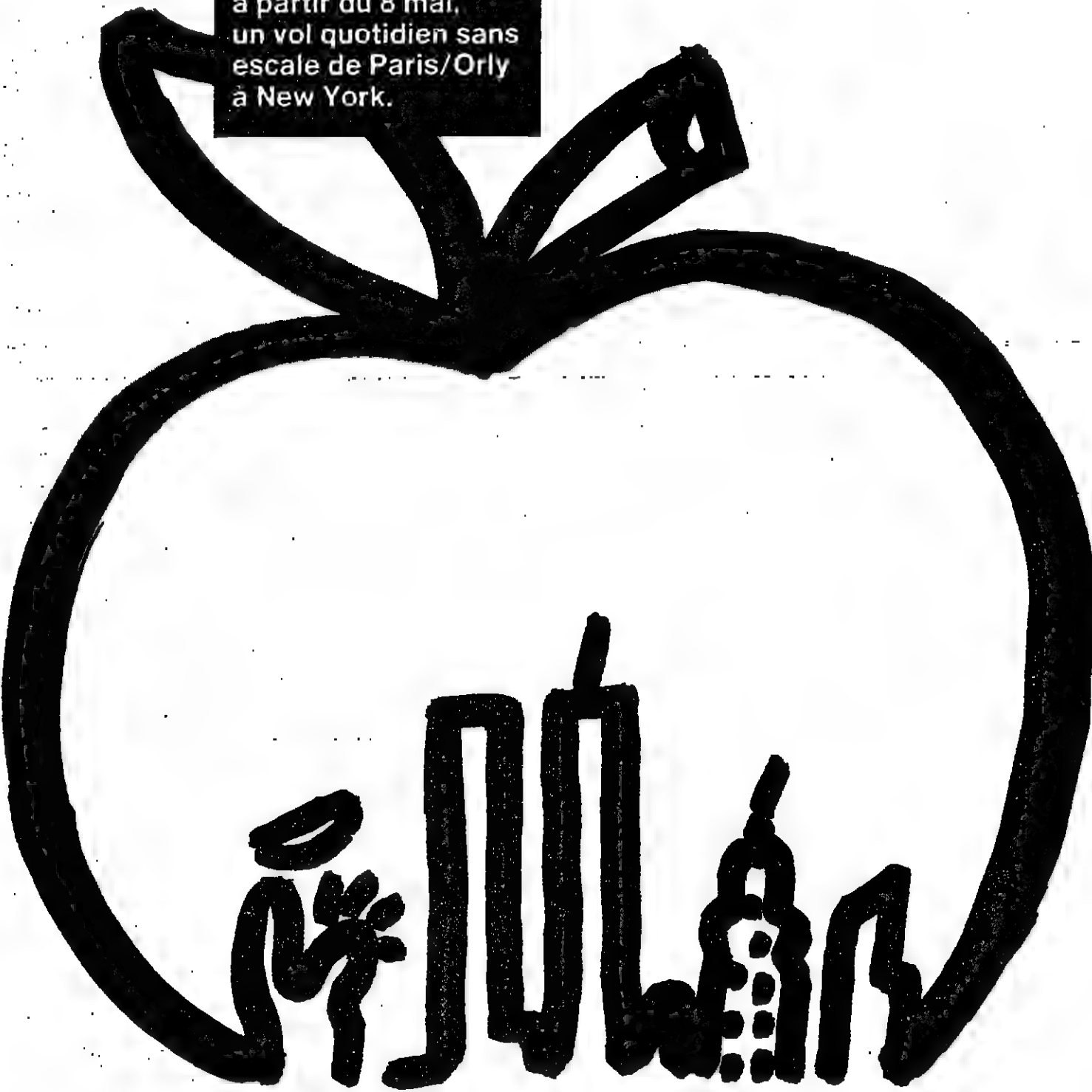
Répondent à vos questions

- PAR TÉLÉPHONE 43-54-32-04
- SUR RENDEZ-VOUS

Dans leur local de l'AARC
15, place du Pont-Neuf, Paris
Avec une participation aux frais

ORDRE DES AVOCATS À LA COUR DE PARIS

American Airlines :
à partir du 8 mai,
un vol quotidien sans
escale de Paris/Orly
à New York.



A partir du 8 Mai, American Airlines assure tous les jours un vol sans escale de Paris/Orly à New York.* Une fois aux U.S.A., nous avons notre propre terminal : vos formalités de douane et d'immigration seront ainsi faciles et rapides.

Vous pourrez bénéficier du réseau American Airlines : plus de 200 villes desservies aux U.S.A., Canada, Mexique et Caraïbes.

* Sous réserve d'approbation gouvernementale.

American Airlines "The American Airline"™

™ La Compagnie typiquement Américaine.

Réervations et informations :
Contactez votre agent de
voyages ou appelez-nous
au 42.89.05.22.



Economie

CONJONCTURE

Les comptes de la nation pour 1986

Le taux des prélèvements obligatoires n'a baissé que de 0,1 point

La croissance française aura été de 2 % en 1986. Établis sur une base nouvelle, les comptes de la nation pour 1986, dont l'INSEE publie le lundi 27 avril les résultats provisoires, font en outre apparaître pour l'an dernier une baisse du taux des prélèvements obligatoires de 0,1 point seulement.

Depuis 1971, les comptes de la nation étaient établis à partir d'une méthode qui n'avait pas été modifiée. Cette année, quelques changements, mais surtout une utilisation plus systématique de certaines sources statistiques ont été introduits dans la confection des comptes. Cette nouvelle base conduit l'INSEE à réévaluer le produit intérieur brut français de 2 % environ : le PIB était ainsi de 5 015,9 milliards de francs en 1986, en augmentation de 6,9 % en valeur et de 1,9 % en volume par rapport à 1985. Le PIB marchand a progressé de 2 % en volume au lieu de 1,4 % en moyenne et par an de 1980 à 1985.

Au-delà, les résultats provisoires ne modifient pas sensiblement la photographie déjà connue de l'année passée. « On se félicite, au ministère de l'économie, de la confirmation apportée par les comptes de la nation pour 1986 des bons résultats constatés l'an dernier, comparés à ceux des années précédentes ». La croissance a bel et bien été tirée par une consommation des ménages soutenue. Avec une progression de 3,1 % en volume, cette dernière a « retrouvé un rythme d'évolution proche de celui observé en 1982 », note l'INSEE.

Le ministère de l'économie insiste aussi sur la reprise de l'investissement. Il fait remarquer que « le volume de l'investissement des entreprises a crû deux fois plus vite en 1986 qu'en 1985 : + 4 % au lieu de + 2,1 % ». Les comptes provisoires confirment également la rapide amélioration des résultats des entreprises. « Le taux de marge de l'ensemble des sociétés (le rapport de l'excédent d'exploitation à la valeur ajoutée) atteint son plus fort

niveau (30,7 %) depuis dix ans », note l'INSEE.

De ces comptes de la nation 1986 encore provisoires et établis sur une nouvelle base, deux éléments nouveaux ressortent. Tout d'abord, contrairement aux prévisions, le taux d'épargne des ménages (le rapport de l'épargne brute sur le revenu disponible brut) aurait augmenté de 0,2 point en 1986. La consommation des Français aurait été moins vite que leur revenu disponible. Le taux d'épargne des ménages serait ainsi passé de 13,8 % à 14 %, le gain de 0,2 point étant totalement attribuable à l'épargne financière. En fait, il s'agit de l'épargne des ménages, y compris celle des entrepreneurs individuels. Seuls les comptes définitifs et détaillés, attendus pour juin, permettront de savoir si les particuliers ont réellement augmenté leur effort d'épargne l'an dernier.

Conséquence inattendue

Les résultats provisoires font ensuite apparaître une baisse de 0,1 point du taux des prélèvements obligatoires (le rapport entre les prélèvements obligatoires et le PIB) en 1986 par rapport à 1985. Celle-ci provient surtout du net ralentissement enregistré dans la progression des cotisations sociales effectives. Les recettes de l'Etat ont, en effet, continué à augmenter à un rythme proche de celui du PIB (respectivement 6,7 % et 6,9 %).

Mais le changement de base intervenu cette année pour l'établissement des comptes nationaux a une conséquence inattendue sur cette question. Le taux des prélèvements obligatoires, au centre de nombreuses polémiques politiques, n'est pas aussi élevé qu'on ne l'avait cru jusqu'à présent (43,6 % en 1985). L'INSEE indique, en effet, que « le taux des prélèvements obligatoires est révisé à la baisse sur toute la période de base, surtout du fait du relèvement du produit intérieur brut ».

ERIK CZARLEWICZ.

ÉPARGNE-RETRAITE :

CHOISISSEZ VOTRE SOLUTION

SCIENCE & VE

ECONOMIE

MAI

(Publicité)

3^e Symposium National des Industries de l'Armement 12 Mai 1987

Palais des Congrès, Porte Maillot

En présence de Messieurs :

André GIRAUD, Ministre de la Défense
Jacques CHEVALLIER, Délégué Général pour l'Armement
Hubert CURIEN, Président du Conseil Scientifique de la Défense

COMMENT CHOISIR SES PROGRAMMES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT FACE AUX PROGRÈS DE LA TECHNOLOGIE MONDIALE ?

Débats animés par Patrick LECOQ.

L'industrie Française dispose-t-elle des capacités qui lui permettent de doter la France d'instruments de souveraineté ?

Comment les recherches et développements sont-ils soutenus en France et dans les autres pays industrialisés ?

L'industrie Française a-t-elle des points d'excellence, les exploite-t-elle correctement ?

Comment valoriser et renforcer la synergie entre les secteurs civils et militaires et entre pays industrialisés ?

RENSEIGNEMENTS : Jean-François LABONDE 47.58.11.74
INSCRIPTIONS : JBC - 64, rue Chapal, 92300 Levallois-Perret.

Participation : 2500 F HT (2950 F TTC), comprenant : l'inscription au colloque, les frais de restauration et de documentation

M. _____ Fonction _____ Société _____

Adresse _____ accompagné de _____

Fonction _____ assistera au 3^e Symposium National des Industries de l'Armement

REPÈRES

Prix agricoles

Les Douze ont repris l'examen de leurs divergences

Les ministres de l'agriculture de la Communauté ont repris, le lundi 27 avril à Luxembourg, leurs discussions sur les prix agricoles pour la campagne 1987-1988. Pour tenter d'harmoniser des positions plus que divergentes, le président en exercice du conseil, le Belge Paul De Keersmaecker, devait recevoir en privé, pendant toute la journée de lundi, chaque délégué. Il espère ainsi présenter, mardi 28 avril, des orientations de compromis.

Alors que la question des excédents laitiers et de viande bovine est pratiquement réglée depuis l'accord de décembre 1986, les Douze doivent maintenant s'entendre sur trois dossiers difficiles : les céréales, les matières grasses et les mesures agronomiques. Les 30 et 31 mars derniers, les Douze avaient seulement constaté l'ampleur de leurs oppositions. Ils s'étaient donc, alors, jusqu'au 31 mai pour conclure en prolongeant jusqu'à cette date, pour la viande bovine et le lait, la précédente campagne, qui aurait dû s'achever le 31 mars.

L'ampleur des mesures d'assainissement suggérées par la Commission inquiète de nombreuses délégations, notamment la France et la RFA. Colles-ci estiment que la situation de leurs agriculteurs est trop détériorée pour supporter une nouvelle cure d'austérité. De son côté, la Commission européenne fait valoir que la réforme de la politique agricole commune, largement entamée, ne peut être laissée au milieu du gué. Seul progrès imprévu, les Douze se séparent mercredi pour se retrouver le 18 mai à Bruxelles.

Livraisons de pétrole

Renouvellement de l'accord entre Damas et Téhéran

L'Iran s'est engagé à livrer gratuitement un million de tonnes de pétrole à la Syrie à l'occasion du renouvellement de l'accord pétrolier qui lie les deux pays, a indiqué, le samedi 25 avril, la télévision iranienne. Cet accord, soumis à une révision annuelle, a été signé samedi à Téhéran par le ministre iranien du pétrole, M. Gholam Reza Aghazadeh, et son homologue syrien, M. Ghazi Aldroubi.

Un seul Salon du matériel de travaux publics en 1988. — Un seul Salon international du matériel de travaux publics et du bâtiment — Intermat — aura lieu à Paris en 1988, du 16 au 21 mai, ont annoncé les organisateurs. Un accord a été en effet signé entre les organisateurs d'Intermat — la SEPIC et ceux de Bâtiment, le Salon qui se tenait traditionnellement tous les trois ans, et dont le prochain manifestation était prévue du 2 au 8 mai 1988 au Bourget.

L'accord, indique-t-on d'autre part, devrait porter sur la livraison par l'Iran de 2,5 millions de tonnes de pétrole à la Syrie. Un million de tonnes est fourni gratuitement au titre de la « contribution iranienne à l'effort de guerre syrien contre Israël », a souligné la télévision.

Les milieux pétroliers avaient remarqué depuis le début de l'année une interruption totale des livraisons de pétrole iranien à la Syrie et avaient attribué cet état de fait à la dégradation des relations entre les deux pays (Le Monde du 17 avril).

Commandes de machines-outils

Chute libre aux Etats-Unis

Les commandes de machines-outils ont chuté de 24,5 % aux Etats-Unis durant le premier trimestre, annonce l'association professionnelle de ce secteur. D'un trimestre à l'autre, les livraisons ont également fortement baissé, de 20,3 %. Selon le président de l'association, M. James Gray, ces résultats sont « largement dus à la contraction régulière à la fois du marché total et des parts sur ce marché » des fabricants américains au cours des dernières années.

Echanges

Séoul s'engage à acheter pour 2,62 milliards de dollars de produits américains

Conformément à l'accord du 21 avril aux termes duquel la Corée du Sud s'engageait à ouvrir plus largement ses frontières aux produits étrangers, Séoul a publié une liste d'achats de biens américains équivalant à 2,62 milliards de dollars. Il s'agit pour 2,14 milliards de dollars de biens d'équipement, de matières premières et de produits agricoles destinés au secteur privé et de 480 millions de dollars de biens d'équipement destinés au secteur public. Le gouvernement coréen débouquera 2,5 milliards de dollars pour financer ces achats à bas taux d'intérêt.

Ces mesures cherchent à limiter les pressions protectionnistes américaines. Les Etats-Unis absorbent 40 % des exportations coréennes et ont enregistré, en 1986, un déficit de 7,4 milliards de dollars avec ce pays.

Manifestation à Orléans contre l'ouverture d'un centre commercial le dimanche

Les acrobates de centre commercial Zone Franch' de Saran, près d'Orléans, le premier du genre à être installé en province, ont été bloqués, le dimanche 26 avril, de 10 h 30 à 18 heures, par des voitures de commerçants de la ville, des salariés et des syndicalistes FO et CFDT, qui entendaient protester contre son ouverture le dimanche. La camionnette d'un marchand de fleurs a tenté de forcer le passage en poussant la voiture d'un commerçant. La police est intervenue. Le chauffeur du véhicule et son patron, deux fils du maire communiste de Saran, ont été conduits au commissariat puis remis en liberté.

Ce centre commercial à prix réduit, inauguré début avril, comporte soixante-deux boutiques sur 7 000 mètres carrés, et emploie cent cinquante à cent soixante personnes. Les manifestants ont indiqué à la presse qu'ils envisageaient de revenir dimanche prochain, « à moins que les pouvoirs publics s'interrompent pour faire respecter la loi en ce qui concerne le repos dominical ».

A la Fédération nationale des travaux publics, M. Ransau Brocard, né en 1948, ancien élève de l'Ecole polytechnique va succéder comme directeur général à M. Jacques Dubois, qui prend sa retraite. M. Brocard était directeur des affaires économiques et des études financières à la Fédération depuis octobre 1983.

AFFAIRES

Les agences antillaises de la Chase Manhattan Bank sont absorbées par le Crédit martiniquais

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

Société anonyme au capital de 91,3 millions de francs, le Crédit martiniquais (dont le siège est à la Martinique entre autres et quatre guichets depuis l'absorption de l'ancienne agence de la Chase Manhattan Bank, Filiale à 100 % jusqu'au 31 décembre 1986 de la Société Le Crédit (Compagnie financière d'outre-mer) ses actionnaires étaient des intérêts locaux (77 %), le groupe Paribas (11,5 %) et le groupe Crédit Lyonnais (11,5 %).

Après deux ans de négociations, la Chase Manhattan Bank a accepté de fusionner ses deux agences à la Martinique et à la Guadeloupe avec le holding Cofidom dont il détenait 19,49 % des parts. Cette fusion-absorption entre dans le cadre d'un rapprochement des services de Crédit martiniquais, qui après l'ouverture en octobre 1985 d'une première agence parisienne (place des Antilles, anciennement place de la Nation), va ouvrir une seconde agence dans la capitale (11, rue Trousseau) puis une autre en Guyane.

Cette banque « authentiquement antillaise et qui entend le demeurer », a annoncé M. Roger Marry, son président-directeur général, « devra s'intégrer au tissu social et économique guadeloupéen ».

L'implantation du Crédit martiniquais à la Guadeloupe, via l'agence de la Chase, survient à une période où le monde bancaire guadeloupéen vit une rapide mutation. D'abord la

Banque populaire de la Guadeloupe (BPG, anciennement Crédit guadeloupéen) a vu ses caisses remplies depuis le 1^{er} janvier dernier par celles de la BRED (Banque régionale d'escompte et de dépôts), dont le siège social se trouve à Vincennes, dans le Val-de-Marne. La BRED a absorbé le BPG, rachetant son actif et son passif avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1985. Cependant le service antenne informatique de l'ancienne Banque populaire de la Guadeloupe étant amené à disparaître, des mouvements de grève ont agité l'île.

De son côté, la Banque française mutualiste (BFM) tente également depuis le mois de mars de séduire le clientèle de la Martinique et de la Guadeloupe, une clientèle de fonctionnaires à qui des crédits consommation à moins de 12 % sont proposés, défilant en tous points la concurrence locale.

De plus, un accord vient d'être signé entre la Société générale de banque aux Antilles (SGBA, filiale du groupe Société générale) afin que la BFM utilise les locaux de cette banque à la Martinique comme à la Guadeloupe. En outre, le Crédit agricole est particulièrement bien implanté à la Guadeloupe.

Enfin le centre de chèques postaux de Basse-Terre, qui a vu en moins de cinq ans quadrupler son nombre de comptes chèques, vient de mettre en place, à même enseigne qu'en France métropolitaine, les comptes chèques pour les jeunes de treize à dix-huit ans.

ANDRÉ LÉGER.

BIBLIOGRAPHIE

« Les Vertiges de la finance internationale » de Henri Bourguinat

La démission des Etats

Combien véridique est ce titre du livre de Henri Bourguinat vient de publier. Vertige des acteurs financiers, pris dans le tourbillon d'instruments de crédit divers, et de plus en plus sophistiqués, qui sont l'objet d'innombrables transactions sur des marchés reliés entre eux instantanément et répétés de telle manière autour de l'hémisphère nord que, grâce au décalage horaire, il en est toujours au moins un d'ouvert ou opérant. Vertige aussi de quelconque observateur réticent, agité de courants imprévus et mesure les risques de son expansion incontrôlée.

Avec une érudition et une pondération de jugement admirables, Henri Bourguinat nous donne, en trois cents pages, des descriptions et des explications lumineuses, puis il inventorie des propositions de réforme. A la fin, on mesure mieux l'ampleur de l'ajustement économique ordonné d'une économie mondiale, où les spécialisations géographiques seraient un gage de productivité et de bien-être ; sinon morcellement anarchique de cette économie en de multiples zones plus ou moins rapides sur elles-mêmes, au grand dam des niveaux de vie.

De ce livre se tire l'idée que le désordre actuel est moins le fruit amer d'actions inconscientes des Etats que celui de leur démission. Refusant d'assumer leurs responsabilités régaliennes, ils ont eu l'illusion de pouvoir s'en remettre aux initiatives privées et au marché des capitaux du soin d'assurer l'équilibre des paiements internationaux dans des conditions favorables à la croissance économique. Optant pour des changes flottants au gré des offres et demandes privées de devises, ils ont cru que les cours qui en résulteraient seraient les meilleurs pour les économies, parce qu'exprimant, sans interventions arbitraires de leur part, les libres réactions des marchés, supposés clairvoyants. Ils ont d'autre part laissé proliférer crédits et dépôts dans les livres de banques étrangères de toute réglementation dès lors que dépôts ou crédits sont libellés en une autre monnaie que celle du pays où ces banques sont installées.

Il en a résulté d'amples variations des cours du dollar et aussi des autres monnaies entre elles, souvent sans correspondance avec les données réelles des économies. Car les marchés des changes ne sont révélateurs myopes et les opérateurs spéculateurs, les rumeurs l'emportant sur les calculs rationnels et la spéculation se jouant sur elle-même. Toutes les économies en ont

souffert, que leur monnaie se soit appréciée abusivement ou dépréciée à l'excès. D'autre part, la prolifération de crédits a provoqué des endettements interminables, insurmontables, d'une telle taille qu'on imagine mal comment de nombreux débiteurs pouvaient jamais s'acquitter.

Parce que la monnaie et les crédits qui l'engendrent ont un rôle central dans toute économie nationale, leurs quantités ont presque toujours été contrôlées directement ou indirectement par les pouvoirs publics. Aujourd'hui, l'intensification des échanges internationaux de marchandises, de services et de créances est telle que l'économie mondiale forme un ensemble qui a un impérieux besoin, pour fonctionner convenablement, de disposer d'une monnaie internationale et de taux de change stables entre les monnaies nationales. Jusqu'à la fin des années 60, les Etats-Unis ont réussi à faire que le dollar soit cette bonne monnaie, non seulement partout acceptée en paiement, mais considérée comme devant conserver sa valeur au long des ans et dont les cours en d'autres monnaies étaient stables. Ils n'en ont plus maintenant les moyens, faute d'une balance des paiements courants excédentaire, quant bien même ils en auraient la volonté.

Cela étant, comment établir à nouveau un ordre monétaire et financier mondial, tant nécessaire ? Ce ne peut évidemment être que par une coopération entre Etats. Mais grâce à quels instruments ? Henri Bourguinat nous fournit une analyse critique de diverses propositions faites ici ou là : définition de zones cibles autour d'un taux de change d'équilibre fondamental ou tout au moins d'un taux qui assure à peu près des parités de pouvoir d'achat ; réglage concerté de la masse monétaire mondiale ; retour à l'étalon-or ; taxation des opérations de change. Sa lucidité l'oblige à indiquer les faiblesses de chacune d'elles. Il est vrai que la tâche est particulièrement ardue, à cause du caractère quasi insaisissable de notions de créations ou flux monétaires et, plus encore, en raison de l'attachement compréhensible des Etats à leur autonomie en ce domaine, ne fût-elle qu'apparente. Mais ce ne sont pas là raisons suffisantes pour désespérer.

JEAN-MARCEL JEANNENEY, ancien ministre, président de l'observatoire français des conjonctures économiques.

« Les Vertiges de la finance internationale », de Henri Bourguinat, Economica, janvier 1987, 296 pages, 98 F.

سكواة الاموال

150

Economie

Réunion des Douze sur les choix budgétaires

M. Jacques Delors : une échéance à laquelle la CEE ne peut se dérober

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Communauté n'a plus suffisamment de ressources pour se développer. Dans quelle proportion et selon quelles modalités convient-il de les augmenter ? Les ministres des affaires étrangères des Douze, qui se réunissent dimanche 26 avril à Luxembourg pour faire le point sur ce dossier, sont encore loin de se rallier aux propositions ambitieuses que leur a soumises la Commission européenne (le Monde du 19 février 1986).

M. Jacques Delors, son président, s'est cependant montré satisfait des résultats de la réunion. « Plusieurs d'entre eux, j'ai eu l'impression qu'il n'y avait pas d'urgence, qu'il fallait examiner en détail le plan de la Commission, qu'il fallait régler les problèmes budgétaires immédiats par des mesures provisoires. Ils savent maintenant que le temps presse, qu'il y a une échéance à laquelle on ne peut se dérober. Ils savent que, si les montants dans le traité », commentait-il dimanche soir.

En 1987, les ressources disponibles (1) seront d'ores et déjà inférieures d'environ 3 milliards d'ECU (35 milliards de francs) à ce qui est nécessaire pour faire face aux dépenses. Au Conseil européen de Fontainebleau en 1984, il avait été envisagé de faire passer à compter du 1^{er} janvier 1988 de 1,4% à 1,6% la part des recettes de TVA susceptible d'être affectée au budget européen. « C'est d'ores et déjà insuffisant », a indiqué aux ministres M. Hemming Christensen, le commissaire chargé des affaires budgétaires, précisant que, compte tenu des besoins, il faudrait passer à au moins 1,65 % de TVA pour joindre les deux bouts en 1988.

Bref, la Commission explique au Conseil qu'il n'est pas possible de s'en tenir, même de manière provisoire, au programme de Fontainebleau, qu'il est exclu de s'en tirer avec des expédients comptables, qu'il a le dos au mur car elle — la Commission — sera contrainte de

« couper » dans les dépenses de la CEE à partir de l'été si des décisions ne sont pas prises en juin qui permettent d'y voir clair sur la manière dont s'opérera à l'avenir le financement de la Communauté.

M. Delors ajoute qu'il ne s'agit pas à l'origine d'une urgence budgétaire, mais qu'il y va de la crédibilité des Douze : serait-il convenable de faire l'élargissement, de signer l'Acte unique, et en même temps de ratiociner sur les moyens nécessaires pour réussir cette double opération ?

La Commission propose d'augmenter de manière significative les ressources mises à la disposition de la CEE. De 1988 à 1992, elles seraient plafonnées à 1,4 % du PNB (ce qui équivaut à peu près à 2 % de TVA). Elles seraient composées des droits de douane, des prélèvements agricoles, de 1 % des recettes de TVA et d'une « quatrième ressource » calculée en fonction du PNB, c'est-à-dire en fonction de la richesse respective de chacun.

Les dépenses agricoles

La Commission estime qu'il faudrait doubler les sommes affectées aux fonds structurels, c'est-à-dire à l'effort en faveur des pays les plus pauvres des Douze. Soucieuse de ne pas être taxée de prodigue, elle insiste également sur la nécessité de poursuivre la réforme de la PAC afin de limiter les dépenses qui sont nécessaires pour résorber les excédents. Elle suggère d'imposer une très stricte « discipline budgétaire » aux dépenses agricoles : celles-ci devraient croître moins vite que les ressources de la CEE, et en cas de dépassement il serait prévu la mise en œuvre de « stabilisateurs budgétaires » : le soutien accordé aux agriculteurs serait de la sorte automatiquement réduit. Elle propose de continuer à accorder une compensation au Royaume-Uni afin de limiter l'écart entre ce qu'il verse au budget européen et ce qu'il en reçoit ; mais, calculée différemment, elle serait moins importante que celle décidée à Fontainebleau.

Il s'agit là d'un ensemble de propositions sur lequel il n'était pas question de décider. Le rôle des ministres est de donner les impulsions nécessaires aux experts pour préparer le conseil européen de la fin juin. Les Britanniques, déjà en campagne électorale, se sont montrés très négatifs, expliquant en substance que la seule chose vraiment importante était de couper de plus en plus hardiment dans les dépenses agricoles. Ce désengagement, qualifié de dogmatique par l'un des participants, a trouvé peu d'écho au sein du conseil. Cependant, M. Dietrich Genscher, le ministre allemand, n'a fait aucun commentaire à ce sujet, silence que M. Jean-Bernard Raimond a trouvé « significatif ». Il semble que le ministre allemand des affaires étrangères, qui d'ailleurs ne s'est pas attardé à Luxembourg, n'ait pas souhaité interférer à propos du budget dans le débat en cours sur les prix agricoles.

Au total, M. Delors s'est réjoui de constater une meilleure compréhension de la quasi-totalité des ministres des affaires étrangères à l'égard de la réforme de la PAC, de la nécessité de procéder avec prudence mais aussi de maintenir la Communauté comme une puissance agricole : « Jamais l'attachement à la PAC n'a été aussi fort », a résumé le président de la Commission.

Les pays du Sud feront d'autant plus preuve de patience à l'égard de la PAC (dont ils profitent moins que ceux du Nord) s'ils ont la certitude que l'effort de solidarité à leur profit sera accru. M. Delors a le sentiment que ses propositions sur ce point sont mieux comprises. Il reste que le doublement des crédits des fonds structurels ne plait guère aux pays qui paient davantage au budget européen qu'ils ne reçoivent (RFA, France, Royaume-Uni). M. Jean-Bernard Raimond trouve le doublement « excessif » mais se dit « prêt à faire quelque chose pour les deux nouvelles ».

Le débat sur l'opportunité de modifier la composition des ressources propres (création d'une « quatrième ressource » liée au

PNB) ne fait que débiter. Plusieurs autres pays membres, tels les Pays-Bas, le Danemark et la Belgique, craignant que cela ne conduise à augmenter leur quote-part, se montrent réticents.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Droits de douane et prélèvements agricoles perçus sur les importations en provenance des pays tiers, plus une fraction plafonnée à 1,4 % des recettes de TVA.

SOCIAL

Un numéro spécial de *Droit social* sur les licenciements pour motif économique

Après un colloque sur le même sujet, la revue *Droit social*, que dirige le professeur Jean-Jacques Dupeyron, consacre un numéro spécial (1) au nouveau droit des licenciements pour motif économique. Les auteurs décortiquent et commentent la réglementation depuis les procédures jusqu'aux contentieux et n'ignorent rien des incidences des nouvelles dispositions. Toutes les hypothèses sont envisagées que l'on retrouvera dans la jurisprudence et donnent lieu à un débat à plusieurs voix.

An-déjà, les universitaires et les spécialistes se livrent à un examen attentif des mesures qui accompa-

gnent le licenciement. C'est ainsi qu'ils abordent le plan social, étudient la relation entre la formation et le reclassement ou analysent les contrats de conversion. Le contrôle par les conseils de prud'hommes ou le rôle du juge administratif font également l'objet d'une réflexion.

Introduit par un texte de M. Philippe Ségala, ministre des affaires sociales et de l'emploi, le numéro réunit des signatures autorisées. Il a aussi l'avantage d'être ouvert à bien des sensibilités ou opinions, dont celles des organisations syndicales. Il s'achève par un regroupement des textes officiels disponibles, la loi du 30 décembre 1986 comme des arrêtés et décrets, et l'accord interprofessionnel du 20 octobre 1986.

(1) *Droit social*, numéro 3 spécial, mars 1987, 149 francs. Editions techniques et économiques, 3, rue Soufflot, 75005 Paris.

● **Modification des règles pour la préretraite à mi-temps.** — Dans un décret publié au *Journal officiel* du 17 avril sur les conditions de fonctionnement des conventions de préretraite, de nouvelles règles pour les préretraites à mi-temps sont précisées. Abrogeant un décret d'avril 1984 sur les préretraites progressives, le texte n'oblige plus les employeurs à embaucher un remplaçant quand, pour des raisons économiques, des salariés sont amenés à prendre une préretraite à mi-temps. Le salarié qui opte pour cette formule reçoit, outre sa rémunération, une allocation spéciale du Fonds national de l'emploi égale à 30 % de son salaire dans la limite du plafond de la Sécurité sociale, et à 25 % du salaire au-dessus de ce plafond. L'entreprise participe au financement pour un tiers égal à 8 % du salaire journalier de référence calculé sur toute la période de la préretraite.

● **Prud'hommes : inscription sur les listes au plus tard le 5 mai.** — Pour les élections des prud'hommes, un arrêté publié au *Journal officiel* du 22 avril rappelle que la date de clôture des inscriptions sur les listes électorales — par les employeurs — pour eux-mêmes et pour leurs salariés — en les chômeurs est fixée au 5 mai. Les candidatures devront être déposées avant le 7 novembre. Les élections auront lieu le 9 décembre.

L'ART CANNIBALE DE DOROTHÉE SELZ DÈS DEMAIN DANS EMOIS.



EMOIS

LE PREMIER MAGAZINE CULTUREL A SENSATIONS.

ECONOCOM

— LE COACH —

INFORMATIQUE DE L'ENTREPRISE

ECONOCOM

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DAMART S.A.

Le périmètre de consolidation du groupe Damart a été modifié à compter du 1^{er} janvier 1986 par suite de :

- l'intégration de la filiale italienne ;
- l'élimination de la société allemande avec retraitement des comptes correspondants de 1985 par suite de la décision prise en mai 1986 d'arrêter l'activité en Allemagne.

An 31 décembre 1986, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 1 756,2 millions de francs contre 1 545,2 millions de francs l'exercice précédent (+ 13,65 %).

L'activité Damart a progressé de 3,5 % en France, de 36,5 % en Espagne et de 151 % en Italie.

Les résultats sont bénéficiaires en Espagne alors que ceux de l'Italie sont encore affectés par l'importance des frais de lancement.

Quant à la société Somfy International SA, qui regroupe l'activité de toutes les sociétés Somfy en France et à l'étranger, son chiffre d'affaires consolidé a atteint 334,2 millions de francs contre 273,4 millions de francs en 1985 (+ 22,26 %) avec une rentabilité satisfaisante.

Les comptes provisoires qui seront soumis au Conseil de surveillance du 28 avril 1987 font apparaître un bénéfice courant avant impôt de 253 millions de francs contre 183 millions de francs l'exercice précédent (+ 38,25 %). Compte tenu de la constitution au titre de l'exercice 1986 d'une provision pour pertes en Allemagne de 25,8 millions de francs, le résultat net (part du groupe) s'élève à 96,7 millions de francs contre 70,1 millions de francs (+ 37,94 %) l'exercice précédent. Il retrouve un niveau comparable à celui de 1984.



ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 22 AVRIL 1987

Attribution d'une action gratuite pour cinq actions

Le conseil d'administration de l'Electronique Serge Dassault, réuni le 22 avril 1987 sous la présidence de M. Bernard Daugny, président-directeur général, a défini les modalités de l'augmentation du capital par incorporation de réserves, décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 avril 1987.

Le capital est ainsi porté de 275 401 037,50 F à 330 481 245 F par incorporation des réserves et d'une partie du report à nouveau.

Il est créé 759 727 actions nouvelles en représentation de cette augmentation de capital. Ces actions seront attribuées gratuitement aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour cinq actions anciennes. La date prévue pour le détachement du droit d'attribution est le 10 juin 1987.

Le personnel ayant bénéficié en 1985 de souscription d'actions et n'ayant pas encore levé ses options verra, conformément à la loi, le nombre d'options qui lui sont proposées ajusté en conséquence.

275 401 037,50 F à 330 481 245 F, gratuitement, d'une action ancienne pour cinq actions anciennes, 10 juin 1987.

Economie

L'économie chilienne en état de surchauffe

Le gouvernement laisse monter les taux d'intérêt

SANTIAGO de notre correspondant

L'économie chilienne est en état de surchauffe et les bons résultats enregistrés l'an dernier en matière de croissance et d'inflation ne pourront pas se répéter cette année. Premier symptôme alarmant : l'augmentation excessive des importations, de l'ordre de 24 % au cours du second semestre de 1986, alors que les exportations n'ont progressé que de 10,5 %.

Or, le ministère des finances s'est fixé comme objectif de dégager d'ici à la fin de l'année un excédent commercial de 1 milliard de dollars, indispensable au règlement du service de la dette. Ce résultat sera impossible à atteindre si la tendance actuelle n'est pas inversée, et les autorités monétaires se voient déjà dans l'obligation de puiser dans leurs réserves de change.

Le taux d'inflation du premier trimestre a été de 5,5 %, et la succession de hausses ayant affecté les produits de première nécessité, le pape ont-ils quitté le pays, laisse pressager un hiver austral difficile pour bon nombre de Chiliens. L'objectif officiel de contenir l'inflation à une progression annuelle de 15 % est également compromis.

Même si le pragmatisme est revenu à la mode après l'effondrement du modèle ultralibéral suivi en 1981-1982, on ne pouvait certainement pas attendre du ministre des finances, M. Hernán Buchi, et de ses collaborateurs qu'ils fassent fuir des recettes monétaires pour mettre un frein à l'activité économique.

C'est donc sans surprise que les autorités ont décidé de restreindre l'émission monétaire et de laisser monter les taux d'intérêt. Ce qui ne va pas sans risque pour de nombreuses entreprises fortement endettées, aussi bien en monnaie nationale qu'en dollars, au moment où les taux bancaires internationaux ont eux aussi tendance à grimper. Chaque augmentation d'un point du Libor (1), qui sert de référence à la quasi-totalité de la dette extérieure, oblige le Chili à déboursier 200 millions de dollars supplémentaires par an.

La nouvelle politique monétaire a été diversement appréciée. Parlant au nom de l'Association des économistes socialistes, M. Carlos Omiñami estime qu'elle aura pour effet « une aggravation des conditions de vie des travailleurs et une augmentation du chômage, sans faire disparaître pour autant les raisons structurelles du déséquilibre ».

Pour M. José Pizarra, ancien ministre du régime militaire, le « mini-ajustement » est inévitable et devrait ouvrir la voie à une nouvelle phase d'expansion, quelque peu teintée de populisme, puisqu'elle coïncidera avec la préparation du référendum sur la succession présidentielle, qui doit avoir lieu en principe en 1989. M. Pizarra ne s'en offense guère « car prendre des mesures obéissant à des considérations électorales est un procédé habituel dans toutes les démocraties occidentales ».

GILLES BAUDIN.

(1) Taux interbancaire à Londres.

Un rapport de l'OCDE

Le redressement suédois se confirme

Le redressement de l'économie suédoise se confirme. Réduction de près de moitié de l'inflation - limitée l'an dernier à 4,8 % - baisse du déficit public et retour à un excédent de la balance des comptes courants équivalant à 1,5 % du produit intérieur brut, ces résultats sont jugés d'autant plus encourageants par les experts de l'OCDE dans leur dernier rapport annuel sur la Suède qu'ils ont été réalisés sans aggravation du chômage, toujours l'un des plus faibles d'Europe (2,7 % de la population active). Tout ne va pourtant pas pour le mieux dans ce pays. Fortement tributaires des importations d'énergie, les Suédois ont plus profité que d'autres pays industriels de la chute des cours du pétrole. Désinflation et amélioration des comptes extérieurs doivent beaucoup à ce phénomène exceptionnel. En outre, les coûts de main-d'œuvre ont augmenté plus vite que chez leurs concurrents, provoquant une poussée de la consommation à l'origine de la croissance de 1,7 % enregistrée l'an dernier.

Cette situation repose pour 1987 le problème, de fond, d'un changement de type de croissance souhaité par le gouvernement et définit à court terme l'avenir de l'expansion sur les exportations et les investissements. Reste à savoir, cette année encore, un simple objectif. La consommation, soutenue par des majorations salariales substantielles à la fin de 1986, continuera d'être très dynamique et d'alimenter

l'essentiel d'une progression du produit intérieur brut évaluée à 1,7 %, comme l'an dernier. Les investissements en revanche risquent de voir leur hausse retomber à 2 % contre 2,9 % en 1986, en dépit d'une nette amélioration des bénéfices des sociétés.

Aussi les experts du Châteaude la Muette préconisent-ils le maintien d'une politique de rigueur à Stockholm. Pour limiter la hausse des salaires, ils recommandent le mise en place d'une formule conjuguant négociations centralisées pour déterminer l'ampleur globale de la masse salariale et décentralisées pour mieux refléter les différences entre branches ou entreprises. Un tel ajustement ne sera toutefois pas suffisant et les auteurs du rapport exhortent les dirigeants suédois à poursuivre leurs efforts d'économies sur les dépenses budgétaires, seul moyen, dans un pays à très forte fiscalité, de réduire les déficits publics. Une réforme fiscale, actuellement envisagée et prévoyant un élargissement de l'assiette de l'impôt parallèlement à une réduction des taux maximum leur semble, dans cette optique, une bonne option. Mais si même le retour à des excédents de la balance des comptes courants, qui devraient être maintenus à quelque 0,5 % du PIB en 1987, a permis de rendre plus crédible l'actuelle stabilité des taux de change tout en permettant une politique de désescalade des taux d'intérêt.

INFORMATION SICAV

SICAV	Valeurs au 31.12.86	Valeurs au 31.12.85	Différence
INDOSUEZ VALEURS	760,32	24,03	+ 143,87
actions et obligations France et étranger			
UNGESTION	904,61	26,31	+ 176,40
actions et obligations France et étranger			
GESTION SÉLECTION (France)	772,17	25,29	+ 277,34
SICAV Money-SEA			
GESTION RENDEMENT	486,91	39,30	+ 88,19
obligations françaises et étrangères			
SÉCURITÉ MOBILIÈRE	385,34	39,64	+ 88,25
obligations françaises et étrangères			
MULTIOBLIGATIONS	408,49	28,12	+ 76,68
obligations françaises et étrangères			
SICAVIMMO	778,58	31,23	+ 199,55
actions et obligations du secteur immobilier France et étranger			
IMSI	618,75	25,26	+ 218,42
actions et obligations du secteur immobilier France et étranger			
UNIJAPON	1 382,53	36,75	+ 180,76
actions japonaises			
ORIENT GESTION	172,95	4,82	—
actions Pacifique (maximum 80 %)			
AMERIQUE GESTION	372,37	13,07	+ 58,89
actions américaines			

* (gestion par l'Etat)

** Résultat sur 2 ans : + 72,88 %

Informations complémentaires par le 36-15 + CD INDO sur MINITEL

Vous voulez connaître pour chacune de nos SICAV :

- l'orientation de sa gestion,
- le graphique des cours depuis 5 ans,
- la répartition de son portefeuille...

Composez 36-15 + CD INDO sur Minitel.



BANQUE INDOSUEZ

tout un monde d'opportunités

Direction de la Clientèle Privée
96, bd Haussmann 75008 Paris - Tél. : 45.61.29.61

Investissements des particuliers

Sicav Société Générale

La compétence du financier

Pour faire fructifier vos économies, profiter des avantages fiscaux, affronter les imprévus, préparer votre retraite ou la réalisation d'un projet qui vous tient à cœur, il existe une réponse personnalisée à la Société Générale.

Ses spécialistes de la gestion financière ont créé et gèrent pour vous une gamme très large de placements : Fonds Communs de Placement, produits de capitalisation, de préparation à la retraite et, parmi les Sicav : Intersélection France, Sogévar, Soginter, Convertimmo, Sogéparigne et Interoblig. Nos conseillers choisiront avec vous la solution appropriée à votre situation personnelle.

Décider de confier vos intérêts à la Société Générale, c'est choisir la compétence d'un grand financier de la scène internationale.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
PRENEZ CONSEIL DANS L'UNE DE NOS 3 900 AGENCES EN FRANCE

QUE CHOISIR ?

HORS-SÉRIE

LES CENTRALES NUCLEAIRES FRANÇAISES EN DANGER :

1000 km de câbles défectueux !

FORMATIONS ÉCONOMIQUES :

LES VRAIS CHOIX DES EMPLOYEURS

SCIENCE & VIE
ECONOMIE

MAI

صلى الله عليه وسلم

150

Economie

gouvernement laisse monter les taux d'intérêt

Le redressement suédois se confirme

Le redressement suédois se confirme

LES CENTRALES NUCLEAIRES FRANÇAISES EN DANGER

QUE CHOISIR ?

MORS-SERIE

LES VRAIS CHOIX DES EMPLOYEURS

ECONOMIE

Economie

Le Monde • Mardi 28 avril 1987 45

ÉTRANGER

Démission du ministre des finances

Le Brésil serait contraint de composer avec le FMI

(Suite de la première page.)

Les premiers mois d'application du plan Cruzado, lancé le 28 février 1986, lui avaient valu un concert de félicitations internationales autant que brésiliennes. Le choc psychologique d'un retour à une inflation zéro aura été de courte durée, les impératifs politiques prenant le pas sur la sagesse économique et aboutissant à une flambée de la consommation et à un nouveau dérapage des prix. Durant le premier trimestre, la valse des étiquettes atteignait 52,3 % alors que les excédents commerciaux se réduisaient dangereusement sous le double effet d'une poussée, difficile à réprimer, des importations et d'une diminution des exportations.

Un « revers passager »

Les trois premiers mois de l'année se sont ainsi soldés par un maigre excédent, 526 millions de dollars, contre 2,47 milliards un an auparavant. Le président de la Banque centrale, M. Francisco Gros, s'est efforcé d'affirmer qu'il ne s'agissait que d'un revers passager et que le pays enregistrerait cette année un solde positif de 8 milliards de dollars, suffisant pour financer l'essentiel des échéances extérieures et maintenir une croissance de 5 % minimum.

Les économistes brésiliens et internationaux restent pourtant des plus sceptiques et voient mal comment le Brésil pourrait dépasser la barre des 5 milliards, un niveau nettement insuffisant pour affronter les remboursements de la dette.

Une impasse autant politique qu'économique. Les mauvais résultats commerciaux sont partiellement dus à une vague d'agitation sociale provoquée par le retour en force de l'inflation qui place l'équipe gouvernementale dans une situation pour le moins délicate. Après avoir abandonné la part essentielle du plan Cruzado en réintroduisant certains systèmes d'indexation, le Brésil abandonne aujourd'hui celui qui avait tenté d'aller à l'encontre de règles internationales solides à l'égard des surendettés.

Un géant de la dette

Il n'est pas sûr pour autant que, après la démission de M. Funaro, le Brésil devienne un élève tranquille des méthodes du FMI. La mission de cet organisme attendue cette semaine à Brasilia a volontairement choisi un profil bas.

Il s'agit d'une visite de « routine » pour examiner la situation préoccupante des finances du pays. Et nul ne peut exclure à terme qu'un terrain d'entente soit trouvé, suffisamment discret, pour ne pas gêner le président Sarney face à une opinion publique qui assimile toujours le Fonds à un « affameur du tiers-monde » mais suffisamment claire pour défendre les relations entre le Brésil et ses créanciers privés.

Le temps presse pour le Brésil, dont les réserves monétaires ont rapidement fondu. Mais ce géant de la dette dispose d'un potentiel économique et industriel suffisant pour présenter des atouts lors des négociations qui devraient s'accroître dans les prochaines semaines.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Selon la treizième conférence « quadrilatérale »

Une passe dangereuse pour le commerce mondial

La baisse du dollar, amorcée la semaine dernière, s'est poursuivie, le lundi 27 avril, sur toutes les places financières, surtout à Tokyo, où le billet vert a atteint 137,5 yens, nouveau record, contre 139,50 yens à la veille du week-end, en dépit des interventions de la Banque du Japon, qualifiées de « désespérées » (1 milliard de dollars lundi, comme le vendredi précédent). En Europe, la devise américaine a glissé à 1,78 DM contre 1,7950 DM sur la place de Francfort et à 5,95 F contre 5,98 F sur celle de Paris. Selon le ministre japonais des finances « la chute du dollar est due au retard dans la coordination des politiques économiques ».

Les gouvernements doivent passer des paroles aux actes s'ils veulent sortir le commerce international de la passe dangereuse qu'il traverse actuellement et assurer la stabilité des taux de change. Cette déclaration, qui a conclu la treizième conférence commerciale quadrilatérale (Etats-Unis, CEE, Japon, Canada) réunie du 24 au 26 avril dans l'île japonaise de Kashiokijima, prêterait à sourire si la situation créée par le nouvel accès de faiblesse du dollar et les tensions croissantes entre les Etats-Unis et le Japon ne constituait un véritable danger.

M. Nakasone à Washington

A deux jours d'une visite officielle à Washington, le premier ministre nippon, M. Yasuhiro Nakasone, a vu son pays être l'objet d'une accusation en règle de ses partenaires américains qu'il ne parviendrait pas à réduire le dumping japonais. Le président Ronald Reagan a déclaré qu'il avait pris avec « réprobation » des sanctions, sous forme de droits de douane allant jusqu'à 100 % sur 300 millions de dollars de produits japonais, contre les pratiques de dumping japonaises mettant en cause

un accord bilatéral sur les semi-conducteurs. Son représentant spécial pour le commerce extérieur, M. Clayton Yeutter, et son ministre du commerce, M. Malcolm Baldrige, ont pour leur part exclu une guerre commerciale avec le Japon et assuré qu'ils avaient enregistré des progrès encourageants. Mais la frontière est trop étroite entre la guérilla actuelle et la guerre ouverte pour rassurer quiconque, les marchés des changes en premier.

Les Européens, pour leur part, craignent une fois de plus de faire les frais de cet affrontement de plus en plus dur entre les deux géants économiques du monde industriel. Le commissaire Willy de Clercq l'a clairement souligné en déclarant que la CEE ne voulait pas « être victime deux fois ». Non seulement l'accord nippo-américain sur les semi-conducteurs représente une sérieuse brèche dans le système multilatéral laborieusement sauvegardé au sein du GATT (1), mais la quasi-stabilité du yen vis-à-vis de l'ECU constitue un risque majeur de reflux vers le Vieux Continent des produits japonais écartés du marché américain. Selon M. de Clercq, la devise japonaise ne s'est appréciée que de 9 % vis-à-vis de l'unité de compte européenne, alors qu'elle s'est revalorisée de 86 %, par rapport du dollar.

Dans ce concert de mises en cause réciproques, les Canadiens ont tenu un langage plus nuancé et ont appelé au soutien de M. Nakasone. Ce dernier a de fait un mal croissant à faire accepter par son propre parti des mesures propres à relancer la demande intérieure voire à infléchir plus fondamentalement l'économie en donnant une part plus large à la consommation au détriment des exportations.

Pour désamorcer le gros des critiques qui l'attendent à Washington, le chef du gouvernement nippon a obtenu la mise au point, le 24 avril, d'un programme de relance de plus de 5 000 milliards de yens (35,7 milliards de dollars) sous forme d'allè-

gements fiscaux et de nouveaux projets de travaux publics. Entre également dans ce programme un plus grand recours aux approvisionnements étrangers pour les organisations publiques, notamment dans les domaines de l'aéronautique, de la construction navale et... des ordinateurs.

Ce même vendredi 24 avril, la commission dirigée par M. Haruo Maekawa, ancien gouverneur de la Banque centrale japonaise, présentait un second rapport sur la restructuration de l'économie.

L'urgence d'un changement

Déréglementation notamment dans la distribution, le secteur financier, l'industrie pétrolière et l'urbanisme, mise en place d'un nouveau régime fiscal supprimant la rente de situation des propriétaires terriens dans les zones urbaines, réduction du temps de travail, autant de recommandations non chiffrées et sans calendrier précis destinées à secouer les structures économiques

du pays. Un projet séduisant mais qui laisse sceptiques les partenaires de Tokyo tant il comporte de mesures difficilement acceptables par nombre de groupes de pression essentiels, notamment au gouvernement en place.

Au moins ce rapport confirme-t-il une certaine prise de conscience de l'urgence d'un changement. Comme les responsables commerciaux des quatre puissances représentées à Kashiokijima ont reconnu avoir franchi « un pas sur le chemin » d'une prise de conscience du sérieux de la situation. Mais si chacun semble prêt à manger les couteaux au vestiaire, s'il a été convenu d'ouvrir le dossier agricole lors des prochaines réunions internationales, le souci de ne pas engager une guerre véritable paraît encore bien faible comparé aux conflits d'intérêt persistants entre les principaux acteurs de la planète.

F. Cr.

(1) Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers.

ABTS EXCEPTIONNEL

ERICSSON PC Portable compatible

RAM : 512 Ko

1 FD : 360 Ko

Carte disque dur 20 Mo

+ boîtier d'extension

Moniteur extra-plat Imprimante intégrée

Proiciel LOBI : compta, factures, paye

stocks, clients, fournisseurs

Direction commerciale : ABTS : 42 53 38 59

PRIX : 36580 F HT* Possibilité Crédit total

* Dans la limite des stocks disponibles

ABTS - 5/7, Bd R. ROLLAND 92138 MONTROUGE ERICSSON

Avant de me proposer un matériel, il le teste.

ECONOCOM - LE COACH - INFORMATIQUE DE L'ENTREPRISE

ECONOCOM invente un nouveau métier, celui de conseil distributeur en informatique professionnelle. ECONOCOM analyse les besoins informatiques de l'entreprise, depuis l'élaboration du schéma directeur jusqu'à la définition d'une architecture adaptée. ECONOCOM conseille les utilisateurs dans leurs choix de matériels et de logiciels performants et assure l'ensemble des services d'accompagnement. ECONOCOM étudie l'offre informatique mondiale. ECONOCOM sélectionne, teste les matériels et les logiciels. ECONOCOM qualifie les produits avec le label « distribué par ECONOCOM » qui garantit le suivi et la maintenance de chaque ligne. Etre un partenaire et un guide pour les utilisateurs, c'est la volonté d'ECONOCOM, le coach informatique de l'entreprise.

DEMANDE D'INFORMATION GRATUITE

☐ Je désire être contacté par un ingénieur commercial d'Econocom France.

☐ Je désire recevoir la brochure d'Econocom France.

Nom _____

Prénom _____

Fonction _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Téléphone _____

ECONOCOM - LE COACH - INFORMATIQUE DE L'ENTREPRISE

COUPON-RÉPONSE A RETOURNER A PATRICIA KAPLER ECONOCOM FRANCE 14-20, RUE PERGOLESE - 75116 PARIS TÉL. : 45.02.16.17 - TÉLEX : 648250 RENSEIGNEMENTS SUR MINTEL 36.14. CODE 17504037116

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BOUYGUES

Le conseil d'administration de BOUYGUES, dans sa séance du 22 avril 1987, a arrêté les comptes de l'exercice 1986 du groupe :

BOUYGUES CONSOLIDÉ (milliards de francs)	1985	1986	86/85
Chiffre d'affaires	26 268	45 781	+ 74 %
Bénéfice net total	468	535	+ 19 %
Bénéfice net (part du groupe)	443	481	+ 8 %

L'augmentation du chiffre d'affaires résulte principalement de l'acquisition du groupe SCREG, qui ne contribue pas encore, en 1986, aux résultats du groupe BOUYGUES.

Le bénéfice net de la société BOUYGUES seule est de 430 milliards de francs après déduction de 236 milliards de francs aux amortissements. Les chiffres correspondants de l'exercice 85 s'élevaient respectivement à 450 milliards de francs et 306 milliards de francs. Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires, prévue le 4 juin 1987, une distribution de 178 milliards de francs permettant de donner à chaque actionnaire un certificat d'investissement en dividende net de 27,50 francs, égal à celui de l'année précédente sur un capital augmenté de 40 %, auquel s'ajoute l'impôt payé d'avance de 13,75 F. Sur ces 27,50 F, un acompte de 10 F est déjà versé en janvier dernier.

Le chiffre d'affaires du groupe BOUYGUES prévu pour 1987 s'élève à 49 milliards de francs, en augmentation de 7 % sur celui de 1986. Ce chiffre d'affaires s'analyse de la manière suivante :

1987	TOTAL		FRANCE	INTERNATIONAL
	Montants (en milliards)	%		
CONSTRUCTION	27,6	56 %	20,7	6,9
BTP	11,4		8,5	2,9
ROUTES	12,8		9,6	3,2
AUTRES	3,4		2,6	0,8
IMMOBILIER	8,4	17 %	8,4	
DIVERSIFICATION	13	27 %	10,3	2,7
TOTAL	49		39,4	9,6

Ce chiffre d'affaires prévisionnel intègre la totalité du chiffre d'affaires de TF1 pour 1987, soit 3,7 milliards de francs.

Le prix d'acquisition de la participation de 25 % dans le capital de TF1 s'élève à 1,5 milliard de francs. Le groupe de reprise conduit par Bouygues a dû payer une prime de contrôle pour détenir 50 % du capital. Pour Bouygues, cette prime, comprise dans le prix d'achat, est de 375 millions de francs.

Le conseil d'administration a décidé d'amortir dès 1987 une part importante de cette prime de contrôle; cette décision n'aura pas d'incidence sur le niveau du dividende de l'exercice 1987.

Groupe Espirito Santo



SOCIÉTÉ BANCAIRE DE PARIS

24, rue Miraflores, 75008 Paris. Tél. : 47.66.02.00

Le conseil d'administration de la Société bancaire de Paris s'est réuni le 24 mars pour examiner les comptes de l'exercice 1986 présentés par l'administrateur délégué, M. Pierre Laffont.

Le résultat net, plus-values comprises, s'élève à 4 085 415 F contre un résultat net juste équilibré l'année précédente. Hors plus-values, il ressort à 1 728 000 F. Le conseil proposera à l'assemblée du 28 avril 1987 la distribution d'un dividende de 7,50 F assorti d'un avoir fiscal de 3,75 F.

La banque a connu une activité soutenue en 1986 et a procédé en même temps à une profonde réorga-

nisation de ses structures, qui permettra une diminution des frais de fonctionnement dès l'exercice 1987.

En décembre dernier, le capital de la banque a été porté de 20 millions à 50 millions de francs par incorporation de réserves à hauteur de 10 millions et par souscription en espèces à hauteur de 20 millions.

Il est rappelé que le groupe Espirito Santo a créé en Portugal une nouvelle banque, le Banco Internacional de crédito, qui a commencé son activité à Lisbonne et à Porto au cours de l'exercice 1986. La Société bancaire de Paris participe à hauteur de 6 % au capital de ce nouvel établissement.

MANUFACTURERS HANOVER TRUST COMPANY

est heureuse d'annoncer l'acquisition

de 100 % du capital de

MANUFACTURERS HANOVER BANQUE NORDIQUE

qui devient

MANUFACTURERS HANOVER BANK/FRANCE

20, rue de la Ville-l'Évêque
75008 Paris

EMPRUNTS AVRIL 1987.

Emprunt à taux fixe
avec bons de souscription.
1 milliard de francs.

Obligations de 5000 F.
Prix d'émission : 5000 F.
Date de jouissance et règlement : 11 mai 1987.
Intérêt : 8,50 %.
Taux de rendement actuariel : 8,75 %.
Coupon payable le 29 août de chaque année. Un 1^{er} coupon de 665 F payable le 29 août 1988.
Durée : 13 ans et 110 jours.
Amortissement normal : En 3 tranches égales les 29 août 1988, 1989, 2000, soit par remboursement au pair, soit par rachats en Bourse.
Bons de souscription : Du 1^{er} au 30 novembre 1987.
Les porteurs de bons de souscription pourront souscrire une obligation nouvelle à taux fixe au prix de 5000 F, soit 100 %.
Caractéristiques des obligations à taux fixe obtenues en cas d'exercice des bons :
- taux nominal : 8,50 %
- durée : 12 ans et 262 jours
- taux de rendement actuariel : 8,65 %.

Emprunt à taux variable "TME"
avec bons d'échange
3 milliards de francs.

Obligations de 5000 F.
Prix d'émission : 5000 F.
Date de jouissance et règlement : 11 mai 1987.
Durée : 13 ans et 274 jours.
Intérêt : Taux d'intérêt variable, égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'État à long terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations, diminuée d'une marge de 0,30 % (an).
Marge actuarielle : TME - 0,60 %
calculée sur la base d'un TME constant de 8,55 %.
Coupon payable le 9 février de chaque année.
Le 1^{er} coupon, payable le 9 février 1988, est par exception fixé forfaitairement à 189 F.
Amortissement normal : Les obligations seront amorties en totalité le 9 février 1999 par remboursement au pair.
Assimilation : Les obligations seront assimilées aux obligations de l'emprunt TME décembre 1986, après le paiement du 1^{er} coupon le 9 février 1988.
Bons d'échange : Les bons attachés à chaque obligation permettent d'échanger une obligation TME contre une obligation 8,50 % 1987-2000 émise à 5000 F procurant sur la durée totale de l'emprunt un taux de rendement actuariel de 8,65 % (assimilation à compter du 29 août 1988).

Une fiche d'information (vra C08 n° 87-126 du 22/04/87 est disponible, sans frais, sur demande. BALO du 27 avril 1987.



crédit foncier de france

S.A. au capital de 1.997.129.520 F - Siège social : 19, rue des Capucines - 75001 Paris

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier / Permanence téléphonique

★ Permanence télé/bureau meublé, rédaction d'actes, constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ LEMONDE

SUPER BLINDAGES ET BLOCS PORTES



INVESTISSEZ DANS LA BANQUE DES RÉUSSITES : LE CCF AVEC LA CHARGE SPÉCIALISTE

A. FERRI, B. FERRI, C. GERME
AGENTS DE CHANGE

Paris : 53, rue Vivienne - 75002 - Tél. (1) 40.26.37.55

SAGA

Le conseil d'administration de SAGA, réuni sous la présidence de M. Jean-Luc Flied, le 22 avril 1987, a examiné et arrêté les comptes de l'exercice 1986 et pris connaissance des comptes consolidés du Groupe arrêtés au 31 décembre 1986.

Malgré la diminution du résultat courant, le résultat net social s'est établi à 48,5 MF (26,58 F par action), en net progrès sur celui de l'exercice précédent de 36,2 MF (19,83 F par action) ; comme l'an passé, il ne supporte pas l'impôt sur les sociétés.

Le résultat net consolidé (part du Groupe) progresse également, passant de 64,3 MF (35,22 F par action) à 70,8 MF (38,78 F par action).

Il sera proposé à l'assemblée générale annuelle, fixée au 25 mai prochain, d'augmenter le dividende net par action de 7 F à 9,50 F, auquel sera attaché un avoir fiscal de 4,75 F, portant le revenu global à 14,25 F par action. Le montant global de la distribution serait de 17,3 MF.

Une assemblée générale extraordinaire sera convoquée le même jour que l'assemblée générale annuelle pour autoriser une augmentation de capital. Sous réserve de cette autorisation, le Conseil d'administration envisage une émission d'actions nouvelles qui représenterait un apport de fonds propres de l'ordre de 100 MF.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principales postes sujetes à variation
(en millions de francs)

ACTIF	Au 16 avr
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	423 428
dont :	
Yén	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	123 061
ECU	64 101
Autres monnaies	17 950
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 324
dont :	
Concours au Trésor public	31 830
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REMBoursement	147 630
dont :	
ESF assumé	73 218
4) OR ET AUTRES ACTES DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FÉCOM	75 083
5) DIVERS	11 811
Total	688 478

PASSIF	Au 16 avr
1) BILLET EN CIRCULATION	217 291
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 728
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	14 468
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	107 808
dont :	
Comptes courants des établissements étrangers à la constitution de réserves	46 530
5) ÉCU ALIEN AU FÉCOM	70 881
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	253 067
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 208
8) DIVERS	20 330
Total	688 478

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice général de base 100 : 31 décembre 1986

16 avr 24 avr

Valeurs françaises	112,2	113,8
Valeurs étrangères	111,1	112,1
Pétrole-Energie	112,1	113,1
Chimie	112,2	113,2
Électricité, électronique	112,3	113,3
Matériel et matériel	112,4	113,4
Ind. de consommation	112,5	113,5
Agr. alimentaire	112,6	113,6
Distribution	112,7	113,7
Transport, télécom.	112,8	113,8
Assurances	112,9	113,9
Crédit bancaire	113,0	114,0
Industrie et services	113,1	114,1
Industrie et services	113,2	114,2
Industrie et services	113,3	114,3
Industrie et services	113,4	114,4
Industrie et services	113,5	114,5
Industrie et services	113,6	114,6
Industrie et services	113,7	114,7
Industrie et services	113,8	114,8
Industrie et services	113,9	114,9
Industrie et services	114,0	115,0

Valeurs françaises	112,2	113,8
Valeurs étrangères	111,1	112,1
Pétrole-Energie	112,1	113,1
Chimie	112,2	113,2
Électricité, électronique	112,3	113,3
Matériel et matériel	112,4	113,4
Ind. de consommation	112,5	113,5
Agr. alimentaire	112,6	113,6
Distribution	112,7	113,7
Transport, télécom.	112,8	113,8
Assurances	112,9	113,9
Crédit bancaire	113,0	114,0
Industrie et services	113,1	114,1
Industrie et services	113,2	114,2
Industrie et services	113,3	114,3
Industrie et services	113,4	114,4
Industrie et services	113,5	114,5
Industrie et services	113,6	114,6
Industrie et services	113,7	114,7
Industrie et services	113,8	114,8
Industrie et services	113,9	114,9
Industrie et services	114,0	115,0

CHANGES

Dollar : 5,95F

Le dollar a poursuivi sa baisse, le lundi 27 avril, essentiellement à Tokyo, où il est tombé à 138 yens et même à 137,25 yens à un moment. A Paris, le deutchmark a monté à 3,3375 F, contre 3,3318 F vendredi.

FRANCOFORT	24 avr	27 avr
Dollar (en DM)	1,998	1,78
TOKYO	24 avr	27 avr
Dollar (en yen)	139,50	138

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (27 avril) : 7 11/16 3/4 %

New-York (24 avril) : 6 1/4 %

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

23 avr 24 avr

Valeurs françaises : 112,2

Valeurs étrangères : 111,1

Cy des agents de change

(base 100 : 31 déc. 1986)

Indice général : 453,7

NEW-YORK

(Index Dow Jones)

23 avr 24 avr

Industrielles : 328,87

LONDRES

(Index Financial Times)

23 avr 24 avr

Industrielles : 155,20

Mines d'or : 435,40

Fonds d'État

TOKYO

24 avr 27 avr

Nikkei (Dow Jones) : 2198

Indice général : 219

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 24 avril

Nombre de contrats :

COURS	juin 87	sept 87	déc 87	mars 88
Dernier	106,85	106,85	106,85	106,75
Précédent	107,05	107,15	107,10	107

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SAGEM. - Le bénéfice courant progresse de 27,6 % en 1986, à 250,8 millions de francs, après 194,8 millions de francs d'investissements, contre 122 millions de francs. Les revenus de licence et le solde positif des revenus financiers ont contribué à la croissance des résultats. Le bénéfice net ne progresse que de 10 %, à 107 millions de francs.

GTM ENTREPRISE. - Les comptes de l'exercice 1986 se traduisent par une perte de 73,4 millions de francs, contre un bénéfice de 67 millions de francs en 1985,

et aucun dividende ne sera distribué. Au niveau consolidé, la perte est de 116,9 millions de francs, contre un bénéfice de 23,6 millions de francs en 1985. Ce résultat tient compte du déficit de 179 millions de francs de la filiale de travaux offshore ETPM. Le chiffre d'affaires consolidé a légèrement diminué à 15,2 milliards de francs, contre 15,9 milliards de francs, avec une forte décroissance du chiffre d'affaires à l'étranger et une nette progression des opérations en France.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

TROIS MOIS

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

SEPT. 87

BOURSE DE PARIS

24 AVRIL

Cours relevés à 17 h 30

Compos.	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compos.	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compos.	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
1740	A.S. 1973	1778	1810	1828	+ 0,20	1100	U. V. S. S. A.	1100	1085	1082	- 0,03	216	Chen Merck	215	215	215	+ 0,00
1745	A.S. 1974	1778	1810	1828	+ 0,20	1105	U. V. S. S. A.	1105	1090	1087	- 0,03	217	Chen Merck	216	216	216	+ 0,00
1750	A.S. 1975	1778	1810	1828	+ 0,20	1110	U. V. S. S. A.	1110	1095	1092	- 0,03	218	Chen Merck	217	217	217	+ 0,00
1755	A.S. 1976	1778	1810	1828	+ 0,20	1115	U. V. S. S. A.	1115	1100	1097	- 0,03	219	Chen Merck	218	218	218	+ 0,00
1760	A.S. 1977	1778	1810	1828	+ 0,20	1120	U. V. S. S. A.	1120	1105	1102	- 0,03	220	Chen Merck	219	219	219	+ 0,00
1765	A.S. 1978	1778	1810	1828	+ 0,20	1125	U. V. S. S. A.	1125	1110	1107	- 0,03	221	Chen Merck	220	220	220	+ 0,00
1770	A.S. 1979	1778	1810	1828	+ 0,20	1130	U. V. S. S. A.	1130	1115	1112	- 0,03	222	Chen Merck	221	221	221	+ 0,00
1775	A.S. 1980	1778	1810	1828	+ 0,20	1135	U. V. S. S. A.	1135	1120	1117	- 0,03	223	Chen Merck	222	222	222	+ 0,00
1780	A.S. 1981	1778	1810	1828	+ 0,20	1140	U. V. S. S. A.	1140	1125	1122	- 0,03	224	Chen Merck	223	223	223	+ 0,00
1785	A.S. 1982	1778	1810	1828	+ 0,20	1145	U. V. S. S. A.	1145	1130	1127	- 0,03	225	Chen Merck	224	224	224	+ 0,00
1790	A.S. 1983	1778	1810	1828	+ 0,20	1150	U. V. S. S. A.	1150	1135	1132	- 0,03	226	Chen Merck	225	225	225	+ 0,00
1795	A.S. 1984	1778	1810	1828	+ 0,20	1155	U. V. S. S. A.	1155	1140	1137	- 0,03	227	Chen Merck	226	226	226	+ 0,00
1800	A.S. 1985	1778	1810	1828	+ 0,20	1160	U. V. S. S. A.	1160	1145	1142	- 0,03	228	Chen Merck	227	227	227	+ 0,00
1805	A.S. 1986	1778	1810	1828	+ 0,20	1165	U. V. S. S. A.	1165	1150	1147	- 0,03	229	Chen Merck	228	228	228	+ 0,00
1810	A.S. 1987	1778	1810	1828	+ 0,20	1170	U. V. S. S. A.	1170	1155	1152	- 0,03	230	Chen Merck	229	229	229	+ 0,00
1815	A.S. 1988	1778	1810	1828	+ 0,20	1175	U. V. S. S. A.	1175	1160	1157	- 0,03	231	Chen Merck	230	230	230	+ 0,00
1820	A.S. 1989	1778	1810	1828	+ 0,20	1180	U. V. S. S. A.	1180	1165	1162	- 0,03	232	Chen Merck	231	231	231	+ 0,00
1825	A.S. 1990	1778	1810	1828	+ 0,20	1185	U. V. S. S. A.	1185	1170	1167	- 0,03	233	Chen Merck	232	232	232	+ 0,00
1830	A.S. 1991	1778	1810	1828	+ 0,20	1190	U. V. S. S. A.	1190	1175	1172	- 0,03	234	Chen Merck	233	233	233	+ 0,00
1835	A.S. 1992	1778	1810	1828	+ 0,20	1195	U. V. S. S. A.	1195	1180	1177	- 0,03	235	Chen Merck	234	234	234	+ 0,00
1840	A.S. 1993	1778	1810	1828	+ 0,20	1200	U. V. S. S. A.	1200	1185	1182	- 0,03	236	Chen Merck	235	235	235	+ 0,00
1845	A.S. 1994	1778	1810	1828	+ 0,20	1205	U. V. S. S. A.	1205	1190	1187	- 0,03	237	Chen Merck	236	236	236	+ 0,00
1850	A.S. 1995	1778	1810	1828	+ 0,20	1210	U. V. S. S. A.	1210	1195	1192	- 0,03	238	Chen Merck	237	237	237	+ 0,00
1855	A.S. 1996	1778	1810	1828	+ 0,20	1215	U. V. S. S. A.	1215	1200	1197	- 0,03	239	Chen Merck	238	238	238	+ 0,00
1860	A.S. 1997	1778	1810	1828	+ 0,20	1220	U. V. S. S. A.	1220	1205	1202	- 0,03	240	Chen Merck	239	239	239	+ 0,00
1865	A.S. 1998	1778	1810	1828	+ 0,20	1225	U. V. S. S. A.	1225	1210	1207	- 0,03	241	Chen Merck	240	240	240	+ 0,00
1870	A.S. 1999	1778	1810	1828	+ 0,20	1230	U. V. S. S. A.	1230	1215	1212	- 0,03	242	Chen Merck	241	241	241	+ 0,00
1875	A.S. 2000	1778	1810	1828	+ 0,20	1235	U. V. S. S. A.	1235	1220	1217	- 0,03	243	Chen Merck	242	242	242	+ 0,00
1880	A.S. 2001	1778	1810	1828	+ 0,20	1240	U. V. S. S. A.	1240	1225	1222	- 0,03	244	Chen Merck	243	243	243	+ 0,00
1885	A.S. 2002	1778	1810	1828	+ 0,20	1245	U. V. S. S. A.	1245	1230	1227	- 0,03	245	Chen Merck	244	244	244	+ 0,00
1890	A.S. 2003	1778	1810	1828	+ 0,20	1250	U. V. S. S. A.	1250	1235	1232	- 0,03	246	Chen Merck	245	245	245	+ 0,00
1895	A.S. 2004	1778	1810	1828	+ 0,20	1255	U. V. S. S. A.	1255	1240	1237	- 0,03	247	Chen Merck	246	246	246	+ 0,00
1900	A.S. 2005	1778	1810	1828	+ 0,20	1260	U. V. S. S. A.	1260	1245	1242	- 0,03	248	Chen Merck	247	247	247	+ 0,00
1905	A.S. 2006	1778	1810	1828	+ 0,20	1265	U. V. S. S. A.	1265	1250	1247	- 0,03	249	Chen Merck	248	248	248	+ 0,00
1910	A.S. 2007	1778	1810	1828	+ 0,20	1270	U. V. S. S. A.	1270	1255	1252	- 0,03	250	Chen Merck	249	249	249	+ 0,00
1915	A.S. 2008	1778	1810	1828	+ 0,20	1275	U. V. S. S. A.	1275	1260	1257	- 0,03	251	Chen Merck	250	250	250	+ 0,00
1920	A.S. 2009	1778	1810	1828	+ 0,20	1280	U. V. S. S. A.	1280	1265	1262	- 0,03	252	Chen Merck	251	251	251	+ 0,00
1925	A.S. 2010	1778	1810	1828	+ 0,20	1285	U. V. S. S. A.	1285	1270	1267	- 0,03	253	Chen Merck	252	252	252	+ 0,00
1930	A.S. 2011	1778	1810	1828	+ 0,20	1290	U. V. S. S. A.	1290	1275	1272	- 0,03	254	Chen Merck	253	253	253	+ 0,00
1935	A.S. 2012	1778	1810	1828	+ 0,20	1295	U. V. S. S. A.	1295	1280	1277	- 0,03	255	Chen Merck	254	254	254	+ 0,00
1940	A.S. 2013	1778	1810	1828	+ 0,20	1300	U. V. S. S. A.	1300	1285	1282	- 0,03	256	Chen Merck	255	255	255	+ 0,00
1945	A.S. 2014	1778	1810	1828	+ 0,20	1305	U. V. S. S. A.	1305	1290	1287	- 0,03	257	Chen Merck	256	256	256	+ 0,00
1950	A.S. 2015	1778	1810	1828	+ 0,20	1310	U. V. S. S. A.	1310	1295	1292	- 0,03	258	Chen Merck	257	257	257	+ 0,00
1955	A.S. 2016	1778	1810	1828	+ 0,20	1315	U. V. S. S. A.	1315	1300	1297	- 0,03	259	Chen Merck	258	258	258	+ 0,00
1960	A.S. 2017	1778	1810	1828	+ 0,20	1320	U. V. S. S. A.	1320	1305	1302	- 0,03	260	Chen Merck	259	259	259	+ 0,00
1965	A.S. 2018	1778	1810	1828	+ 0,20	1325	U. V. S. S. A.	1325	1310	1307	- 0,03	261	Chen Merck	260	260	260	+ 0,00
1970	A.S. 2019	1778	1810	1828	+ 0,20	1330	U. V. S. S. A.	1330	1315	1312	- 0,03	262	Chen Merck	261	261	261	+ 0,00
1975	A.S. 2020	1778	1810	1828	+ 0,20	1335	U. V. S. S. A.	1335	1320	1317	- 0,03	263	Chen Merck	262	262	262	+ 0,00
1980	A.S. 2021	1778	1810	1828	+ 0,20	1340	U. V. S. S. A.	1340	1325	1322	- 0,03	264	Chen Merck	263	263	263	+ 0,00
1985	A.S. 2022	1778	1810	1828	+ 0,20	1345	U. V. S. S. A.	1345	1330	1327	- 0,03	265	Chen Merck	264	264	264	+ 0,00
1990	A.S. 2023	1778	1810	1828	+ 0,20	1350	U. V. S. S. A.	1350	1335	1332	- 0,03	266	Chen Merck	265	265	265	+ 0,00
1995	A.S. 2024	1778	1810	1828	+ 0,20	1355	U. V. S. S. A.	1355	1340	1337	- 0,03	267	Chen Merck	266	266	266	+ 0,00
2000	A.S. 2025	1778	1810	1828	+ 0,20	1360	U. V. S. S. A.	1360	1345	1342	- 0,03	268	Chen Merck	267	267	267	+ 0,00
2005	A.S. 2026	1778	1810	1828	+ 0,20	1365	U. V. S. S. A.	1365	1350	1347	- 0,03	269	Chen Merck	268	268		

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Espagne : malaise dans la région de Santander. 4 La fin du Conseil national palestinien. 5 Pérou : la « sale guerre » des Andes. 7 Le débat sur le désarmement.	8 La majorité face à la candidature de M. Le Pen. 9 Elections cantonales. — La fin du voyage de M. Chirac en Lorraine. DÉBAT 2 La fonction publique territoriale.	10 Reconstitution de la mort d'une voyageuse à Evry. 11 Les manifestations des antiracistes en Europe. SPORTS 12 Rugby. — Tennis. — Football.	14 Musiques : création pour l'ordinateur X de l'IRCAM. — Reprise des Angas du péché, de R. Bresson. 15 Les 8 ^{es} Journées internationales de la photo. COMMUNICATION 13 Le bilan du MIP-TV.	42 Les comptes de la nation pour 1986. 43 Réunion des Douze sur les choix budgétaires. 44 Les taux d'intérêt montent au Brésil. 45 Le dollar continue d'être attaqué. 46-47 Marchés financiers.	Radio-télévision 18 Annonces classées 20 à 36 Carnet 39 Loto, lotto sportif 19 Météorologie 18 Mots croisés 18 Spectacles 16	● Présidentielle : les grandes manœuvres (JOUR). ● Tchernoïl : un an après (NUC). ● Gagnez l'année 1986 dans le monde (AN). Sports. Actualité internationale. Bourse. Immobilier. Télématel. 36-15 Tapez LEMONDE

L'enquête sur les attentats de septembre à Paris

Six nouvelles inculpations

Le juge d'instruction chargé de l'enquête sur le réseau logistique animé par le Tunisien Foued Ali Saleh, soupçonné d'avoir servi lors des attentats de septembre 1986, à Paris, a prononcé six nouvelles inculpations, le dimanche 26 avril.

Quatre Libanais, un Sénégalais d'origine libanaise et un Algérien, arrêtés mercredi, ont été écroués à l'issue de leur garde à vue après avoir été inculpés d'associations de malfaiteurs en relation « avec des entreprises individuelles ou collectives ayant pour but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ». Au palais de justice, des consignes très fermes avaient été données, lundi, pour que leurs identités ne soient pas immédiatement divulguées.

Le chef d'inculpation illustre les difficultés de l'enquête menée par la DST sur commission rogatoire du juge Bouloque. Sur la foi des déclarations des deux Marocains, inculpés il y a une semaine, et d'autres « recoupements », ces six nouveaux inculpés sont soupçonnés d'avoir offert une structure d'accueil et un hébergement à des poseurs de bombe venus du Liban. Mais

l'absence d'éléments matériels n'a pas permis au juge d'instruction d'aller au-delà d'un chef d'inculpation général.

Dans les milieux judiciaires et policiers, on regrette ainsi de n'avoir pas réussi à arrêter un certain « Bassam », un Libanais, soupçonné, à partir des déclarations des deux Marocains, d'avoir joué un rôle non seulement logistique mais directement opérationnel dans les attentats.

De même, le fait de n'avoir pu trouver une cache d'explosifs du même type que ceux utilisés lors des attentats pèse toujours sur l'enquête. Les soupçons concordants s'accumulent : les déclarations accusatrices sont nombreuses, mais l'absence de preuves matérielles flagrantes empêche les enquêteurs de conclure leurs investigations sur un succès total.

Les six dernières inculpations portent à seize le nombre de personnes inculpées et écrouées dans cette affaire : six Tunisiens, deux Français (l'un d'origine libanaise, l'autre d'origine algérienne), quatre Libanais, un Sénégalais (d'origine libanaise) et un Algérien.

ALGÉRIE

Nouvelles mesures de grâce présidentielle

ALGER
de notre correspondant

Vingt-deux personnes avaient été condamnées, le 19 décembre 1985, à des peines allant de six mois à trois ans de prison ferme par la Cour de sûreté de l'Etat à Média. Huit d'entre elles continuaient à purger leur peine. Elles sont libres depuis dimanche 26 avril. Six appartenaient à la Ligue algérienne des droits de l'homme de M. Abdennour Ali-Yahia, deux autres étaient membres des comités de fils de « choubadas » (martyrs de la révolution algérienne). Toutes avaient été condamnées au terme d'un procès mémorable. Quatre chefs d'inculpation pesaient sur elles : atteinte à la sûreté de l'Etat, attroupements non armés, création d'associations illégales, élaboration et diffusion de tracts (le Monde du 21 décembre 1985). Les dossiers étaient singulièrement vides et le procureur ne devait retenir que les deux derniers motifs, conduisant la Cour de sûreté de l'Etat à se prononcer sur des inculpations relevant d'ordinaire de simples tribunaux correctionnels.

Les peines prononcées avaient été finalement sévères, puisqu'elles punissaient principalement une contravention supposée à l'ordon-

nance de 1971 sur les associations. Quant aux fils de « choubadas », ils avaient été arrêtés le 3 juillet 1985 pour avoir déposé des gerbes de fleurs sur les monuments aux morts, en marge des cérémonies officielles.

La grâce présidentielle vient en point d'orgue couronner une série de mesures prises en faveur des libertés individuelles ces dernières semaines. Les mesures d'assignation à résidence qui frappaient vingt-trois personnes déportées dans le sud du pays ont été levées (le Monde du 26 mars). Tous les jeunes arrêtés et condamnés dans l'est du pays après les troubles de Constantine et de Sétif ont été élargis (le Monde du 24 avril). La Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, présidée par M. Brahimi, a été agréée en quelques heures par le gouvernement, qui, deux ans plus tôt, avait refusé le même agrément aux ligues de M. Ali-Yahia et Menouer (le Monde du 14 avril). Des discussions sont en cours entre des avocats algériens et le siège d'Amnesty International à Londres pour la création d'une section locale de l'organisation humanitaire, qui a déjà reçu la bénédiction des autorités.

L'Algérie veut modifier son image sur la scène internationale et principalement en Europe. Elle veut de faire plus en deux mois en matière de droits de l'homme qu'elle n'a fait en vingt-cinq ans d'indépendance. Assurément, tout le monde n'est pas d'accord avec la nouvelle orientation que M. Chadli donne à la politique intérieure. Mais le président donne réellement l'impression d'avoir maintenant les coudées franches.

FREDERIC FRITSCHER.

M. Raimond se rendra à Washington le 30 avril

M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, se rendra jeudi 30 avril à Washington pour s'entretenir avec M. George Shultz des négociations américano-soviétiques sur le désarmement. Après ses récents entretiens à Moscou, le secrétaire d'Etat américain avait demandé aux Européens de prendre assez rapidement position sur les dernières propositions de M. Gorbatchev en ce qui concerne les euromissiles et les missiles à courte portée.

Ce dossier doit également être étudié ce lundi 27 avril et mardi à Luxembourg, par les ministres des affaires étrangères et de la défense des sept pays membres de l'Union européenne occidentale (RFA, Grand-Bretagne, Belgique, France, Pays-Bas, Italie et Luxembourg).

Un nouveau « patron » des Forces françaises au Tchad. Le colonel d'aviation Jean Menu prendra, le 22 mai prochain, le commandement des éléments militaires français au Tchad, en remplacement du colonel d'aviation Yves-Marie Joseph arrivé au terme du temps de son commandement à Ndjamena. Agé de quarante-huit ans, le colonel Menu a notamment participé aux opérations « Lamantin » au Mali (1977), et « Tacadu » au Tchad (1978) avant de commander la base aérienne de Strasbourg.

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX 35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Sur le vif

Idylles

J'hésite à vous faire un aveu. Vous me promettez de ne pas me taper dessus ? de ne pas vous moquer de moi ? Juré, juré ? Ben, alors, voilà : j'ai voté pour Lecanuet en 1985. D'accord, il était catho et tout, mais, bon, il me plaisait bien. On l'appelait « dents blanches » à l'époque, il était vraiment pas mal. Et de voir l'autre jour, dans le Monde, qu'il voulait fonder les deux candidats de la droite à la prochaine présidentielle, ça m'a drôlement amusé.

Vous n'êtes pas au courant ? Ce sera charmant, ils vont se promener, serrés l'un contre l'autre, la main dans la main, à travers la campagne, en se murmurant des mots doux devant les caméras : Après toi, mon Jacques ! — Je n'en ferai rien, mon chéri, passe, Raymond, je t'en prie. C'est pas adorable, ça ?

Ce matin, au café, des étoiles pleines les yeux, extasiés — ce sera le mariage du siècle, — j'en parle aux copains, je leur demande : — Où c'est qu'ils vont s'engager à s'aimer, à s'entraider, à se rester fidèles, à Notre-Dame ? Devant Mgr Lustiger ?

— Arrête de faire ta minette, tu veux ! Ça risque de tourner à la partie carrée, ton hyménée.

— Comment ça ?

— Voyons, réfléchis, t'es Léo, t'es Le Pen, ils sont pas que deux dans la course, l'année prochaine.

— Léo, c'est pas sa faute, c'est sa bande qui l'a poussé à jouer les gros bras. Il les a fait chanter, Barre et Chirac : Ou vous nous promettez des bons portefeuilles bien rembourrés après le second tour ou vous fauchez des voix avant le premier. J'ai vu sa maman, à Léo, il l'a amenée chez Drucker à la soirée Tino Rossi. Ça a l'air d'une femme très com à l'aise. Elle va sûrement le gronder et l'empêcher de fréquenter ces voyous.

— Et Le Pen, sa tante va lui donner la fessée s'il s'obstine à vouloir mettre une décaudette à son Jacques, c'est ça ? D'abord, où t'es pris que c'est Barre et Chirac qui vont se retrouver devant l'autel ? Et si c'est Léo et Le Pen justement ?

— Ben ça, j'en connais un qui serait content ! Mon Mimi, il se ferait un plaisir de les marier à sa manière retrouvée de Châteauneuf-Chinon.

CLAUDE SARRAUTE.

Les « horreurs » de M. Charles Pasqua...

« L'Exposition de l'horrible », organisée par M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, s'est ouverte ce lundi 27 avril, dans une annexe du ministère, avenue de Friedland à Paris. Elle réunit « les documents les plus significatifs sur les revues qui agitent nos enfants ». Cette sélection de dessins et photographies vise à justifier les

mesures d'interdiction à l'affichage et à la vente aux mineurs, qui ont frappé, le mois dernier, cinq revues entraînant leur retrait des kiosques et leur disparition. L'exposition est ouverte aux « personnalités responsables » des assemblées parlementaires, de la presse et des associations familiales ou éducatives.

...et les feuilles de vigne de M. Jack Lang

Répondant à l'initiative de M. Pasqua, M. Jack Lang, ancien ministre socialiste de la culture, a publié, le lundi 27 avril, une lettre ouverte pour suggérer au ministre de l'Intérieur d'autres mesures destinées à empêcher les attentats à la pudeur.

« Visitant la merveilleuse cathédrale de Bourges, écrit M. Jack Lang, je fus saisi d'émotion en voyant se détacher du tympan une scène sculptée que votre morale réproverait probablement : à l'entrée de l'édifice religieux, un paysan exhibe son sexe en érection et s'apprête à en faire un usage que, par peur de vous choquer, je n'ose

vous décrire. De semblables scènes érotiques sont sculptées sur d'autres édifices de France. Peut-être pourriez-vous alors vous inspirer utilement des méthodes pratiquées, avec succès, dans les années 30 par le Duce en Italie lorsqu'il fit passer des feuilles de vigne en marbre sur les sexes des statues romaines. »

M. Lang, qui avait offert, il y a quinze jours, à M. Pasqua les œuvres complètes de Rabelais, se propose de lui faire un nouveau cadeau : « Une reproduction de Picasso qui pourrait figurer dans votre musée de la pornographie. » En conclusion, l'ancien ministre regrette que le « gouvernement soit, à ce point, l'ennemi des plaisirs de la vie », mais remercie M. Pasqua « d'être capable de nous faire si souvent rire à gorge déployée ».

Chahut à la maison d'arrêt de Rennes. — Des détenus de la maison d'arrêt de Rennes ont manifesté à deux reprises, le samedi 25 et le dimanche 26 avril notamment, en jetant des papiers enflammés par les fenêtres des cellules. Des détenus de la région parisienne n'ayant pas d'attaches à Rennes sont à l'origine de ce chahut, selon la direction de cette maison d'arrêt qui compte six cents pensionnaires. Samedi soir, vers vingt-deux heures, une quarantaine de détenus ont participé au chahut qui a repris dimanche après-midi, à l'heure de la promenade, quand quatre-vingt détenus environ ont refusé de réintégrer leur cellule. Les détenus ont une nouvelle fois enflammé des papiers avant que le calme ne revienne.

La maison d'arrêt de Rennes, comme bon nombre d'établissements pénitentiaires, souffre de surpopulation. En principe, cette prison ne peut accueillir que quatre cents détenus, or six cents sont actuellement incarcérés.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

STAGES INTENSIFS A L'ÉTRANGER LA LANGUE QU'IL VOUS FAUT • Anglais, Anglo-américain • Allemand, Espagnol • Général ou Spécialisé Voyage Formation 35 BD DES CAPUCINES 75002 PARIS Tél. (1) 42 61 53 35

BOURSE DE PARIS

Matinée du 27 avril

Légère baisse : - 0,44 %

La Bourse de Paris a enregistré, ce lundi 27 avril, une légère baisse avec un indicateur en recul de 0,44 %. Parmi les principales hausses, figurent Compagnie du Midi (+ 3,24 %), Pretabail Sicomi (+ 2,56 %), Signaux (+ 2,46 %), Crouzet (+ 1,79 %), Sovac (+ 1,59 %). En revanche, sont en baisse : Proust SA (- 4,45 %), Guyenne-Gascogne (- 3,93 %), Michelin (- 3,13 %), Jean Lefebvre (- 3,08 %) et Synthelabo (- 2,77 %).

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	537	535	536
Agence News	2330	2320	2326
Air Liquide (L)	718	713	715
Banque Paribas	786	788	790
Bouygues	2960	2940	2930
Bouygues	1360	1335	1340
B.S.M.	5220	5190	5180
Carrefour	2645	2645	2645
Chargem SA	1081	1081	1081
Ch. de France	178	173	175
Elf-Aquitaine	335 50	336	336
Esso	3330	3330	3330
Elf-Lorraine	1700	1700	1725
Lyons, des Eaux	1651	1641	1664
Michelin	3620	3740	3700
Mid (L)	1545	1525	1535
Moët-Hennessy	2365	2385	2380
Navig. Marse	1115	1130	1120
Orléans	4430	4413	4413
Pernod-Ricard	1168	1160	1158
Prestige SA	1059	1041	1032
Saint-Gobain	465	465	465
Sonoff	678	670	670
Soussan	780	775	775
Télécoms	3315	3300	3300
Thomson-CSF	1730	1720	1715
T.S.T.	2525	2520	2520
Yale	638	635	634

Le numéro de « Monde » daté 26-27 avril 1987 a été tiré à 454 122 exemplaires

A B C D E F G

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

(Publicité)
SÉJOURS LINGUISTIQUES
ANGLETERRE - IRLANDE - USA - ALLEMAGNE - ESPAGNE
• Séjours en famille. Cours quotidiens. Sports et loisirs. Encadrement sérieux.
• Options sportives : équitation, tennis, voile, planche à voile.
• Élèves des collèges et lycées (11-18 ans).
• Étudiants (18-21 ans).
• Toutes vacances scolaires : février, Pâques, juin, été, Toussaint, Noël.
DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE
ENIS
21, avenue du Bel-Air, 75012 PARIS
Tél. : 43-44-11-44
Bureau de Rhône-Alpes :
2, avenue du Général-Brozet, 69006 LYON
Tél. : 78-52-44-78

FORMATIONS ÉCONOMIQUES :

LES VRAIS CHOIX DES EMPLOYEURS

SCIENCE & VIE
ECONOMIE

MAI

LIQUIDATION TOTALE

AVANT TRAVAUX
DES STOCKS DE PRÊT-À-PORTER MASCULIN DE GRANDES MARQUES SIGNÉES

STEPHANE MEN'S discount de luxe
130, bd Saint-Germain - Métro et parking ODEON
du mardi au samedi de 12 heures à 18 h 30

سكس في المصطفى